

Université de Montréal

Montréal-Nord, Montréal-Noir : les discours et les récits de la stigmatisation territoriale

Par

Antoine Vogler

Département de géographie, Faculté des Arts et Sciences

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de M. Sc. en géographie

Mai 2020

© Antoine Vogler, 2020

Université de Montréal

Unité académique : Géographie, Faculté des Arts et Sciences

Ce mémoire intitulé

Montréal-Nord, Montréal-Noir : les discours et les récits de la stigmatisation territoriale

Présenté par

Antoine Vogler

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes

Sébastien Nobert

Président-rapporteur

Violaine Jolivet

Directeur de recherche

Claire Hancock

Membre du jury

Résumé

La stigmatisation territoriale est un concept qui soutient que certains groupes de personnes sont discrédités, dévalorisés et entachés par la réputation de leur lieu de résidence réel ou supposé. Ce mémoire cherche à illustrer la stigmatisation territoriale opérée sur Montréal-Nord — un arrondissement de la ville de Montréal touché par des enjeux de pauvreté et dont une grande partie de la population est issue de l'immigration. Affecté par une réputation peu enviable au sein de l'imaginaire spatial québécois, Montréal-Nord est généralement perçu comme le « Bronx montréalais » : un espace fréquenté par des gangs de rue et associé à un secteur enclavé de faible qualité urbanistique. Ces représentations, mettant l'accent sur le caractère dangereux et criminel de cet arrondissement, ont été renforcées suite au meurtre de Fredy Villanueva abattu par un policier en 2008 dans un parc de Montréal-Nord et des révoltes urbaines qui ont suivi. Or, dans quel contexte de production les récits médiatiques sur Montréal-Nord sont réalisés ? Et surtout, quelles actions sont proposées par les institutions publiques, les organismes communautaires et certains collectifs citoyens afin de renverser une image jugée négative et de cesser la paupérisation de l'arrondissement ?

Grâce à une base de données regroupant les articles publiés sur l'arrondissement de Montréal-Nord par huit journaux de la presse écrite montréalaise entre 2006 et 2016, il est possible d'illustrer des processus de mise en visibilité qui concentre l'attention sur le caractère dangereux du quartier. De plus, 25 entretiens semi-dirigés avec différent·e·s acteur·trice·s issu·e·s de Montréal-Nord permettent de souligner l'influence que les récits médiatiques ont sur la production de l'espace urbain. L'émergence de collectifs citoyens performant une nouvelle citoyenneté sera aussi documentée afin d'illustrer une forme de réappropriation du discours sur Montréal-Nord. À l'intersection des enjeux de race, de représentations et de réparations, cette recherche vise à souligner les mécanismes ségrégatifs à l'œuvre au sein de l'espace urbain et médiatique montréalais.

Mot-clés : Stigmatisation territoriale ; Montréal-Nord ; Média ; Rapports de pouvoir ; Représentation ; Racisme ; Marginalisation ; Controverse spatiale ; Production de l'espace.

Abstract

Territorial stigmatization is a concept that argues that certain groups of people are discredited, devalued and tainted by the reputation of their real or perceived place of residence. This research seeks to illustrate the territorial stigmatization of Montréal-Nord—a borough in the city of Montréal that is affected by poverty issues and where a large part of the population is of immigrant origin. Affected by an unenviable reputation in Quebec's spatial imagination, Montréal-Nord is generally perceived as the “Montréal Bronx”: a space occupied by street gangs and associated with a landlocked area of poor urban quality. These representations, emphasizing the dangerous and criminal nature of this borough, were reinforced following the murder of Fredy Villanueva by a police officer in 2008 in a Montréal-Nord park and the urban revolts that followed. However, in which production context the media stories about Montréal-Nord are being made? And above all, what actions are proposed by public institutions, community organizations and certain citizen collectives in order to reverse an image deemed negative and to stop the impoverishment of the borough?

Thanks to a database of articles published on the borough of Montréal-Nord by eight Montréal print media newspapers between 2006 and 2016, it is possible to illustrate processes that focus attention on the dangerous nature of the neighbourhood. In addition, 25 semi-directed interviews with various actors from Montréal-Nord highlights the influence that media stories have on the production of urban space. The emergence of collectives performing a new type of citizenship will also be documented in order to illustrate a form of recuperation of the discourse about Montréal-Nord. At the intersection of issues of race, representation and reparations, this research aims to highlight the segregating mechanisms at work within Montréal's urban and media space.

Keywords: Territorial stigmatization; Montréal-Nord; Media; Power relations; Representation; Racism; Marginalization; Spatial controversy; Production of space.

Table des matières

Résumé.....	i
Abstract.....	ii
Table des matières	iii
Liste des tableaux.....	v
Liste des figures	vii
Liste des sigles et abréviations.....	viii
Remerciements.....	x
 Introduction.....	 1
 Chapitre 1 — Un quartier que l'on défavorise.....	 7
1.1 – Un passé certain : ce que la colonisation laisse comme traces	8
1.2 – Transformer un village rural en ville moderne	12
1.3 – Un quartier sous surveillance policière : Montréal-Nord devient Montréal-Noir.	18
1.4 – Montréal-Nord à l'ère de la Villanuevacène	25
 Chapitre 2 — Revue de littérature et cadre conceptuel.....	 31
2.1 — La revue de littérature.....	31
2.1.1 – Les études sur la stigmatisation territoriale.....	31
2.1.2 – La géographie : entre représentations et re-présentation	37
2.1.3 – Montréal-Nord et la recherche : un territoire surveillé.....	40
2.2 — Le cadre conceptuel	44
2.2.1 – La production de l'espace.....	44
2.2.2 – L'approche relationnelle en géographie.....	50
2.2.3 – Le racisme : un processus relationnel	53
2.2.4 – Les discours : les producteurs de régimes de vérité sur l'espace.....	56
 Chapitre 3 — Méthodologie	 59
3.1 — La réflexivité du chercheur : Afrique du Sud et blanchité.....	59
3.2 – La base de données : recherche quantitative sur les discours médiatiques	62
3.2.1 – Réaliser la base de données	62
3.2.2 – Aperçu quantitatif de la base de données	69
3.3 — Les entretiens : Recherche qualitative sur les récits du quotidien	73
3.3.1 – La sélection des intervenants	73
3.3.2 – Déroulement des entretiens.....	77
3.3.3 – Traitement des données : faire une analyse de discours	79

3.4 — Observation participante ou participation observante ?	83
3.5 — Les limites méthodologiques	86
Chapitre 4 — La fabrication des récits médiatiques.....	89
4.1 — La crise des médias.....	90
4.1.1 — Le paysage médiatique en profond bouleversement.....	91
4.1.2 — La dépendance journalistique aux institutions : la presse écrite demeure-t-elle un quatrième pouvoir ?.....	98
4.1.3 — La police comme source d'information	106
4.2 — La neutralité médiatique : un processus de sélection	114
4.2.1 — L'intérêt public : une définition fluide ?	115
4.2.2 — Un espace médiatique blanc : une accessibilité à géométrie variable	119
Chapitre 5 — Le dialogue autour d'une controverse spatiale : Le cas de la Place de l'espoir.....	125
5.1 — Comprendre la genèse et les effets de la stigmatisation	129
5.2 — L'émergence de collectifs citoyens : réappropriation du discours et nouvelle forme de citoyenneté.....	133
5.3 — La Place de l'espoir : étude de cas d'une controverse spatiale	143
Conclusion	157
Références bibliographiques	165
Annexes.....	187
Annexe I — Guide des entretiens	187
Annexe II — Exemple de questionnaire	189
Annexe III — Résumé des recherches montrées aux enquêtés.....	193
Annexe IV — Certificat d'éthique	194
Annexe V — Zine	195
Annexe VI — Un exemple de trois articles issus d'un même texte d'une agence de presse concernant la fermeture de l'usine de viande de Metro de Montréal-Nord ...	197
Annexe VII — Image de la plaque de commémoration de la Place de l'espoir	198
Annexe VIII — Tableau résumé des différents collectifs	199

Liste des tableaux

Tableau 1. — Définition des différentes thématiques.....	64
Tableau 2. — Définition des types d'événements médiatiques.....	67
Tableau 3. — La proportion des articles de l'échantillon selon chaque thématique.....	71
Tableau 4. — La proportion de la couverture médiatique par thématique.....	71
Tableau 5. — Les composantes méthodologiques de l'analyse de discours	80

Liste des figures

Figure 1. — La ville est seulement bâtie plus haute que la forêt.....	9
Figure 2. — Carte de la paroisse du Sault-au-Récollet en 1879.....	11
Figure 3. — Édition du Guide de Montréal-Nord.	13
Figure 4. — Éditions du Guide de Montréal-Nord	13
Figure 5. — La partie nord-est de Montréal-Nord en 1966 et en 1973.....	15
Figure 6. —Le secteur nord-est de Montréal-Nord en 1947 et en 1978.....	15
Figure 7. — Personnes interpellées dans le PDQ 39 (Montréal-Nord) par mois selon l'origine ethnique de 2001 à 2008.....	22
Figure 8. — Propos relatés dans le rapport de Martin Courcy	23
Figure 9. — Carte montrant la répartition des familles monoparentales ou face à la répartition des populations issues des minorités visibles à Montréal-Nord.....	27
Figure 10. — Article de Patrick Sansfaçon, 10 octobre 2008.....	28
Figure 11. — Liste initiale des mots-clés.....	66
Figure 12. — Réaliser la base de données, étape par étape	68
Figure 13. — La proportion de l'échantillon couvert par chaque média.....	69
Figure 14. — Le nombre d'articles publiés annuellement.....	70
Figure 15. — Les producteurs de représentations spatiales	74
Figure 16. — Un exemple de trois articles issus de médias différents ayant utilisé le même article d'une agence de presse.....	95
Figure 17. — Un exemple d'un article partagé sur différentes plateformes d'un même média illustrant la convergence médiatique.....	96
Figure 18. — Article de Lisa-Marie Gervais, 18 août 2008	101
Figure 19. — Les captures d'écran d'une recherche avec le mot « Montréal-Nord »	102
Figure 20. — Le cycle de surveillance entre les médias et les policiers.....	110
Figure 21. — Photo déposée en preuve par le SPVM afin de prouver l'appartenance de Fredy et Dany Villanueva aux gangs de rue.....	112
Figure 22. — La spectacularisation de Montréal-Nord par la sélection des nouvelles.....	115

Figure 23. — Régression linéaire entre le tirage hebdomadaire d'un journal de la presse écrite et la proportion de sa ligne éditoriale accordée à une thématique.	117
Figure 24. — Les cinq revendications de M-NR.....	135
Figure 25. — L'affiche promotionnelle d'Hoodstock 2020	140
Figure 26. — La couverture médiatique le lendemain des révoltes.....	143
Figure 27. — La conférence de presse du 28 juin 2018.....	147
Figure 28. — Bousculade autour de l'inauguration de la Place de l'espoir.....	152

Liste des sigles et abréviations

CRAP : Coalition contre la répression et les abus policiers

MCC : Maison culturelle et communautaire

M-NR : Montréal-Nord Républik

PDQ : Poste de quartier

SPVM : Service de police de la ville de Montréal

SQ : Sureté du Québec

TLHEP : Tout le hood en parle

*À Fredy Villanueva,
Tu vis dans nos cœurs*

*À matante Andrée,
Pour m'avoir donné la curiosité sur le monde urbain*

Remerciements

Lors de la rédaction de ce texte, j'ai lu énormément de mémoire de maîtrise pour m'inspirer, trouver des sources ou des manières de formuler certaines pensées ou simplement voir à quoi pourrait ressembler le résultat final que j'aspirais à déposer. Les remerciements étaient l'une des sections que je lisais toujours avec assiduité. Étrangement, c'était souvent la seule page où j'avais l'impression de lire la vraie voix de la personne que je lisais. J'adorais voir qui était considéré comme ayant aidé le projet et essayer de comprendre la personne qui avait écrit le texte que j'avais entre les mains. Écrire ces remerciements, c'est aussi reconnaître l'apport de plusieurs personnes dans ce projet qui aura duré trois ans. D'une certaine façon, ce mémoire n'aurait pas été le même sans le support et la collaboration de tous ces individus qui ont permis à ce qu'il devienne ce qu'il est aujourd'hui.

Violaine Jolivet est la meilleure directrice qu'un étudiant puisse avoir : ton dévouement envers tes étudiant·e·s, ta curiosité scientifique et ta grande sensibilité sont toutes des qualités qui font de toi une professeure, une collègue et désormais une amie inestimable.

Merci aux personnes que j'ai rencontrées au département de géographie ou au travers du monde de la recherche qui ont rendu mon parcours académique plus inspirant. Camila Patiño-Sanchez, Chloé Reiser, Thiago Costa, Yannick Baumann, Chakib Khelifi, Célia Bensiali-Hadaud, Andréanne Lemay, Alexe Lépine-Dubois, Kim Méthot, Nicholas Levasseur, Lara Munro, Raphaël Guilbault, Mateo Alba, Lama Boustani ainsi qu'à tou·te·s mes collègues du TRAMES et du Comité exécutif de l'AECSGUM : vous avez fait en sorte que l'université soit une place d'espoir.

Lorsque je me suis inscrit à l'université, je pensais que l'espace désignait ce milieu situé au-delà de l'atmosphère terrestre composée de corps célestes : je me suis rendu compte que c'était une notion beaucoup plus complexe grâce à l'enseignement des professeur·e·s au département de géographie. Quatre d'entre elles et eux ont laissé leur trace au sein de mes réflexions et je leur en remercie grandement : Nicole Gombay pour

m'inspirer à observer les traces du passé en dérivant dans la ville et l'éveil géographique que tes cours m'ont donné ; Patricia Martin pour l'introduction au monde de la recherche, l'éveil sur la curiosité scientifique et pour les lettres de recommandation ; Sébastien Nobert pour les questionnements concernant la géographie critique et Julie Talbot pour m'avoir inspiré et aidé à produire les droites de régression linéaire.

À mes ami·e·s — ma maison — plus particulièrement Béatrice Venne, Véronique De Petrillo, Delphine Gauthier-Boiteau et Jules Desjardins pour l'aide technique, les questions pertinentes et les moments de détente dont j'avais tant besoin à certains moments. Grâce à mes ami·e·s du Réservoir et du Café Parvis, je me suis rappelé qu'il y avait un monde au-delà de l'université. À mes ami·e·s d'Open Stellenbosch, je n'aurais jamais initié mon projet sans vous : *Amandla — Awethu* ! J'ai réalisé la base de données et écrit ce mémoire en écoutant Frank Ocean, Rihanna, Kanye West, Beyoncé, J Balvin, Bad Bunny, Slowthai et Tyler The Creator. Je ne sais pas trop ce que ça révèle sur moi, mais je dois donner le crédit où il est dû.

Merci aux personnes interviewées de m'avoir accordé leur confiance. Le fait d'avoir pris le temps de me rencontrer a fait en sorte de créer le matériel de base sur lequel est produit ce mémoire. J'espère ne pas décevoir vos attentes et respecter vos propos. Je me suis senti moins seul à réaliser un (long) travail d'archives médiatiques lorsque j'ai rencontré Nicole Blanchard. Je salue ton engagement envers ta communauté. La Société d'histoire et de généalogie, plus spécifiquement Jean-Paul Guiard, fournit un lieu de mémoire important pour l'arrondissement de Montréal-Nord. L'accès aux archives médiatiques et aux photos d'époque a permis de mettre en image mes réflexions. J'ai compris les possibilités de transformer la politique en politique en rencontrant Nadia Duguay : ton travail est admirable. Rachel Del Fante m'a permis de comprendre ce qu'était la crise des médias : merci d'avoir accepté de me rencontrer. Merci à Zola, une artiste de rue inspirante, qui m'a autorisé à reproduire son portrait de Fredy Villanueva. La CRAP est une source d'information essentielle pour la société québécoise : merci d'exiger une meilleure transparence des institutions publiques par vos nombreuses demandes d'accès à l'information et votre travail acharné.

Aux membres du Comité de soutien à la famille Villanueva, vous êtes une source d'inspiration et d'aspiration pour moi. Alexandre Popovic, Gabriella Kinté, Guillaume Hébert, Josianne Barrette-Moran, Nargess Mustapha, Ricardo Lamour, Solo Fugère, Will Prosper, Wissam Mansour et plusieurs autres personnes qui ont gardé la mémoire de Fredy en vie : merci pour votre travail qui m'a fait croire en un avenir meilleur.

Ma famille m'a fourni un amour inconditionnel et une présence réconfortante en rendant tout possible. Laura Vogler, Christiane Jalbert, Anton Vogler, Andrée Lachapelle, Christiane Drouin, Gaby Bonhomme, Edecia del Carmen Suarez et Luis Oxiel Segura : sans vous, je ne serai pas la personne que je suis aujourd'hui. Je suis chanceux. Enfin, Dustin Ariel Segura Suarez, les mots ne peuvent décrire notre amour et l'importance de t'avoir dans ma vie.

Introduction

« C'est comment là-bas ? »

« T'as-tu peur de te promener seul ? »

« Est-ce que c'est un quartier sécuritaire ? »

« C'est pas un peu ghetto ? »

« Y'as-tu vraiment juste des Noir·e·s qui habitent à Montréal-Nord ? »

« T'habilles-tu d'une certaine façon pour te faire accepter par les gens là-bas ? »

Ce sont les questions que l'on m'a souvent posées lorsque je disais me rendre souvent à Montréal-Nord dans le cadre de ma maîtrise. Plutôt que d'informer sur l'arrondissement, ce genre de question parle beaucoup plus de la façon dont les personnes qui posent ces questions perçoivent Montréal-Nord : comme un endroit exotique, lointain, inaccessible et dangereux. Souvent pris de cours, j'avais de la misère à répondre à ces questions avec tact. Surtout, j'avais l'impression qu'elles exigeaient une réponse beaucoup plus longue que mon·a interlocuteur·trice était prêt·e à entendre. La question la plus fâchante, mais aussi la plus révélatrice, qu'on m'a posé est la suivante :

« Pis, en tant qu'homosexuel, fais-tu face à de l'homophobie à Montréal-Nord ? »

Étrange raisonnement d'appréhender que le fait de venir de Montréal-Nord peut te rendre homophobe. En tant qu'homme queer, l'homophobie, tu peux y faire face partout : pas plus à Montréal-Nord qu'ailleurs. À force de tenter de répondre à ces questions, mes propres questionnements commençaient à naître. Ces observations sont aussi remarquées par des personnes qui résident ou travaillent à Montréal-Nord comme l'illustre les propos d'une intervenante du milieu communautaire interviewée dans le cadre de ce mémoire de maîtrise qui affirme :

« Moi, c'est aussi sur le plan personnel lorsque je dis que je travaille à Montréal-Nord : "Ah, mon dieu, ça va ? C'est pas trop dur ? Le soir, tu rentres pas trop tard ? Comment tu fais ?". Tsé, ben moi à un moment donné, je disais à la blague "Ouais, ouais, je porte un gilet par balle, puis je me cache entre

deux talus”. Je dis pas que tout le monde me disait ça, mais c’était régulier ce genre de réflexion. Je me rappelle que j’avais demandé à quelqu’un de venir me déposer à Montréal-Nord, une personne qui habitait à Laval et qu’elle me disait “Ah, si ça te dérange pas, je vais éviter de passer par cette rue”. On parle d’Henri-Bourassa, le boulevard. Pis je ne comprenais pas. “Il y a de la circulation, du trafic ?” Il y avait beaucoup de naïveté de ma part. “Ah non, on sait jamais, c’est quand même Montréal-Nord”. Donc, il y a cette mentalité-là. » (Entretien #9)

Communément appelé Montréal-Noir, l’imaginaire géographique montréalais représente Montréal-Nord comme « un ghetto », fréquenté par les gangs de rue et associe ce secteur de la ville à un espace enclavé de faible qualité urbanistique. Suite aux révoltes urbaines engendrées par des bavures policières et le meurtre de Fredy Villanueva par un policier du SPVM en 2008, la médiatisation du quartier mettant l’accent sur une représentation dangereuse et criminelle de Montréal-Nord a été renforcée. Ainsi, il n’est pas anodin que Montréal-Nord soit désigné comme un quartier défavorisé, exclu et marginalisé. Or, ces adjectifs se doivent d’être mis en action, d’être compris comme un verbe plutôt que comme un nom puisque la marginalisation, l’exclusion et la défavorisation sont des actions spatiales — pas seulement des caractéristiques fixes du territoire. Dès lors, il devient nécessaire de se poser quelques questions quant à savoir par rapport à quoi Montréal-Nord est marginalisé, de qui les communautés nord-montréalaises sont exclues et quels sont les processus qui ont défavorisé l’arrondissement ? Sans ces questions, il est possible de penser que les enjeux d’inégalités qui touchent Montréal-Nord sont issus de l’arrondissement et de ces habitant·e·s, plutôt que causés par des enjeux structurels qui font en sorte de désavantager certains individus et certaines communautés.

Comme de fait, ces perceptions tendent à stigmatiser Montréal-Nord et les personnes qui fréquentent cet arrondissement. À force de me faire poser des questions ou de recevoir des remarques sur Montréal-Nord, je me suis rendu compte que peu de Montréalais·e·s connaissent — ou même ont déjà mis les pieds — dans cet arrondissement. C’est dans ce contexte qu’il devient pertinent d’interroger les causes de ces idées préconçues sur Montréal-Nord, mais aussi les causes responsables de la stigmatisation de ce territoire : comment cet ancien village agricole prospère est-il devenu cet espace enclavé, pauvre et supposément un repère chaud de la criminalité dans l’imaginaire spatial montréalais ?

Dès lors, il devenait pertinent de documenter la production de l'espace urbain et — plus spécifiquement dans le contexte nord-montréalais — de sa défavorisation. Issu d'une gestion néolibérale et d'une production de l'espace urbain qui privilégie une rentabilité foncière au-delà d'un usage fonctionnel et multiple, Montréal-Nord se voit faire les frais d'un urbanisme agressif qui fait en sorte de désavantager ces résident·e·s. Témoin d'une fragmentation de la ville et d'une perte de la centralité urbaine, les pratiques discriminatoires en matière de logement, la conception des transports en commun, les règlements de zonage, la fracture numérique et la surveillance policière jouent tous un rôle dans la relégation de certaines communautés racisées dans différents secteurs de Montréal-Nord où elles connaissent divers niveaux d'exclusion fondés entre autres sur la race, la classe et le genre.

De plus, il devenait pertinent de documenter la production de la défavorisation urbaine, mais aussi les récits médiatiques, leur fonctionnement et leur contexte d'émergence puisque c'est avant tout par ce filtre que l'imaginaire spectaculaire de cet arrondissement perçu comme étranger voit le jour. Sous un couvert de neutralité, ces représentations médiatiques deviennent souvent le seul moyen d'informer le monde extérieur sur la réalité nord-montréalaise. Or, la couverture médiatique de Montréal-Nord est souvent critiquée par les habitant·e·s de l'arrondissement qui y voient une source de stigmatisation de leurs lieux de résidence. Ainsi, il devenait nécessaire de documenter ce conflit entre les représentations véhiculées par les médias et le quotidien vécu par les personnes qui fréquentent Montréal-Nord.

La stigmatisation territoriale (Wacquant, 2007 ; Wacquant, Slater et Pereira, 2014) a été le concept d'approche que j'ai sélectionné puisqu'il permet d'illustrer de quelles façons des idéologies construites socialement à propos de la race, de la classe et du genre peuvent produire une image spectacularisée de Montréal-Nord qui rattache cet arrondissement à la criminalité et à la pauvreté justifiant l'enfermement, la surveillance et la ségrégation spatiale de certains corps et communautés associés à ces phénomènes. La stigmatisation peut être apolitique si l'on n'étudie que les personnes qui sont les bénéficiaires de ces comportements ou si l'on concentre plutôt l'attention sur les producteurs de rejet et d'exclusion — ceux qui font la stigmatisation. Il est donc

important d'étudier la stigmatisation en tant que processus chargé de pouvoir qui maintient une discrimination systématique et un désavantage dans les chances de vie. Le passage d'une échelle qui met l'accent sur les interactions individuelles à des relations de pouvoir plus larges contribue au développement de la stigmatisation territoriale, qui désigne « a consequential and injurious form of *action through collective representation fastened on place* » (Wacquant, Slater, & Pereira, 2014, p. 1278, soulignée dans l'original). Cette approche structurelle est pertinente pour comprendre l'environnement dans lequel les inégalités urbaines actuelles sont produites à Montréal-Nord. C'est de cette façon que l'attention à l'aspect territorial de la stigmatisation permet de souligner les rapports de pouvoir qui structure celle-ci, mais aussi le caractère relationnel de ce phénomène.

L'objectif de ce mémoire sera précisément d'illustrer les processus qui ont fait en sorte de défavoriser Montréal-Nord, d'éclairer les idéologies sur lesquelles se basent l'exclusion de certaines communautés, ainsi que d'étudier les représentations — plus spécifiquement celles transmises par les médias — qui tendent à rendre marginal certaines pratiques, certains corps et certains espaces au sein de Montréal-Nord qui sont associés à la stigmatisation de l'arrondissement. Au-delà de la production de la défavorisation urbaine et des représentations médiatiques de Montréal-Nord, il est devenu évident qu'il fallait aussi documenter les pratiques qui tentaient de remettre en cause la stigmatisation de l'arrondissement afin d'adopter une « lecture en contrepoint qui doit tenir compte de deux processus, celui de l'impérialisme et celui de la résistance » (Saïd, 2000 : 12). C'est pourquoi l'émergence de collectifs citoyens a aussi été étudiée dans le but d'illustrer la réappropriation des discours sur Montréal-Nord. L'affirmation de nouveaux récits sur l'arrondissement par ces collectifs citoyens souligne les responsabilités étatiques dans la précarisation de l'arrondissement et demande des pratiques réparatrices qui exigent une nouvelle forme de citoyenneté.

Ainsi, ce présent mémoire se base sur trois questions de recherche qui se formulent comme suit :

1. Quels sont les discours médiatiques produits sur Montréal-Nord par la presse écrite montréalaise entre 2006 et 2016 ?

2. Comment la stigmatisation territoriale a-t-elle produit l'arrondissement de Montréal-Nord et quels sont ces impacts sur les politiques publiques actuelles ?
3. De quelles façons la stigmatisation est-elle remise en cause par certains collectifs citoyens de Montréal-Nord ?

Les objectifs de ces trois questions seront doubles à savoir (1) d'illustrer le contexte médiatique actuel ainsi que les moyens employés par les médias de la presse écrite montréalaise qui engendre une stigmatisation de Montréal-Nord et (2) d'illustrer les récits et les pratiques performés par des collectifs citoyens afin d'exiger de nouvelles formes de citoyenneté qui remettent en cause la stigmatisation de Montréal-Nord. Cet objectif double explique ma volonté d'emprunter une approche relationnelle afin d'éclairer certains processus qui tendent à stigmatiser l'arrondissement de Montréal-Nord tout en les reliant à d'autres pratiques qui cherchent à outrepasser cette stigmatisation.

Ce mémoire élabore ma réflexion au travers de cinq chapitres. Premièrement, une présentation contextuelle de Montréal-Nord sera effectuée afin d'éclairer la production d'un espace qui est défavorisé par différents processus. Une revue de la littérature et des concepts qui ont structuré le présent projet de recherche seront ensuite réalisés afin d'établir les bases ontologiques sur lesquelles je me suis appuyé. J'enchaînerai avec la présentation du cadre méthodologique afin de souligner les méthodes d'enquête qui ont guidé mes réflexions. Quant à eux, les deux derniers chapitres aborderont des processus participants ou remettant en cause la stigmatisation de Montréal-Nord. Dans un premier temps, j'expliquerai de quelle façon la crise médiatique actuelle et la neutralité journalistique affectent les représentations des espaces jugés marginalisés. Dans un deuxième temps, je tenterai de documenter comment certains collectifs citoyens se réapproprient les récits sur Montréal-Nord en demandant de nouvelles formes de citoyenneté au travers l'étude d'une controverse spatiale concernant la commémoration des événements entourant le meurtre de Fredy Villanueva.

Chapitre 1 – Un quartier que l'on défavorise

« Marginalization: in order for me to be marginalized in your mind, you must be further convinced that you are the center of the universe. »

Lee Maracle, *My Conversations with Canadians*, 2017

Un palimpseste est un parchemin sur lequel on a effacé les inscriptions initiales pour rédiger un nouveau texte par-dessus. C'était une technique utilisée au Moyen Âge afin de réutiliser d'ancien manuscrit pour copier de nouveaux textes alors que le parchemin coûtait cher. Les traces des anciens textes demeurent toutefois visibles, laissant transparaître la permanence de la mémoire écrite. La ville est à l'image d'un palimpseste urbain : elle est l'accumulation de strates temporelles, spatiales et sociales (Mongin, 2005). Observer la « sédimentation » urbaine permet de comprendre l'habiter et les fondements sur lesquels se fonde les actes de projeter et de construire la ville. À Montréal-Nord, cette sédimentation transparaît à plusieurs endroits et de plusieurs façons. J'ai commencé à me poser des questions sur le passé de Montréal-Nord lorsque j'ai remarqué les nombreuses maisons patrimoniales qui côtoyaient les tours de résidences pour personnes âgées le long de la Rivière-des-Prairies. C'est à ce moment que je me suis demandé ce qui se trouvait ici avant le bitume. Comment ces deux artefacts architecturaux pouvaient-ils se retrouver l'un à côté de l'autre et représenter une seule et même entité que l'on appelle Montréal-Nord ? Surtout, je me suis demandé si tout ce qui reste du passé de Montréal-Nord sont les quelques maisons agricoles qui bordent le boulevard Gouin. J'en doute.

En apparence sans histoire, comme une ville nouvelle surgit d'un espace sans maître, le territoire que l'on connaît aujourd'hui comme Montréal-Nord compte plutôt une longue accumulation d'événements qui se solde en sa situation présente. Dans cette section qui vise à retracer le fil historique de Montréal-Nord, je m'attarderais à trois périodes historiques marquantes qui expliquent la situation de défavorisation actuelle de l'arrondissement : la colonisation du territoire par les puissances européennes, la transformation d'un village rural en ville moderne sous l'impulsion d'un maire ambitieux

ainsi que le mode de gouvernance néolibérale du nouvel arrondissement au début du XXI^e siècle. Chacune à leur façon, ces strates historiques laissent des traces dans le paysage urbain de Montréal-Nord et contribuent à former le territoire que l'on connaît aujourd'hui comme l'une des circonscriptions les pauvres du Canada. Or, un territoire n'est pas défavorisé, il le devient. C'est pourquoi il est essentiel de comprendre les conditions qui ont fait en sorte de rendre défavorisé un espace qui aurait pu avoir une situation bien différente. La colonisation est certainement l'une des causes les plus importantes de la modification du paysage nord-montréalais puisque le système colonial d'occupation du territoire a tracé la voie au régime de la propriété privée qui perpétue des inégalités économiques.

1.1 – Un passé certain : ce que la colonisation laisse comme traces

Dans divers lieux de Montréal-Nord, j'ai réfléchi à quoi ressemblerait ma vue si nous étions en 1600 ? Une forêt dense, des villages autochtones au loin, quelques animaux qui peuplent les buissons et des esprits qui habitent chaque élément de la nature. Et en 1850, quel spectacle serait visible sur le territoire nord-montréalais ? Des colons qui défrichent la terre pour la transformer en champ agricole, des clochers d'église qui se dressent au centre des nouvelles paroisses, une présence autochtone maintenant moins visible, puisqu'entassée dans des réserves. Et aujourd'hui, y'a-t-il quelque chose du passé qui reste à voir ? Où se trouvent les arbres centenaires témoin de l'écoulement du temps, les frontières des rangs agricoles ou encore les cours d'eau où se baignaient les enfants ? En regardant ma réflexion dans le miroir, j'observe souvent des parties de mon individualité qui sont issues du passé colonial canadien que ce soit la blancheur de ma peau, la langue française que je parle ou encore l'héritage financier que mes parents vont sûrement me léguer le jour de leur mort.



Figure 1. – Situé à proximité de la frontière est de Montréal-Nord, le parc-nature du Ruisseau-de-Montigny est probablement le paysage le moins perturbé dans l'est de Montréal depuis la colonisation, comme si cet espace avait été oublié par les colons. Ici, il est facile de voir que la ville est seulement bâtie plus haute que la forêt.

Lorsque l'on connaît l'histoire canadienne, il est possible de la voir transparaître partout. La colonisation et le régime seigneurial de la Nouvelle-France expliquent l'organisation actuelle du territoire que l'on appelle aujourd'hui Montréal-Nord : le tracé des rues copie les anciennes frontières des côtes et des rangs agricoles et la toponymie des lieux demeurent fortement associés aux anciennes seigneuries. Prises pour acquis, le système d'occupation du territoire de la Nouvelle-France transpose le système seigneurial français en Amérique comme un outil de colonisation visant à faciliter le peuplement du territoire – régime qui assure la légitimité des droits de propriété des seigneurs jusqu'en 1859 sur l'île de Montréal et jusqu'en 1970 au Québec (Grenier, 2010). Encore aujourd'hui, ce système territorial influence l'organisation spatiale de l'arrondissement de Montréal-Nord puisqu'il est à l'origine du système canadien de la propriété privée et du développement du territoire par des promoteurs avides de tirer profit de la rente foncière.

Auparavant connue sous le nom de Skawanoti, c'est-à-dire la rivière en arrière de l'île (Tellier, 1999), la Rivière-des-Prairies est le premier témoin à interroger pour comprendre la naissance de Montréal-Nord, connu antérieurement comme étant le Bas-

du-Sault. Longtemps utilisée comme voie de transport pour éviter les rapides du fleuve Saint-Laurent (Kaniatarowanéhne¹) par les nations mohawks (Kanien'kehá : ka), c'est par cette rivière que Montréal-Nord a été colonisé : ainsi c'est juste avant les rapides, soit près de l'actuel boulevard Saint-Michel, que Samuel de Champlain fait célébrer la première messe en Nouvelle-France le 24 juin 1615 (Tellier, 1999). Dès 1663, les Sulpiciens deviennent propriétaires de l'île de Montréal (Otsirà:ke) (Baillargeon, 1968) afin d'assurer l'évangélisation des âmes et le peuplement du territoire en engageant des colons et en mettant en esclavage des autochtones pour défricher des terres couvertes d'une forêt dense. Qualifiée de découverte par les empires européens, l'île de Montréal était un bien vendu et échangé entre de riches colons missionnaires sans le consentement des nations autochtones dans le but d'en faire une « meilleure utilisation » et de la « mettre en valeur ». En 1696, la mission du Sault-au-Récollet est ouverte. Le but de cette mission était de déplacer contre leur gré les autochtones qui cultivaient des terres près du Mont-Royal pour permettre à des colons français de cultiver ces terres et de défricher à peu de frais cette nouvelle mission au nord de l'île (Chalifoux, 2009). Lorsque le défrichage était terminé à peu de frais, les colons pauvres sont demeurés pauvres et la Compagnie des frères de Saint-Sulpice, nouvellement propriétaires terriens, s'est enrichie en s'appropriant des terres non-cédées. Aujourd'hui urbanisés, les descendant·e·s des ancien·ne·s travailleur·e·s agricoles sont généralement moins bien nanti·e·s. Quant aux descendant·e·s des nations autochtones, ils et elles se retrouvent la cible d'un génocide organisé par l'État canadien (Buller, 2019). Cette division inégalitaire des classes sociales se reproduit actuellement et est dérivée du système colonial d'occupation des terres. Une carte de 1879 de la paroisse du Sault-au-Récollet (Figure 2) illustre la persistance de cette division des terres qui continue d'influencer le paysage urbain actuel. En effet, plusieurs noms de rue sont inspirés des anciens noms des côtes et s'est en suivant les frontières de des rangs que les promoteur·e·s ont développé des pans entiers de l'arrondissement de Montréal-Nord.

¹ Les noms en langue Kanien'kehá : ka ont été repérés sur le dictionnaire en ligne suivant : <https://kanienkeha.net/>. Les noms en Kanien'kehá : ka ont été mis en parenthèse pour faciliter la lecture du texte. La toponymie des lieux a été traduite, lorsque possible, pour souligner que la toponymie actuelle est un vestige de la colonisation.

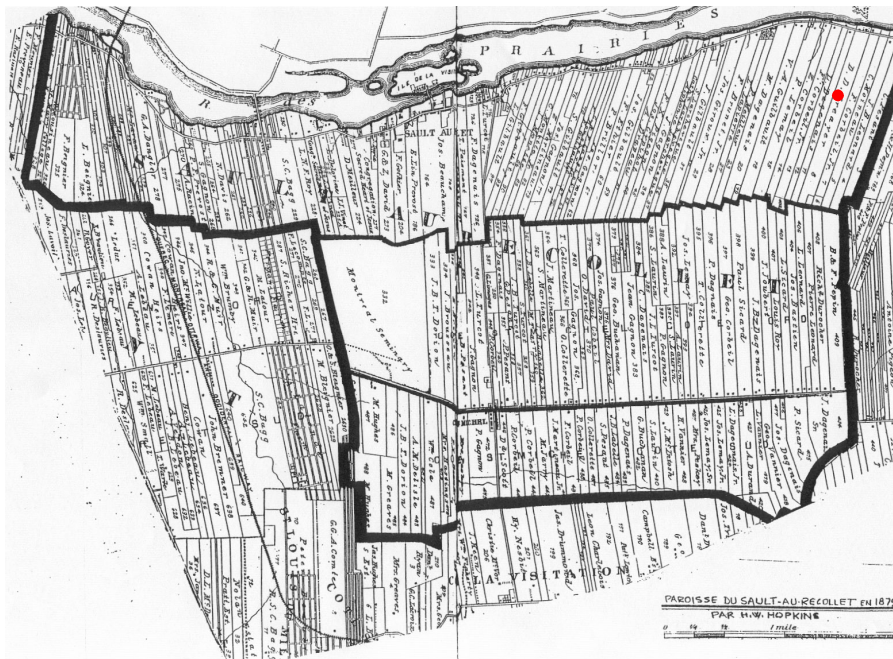


Figure 2. – Carte de la paroisse du Sault-au-Récollet en 1879. En observant les frontières des rangs, il est possible de repérer des frontières et des rues encore existantes aujourd'hui. La terre des Dagenais, le lot #11, est l'endroit où se situe actuellement la rue Rolland et la Maison culturelle et communautaire. (Source : H. W. Hopkins via la Société d'histoire et de généalogie de Montréal-Nord.

La paroisse catholique Sault-au-Récollet voit le jour en 1845 à l'emplacement de la mission des Sulpiciens. Situé à l'extrémité ouest de Montréal-Nord, c'est à cet endroit que les Sulpiciens font construire l'église de la Visitation de la Bienheureuse-Vierge-Marie, plus vieille église encore existante de Montréal, ainsi qu'un fort, des digues, des moulins et une scierie autour des rapides de la Rivière-des-Prairies (Tellier, 1999). Des censitaires fondent par la suite des fermes tout le long de la Rivière-des-Prairies — les maisons patrimoniales qui bordent le boulevard Gouin aujourd'hui témoignent de ce lotissement. Ce n'est seulement qu'en 1915 que la paroisse devient ville et adopte le nom de Montréal-Nord. Devant la peur de se faire annexer par la ville de Montréal comme tant d'autres villes telles que Maisonneuve ou Sault-au-Récollet, Montréal-Nord s'engage dans une période d'urbanisation et d'industrialisation qui visait à assurer un avenir prospère et indépendant à la toute nouvelle municipalité. La ville de Montréal-Nord connut alors des heures de gloire économique durant la vague d'industrialisation à la fin du XIXe et au début du XXe siècle (Linteau, 2007) grâce aux nombreuses

industries de textiles, de souliers et de vêtements qui y sont localisées. Cette volonté d'indépendance politique se perpétue dans les pratiques des administrations publiques nord-montréalaises caractérisées par un repli sur soi tout au long du XXe siècle. Caractéristique du règne du maire Yves Ryan (1963-2001), ce repli sur soi politique combiné à un développement rapide et peu contrôlé de Montréal-Nord a défavorisé et vulnérabilisé les habitant·e·s du quartier qui en sont venus à former l'une des circonscriptions les plus pauvres du pays. C'est la transformation de Montréal-Nord de village rural en ville moderne sous le règne du maire Yves Ryan qui est la deuxième époque à interroger pour comprendre la situation actuelle de l'arrondissement.

1.2 – Transformer un village rural en ville moderne

De 1963 à 2001, le maire Yves Ryan remporte consécutivement toutes les élections municipales, se faisant élire sans opposant ou avec une très large majorité. Dans l'histoire du Québec, il est le maire qui a occupé cette position le plus longtemps. Ses mandats, caractérisés par une frugalité économique, ont fait en sorte que la ville de Montréal-Nord était celle qui avait la plus basse dépense par habitant·e de l'ensemble des municipalités du Québec — frugalité qui s'explique par la hantise de se voir annexer à la ville de Montréal si le compte de taxes est trop élevé et si la ville de Montréal-Nord tombait en faillite. Son mode de gouvernance explique l'incapacité à l'époque de freiner complètement l'appauvrissement de Montréal-Nord qui a privilégié d'un taux d'endettement bas aux dépens d'un manque d'intervention sur le bâti et le tissu social (Tichit, 2011). Cette administration peu coûteuse de la ville est même fièrement illustrée dans le Guide de Montréal-Nord de l'époque que j'ai trouvée dans les archives de la *Société d'histoire et de généalogies de Montréal-Nord*.

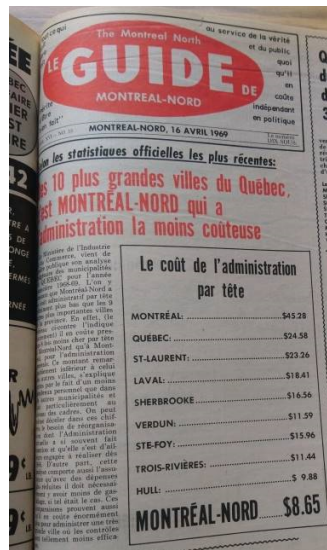


Figure 3. — Édition du Guide de Montréal-Nord (16 avril 1969). Le titre affirme « Des 10 plus grandes villes du Québec, c'est Montréal-Nord qui a l'administration la moins coûteuse ».

Auparavant journaliste pour le Guide de Montréal-Nord, journal local qu'il a fondé pour assurer un contre-pouvoir à l'administration municipale, Yves Ryan passe de la critique à l'exercice du pouvoir municipal. Dès le début de son règne, Ryan désire augmenter le nombre d'habitants, et conséquemment les revenus en taxe foncière, en développant d'immenses projets de logements. Les unes du Guide de Montréal-Nord de l'époque illustrent bien cette volonté de devenir une municipalité importante sur l'échiquier urbain québécois.

LA POPULATION LOCALE: 84,022
AUGMENTATION DE 4,198 OU 5.3% SUR L'AN DERNIER

QUARTIER OUEST des limites Ouest à Pie IX	QUARTIER CENTRE Pie IX à Georges Piché	QUARTIER EST Georges Piché à limites Est
25,490	23,727	34,805

LA POPULATION AU COURS DES 20 DERNIÈRES ANNÉES

1951: 14,081	1956: 25,407	1961: 47,359	1966: 67,959
1952: 16,000	1957: 26,506	1962: 52,182	1967: 72,224
1953: 18,515	1958: 33,833	1963: 54,498	1968: 74,700
1954: 20,536	1959: 36,000	1964: 60,947	1969: 79,824
1955: 22,900	1960: 43,466	1965: 63,084	1970: 84,022



Figure 4. — Éditions du Guide de Montréal-Nord (29 juillet 1970 et 17 juillet 1968). Les titres illustrent l'obsession pour la construction de nouveaux logements et l'augmentation de la population de la ville de Montréal-Nord.

Cette volonté municipale s'inscrit dans un contexte de crise du logement au Québec (Leloup, 2006). Bien que la volonté de l'administration Ryan avait pour objectif sincère d'offrir du logement alors que le filet social québécois était peu présent, les conséquences de la construction à la hâte deviennent désastreuses. Ainsi, l'administration Ryan s'assure d'attirer de nombreux projets immobiliers en offrant des rabais de taxe aux promoteurs, pratique unique à l'époque. En d'autres mots, les promoteur·e·s sont capables de soutirer des profits par la construction de nombreux projets immobiliers sans contribuer aux coffres des finances publiques. Ainsi, les profits sont privatisés et les dépenses, comme la connexion au réseau électrique ou de distribution de l'eau et la construction du réseau viaire dans les nouveaux développements, sont socialisées. Des quartiers champignons, constitués de logements désuets et peu desservis par les services publics, sont construits dans le nord-est de la municipalité dans le but d'optimiser l'espace disponible et ainsi de soutirer le maximum de profits — processus qui s'observe particulièrement dans le secteur nord-est de Montréal-Nord. En moins de 7 ans, les champs font place à plusieurs milliers de logements qui sortent de terre dans ce secteur et en viennent à former le quartier qui a la plus grande densité par habitant·e à Montréal. Ce changement rapide a été observé par un résident de longue date, participant à un organisme communautaire, qui décrit le changement drastique que Montréal-Nord a connu à l'époque :

« Malheureusement, c'est parce qu'on est passé d'un lieu de villégiature à un lieu... Parce qu'avant, c'était petit ici. Jusque dans les années 50, il y avait euh, en 1950, je pense qu'il y avait 20 000 personnes. Là, on est 84 000, ça grossit trop vite, si on veut. Depuis les années 1950, ça n'a pas arrêté. On construit beaucoup. Parfois mal construit, parce qu'on n'a pas pensé aux arbres, on n'a pas pensé au parc, à tout ce qu'on pense maintenant. Euh, on n'y a pas pensé avant, on a fait comme des, quasiment comme des ghettos et où il y a de la pauvreté. Comme c'était pas cher, on construisait beaucoup. Les gens venaient de la ville, ils venaient ici, ils sont restés ici. Ça l'a formé des ghettos. Ce qui n'est pas très bon en soi. » (Entretien #12)



Figure 5. – La partie nord-est de Montréal-Nord en 1966 et en 1973. Les champs agricoles ont été ensevelis sous le bitume des projets immobiliers par un urbanisme prédateur. Le point rouge représente l'emplacement approximatif de la Maison culturelle et communautaire. (Source : Archives de la ville de Montréal et la Société d'histoire et de généalogie de Montréal-Nord)



Figure 6. – Ces deux photos illustrent le secteur nord-est de Montréal-Nord en 1947 et en 1978. Le lot de la famille Dagenais a été racheté par des promoteurs qui ont rebâti rapidement le secteur pour en tirer du profit. (Sources : La terre des Dagenais, lot #11, vers 1947-1948. Collection Famille Bernard Dagenais de Montréal-Nord. Photo aérienne de Daniel Lessard, 1978, Archives de Montréal)

C'est dans ce contexte que la composition ethnique de Montréal-Nord se transforme. Dans les années 1950, l'arrivée de plusieurs importantes vagues migratoires modifie la composition ethnique de Montréal-Nord (Bernèche, 1983 ; Germain et Poirier, 2007). C'est la communauté italienne qui est la première à venir s'établir à Montréal-Nord suivie dans les années 1960 par une migration haïtienne de type économique composée de professionnel·le·s et d'universitaires. Dans les années 1970, une deuxième vague d'immigrant·e·s haïtien·ne·s, parrainé·e·s économiquement, est venue s'installer à Montréal-Nord et s'est avant tout intégrée à la classe ouvrière du quartier qui était fortement touchée par la désindustrialisation de l'économie (Blanc et al., 1989 ; Mills, 2016). En effet, durant cette décennie, Montréal-Nord vit une détérioration importante de son économie par la délocalisation de plusieurs entreprises ainsi que la perte d'emplois dans le secteur des services publics et du transport (Coffey, Manzagol et Shearmur, 2000). Cette vague de désindustrialisation fragmente le quotidien des résident·e·s du quartier qui doivent maintenant se déplacer pour trouver du travail, transformant peu à peu Montréal-Nord en ville-dortoir. Cette vague de désindustrialisation est racontée ainsi par un résident :

« Y'avait aussi des grosses industries qui étaient à Montréal-Nord. [...] Il y a avait la Vicker's. Ça, c'est sur Saint-Michel, non Pie-IX coin l'Industriel, vous savez où il est le Maxi-là ? Tout ça, c'était occupé par une usine qui faisait des moteurs d'avion, mais qui employait 400-500 personnes ou plus, donc c'était des grosses industries. On en a perdu plusieurs comme Northern Telecom, qui était dans le parc industriel. Il y en a plusieurs, mais qui ont quitté aussi. On a quelques-unes qui sont restées comme IGA. Ça, c'est une bonne chose. Euh... Ça aussi, ça ajoute au fait que les gens ont moins d'ouvrages ici. Il faut qu'il aille ailleurs. Il n'y a pas beaucoup de transports, ben le transport s'améliore, mais c'est un peu compliqué quand même, c'est assez long. »
(Entretien #12)

Dans les années 1980, Montréal-Nord voit son déclin économique se prolonger lors de la crise économique de la décennie. Selon les données de la Direction du développement économique et urbain de la ville de Montréal (DDEUVM, 2011), Montréal-Nord est la ville qui a perdu le plus d'emplois et celle qui en a récupéré le moins sur l'île de Montréal entre 1980 et 2000. Au courant de ces deux décennies, près d'un emploi sur quatre a été perdu à Montréal-Nord. C'est à ce moment que l'arrivée de nouvelles vagues de réfugié·e·s de l'Amérique latine enrichit le portrait ethnique du quartier. Or, devant les défis soulevés par cette situation, l'État fédéral et le provincial

mettent en marche différentes politiques décentralisées qui s'attardent aux enjeux de la pauvreté. Ces politiques caractérisées par de nombreux programmes de développement appliqués à l'échelle locale sont avant tout soutenues par des organisations communautaires et des partenariats entre le public, le privé et l'associatif (Kearney et Vaillancourt, 2006). Cette réponse étatique doit se comprendre dans un contexte néolibéral où l'État se désinvestit de sa responsabilité sociale et tente de réduire son intervention. En effet, le néolibéralisme qui imprègne les instances de pouvoirs est un ensemble de principes idéologiques et politiques qui établissent que les vertus du marché sont des formes sociales régulatrices et une source de bien-être collectif (González Castillo, 2015). Ces nouvelles stratégies politiques se manifestent par la prolifération d'organismes communautaires et de tables de concertation qui cherche à stimuler la participation citoyenne aux dépens de la défense des droits ou le travail de pression politique (Dubois, 2009). Ce tournant local, par la décentralisation des responsabilités de l'État aux acteur·trice·s locaux, accentue les processus de défavorisation de Montréal-Nord.

C'est ainsi que Montréal-Nord, auparavant petit village rural, est devenu une municipalité multiculturelle dont les habitant·e·s étaient les membres d'une classe ouvrière appauvrie causée par la désindustrialisation en cours depuis les années 1970. La ségrégation par rapport à la ville de Montréal s'exprimait alors plutôt en termes de classe que d'origine ethnique (González Castillo et Goyette, 2015). Toutefois, la formation d'un espace multiethnique à Montréal-Nord n'empêche pas la visibilité accrue de certaines poches d'exclusion, causée par une ségrégation ethnique et économique (Séguin et al., 2012) particulièrement dans l'est de la municipalité. Ainsi, Bernèche et Martin (1984) observent que 40 % des Haïtien·ne·s de Montréal-Nord occupaient des logements en sous-sol de plus faible qualité ce qui s'inscrit dans ce qui est décrit comme une discrimination à l'envers (Teitelbaum et Bérubé, 1981 ; Fortin, 1988) puisque « les propriétaires louent à des Noirs, mais profitent des difficultés qu'ils ont pour se loger pour leur imposer des clauses discutables et des logements de piètre qualité » (Blanc et al., 1989 : 171). Perçues initialement comme un apport social positif, les personnes issues de l'immigration deviendront peu à peu la cible d'une surveillance étatique importante expliquée par une transformation du modèle de gestion étatique

(Champoux, Arriaga, Boisrond, 2008). Le tournant local dans la (non) intervention étatique n'ayant pas réussi à freiner l'appauvrissement du quartier, c'est une nouvelle forme de gouvernance qui émerge au début du XXI^e siècle à Montréal-Nord où une criminalisation des comportements des habitant·e·s du quartier engendre une surveillance policière accrue visant à mettre un terme à la pauvreté du quartier.

En 2002, Montréal-Nord devient un arrondissement de la ville de Montréal suite aux fusions municipales. La gouvernance de Montréal-Nord se voit alors appliquer une nouvelle couche où l'échelon métropolitain en vient à orienter les politiques publiques destinées à l'arrondissement. Suite au 11 septembre 2001 (Velloso, 2013), les communautés constituées majoritairement de personnes racisées ou issues de l'immigration récente, comme celles habitant le nord-est de Montréal-Nord, sont ciblées par l'État fédéral et l'administration municipale pour y appliquer des méthodes de surveillance visant à contrôler ce que l'on perçoit comme un ennemi intérieur. Cette tendance s'est fait sentir à Montréal-Nord où plusieurs personnes se sont vues refuser leurs statuts de réfugiés ou déportées comme l'illustrent les nombreux cas de déportations de personnes d'origine haïtienne dans le livre sur la vie de Beauvoir Jean (Tremblay, 2011). L'imposition des différentes pratiques de surveillance policière à partir de 2001 due à la forte présence de personnes racisées est la troisième période historique à étudier afin de comprendre la stigmatisation de l'arrondissement de Montréal-Nord comme un espace dangereux et pauvre.

1.3 – Un quartier sous surveillance policière : Montréal-Nord devient Montréal-Noir

Suite à la fusion de Montréal-Nord à la Ville de Montréal en 2002, les problèmes de pauvreté à Montréal-Nord sont alors gérés par des politiques sécuritaires et de coercition. En effet, les problèmes de pauvreté, auxquels s'ajoute une dimension raciale, sont alors perçus comme des menaces à l'ordre public. Dans un contexte où la gouvernance urbaine s'inspire de la diffusion mondiale des politiques néolibérales de gestion des villes (Brenner et Theodore, 2002 ; Low, 2001), telles que les politiques de tolérance zéro, il est logique de voir l'émergence de stratégies de contrôle et de prévention des crises sociales (Franzén, 2001). Ces stratégies de coercition avaient une

approche territoriale. Les policiers, mais aussi plusieurs institutions publiques, percevaient le secteur nord-est de Montréal-Nord comme un espace criminogène à cause de l'identité spatiale qui était rattachée au quartier. Cette essentialisation du territoire fait en sorte que toutes personnes qui habitaient ou fréquentaient le quartier devenaient toutes suspectes de pratiquer des activités criminelles. Deux personnes interviewées dans le cadre de cette recherche, intervenant dans le quartier depuis 40 ans pour le premier et s'impliquant dans le Comité de soutien à la famille Villanueva pour le second, rapportent comment cette approche territoriale de la sécurité publique en vient à stigmatiser les habitant·e·s du quartier où l'identité spatiale de leur milieu de vie est assignée à leur identité (Hancock, 2008) :

« Pour les policiers, les 11 000 personnes devenaient des membres de gang en disant : “toute personne qui est dans ce quartier-là, c’est un suspect au départ”. Hum... C’est une grosse déformation. Ça crée un, comme je pourrais dire, un sentiment de peur, qui lui a peut-être joué dans le sentiment du policier qui a tiré [sur Fredy Villanueva]. » (Entretien #21)

« Je pense qu’au niveau des policiers, y’a comme cette perception-là négative du quartier. Il en a qui vont même jusqu’à dire que c’est criminogène, c’est un quartier criminogène. Donc, ça dénote une vision policière teintée où ce que le monde qui sont là, dans la tête de ben des policiers, quand ils patrouillent les rues, ce qui voit, c’est partout des gens qui sont liés d’une façon ou d’une autre à la criminalité. Après ça les gens ne se font plus traiter comme des citoyens. Tsé, c’est ça, de dire qu’un endroit est criminogène, c’est que la criminalité déteint sur tout le monde qui est à l’endroit. C’est lourd de sens en esti quand [Yves] Francoeur [président] de la Fraternité [des policiers] fait une déclaration publique dans ce sens-là. Lui, il parle au nom de 4 000 policiers syndiqués, c’est ça aussi. Il y a une mentalité policière derrière ça qui selon moi est pas étrangère au fait que t’as des policiers qui cautionne l’usage, ben le fait que Lapointe [le nom du policier qui a tiré sur Fredy Villanueva] a tiré sur trois jeunes qui avaient aucune arme dans les mains. Tsé, c’est un secteur dangereux, c’est dangereux pour les policiers. » (Entretien #5)

De plus, il rapporte comme les dirigeant·e·s ont cessé de nier les problématiques sociales et économiques à l’œuvre au sein du quartier en s’attardant avant tout aux symptômes de ceux-ci tels que le phénomène des gangs de rue :

« Le phénomène des gangs c’est un symptôme au fond d’autres problématiques. Si les gens sont pauvres, s’ils ont de la difficulté à se trouver du travail parce que la couleur de leur peau est noire ou brune, si les gens qui vivent dans un quartier peu important la couleur de leur peau, on considère que c’est tous des pauvres pis qu’on veut cacher cette réalité comme ça l’a été le cas pendant de nombreuses années en disant “Montréal-Nord, c’est une belle petite place”. Effectivement, il y a des choses intéressantes ici, mais on

cachait une certaine réalité de Montréal-Nord, voire on niait même qu'elle existait. Donc, ça l'a fini à un moment donné, on voyait les symptômes et ces symptômes-là souvent étaient associés à des gens d'origine haïtienne, latino-américaine et ce qui a fait que les gens ont commencé à percevoir Montréal-Nord de façon négative, à l'extérieur de Montréal-Nord et un peu ici. Quand il y a eu l'affaire Villanueva, ça l'a été un révélateur [...] » (Entretien #21)

Dans ce contexte de sécurisation du territoire, le terme gang de rue en vient à être utilisé pour désigner des groupes de jeunes, majoritairement racisés, qui occupent les espaces publics de Montréal-Nord — souvent la rue ou les trottoirs, puisqu'il y a une faible quantité d'autres lieux publics disponibles. Cette amalgam (Popovic, 2009), un mot-valise créé par Alexandre Popovic pour désigner l'association rapide qui est faite entre les jeunes racisés et les gangs de rue, est avant tout alimentée par le comportement de la police à Montréal-Nord qui a surveillé intensément les pratiques des jeunes des communautés racisées. En d'autres mots, c'est cet amalgam entre jeunes racisés/gang de rue qui rend légitimes la surveillance et la criminalisation par les institutions publiques des quartiers à forte concentration de personnes racisées. Alors que plusieurs autres secteurs à Montréal présentent un taux de criminalité semblable à celui de Montréal-Nord (SPVM, 2010), c'est avant tout « the fabricated profile of young Black people as possible dangerous gang members [which] allowed for entire Black neighborhoods to be militarized by near constant police surveillance » (Maynard, 2017 : 91).

Malgré que les gangs de rue ne comptent que pour 1,6 % (SPVM, 2010b) de l'ensemble des actes criminels recensés en 2009 à Montréal, ce phénomène reçoit une attention policière et médiatique tellement importante que l'on en vient à en faire une priorité. Ainsi, dès 2006, Montréal-Nord est ciblé par la Direction de la diversité sociale de la ville de Montréal dans le dossier jugé prioritaire de la lutte contre l'adhésion des jeunes aux gangs de rue. L'État fédéral et provincial ont aussi octroyé 129 millions de dollars pour la mise en place de l'escouade Éclipse en 2008, dont à Montréal-Nord, ce qui a permis d'engager des policiers supplémentaires afin de lutter contre la criminalité et plus spécifiquement contre les gangs de rue (SPVM, 2010). Toutefois, les causes à l'origine de ce phénomène, elles, ne sont pas prises en compte par les politiques publiques. C'est un peu comme si l'on cherchait à criminaliser des comportements plutôt qu'à tenter de mettre en place des programmes visant à assurer la sécurité économique et

sociale des habitant·e·s de l'arrondissement. Ainsi, Montréal-Nord se voit imposé les escouades policières Avance en 2005 et Éclipse en 2008 dont « l'objectif premier est de lutter contre les phénomènes de criminalité de violence » (spvm.qc.ca) ou encore le TANDEM qui est un regroupement d'organismes mandataires visant à « promouvoir la sécurité et le sentiment de sécurité dans la communauté montréalaise par des actions préventives et l'implication citoyenne » (securite-urbaine-montreal.org) qui sont deux mesures qui visaient à sécuriser le territoire.

Cette approche de coercition est illustrée par deux rapports commandés par le SPVM pour définir les causes des révoltes qui ont secoué Montréal-Nord en août 2008. Ces deux études internes ont été cachées par le SPVM lors de l'enquête publique du coroner Perreault jusqu'à ce qu'une journaliste de La Presse mette la main dessus grâce à la Loi sur l'accès à l'information (Handfield, 2009). Le rapport du criminologue Mathieu Charest (2009) fait état de l'augmentation de l'interpellation des jeunes individus noirs particulièrement à Montréal-Nord. Ainsi, de 2006 à 2007, on note l'augmentation de 126 % des interpellations des personnes noires depuis 2001, croissance qui se poursuit de 50 % en 2008, particulièrement dans les mois qui précèdent les révoltes d'août. Les interpellations des personnes blanches avaient alors diminué durant 2008. De ce fait, environ 40 % des jeunes hommes noirs ont été soumis à au moins un contrôle de sécurité en 2006 et 2007 comparativement à seulement 5 à 6 % des jeunes hommes blancs. Les mises en place des escouades Avance en 2005 et Éclipse en juin 2008, escouades destinées à lutter contre les gangs de rue, sont rapportées comme étant responsables de cette augmentation drastique.

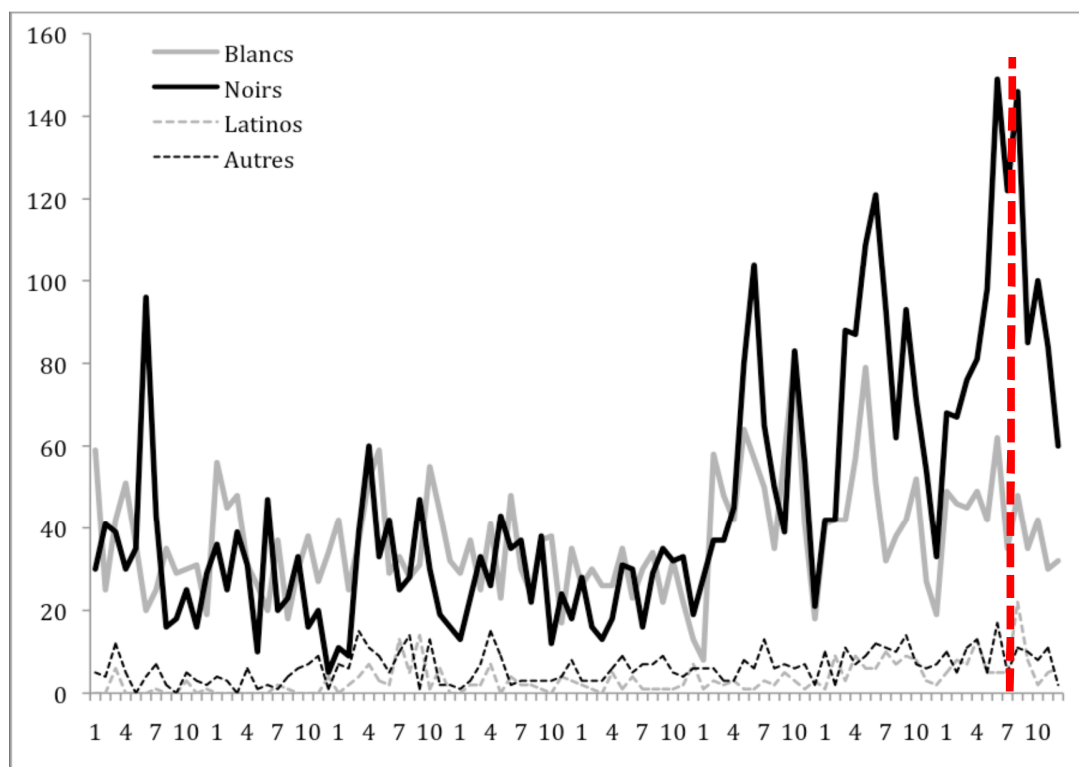


Figure 7. — Personnes interpellées dans le PDQ 39 (Montréal-Nord) par mois selon l'origine ethnique de 2001 à 2008. La ligne rouge indique le mois de la révolte à Montréal-Nord en août 2008. (Source : Graphique tiré du rapport de Mathieu Charest, 2009)

Face à ces proportions alarmantes, le criminologue Mathieu Charest demande si la proportion des crimes commis par les communautés noires justifie la mise en place d'une politique implicite de contrôle de masse à Montréal-Nord, l'arrondissement qui a subi la plus forte hausse des contrôles d'identités selon le rapport. En d'autres mots, le nombre de crimes commis par les communautés noires ne permet pas de justifier une surveillance systémique de ces communautés et souligne plutôt que la décision de se concentrer sur certains crimes et dans certains lieux est profondément rattachée à la race et à la perception que l'on en a (Roberts, 2014 ; Maynard, 2017).

Le psychologue Martin Courcy (2009), quant à lui, a réalisé, une étude en octobre 2008 en demandant aux jeunes susceptibles d'être interpellés par le SPVM dans le nord-est de Montréal-Nord comment ils ou elles voudraient que les policiers les approchent ? La réponse a été unanime : de se faire respecter. Comme de fait, le rapport de Martin Courcy mentionne plusieurs situations d'intimidation et de harcèlement de la part des policiers envers les jeunes :

Extrait 1 — Page 4

Les jeunes disent que les policiers leur tiennent des propos qu'ils n'oseraient pas dire dans aucun autre quartier de la Ville de Montréal, par exemple :

À une jeune maghrébine de 17 ans : « Pourquoi tu ne te fais pas exploser? »

« Sale immigrant, retourne dans ton pays sale nègre »

« Si tu n'es pas content, retournes dans ton pays ».

Alors que des policiers interpellent un groupe de jeunes, un policier aurait dit en pointant des déchets dans la rue : « Regarde le tas de déchets, c'est à ça que tu ressembles ».

Extrait 2 — Page 5

Les jeunes considèrent qu'ils sont intimidés lors d'interpellations lorsque les policiers leur tiennent des propos tels que :

« Toé, on t'a à l'œil. »

« T'es aussi bien de marcher droit »

« Moé, je vais te dresser. »

« J'en sais long sur ton compte. »

« À la prochaine, on se reverra bientôt. »

« T'as peur hein! On dirait que t'a fourré ta mère. »

Figure 8. — Propos relatés dans le rapport de Martin Courcy (2009) (Source : Image des textes tirés du rapport de Martin Courcy, 2009)

Ces deux rapports illustrent des pratiques de surveillance systématique des personnes racisées dans le secteur nord-est de Montréal-Nord. C'est dans ce contexte qu'un jeune Hondurien, Fredy Villanueva, meurt sous les balles d'un policier du SPVM, Jean-Loup Lapointe, le 9 août 2008. Alors qu'il jouait aux dés dans un stationnement du parc Henri-Bourassa en compagnie de ces ami·e·s et de son frère Dany, ce dernier est interpellé par l'agent Jean-Loup Lapointe et l'agent Stéphanie Pilotte, puisqu'il est interdit de jouer à des jeux de hasard selon le règlement municipal P-6. Suite à une intervention de 57 secondes, l'agent Lapointe immobilise au sol Dany Villanueva suite à des résistances de celui-ci. Devant la rapidité de cette escalade de violence, les ami·e·s de Dany Villanueva se sont mis à protester. Trois d'entre eux se sont rapprochés sans non plus encerclés les policier·ère·s. Malgré le flou entourant la suite de l'intervention à cause des versions contradictoires des témoins, ce qui est certain, c'est que l'agent Jean-Loup Lapointe a tiré 4 coups de feu : deux balles atteignent mortellement Fredy

Villanueva, tandis qu'une balle atteint Denis Méas à l'épaule et que Jeffrey Sagor Metellus en a reçu une dans le dos.

Le lendemain, suite à une manifestation, une révolte enflamme le secteur nord-est de Montréal-Nord. Les images de voitures en feu font le tour du monde devenant la quatrième nouvelle canadienne la plus citée en dehors du pays en 2008 (Gervais, 2008). Les révoltes ont accru l'image dangereuse de Montréal-Nord et, malgré le fait que peu de gens ont vécu les événements, nombreux·ses sont ceux et celles qui s'en sont fait un avis puisque les représentations médiatiques surpassent dans la majorité des cas l'expérience personnelle de la réalité. Montréal-Nord a aussi été rapidement comparé à un ghetto et à une zone de non-droit où les gangs de rue font la loi. De plus, les discours médiatiques ont perçu l'espace à l'origine des révoltes comme défavorisé ce qui condamne les violences sociopolitiques dont sont victimes les habitant·e·s, mais ont eu aussi « l'effet inverse de renforcer la pesanteur symbolique associée à cet espace » (Parent, 2014) ce qui a cristallisé l'opinion publique concernant l'image de Montréal-Nord comme un espace dangereux et instable.

Suite à ces événements, plusieurs actions ont été mises en place sur le quartier pour corriger ce qui était jugé comme déviant, transgressif ou désuet. Une pluie de subventions ont changé le visage des parcs et ont financé les organismes communautaires de l'arrondissement. La police a tenté de se rapprocher de la population tout en continuant sa lutte contre les gangs de rue. Les organismes communautaires se sont donné comme mandat de sortir les jeunes de la rue et d'accroître la participation citoyenne. L'arrondissement de Montréal-Nord a réaménagé les espaces publics pour redorer l'image du quartier. Des collectifs citoyens comme Montréal-Nord Républik, Hoodstock, la Coalition contre les répressions et les abus policiers et le Comité de soutien à la famille Villanueva se sont formés dans une démarche de réconciliation et de réparation afin de proposer des actions qui visent à freiner les processus de défavorisation et à entreprendre une forme de repossession de l'espace du quartier par ces habitant·e·s. De plus, une enquête publique et indépendante, la plus coûteuse de l'histoire du Québec, a été présidée par le coroner André Perreault qui a mené à la création du Bureau des enquêtes indépendantes. Le

coroner Perreault conclut cette enquête publique concernant les circonstances de la mort de Fredy Villanueva en recommandant à la ville de Montréal et à l'arrondissement de Montréal-Nord :

« la mise sur pied d'un plan d'action particulier relatif à la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale des personnes et des communautés qui composent la population de Montréal-Nord. Ce plan d'action devrait être rendu public. Je n'estime pas, comme la Ville de Montréal l'a argumenté devant moi, que cela échappe à mon mandat de coroner puisque la problématique semble telle qu'une intervention policière anodine peut se transformer en situation à haut risque de perte de vies humaines. » (Perreault, 2013 : 132).

Cette recommandation illustre l'importance de prendre en compte le contexte du quartier dans les interventions des politiques publiques pour éviter que l'identité spatiale du quartier assigne des pratiques publiques qui désavantageraient encore l'arrondissement. Cette période historique, quoique récente, a laissé une marque indélébile dans le quartier. À l'instar de l'Anthropocène — cette période géologique où l'être humain est devenu une force capable de modifier l'écosystème terrestre —, les événements d'août 2008 ont eu une incidence tellement forte sur l'écosystème nord-montréalais que l'on pourrait qualifier la période actuelle comme la Villanuevacène. Après tout, c'est bien ce que le nom Villanueva évoque : une ville nouvelle.

1.4 – Montréal-Nord à l'ère de la Villanuevacène²

Les événements d'août 2008 ont eu un impact majeur à Montréal-Nord où les dirigeant·e·s ne pouvaient plus nier les problématiques économiques et sociales à l'œuvre au sein de l'arrondissement. Malgré une amélioration importante de certains facteurs sociodémographiques, l'arrondissement de Montréal-Nord continue d'afficher un profil qui se démarque de l'ensemble de l'île de Montréal par des écarts sociaux importants. Ces données doivent être contextualisées et interprétées dans un continuum historique qui a fait en sorte de discriminer Montréal-Nord.

Aujourd'hui avec ses 84 234 habitant·e·s réparti·e·s sur 11 kilomètres carrés, l'arrondissement de Montréal-Nord est l'un des quartiers les plus défavorisés de

² L'anthropocène est l'époque actuelle de l'histoire de la Terre proposée pour caractériser l'incidence significative de l'activité humaine sur la géologie terrestre. Le mot-valise Villanuevacène illustre l'impact qu'a eu la mort de Fredy Villanueva sur l'arrondissement de Montréal-Nord sans vouloir invisibiliser la longue histoire québécoise de violence étatique à l'encontre des personnes et communautés racisées.

Montréal (Montréal en statistique, 2018) et la circonscription de Bourassa, qui contient Montréal-Nord à l'échelle fédérale, est considérée depuis une dizaine d'années comme l'une des plus pauvre au Canada (Montréal en statistiques, 2014). En effet, selon l'édition 2018 du Profil sociodémographique de l'arrondissement de Montréal-Nord, le revenu médian annuel des ménages de Montréal-Nord (42 548 \$) est inférieur à celui de l'ensemble de la ville de Montréal (50 227 \$) (Montréal en statistiques, 2018). La scolarité des habitant·e·s est également faible comparativement au reste de l'Île. En effet, 44,4 % de la population nord-montréalaise n'a aucun diplôme postsecondaire comparativement à 28,2 % dans l'agglomération de Montréal (Montréal en statistiques, 2018). Le tiers (30,4 %) des familles de l'arrondissement sont des familles monoparentales et 34 % des ménages consacrent plus de 30 % de leur revenu aux dépenses de logement, ce qui est une proportion plus élevée que celle de la ville de Montréal. L'immigration est aussi une caractéristique importante des habitant·e·s du quartier : 43 % des habitant·e·s sont originaires d'un autre pays. De plus, 67 % de la population ont des liens récents avec l'immigration, c'est-à-dire que la population est soit née à l'extérieur du Canada ou qu'au moins l'un de ces deux parents est né à l'extérieur du pays. La population de l'arrondissement s'identifiant à une minorité visible représente 48,7 % de la population totale dont, parmi celles-ci, 53 % s'identifient comme noir et 23 % comme arabe. De plus, 30,4 % de la population nord-montréalaise a moins de 25 ans. Le taux de chômage à Montréal-Nord (12,4 %) est aussi l'un des plus élevés de la Ville de Montréal (9,3 %). Ces chiffres doivent se comprendre aussi comme étant répartis de façon inégale dans l'arrondissement. En effet, Montréal-Nord est un arrondissement très hétérogène qui rassemble des réalités parfois diamétralement opposées. Les cartes suivantes permettent de localiser et de mieux comprendre la fragmentation sociodémographique caractéristique de l'arrondissement où les frontières regroupent des réalités diamétralement opposées. Les secteurs de la rue Pelletier (dans l'encadré inférieur à droite) et le secteur nord-est (encadré en mauve) sont jugés comme étant plus sensibles par le SPVM, mais sont aussi ceux qui regroupent un ensemble d'enjeux sociodémographiques jugés problématiques par les autorités locales et municipales.

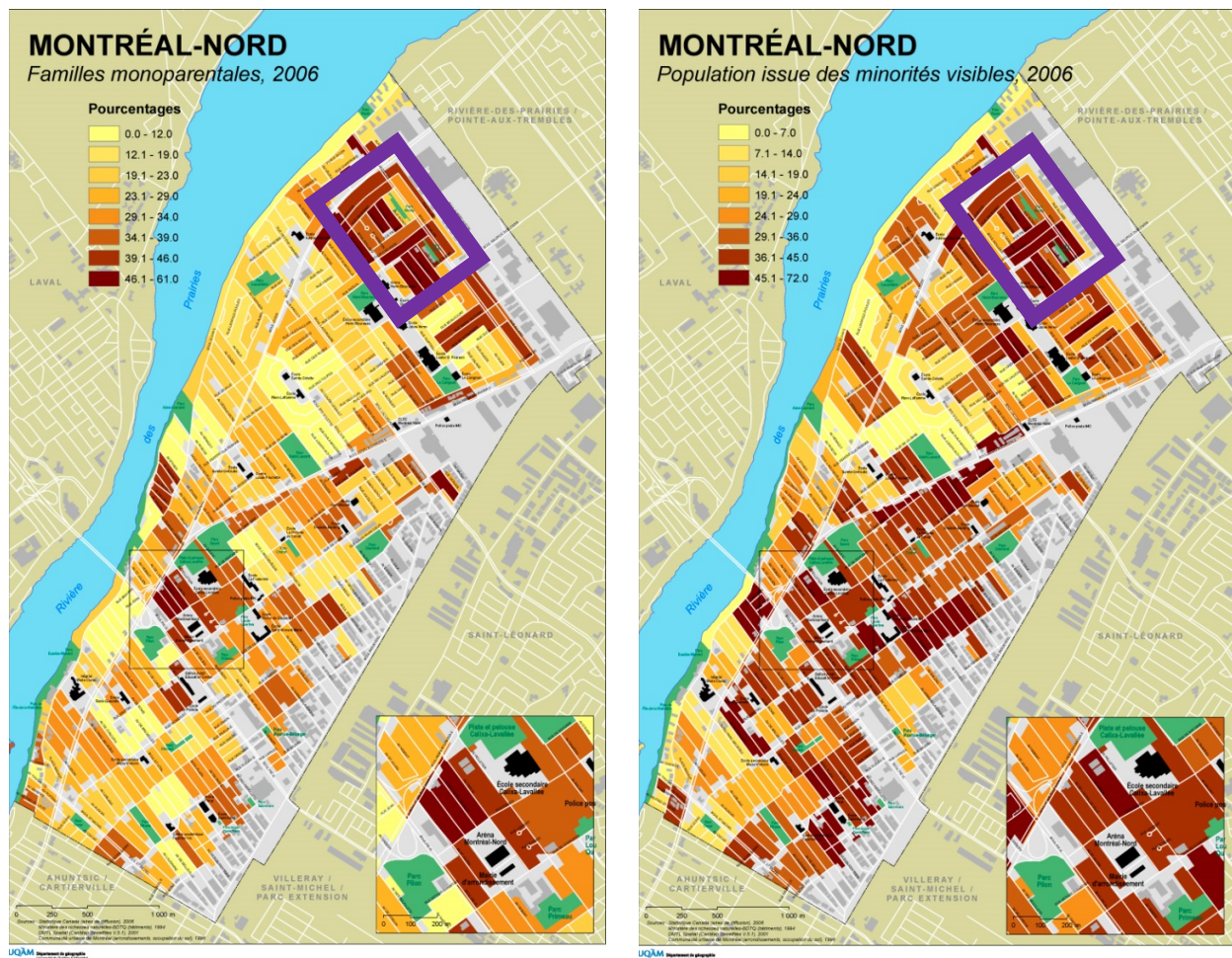


Figure 9. – Montréal-Nord est un arrondissement très hétérogène face à des indices de pauvreté comme la répartition des familles monoparentales ou face à la répartition des populations issues des minorités visibles. (Source : Klein, 2009)

Au-delà, du portrait sociodémographique, plusieurs faits rendent compte d'un traitement inégal de l'arrondissement qui renforce la paupérisation de Montréal-Nord. Suite aux événements entourant le meurtre de Fredy Villanueva, une pluie de subventions a modifié le visage de l'arrondissement. La ville de Montréal annonce rapidement une aide de 2,2 millions de dollars pour des projets dits concrets comme des aires de jeux ou un terrain de soccer. De plus, une somme de 270 000 \$ est attribuée pour bonifier les activités de la MCC et le maire de l'époque, Gérald Tremblay, « a d'ailleurs invité les jeunes à "s'approprier" cet édifice pour qu'il devienne leur maison des jeunes, leur proposant de repeindre les murs intérieurs à leur goût pour qu'ils se sentent chez eux » (Sansfaçon, 2008 : A22). Les institutions publiques ont avant tout utilisé la stratégie de modifier l'aménagement urbain, ayant un coût plus faible, plutôt que de tenter d'aborder les enjeux touchant les inégalités sociales.

L'heure est aux projets concrets

ERIC CLÉMENT

Francklin Brisnar, Denis Desjard et Mario Joseph étaient heureux, hier. S'efforçant depuis deux ans d'écarter des jeunes de Montréal-Nord des chemins de la violence et de l'oisiveté grâce au basketball, ils ont accueilli avec soulagement l'aide de 2,2 millions annoncée par le maire

Gérald Tremblay pour des projets concrets dans leur quartier. Même si leur organisme, Évolu-Jeunes, n'a toujours ni subvention ni local.

Un plan stratégique sur cinq ans sera dévoilé en décembre par la table de concertation de Montréal-Nord en santé. Mais l'administration Tremblay-Fortin a décidé d'agir dès maintenant. Elle a demandé conseil à des organismes communautaires et après avoir entendu leurs suggestions, elle injecte de l'argent dans des actions de terrain visant à redonner de l'espoir aux résidents de ce quartier qui en ont besoin.

La ville centre investi 1,7 million pour créer deux terrains de soccer au parc Henri-Bourassa et aménager des aires de jeux au parc Monty. Une somme de 270 000 \$ est attribuée pour «bonifier» les activités de la Maison culturelle et communautaire de Montréal-Nord, notamment l'achat de jeux vidéo pour la bibliothèque. Le maire Tremblay a d'ailleurs invité les jeunes à «s'approprier» cet édifice pour qu'il devienne leur maison des jeunes, leur proposant même de repindre les murs intérieurs

à leur goût pour qu'ils se sentent chez eux.

Une somme de 125 000 \$ est versée à Café Jeunesse multiculturel, notamment pour embaucher trois travailleurs de rue supplémentaires. Quelques 73 000 \$ seront aussi données à quatre autres organismes pour des activités, tant dans le domaine du loisir de l'adolescence que celui de la formation professionnelle.

Le maire Tremblay a dit que d'autres projets seront annoncés. Il espère que Québec fera sa part. D'ailleurs, la députée de Côtémarie et porte-parole du PQ en matière de lutte contre la pauvreté et d'action communautaire, Lisette Lapointe, a salué l'annonce tout en reprochant «l'absence» du gouvernement.

«L'annonce du maire Tremblay, bien qu'elle soit saluée, aurait pu être bonifiée si le gouvernement Charest avait accepté de donner un petit coup de pouce financier», a dit M^{me} Lapointe qui regrette «qu'un des premiers gestes qu'a posé le gouvernement Charest en mai 2003 a été de sauter dans les budgets du programme Quartiers sensibles, mis en place à la fin des années '90 pour supporter des projets dans les quartiers les plus pauvres de Montréal».

Quant aux trois fondateurs d'Évolu-Jeunes, ils utilisent un ballon pour faire rêver et réfléchir des jeunes, en tentant de les convaincre de retourner à l'école. «On n'essaie pas de changer le



PHOTO PATRICK SANSAFON, LA PRESSE

Le maire Gerald Tremblay a annoncé une aide de 2,2 millions pour des projets concrets dans Montréal-Nord.

pas devoir toujours payer de leurs poches les trophées qu'ils remettent régulièrement aux jeunes administrateurs de Kobe et de Michael Jordan. De l'argent qu'ils considèrent comme un placement à long terme, pour permettre à ces jeunes de rebondir.

Figure 10. – Suite aux événements entourant la mort de Fredy Villanueva, les institutions publiques ont rapidement investi dans le mobilier urbain, comme l'illustre le caractère « concret » des projets visés par les subventions, plutôt que de tenter de modifier les causes des inégalités sociales (Source : Patrick Sansafon, 10 octobre 2008).

Une personne travaillant à la mairie d'arrondissement et s'impliquant dans le quartier depuis une quinzaine d'années dit que ces événements ont agi comme un révélateur :

« [de donner] une prise de conscience générale de tout le monde, de dire “on a des problématiques, et cetera”, autant au niveau politique, organisme, et cetera, pis comment faut travailler, euh, pis l'urgence d'agir, n'était pas là en 2002. Pas autant qu'après 2008, jamais, jamais. Parce que le monde travaillait, faisait leur affaire, ça allait bien, mais en même temps Montréal-Nord se dégradait, pis cet événement-là de 2008 a comme servi comme de moment d'arrêt pour faire comme “My god, faut vraiment changer nos façons de faire, pis y'a des choses qu'on ne peut plus accepter” » (Entretien #20)

Ces subventions avant tout orientées sur l'espace urbain ont grandement modifié l'aménagement du quartier tout en laissant presque intacts les problèmes sociaux qui s'y trouvaient. Il semble que le fait de travailler sur l'aménagement de l'espace n'ait pas eu les effets escomptés, à tout le moins sur les enjeux sociaux de marginalisation qui affectent l'arrondissement. De ce fait, plusieurs données spatiales et sociodémographiques rendent compte de la défavorisation encore actuelle de Montréal-Nord. Or, ces données doivent être comprises comme ne décrivant pas l'état stable de Montréal-Nord, mais plutôt comme la conséquence d'un ensemble de facteurs qui rendent l'arrondissement défavorisé.

Ainsi, l'arrondissement de Montréal-Nord possède le pire indice de superficie d'espace vert par habitant sur l'île de Montréal, soit 5 149 m² par 1000 habitant·e·s

comparativement à la moyenne montréalaise de 24 412 m² par 1000 habitant·e·s (Ville de Montréal, 2012), ce qui informe de la construction dense du bâti et du peu d'espace vert que les Nord-Montréalai·e·s peuvent fréquenter. De plus, l'indice de canopée³ de Montréal-Nord qui s'élève à 14,5 % est aussi un des plus faibles de l'agglomération montréalaise qui compte un indice de canopée moyenne de 20,3 % (Ville de Montréal, 2012). Les indices sociaux ne sont pas en reste puisque les montants moyens par organisme communautaire attribués par les bailleurs de fonds sont parmi les moins élevés à Montréal ce qui semble anormal tenant compte que l'arrondissement de Montréal-Nord connaît le taux de défavorisation matériel et l'indice global de défavorisation les plus élevés de l'ensemble des arrondissements montréalais (Shaw et Godin, 2019). De plus, à cause de sa situation périphérique, du manque d'installations médicales de qualité et « considérant que leurs [les médecins] conditions de travail y seraient trop pénibles en raison de la clientèle issue de la "diversité" » (Prosper, 2019 : 84), l'arrondissement de Montréal-Nord fait aussi face à une pénurie de médecins qui limite l'accessibilité au soin de santé pour les résident·e·s de l'arrondissement (Ledain, 2018 ; Faucher, 2019). Ces données rendent compte du laisser-aller des institutions publiques par rapport à l'arrondissement de Montréal-Nord. Ainsi, ce n'est parce que quelqu'un vit dans un quartier défavorisé qu'il devient pauvre, mais plutôt parce qu'il est pauvre qu'il en vient à vivre dans un secteur qui est défavorisé (Slater, 2013).

Ces données sur le quartier ne sont pas les causes qui expliquent l'appauvrissement du quartier, mais sont plutôt les conséquences d'un ensemble de facteurs qui font en sorte de désavantager Montréal-Nord. Ces nombreux phénomènes témoignent de la défavorisation systémique appliquée, souvent de façon inconsciente par les politiques publiques à Montréal-Nord. L'entrée par la stigmatisation territoriale permet d'engager avec ces enjeux de façon à comprendre de quelle façon la situation d'un arrondissement en vient à pénaliser ces résident·e·s. Une revue de la littérature concernant les recherches effectuées sur la stigmatisation territoriale, mais aussi sur les représentations en géographie et sur les recherches effectuées à Montréal-Nord, permet de localiser cette recherche dans le contexte actuel de la littérature scientifique.

³ Indice qui calcule le couvert arborescent d'un site par rapport à sa superficie totale à l'aide de photos aériennes. L'indice de canopée fournit des renseignements pour prévenir la formation d'îlot de chaleur ainsi que la gestion des eaux pluviales.

Chapitre 2 — Revue de littérature et cadre conceptuel

« L'espace n'est pas un objet scientifique détourné par l'idéologie ou par la politique ; il a toujours été politique et stratégique. S'il a un air neutre, indifférent par rapport au contenu, donc "purement" formel, abstrait d'une abstraction rationnelle, cet espace, c'est précisément parce qu'il est déjà occupé, aménagé, déjà objet de stratégies anciennes, dont on ne retrouve pas toujours les traces. L'espace a été façonné, modelé à partir d'éléments historiques ou naturels, mais politiquement. L'espace est politique et idéologique. C'est une représentation littéralement peuplée d'idéologie. » (Henri Lefebvre, 1970 : 4)

2.1 – La revue de littérature

Afin de bien situer cette recherche dans le contexte scientifique actuel, il est nécessaire d'énoncer les différentes recherches qui ont été produites sur les différents sujets pertinents pour cette recherche à savoir les études sur la stigmatisation territoriale, celles portant sur les représentations en géographie ainsi que celles analysant des phénomènes se déroulant à Montréal-Nord.

2.1.1 – Les études sur la stigmatisation territoriale⁴

Ce n'est que dans les dernières années qu'un corpus plus important d'universitaires s'attarde à révéler la marginalisation urbaine pas seulement en termes de pauvreté, d'origine ethnoraciale ou d'affiliation religieuse, mais aussi en termes d'identité spatiale à laquelle certains individus peuvent être associés. Le concept de stigmatisation territoriale développé par le sociologue français Loïc Wacquant (2006) a été utilisé pour comprendre le réseau de processus qui produit une mise en marge urbaine de certains territoires et certaines populations. Par ce concept, le sociologue décrit comment un régime de pouvoir néolibéral actuel crée des espaces de pauvreté par l'éclatement du salariat, la délocalisation économique et la reconfiguration de l'État-providence. Plusieurs recherches ont utilisé la stigmatisation territoriale pour analyser la production de ces espaces urbains dits « défavorisés » (Power et al., 2013 ; Schultz, 2014).

⁴ La définition du concept de stigmatisation territoriale a été adaptée de la définition écrite dans un article collectif (Jolivet, Khelifi et Vogler, à paraître) auquel j'ai participé.

Le concept de stigmatisation territoriale central à cette recherche est issu de deux notions. La première notion est celle du stigma développé par Goffman (1975) qui fait référence à un attribut, par exemple un handicap ou une appartenance ethnique, qui modifie la manière dont les individus interagissent et sont socialement perçus. La deuxième notion est la théorie du pouvoir symbolique de Bourdieu (1977) qui participe à instaurer une violence symbolique et une hiérarchisation des positions et des rapports sociaux où, lorsqu'il n'est pas reconnu comme pouvoir, il perpétue une domination envers un groupe perçu comme dominé. Ainsi, le pouvoir symbolique dicte les inégalités raciales ou de genre à travers des moyens non coercitifs, mais plutôt par des moyens économiques, politiques ou sociaux et s'efface pour faire croire que ces inégalités sont naturellement instaurées. Wacquant, par cette notion, ajoute aux analyses de Goffman sur l'identité et le stigma une dimension spatiale. Il s'inspire notamment des analyses de Bourdieu sur les effets de lieu. Il démontre qu'une « souillure du lieu se superpose alors aux stigmates déjà opérants, traditionnellement attachés à la pauvreté et à l'appartenance ethnique ou au statut d'immigré postcolonial » (Wacquant, 2007 : 19).

En d'autres mots, la stigmatisation territoriale c'est l'image collective que l'on attache à un lieu – image dont la légitimité et l'arbitraire ne sont pas remis en question – qui agit de manière nuisible sur les résident·e·s de cet espace où les personnes qui le fréquentent. Or, il est nécessaire de remettre en cause ces images négatives puisqu'elles sont construites par des processus de défavorisation, tels que le règne austère du maire Ryan ou l'hypersurveillance du début des années 2000 à Montréal-Nord. De ce fait, la stigmatisation d'un espace n'est pas une condition statique et un processus neutre, mais plutôt un phénomène relationnel et en continuelle transformation.

Plusieurs recherches sur la stigmatisation territoriale ont porté leur attention sur les dérèglements du système capitaliste et la gouvernance néolibérale pour analyser la production de marges et la délimitation d'espaces urbains dits « défavorisés ou sensibles » par des politiques et programmes de lutte contre la pauvreté et la criminalité, transformant ainsi le quartier d'origine en stigma pour ses habitant·e·s (Wacquant, 2007, 2014 ; Tissot, 2007 ; Auclair, 2007 ; Slater, 2015). Ces politiques ont notamment

diffusé sur plusieurs décennies l'idée que certains territoires urbains seraient malades (Sedel, 2007 ; Gilbert, 2011). Cette perception a permis de justifier qu'on y applique des politiques territoriales aux allures de remèdes, dont l'objectif affiché, pour résoudre cette problématique de marginalité, est de combler les carences du territoire, mais aussi de protéger le reste du territoire municipal et/ou national de la menace qu'ils incarnent. Le développement des politiques publiques ciblant des quartiers considérés comme « à part » permet de justifier une prise en charge et une répression qui doivent « guérir » le territoire de ces maux sans remettre en question les causes responsables de cette marginalité avancée (Slater, 2013).

Ces politiques urbaines ciblent par ailleurs presque systématiquement des espaces où la concentration de populations racisées est forte au regard des statistiques nationales sans pour autant que cette « spécificité » soit même évoquée. Identifier les quartiers comme pauvres et dangereux et donc, comme prioritaires pour les remettre aux « normes » sont autant d'euphémismes qui permettent de cacher le lien entre race et territoire. Comme le souligne Kornberg dans le cas de Détroit : « Once spaces instead of groups become identified as dangerous, criminal or disorderly, the social origins of the stigma are obfuscated, and euphemisms allowing for claims of colour-blindness can proliferate while hiding their origins » (Kornberg, 2016: 265). De plus, différents stéréotypes sont rattachés aux individus racialisés incluant, mais n'étant pas limitée, aux crimes, à la violence et au désordre (Bobo, 2001 ; Bobo et Kluegel, 1997 ; Quillian et Pager, 2001 ; Maynard, 2017). Ces croyances préjudicielles sont renforcées par l'association qui est faite entre des quartiers centralisant la pauvreté et l'origine ethnique de ces habitant·e·s. Ainsi, les crimes et le prétendu désordre social en viennent à stigmatiser pas seulement les habitant·e·s, mais aussi le quartier dans lequel ils sont concentrés (Loury, 2002 ; Sampson et Raudenbush, 2004 ; Murphy, 2012). La constitution d'un biais implicite entre racialisation et pauvreté (Banaji, 2002 ; Fiske, 1998) fait en sorte que l'on conclue automatique qu'un quartier formé majoritairement de personnes racialisées est défavorisé même si les statistiques empiriques conduisaient à des preuves contraires. Le biais implicite engendre un racisme qui parle de frontière géographique au lieu d'origine ethnique (Hancock, 2008) ce qui illustre les enjeux de classe et de race qui structurent l'espace public (Duneier, 1999).

Aussi, les nombreuses recherches effectuées sur la stigmatisation territoriale, surtout dans des milieux urbains occidentaux, rapportent que ce phénomène a des impacts importants sur les pratiques et modes d'appropriation du territoire des habitant·e·s (Permentier et al., 2007, 2008, 2009 ; Pinkster, 2014) tout en ne permettant pas de déterminer entièrement leur mode de vie (Jensen et Christensen, 2012). Souvent apposés depuis l'extérieur, la stigmatisation d'un quartier modifie la perception qu'on les habitant·e·s de ces espaces en plus des perceptions des populations extérieures (Warr, 2005). De ce fait, les recherches sur la stigmatisation territoriale en viennent souvent à essayer de comprendre l'effet d'un lieu, souvent d'un quartier, sur les comportements individuels des habitant·e·s que ça soit concernant les opportunités d'emploi (Bauder, 2002 ; Wilson, 1996 ; Turner, 1997 ; Atkinson et Kintrea, 2000), le manque de services publics (Kirschenman et Neckerman, 1991 ; Gilroy, 1994) ou encore sur les causes expliquant la diminution de l'attractivité territoriale pour les investisseurs qui en viennent à éviter l'endroit (Muster et Andersson, 2006).

Découlant de ses recherches sur l'effet de quartier, plusieurs politiques d'aménagement poursuivent le même objectif commun : celui de déconcentrer la pauvreté par un réaménagement de l'espace physique du quartier. Effectivement, l'effet de quartier sur lequel se base les politiques de transformations urbaines et plusieurs recherches universitaires supposent qu'il est socialement pénalisant de vivre dans un milieu à forte concentration de pauvreté du fait d'un effet de proximité qui véhicule une culture de la pauvreté au travers de la « contagion » négative de normes naturellement nocives alors que les milieux aisés qui bénéficient de la « contagion » positive de normes et d'habiletés sociales naturellement supérieures. Ainsi, ces présupposés, qui partent de la notion de comportements déviants et désordonnés des quartiers pauvres enferment la pauvreté et ces milieux de vie dans une vision négative et tentent dès lors de modeler l'environnement physique de ces quartiers — et souvent seulement l'environnement physique — afin de déconcentrer la pauvreté et ses conséquences sociales. Or, la considération d'influence unilatérale de l'environnement sur les classes sociales pauvres, sans que celles-ci puissent modifier elles aussi leur environnement, ressemble fortement à du déterminisme environnemental (Sampson et al., 2002). Surtout, il est primordial de réaliser que la pauvreté est avant tout structurelle et non

environnementale et qu'il est nécessaire de modifier les structures de pouvoir sociales afin d'éradiquer les inégalités socio-économiques. Par exemple, réaménager un parc permet d'encourager sa fréquentation, mais une augmentation du salaire minimum permettrait d'offrir du temps pour fréquenter ce nouvel espace en n'ayant pas à accumuler plusieurs emplois pour subvenir à ces besoins. Ainsi, en inversant la rhétorique de l'effet de quartier en cherchant à comprendre pourquoi « *your life chances affect where you live*, then the problem becomes one of understanding life chances via a theory of accumulation and class struggles in cities » (Slater, 2013 : 369). L'étude de la stigmatisation d'un espace permet de contourner l'effet de quartier pour se concentrer sur le fait que « the role of symbolic structures in the production of inequality and marginality in the city means that neighbourhoods are made into the cause of poverty rather than the expression of underlying problems to be addressed » (Slater, 2017: 244). Ainsi, en cherchant à savoir pourquoi certains quartiers deviennent défavorisés — et non pas quels sont les effets du quartier sur ces habitant·e·s — il est possible d'éclairer les acteur·trice·s et les processus qui font en sorte de désavantager certains espaces rendus marginalisés.

Ainsi, l'un des angles morts de la littérature sur la stigmatisation territoriale est l'attention portée aux acteur·trice·s et aux processus qui produisent le stigma et non seulement ceux et celles qui la subissent (Link et Phelan, 2001). C'est en ce sens que les médias sont devenus un objet d'étude afin d'examiner les causes plutôt que les conséquences de la stigmatisation de Montréal-Nord. Le rôle des médias dans les processus de stigmatisation territoriale a été couvert par quelques recherches qui tendent de soulever le manque de contextualisation des causes réalisatrices du stigma dans les nouvelles (Bullock et al., 2001 ; Lindgren, 2009 ; Arthurson et al., 2014) et des exigences commerciales de la production de l'actualité (Sedel, 2009; Devereux et al. 2011a ; Devereux et al., 2011b ; Berthaut, 2013 ; Lindgren et al., 2012 et 2019) comme principaux responsables de cette stigmatisation. Les médias en viennent à construire une image qui s'axe sur le caractère dangereux (Mauger, 2006 ; Rivière et Tissot, 2012) ou sur le caractère problématique et pathologique de ces quartiers (Dean et Hastings, 2003 ; Palmer et al. 2004 ; Sedel, 2009) ce qui continue de renforcer le fait que « the reputation of residents is more widespread than their actual voices and ideas » (Kirkness

et Tijé-Dra, 2017 : 120). Adoptant plutôt une approche ethnographique dans les recherches en sol français et une approche plutôt quantitative dans les recherches anglophones, peu ont allié des méthodes qualitatives et quantitatives pour tenter d'expliquer la stigmatisation d'un quartier par les représentations médiatiques. De plus, ces recherches s'attardent surtout à une période de temps court⁵ entourant des événements spectaculaires comme les révoltes urbaines ou lors des élections (Mauger, 2006 ; Rivière et Tissot, 2012 ; Parent, 2014 ; Carignan, 2014). Ainsi, une étude longitudinale de la représentation médiatique conjuguant des méthodes qualitatives et quantitatives permet d'appréhender l'image d'un quartier stigmatisé comme étant un processus variable et relationnel où les habitant·e·s d'un quartier ont souvent leur mot à dire sur les processus de défavorisation de leur milieu de vie.

De ce fait, il est souvent mentionné que le stigmate et les « feelings of disgust and indignity » (Wacquant, 2009 : 116) percolent et sont internalisés par les habitant·e·s de ces espaces qui en viennent à vouloir fuir leur quartier que l'on réfère comme des *quartiers d'exil* (Dubet et Lapeyronnie, 1992). Toutefois, il est légitime de se demander si c'est nécessairement le cas. Plusieurs recherches concluent que malgré la paupérisation parfois extrême d'un quartier, le sentiment de honte n'est pas toujours internalisé (Hyra, 2008) et que parfois une fierté et un attachement peuvent être manifestés (Slater et Anderson, 2012 ; Jensen et Christensen, 2012 ; August, 2014). De plus, des stratégies d'évitement (Kirkness, 2013 ; 2014) et des contre-récits qui soulignent l'agentivité individuelle et collective (Purdy, 2003 ; Campbell et Deacon, 2006 ; Howarth, 2006) sont mises en œuvre pour contourner le stigmate, ce qui ne signifie pas qu'il faut « glibly celebrating resistance » (Garbin et Millington, 2012 : 2079), mais plutôt que d'autres conclusions que la fuite et l'oppression peuvent être tirées quant aux réponses des habitant·e·s sur la stigmatisation de leur milieu de vie. Afin de bien situer les discours et récits qui sont formulés par les habitant·e·s d'un secteur en réponse à la stigmatisation de celui-ci, entre autres renforcé par les médias, une revue de la littérature sera effectuée pour comprendre comment les représentations sont utilisées dans les recherches en géographie.

⁵ Les recherches de Devereux et al. (2011 a ; 2011b) de Lindgren (2009) et de Lindgren et al. (2012 ; 2019) font figure d'exceptions.

2.1.2 – La géographie : entre représentations et re-présentation

Une représentation est « the practice of constructing meaning through language » (Kobayashi, 2009 : 347). Contrairement à la définition historique qui décrit les représentations comme étant la capacité de l'esprit humain d'appréhender le monde, les approches post-structuralistes, dont s'inspire cette recherche, visent plutôt à comprendre les représentations comme une pratique sociale où certains actes sont interprétés à travers des textes, des images et des paysages. Le fait d'analyser ces signes permet de comprendre des réalités sociales au travers de ceux-ci.

Les questions entourant les représentations au sein de la discipline géographique ont été largement influencées par les écrits de Michel Foucault (1971) sur le savoir qui, selon lui, est produit par l'acte du discours plutôt que crée par la pensée ou imposé sur celle-ci. De plus, le discours est toujours intrinsèquement relié au pouvoir : le fait de savoir ce que l'on sait doit être compris dans un monde où des conditions historiques ainsi que le pouvoir des institutions historiques régulent notre connaissance. De ce fait, Foucault élabore le concept du pouvoir-savoir pour souligner que « le pouvoir produit du savoir [...] ; que pouvoir et savoir s'impliquent directement l'un l'autre ; qu'il n'y a pas de relation de pouvoir sans constitution corrélatrice d'un champ de savoir ni de savoir qui ne suppose et ne constitue en même temps des relations de pouvoir » (1975 : 288). De ce fait, il n'y a donc pas de vérités absolues, puisqu'elles sont toujours constituées d'après des rapports de pouvoir, mais plutôt la création de régimes de vérité qui agissent comme les conditions de compréhension du monde à un moment et dans un lieu particulier. Ainsi, les représentations sont le résultat de la construction d'un régime de vérité particulier, qui transparaît à travers celles-ci et qu'il est nécessaire de déconstruire afin d'illustrer les conditions de production des représentations étudiées.

Puisque les représentations dépendent de certains régimes de vérités et que plusieurs rapports de pouvoirs sous-tendent l'existence des représentations, il est nécessaire de se poser quelques questions quant à la véracité de celles-ci. Par exemple, comment la simulation ou l'impression visuelle peut être complètement vraie ? Comment est-il possible de juger de la véracité d'une représentation ? Ou encore, comment une représentation est-elle interprétée ou comprise ? Globalement, les représentations ne

peuvent pas être exactement réaliste puisqu'elle « are never mirror-images of reality, but instead are always the product of diverse and ever-shifting contexts, and hence are never innocent, unbiased, or divorced from the realm of power and politics » (Scott, 2009: 351). De ce fait, les représentations ne sont jamais complètement vraies ou objectives, mais plutôt construites. Leur construction est nécessaire à interroger pour comprendre l'idéologie et le contexte de production au sein desquelles elles émergent.

Questionner l'origine de production d'une représentation pour comprendre les relations de pouvoir qu'elles incarnent a amené les géographes à emprunter la distinction de Gayatri Spivak (1988) pour parler de deux formes de représentations : celles qui parle de (*speak of*) et celles qui parle pour (*speak for*). Les représentations qui parlent de l'Autre (*speak of*) soulèvent des questions éthiques sur la manière dont la vie des Autres est construite, particulièrement dans un contexte où elles sont construites d'après des normes raciales, genrées et classistes. Spivak ainsi recommande de faire attention à produire des représentations qui parle de (*speak of*) puisque cette forme de représentation construit « the Other simply as an object of knowledge, leaving out the real Other because of the ones who are getting access into public places due to these waves of benevolence and so on » (1998 : 63).

Les représentations étant toujours interprétées, il est nécessaire de questionner aussi qui les interprètent puisque « each film or academic utterance must be analyzed not only in terms of who represents but also in terms of who is being represented for what purpose, at which historical moment, for which location, using which strategies, and in what tone of address » (Shohat, 1995: 173). Ces questions doivent surtout se poser lorsque les représentations d'individus, de groupes ou d'espaces marginalisés sont en cause, puisqu'ils ont souvent peu accès à leur propre représentation qui se retrouve à être peu nombreuses et souvent stéréotypées. Ainsi, les écrits d'Edward Saïd sur l'analyse des représentations textuelles de l'Orient dans L'Orientalisme (2015) illustre les moyens empruntés pour dépeindre l'Autre qui justifient le pouvoir colonial pour mettre en ordre cet Autre et de quelles façons ces représentations de l'Autre deviennent des bases pour la pratique de la racialisation. Dans le même courant de pensée, les écrits de la géographe Gillian Rose illustrent comment la représentation du genre dans

une variété de discours visuels renforce l'identification de certains espaces masculins et féminins, désavantageant la pleine participation des femmes dans l'espace public.

En géographie, les représentations commencent à être étudiées dans les années 1970 en réponse à l'approche quantitative qui priorisait une vision abstraite du monde reposant sur des modèles mathématiques où le rôle de la subjectivité et la présence du chercheur n'étaient pas soulignés dans la production du savoir géographique. L'émergence de ce doute concernant l'existence d'un monde rempli de faits naturels n'attendant qu'à être découvert ainsi qu'une nouvelle compréhension du savoir comme étant toujours situé (Haraway, 1988) et empreint de relations de pouvoir entraîne une « crise des représentations ». Cette anxiété engendre des nouvelles méthodes d'analyses où l'attention est mise, particulièrement par les géographes critiques, sur la déconstruction de certaines représentations — majoritairement conçues par des groupes ou acteur·trice·s en situation de pouvoir — pour révéler de quelle façon ces représentations promeuvent des façons d'appréhender le monde et de marginaliser certains savoirs ou groupes sociaux. Ainsi, les géographes ont illustré comment les représentations sont ouvertes à des interprétations multiples et contestables déplaçant ainsi l'attention vers les façons dont les représentations dominantes étaient remises en cause par différents groupes marginalisés (Barnett, 1997).

Ainsi, parler pour l'Autre (*speaking for*) assure une base politique où ces Autres peuvent se définir et se représenter eux-mêmes. De ce fait, de nouveaux mouvements sociaux ont reconnu que le pouvoir-savoir a historiquement constitué les discours apposés sur leur marginalisation et qu'en se réappropriant leur représentation, ils pouvaient réaffirmer le pouvoir sur soi et sur leur communauté. L'émergence de re-présentation (Kobayashi, 2009), où une personne ou une communauté historiquement dominée se réapproprie les représentations les concernant, a créé de nouvelles formes de résistance, de discours et de lieux discursifs nécessaires aux changements sociaux. Les géographes ont rapidement étudié les conditions d'émergence et les effets des re-présentations sur les discours spatiaux.

En suivant les traces de cette tradition géographique, ce présent mémoire s'intéresse justement aux conditions d'émergence et aux conséquences de re-présentations

performées par des collectifs citoyens comme Montréal-Nord Républik, Hoodstock ou encore le Comité de soutien à la famille Villanueva comme groupe développant des stratégies de réappropriation du discours sur les espaces périphériques de Montréal. Dans une perspective critique, j'utilise ces re-présentations pour déconstruire les représentations dominantes et hégémoniques qui sont apposées sur Montréal-Nord comme étant un espace dangereux et morne. Toutefois, puisque les recherches sur les espaces marginalisés s'attardent avant tout à observer les représentations des groupes marginalisés, j'en suis venu à étudier surtout les représentations dominantes qui stigmatisent ces espaces et les individus qui y sont associés. De plus, de par ma position — étudiant universitaire blanc n'ayant jamais habité à Montréal-Nord — il semblait beaucoup plus pertinent d'interpréter les représentations dominantes apposées sur l'arrondissement de Montréal-Nord plutôt que de parler des (*speak of*) représentations des habitant·e·s du quartier ce qui aurait posé certaines questions éthiques quant à ma capacité à faire cette recherche sans m'approprier les voix des personnes participantes en parlant d'eux·elles (*speak of*).

Les représentations apposées sur Montréal-Nord sont autant construites par les médias que par plusieurs acteur·trice·s s'impliquant dans le quartier que ce soit des organismes communautaires, des policier·ère·s ou des chercheur·e·s. Une revue de littérature portant sur les recherches et les rapports effectués à Montréal-Nord illustre le grand nombre de recherche effectuée sur le quartier qui participe à la création de nouvelles représentations sur le quartier qui se doivent d'être elles aussi contestées.

2.1.3 – Montréal-Nord et la recherche : un territoire surveillé

En allant à Montréal-Nord, il y a trois catégories de personnes que vous risquez de croiser : des policier·ère·s, des intervenant·e·s communautaires et des chercheur·e·s universitaires. Ces trois types d'individus sont issus d'institutions — la police, les organismes communautaires et les universités — qui peuvent, malgré leurs bonnes intentions, renforcer le sentiment de surveillance ressenti par plusieurs résident·e·s de Montréal-Nord. Ainsi, une personne interviewée dans le cadre de cette recherche résume ce qu'elle ressent face à cette présence importante de personnes venues étudier son lieu de résidence :

« Parfois, je me sens comme euh, une bête, une bête de foire. Les gens rentrent, nous posent des questions sur comment je vis dans mon quartier, pis ils partent et ils reviennent jamais. C'est fatigant. » (Entretien #11)

De ce fait, de nombreuses recherches ont été effectuées par ces trois institutions sur l'arrondissement. Ces recherches sont si nombreuses qu'il devenait nécessaire d'en faire un tour d'horizon afin de bien situer cette étude dans le contexte des recherches effectuées à Montréal-Nord. Les recherches analysées sont autant des articles scientifiques que des mémoires, des thèses et des rapports issus de la littérature grise.

Nombreuses d'entre elles ont été produites avec des organismes communautaires comme forme d'entrée d'un·e chercheur·e sur le milieu et pour étudier l'efficacité d'un programme particulier. L'organisme *Paroles d'excluEs* de Montréal-Nord, un incubateur universitaire qui « a pour mission de croiser des savoirs et des pouvoirs d'action afin d'accompagner, par la recherche-intervention, les démarches de mobilisation citoyenne » (Fontan et al., 2013 : 127), a offert des milieux de stages à plusieurs étudiant·e·s et chercheur·e·s. Les études ont porté entre autres sur l'impact des programmes de *Paroles d'excluEs* sur les participant·e·s (Sylla, 2017), la coopération entre les différents organismes (Hoarau, 2018), le développement du leadership de jeunes d'une école secondaire (Dubé et Lévesque, 2015), la possibilité de développer des projets d'agriculture urbaine (Voghel-Robert, 2014 ; Piette, 2015) ou sur l'efficacité du modèle d'action de l'organisme (Brutus et Fontan, 2008 ; Fontan et al., 2014 ; Heck, 2016). De plus, c'est l'étude sur les besoins et aspirations des résident·e·s du secteur nord-est (Heck et al., 2015) qui est la source d'inspiration de cette présente recherche puisque le rapport mentionne que la stigmatisation des habitant·e·s du Nord-Est est reliée à la mauvaise image du quartier véhiculée par les médias, observations soulevées par plus d'une recherche (Tichit, 2011 ; Montréal-Nord en santé, 2014). D'autres organismes communautaires, tels que les *Fourchettes de l'espoir*, le *Café jeunesse multiculturelle* ou *1, 2, 3 Go !*, ont aussi encadré plusieurs recherches portant sur la lutte contre la pauvreté (Damant et al., 1999 ; Anténor, 2014 ; Lamoureux, 2011), la participation citoyenne (Dextra, 2010), l'impact de la gouvernance néolibérale sur les pratiques communautaires et le travail de rue (Gonzáles-Castillo et al., 2015; Gonzáles-Castillo, 2015; Gonzáles-Castillo, 2016) ou l'émergence du terme gang de rue par les médias et les institutions de sécurité publique (Gonzáles-Castillo et Goyette, 2013 ;

Gonzáles-Castillo et Goyette, 2015). Par conséquent, il est possible de voir que le milieu communautaire est un important producteur de savoir sur le quartier.

L'haïtianité de Montréal-Nord est aussi un angle d'étude particulièrement emprunté par le milieu universitaire dès le début des années 1980. Dès 1983, Montréal-Nord est identifié comme un lieu important de la présence haïtienne dans la métropole et les causes et mécanismes responsables de son regroupement sont étudiés (Bernèche, 1983 ; Bernèche et Martin, 1984 ; Bastien, 1985). Ainsi, en 1989, la localisation périphérique des Haïtien·ne·s témoigne « d'une absence d'ascension sociale des membres de leur communauté » (Blanc et al., 1989) et informe d'un racisme systémique qui défavorise les membres de cette communauté. Dix ans plus tard, Maryse Potvin (1997) étudie la communauté réelle et représentée des jeunes de la communauté haïtienne de deuxième génération habitant Montréal-Nord et observe que le racisme alimente une mémoire historique qui structure leurs expériences quotidiennes au sein du quartier. Ainsi, la marginalisation des jeunes noir·e·s s'associe déjà fortement à l'espace nord-montréalais.

Suite aux événements de 2008, une augmentation marquée des recherches sur Montréal-Nord s'observe, particulièrement pour définir les causes responsables des révoltes et pour établir un état de la situation du quartier. Les enjeux de la sécurité, de la pauvreté, des relations interculturelles et entourant les communications sont cernés comme étant les principaux problèmes à régler (Chevalier et Lebel, 2009) afin d'éviter qu'une telle situation se reproduise. Le SPVM mène aussi deux études afin d'établir les causes responsables des événements (Charest, 2009 ; Courcy, 2009). Le rapport issu de l'enquête publique du coroner Perreault (2013) permet quant à lui d'établir les faits entourant l'intervention policière menant au meurtre de Fredy Villanueva. Les pratiques des jeunes dans l'espace public sont aussi une perspective étudiée (Tichit, 2013 ; Lefebvre et al., 2014) afin de comprendre leur stigmatisation. Enfin, l'émergence de collectif citoyen, comme Montréal-Nord Républik et Hoodstock, entraîne l'apparition de nouvelles perspectives sur la marginalisation de Montréal-Nord (Hébert et al., 2010 ; Hébert et al., 2018 ; Prosper, 2019 ; Zaazaa, 2019) en plus de devenir un sujet d'étude (Dufour, 2016) où la capacité d'action politique de ces collectifs est analysée.

La représentation médiatique du quartier a été traitée dans 3 recherches. Andrée-Yanne Parent (2014) aborde le traitement médiatique des révoltes de 2008 en effectuant une analyse discursive sur un échantillon d'article de la presse francophone du 11 et 12 août 2008 ce qui lui permet de constater la construction médiatique des événements et le développement d'une dichotomie entre norme et déviance selon la ligne éditoriale du journal. La chercheuse souligne aussi le manque d'étude médiatique longitudinale nécessaire afin de mieux saisir les causes des événements et la transformation des discours médiatiques concernant ceux-ci. En réponse à son invitation, la présente recherche semble remplir ce manque dans la littérature. La thèse de Marie-Ève Carignan (2014) utilise aussi les événements de 2008 dans une étude de cas comparative avec des événements similaires s'étant produits dans les banlieues françaises. La chercheuse réussit à illustrer comment une situation de crise en vient à cerner certaines thématiques pour couvrir l'actualité. Finalement, la thèse de Geneviève Laramée (2012) en analysant l'émergence de la thématique des gangs de rue en vient à comprendre la naissance médiatique de ce terme en lien avec Montréal-Nord. Ces recherches à caractère événementiel et thématique peuvent renforcer une certaine pesanteur symbolique sur le quartier par l'étude récurrente des enjeux sécuritaires en lien avec le quartier.

De plus, la banlieue française et les ghettos américains ont été décrits de long en large dans la littérature scientifique et font souvent, pour ne pas dire toujours, service de cas-école sur lequel sont calquées les réalités nord-montréalaises. Or, les quartiers défavorisés au Québec et au Canada ne sont pas issus des mêmes processus de marginalisation que les ghettos américains ou les quartiers populaires français. Dans cette lignée, il serait important de penser les quartiers considérés comme défavorisés à partir des contextes et des perspectives de ces espaces eux-mêmes. Ainsi, les nombreuses recherches effectuées à Montréal-Nord permettent d'étudier et de documenter les processus canadiens et québécois de marginalisation urbaine.

La recension des recherches et des rapports effectués à Montréal-Nord permet d'observer les nombreux récits et discours qui sont apposés sur l'espace nord-montréalais. Ces discours sur l'espace se concentrant sur le racisme et les facteurs de

marginalisation peuvent à terme produire un espace perçu et conçu qui s'éloigne de l'espace vécu par les Nord-Montréalais·e·s (Lefebvre, 1974). Suite à cette mise en contexte physique et académique, les concepts de base seront définis afin d'articuler la recherche et ses résultats.

2.2 – Le cadre conceptuel

Souvent, je ressens un sentiment de modestie en lisant les textes de grands théoriciens en géographie qui explique en des mots — parfois bien compliqués — des concepts que je comprends, mais que j'ai de la difficulté à mettre en mot. Par exemple, je sais c'est quoi un éléphant, mais définir dans toute sa complexité cette espèce me semble une tâche impossible à réaliser par l'écriture. Une tâche réductrice aussi puisqu'il y a tant de choses à dire sur un éléphant qui ne peuvent pas être transmis par des mots, mais seulement par l'expérience, l'odeur, le toucher de cet animal. Imaginez alors ce que c'est que de tenter de définir ce qu'est un discours, le racisme ou encore la production de l'espace. L'angoisse. Et pourtant, c'est une étape cruciale à accomplir afin de poser des bases communes de compréhension avec le·a lecteur·trice.

La construction de ce projet de recherche repose sur différents concepts théoriques qui doivent être définis. Le cadre conceptuel ci-dessous permet d'illustrer la manière dont j'ai appréhendé les enjeux de représentations médiatiques et de stigmatisation territoriale à Montréal-Nord. La généalogie des réflexions entourant ce projet permet d'éclairer la position de cette recherche au sein du champ théorique.

2.2.1 – La production de l'espace

Afin de comprendre la stigmatisation de Montréal-Nord, il est nécessaire de saisir la production spatiale spécifique de cet arrondissement — la façon dont il a été aménagé, pensé et construit, mais aussi vécu au quotidien. Henri Lefebvre, un philosophe français marxiste, a développé une théorie de l'espace comme étant quelque chose de produit, un rapport social qui a la particularité de pouvoir se consommer et d'être un moyen de production. Afin de bien cerner les liens entre le politique et l'espace, il est nécessaire de s'y attarder.

En s'inspirant de Marx, Henri Lefebvre interroge l'aspect naturel des marchandises qui camoufle les modes de production et les rapports sociaux qui les ont formés. Par exemple, pensez à une automobile : pourquoi a-t-elle été designée de cette façon, qui l'a assemblée, d'où proviennent les matériaux qui la constituent, quels salaires ont été payés les différent·e·s employé·e·s faisant partie de sa chaîne de montage, comment a été transporté le carburant qui la fait fonctionner ? Cette série de questions permet de faire craquer l'apparence divine de cette marchandise en révélant les rouages de sa production. Lefebvre applique ce même questionnement à l'espace en cherchant à comprendre ce qui le constitue et les éléments qui le transforment. De cette façon, l'espace devient plus qu'un bien de consommation : il devient un produit social.

Sa thèse centrale est que « le mode de production organise — produit — en même temps que certains rapports sociaux — son espace et son temps. » (1974 : XXV). Au cœur de son argument, Henri Lefebvre présente une triade conceptuelle afin d'exprimer les interactions entre les pratiques spatiales, les représentations de l'espace et les espaces de représentation. Cette triade peut être comprise comme un mécanisme au travers lequel il est possible de comprendre la production de l'espace, où les processus et les pratiques visibles et invisibles de sa production sont décodés (Merrifield, 2006). Les espaces de cette triade sont décrits ci-dessous :

- **L'espace conçu** constitue une représentation de l'espace. C'est l'espace planifié, imaginé et contrôlé par les technocrates et les faiseurs de paysage qui vise à normaliser la vie quotidienne. L'espace conçu est souvent « un projet s'insérant dans un contexte spatial » (Lefebvre, 1974 : 53) qui exige qu'il soit éloigné du poétique. Les experts qui produisent l'espace conçu agissent « selon une représentation tandis que les "usagers" subissaient ce qu'on leur imposait, plus ou moins inséré ou justifié dans leurs espaces de représentation » (Lefebvre, 1974 : 54). Ainsi, un conflit émerge entre les usager·ère·s d'un lieu et les concepteur·trice·s de celui-ci puisqu'ils·elles se basent sur des représentations de l'espace qui peuvent être semblables, mais qui peuvent aussi être diamétralement opposées. Issu du monde des représentations spatiales, l'espace conçu

est d'ordinaire projeté. De cette façon, la plupart des espaces urbains sont créés comme tels puisqu'ils sont planifiés d'avance puis apposés dans un contexte spatial particulier. Par conséquent, c'est l'espace d'autorité puisqu'il est capable de s'inscrire sur le temps long. Dès lors, il impose une réflexion concernant la provenance des représentations sur lesquelles se base la conception de ce type d'espace : d'où viennent-elles et au profit de qui ou de quoi deviennent-elles opérationnelles ?

- **L'espace vécu** évoque les espaces qui sont directement vécus et formés par l'expérience humaine, qui réfère à la mémoire et au sentiment. L'espace vécu constitue l'espace du quotidien, un espace vécu plutôt que pensé. C'est pourquoi il est souvent associé aux espaces d'appartenance, du chez-soi, des fêtes et de la routine. Cette forme d'espace est aussi contextuelle puisqu'il « atteint un haut degré de complexité et d'étrangeté, car la "culture" y intervient sous l'illusion d'immédiateté » (Lefebvre, 1974 : 50), culture qu'il est nécessaire de prendre en compte afin de comprendre la profondeur de cet espace. C'est l'espace subjectif et symbolique par excellence qui « expresses and evokes social norms, values and experiences » (Schmid, 2008 : 37) ou encore qui représente « a terrain of struggle where alternative imaginations of space are possible » (Simonsen, 2005 : 7). C'est un espace dominé puisque l'espace conçu cherche continuellement à l'approprier dans le but de le normaliser, de l'encadrer et, ultimement, de le contrôler par exemple en concevant des projets urbains qui visent à encadrer des pratiques jugées indésirables ou en fabriquant des représentations spatiales qui cherchent à redorer l'image de certains espaces vécus.
- **L'espace perçu** réfère aux perceptions du monde environnant qui sont issues du quotidien de l'expérience humaine, tout ce qui peut être « directly seen, heard, smelled, touched and tasted » (Degen, 2008 : 19). Cet espace, dérivant de l'observable et du sensoriel, inclus l'environnement physique, mais aussi les processus par lesquels cette

matérialité est produite (Leary, 2009). C'est l'espace qui suppose la perception du monde extérieur et son usage de base. L'espace perçu réunit l'espace conçu et vécu afin d'assurer une continuité à différentes formations sociales. En ce sens, l'espace perçu englobe l'ensemble des pratiques spatiales qui produisent la société et lui assure une cohésion : les réseaux de transport, les lieux dédiés à des usages particuliers, l'environnement bâti... L'espace perçu supporte la production de l'espace vécu et conçu en élaborant les espaces pris pour acquis de la vie ordinaire qui sont traversés lors du quotidien puis adaptés, transformés et mis en forme par l'espace conçu et vécu.

La triade spatiale développée par Henri Lefebvre n'illustre pas trois espaces distincts, mais plutôt un ensemble de relations et de réseaux qui rendent possible l'action sociale (Butler, 2005). Les espaces urbains peuvent donc être conceptualisés simultanément comme « a physical entity requiring resources for its maintenance and development, a space that is institutionally represented and a place that is socially interactive and historically situated, imagined by a range of actors » (Leary, 2009: 196). La théorie de la production de l'espace permet d'appréhender l'espace dans toute sa complexité, mais surtout d'éclairer son mode de production et les rapports sociaux qui le constituent. C'est dans cette perspective que cette théorie sera utilisée afin de comprendre l'apport des différents types d'espaces dans la stigmatisation de l'arrondissement de Montréal-Nord. En effet, quelques questions permettent d'illustrer la pertinence d'emprunter cette grille d'analyse : quelle idéologie soutient la construction des logements de faible qualité qui composent certains secteurs de Montréal-Nord ; quels sont les espaces conçus qui sont construits afin d'améliorer la situation défavorable de Montréal-Nord ; en quoi les espaces vécus par les résident·e·s de Montréal-Nord diffèrent-ils de l'espace conçu par les médias ? Cet ensemble de questions démontre que la triade spatiale peut aider à éclairer les rapports sociaux qui sous-tendent la constitution de certaines formes spatiales qui ne sont pas naturellement produites, puisque « dans un tel processus interviennent activement, volontairement, des classes ou des fractions de classes dirigeantes, possédant le capital (les moyens de production) » (Lefebvre, 1968 : 11).

Henri Lefebvre réfléchit sa théorie à l'époque de l'après-guerre où la planification urbaine devient celle des technocrates, ou pour reprendre ces mots de professionnel·le·s de l'espace, qui en viennent à produire une ville « fonctionnaliste » où la notion de centralité disparaît. À l'instar d'un jeu de keno (Dear et Flusty, 2002), la ville se morcelle entre les différentes fonctions (logement, travail, loisir) qu'on lui attribue amenant ainsi une perte de la diversité attribuée antérieurement à l'urbain (Jacobs, 1961) ce qui participe à la désintégration de la ville comme œuvre. Pensez au secteur nord-est de Montréal-Nord ou aux grands ensembles des banlieues françaises : construit à la hâte au début des années 1970 avec pour seule fonction de loger le plus grand nombre de résident·e·s possibles, de concevoir un « habitat à l'état pur⁶ » où seule « la quotidienneté complète (fonctions, prescriptions, emploi du temps rigide) [...] s'inscrit et se signifie dans cet habitat » (Lefebvre, 1968 : 17). Cette forme d'aménagement spatial amène une perte de centralité — fonction première de l'urbain — en produisant des espaces où « toute la réalité urbaine perceptible (lisible) a disparu : rues, place, monuments, espaces de rencontre » (Lefebvre, 1968 : 17). Ainsi, l'idéologie dominante est de construire pour loger. Une idéologie où l'« on ne prend plus en compte le social, la sociabilité qui caractérisaient la vie urbaine » (Hess, 2000: IX). C'est en réaction à cette façon de construire la ville qu'Henri Lefebvre développe sa théorie de l'espace afin de remettre en question la production capitaliste de l'espace où la valeur d'échange prend le dessus sur la valeur d'usage.

La valeur d'échange, c'est la valeur de l'espace — souvent monétaire — qui fixe un taux d'échange : les institutions s'en servent pour prélever des taxes foncières et les propriétaires pour tirer profit via la vente ou la location de leur propriété. La valeur d'usage, quant à elle, est relative aux besoins : c'est l'usage que les personnes qui fréquentent l'espace urbain puissent en tirer que ça soit par l'aménagement de services publics comme des écoles ou des bibliothèques, de café pour se rencontrer, d'espace public pour observer les passant·e·s. Ce qu'Henri Lefebvre remarque, c'est que la ville perd de sa valeur d'usage au profit de sa valeur d'échange. L'espace urbain est aménagé avant tout pour en tirer profit et peu de place est laissée à la valeur d'usage

⁶ À l'inverse d'habiter qui veut dire « participer à une vie sociale, à une communauté, village ou ville » (Lefebvre, 1968[2009]: 15), l'habitat lui est conçu par des experts qui recherchent avant tout à extraire cette fonction et à l'isoler du reste de la ville.

spatiale « puisque la généralisation de la marchandise par l'industrialisation a entraîné la destruction de la ville vécue sur ce mode » (Hess, 2000: IX). Cette division de la vie quotidienne entre le travail, le logement et les loisirs se reflète dans l'aménagement de la ville : les secteurs résidentiels, les centres d'affaires et les centres commerciaux sont tous des reliquats de cet éclatement. La banlieue, elle aussi, est témoin de cette ville sans valeur d'usage, sans habiter. Alors qu'auparavant « la ville fut espace occupé à la fois par le travail productif, par les œuvres, par les fêtes » (Lefebvre, 1968 : 118), la ville d'aujourd'hui se trouve segmentée. De cette façon, la ville perd sa centralité et les habitant·e·s le droit à cette centralité — le droit à la ville ou plutôt le droit à la vie urbaine. Dans cette perspective, Henri Lefebvre affirme que « la ville historiquement formée ne se vit plus, ne se saisit plus [...] la ville est morte » (1968 : 96) et Françoise Choay annonce la mort de la ville et le règne de l'urbain (1994). Cette mort de la ville rejoint les propos de Katherine McKittrick (2011) sur l'urbicide où « the deliberate murder, annihilation, and death of the city, particularly in areas of city experiencing poverty and other forms of state-sanctioned racial violence » (Waldron, 2018 : 55) participe de la dépossession d'un ancrage territorial des communautés racisées plus particulièrement puisque leur milieu de vie se voit détruit par la fragmentation de la ville.

L'omniscience de la valeur d'échange par l'aménagement de projets spectaculaires visant à augmenter la valeur du bâti ; la conception de lieux visant à réduire la pauvreté et par le fait même de diffuser le caractère racial d'un espace ; la segmentation des fonctions d'usage de la ville qui force les habitant·e·s d'un secteur à voyager de longues heures chaque semaine pour se rendre à leur travail : ce sont tous des processus spatiaux qui ont produit et qui continuent de produire l'arrondissement de Montréal-Nord. C'est en ce sens que la production de l'espace se doit d'être comprise comme étant une théorie qui est à même d'éclairer le fonctionnement de la réalité nord-montréalaise en ce qui a trait à l'aménagement urbain de l'arrondissement et de la vie quotidienne de ces habitant·e·s. Toutefois, une question demeure : de quelle espace parle-t-on exactement ? Réfléchir sur la production de l'objet oblige une réflexion sur la nature de celui-ci : qu'est-ce que l'espace au juste ?

2.2.2 – L'approche relationnelle en géographie

L'espace est l'un des concepts centraux de la discipline géographique. Inspiré de la conception spatiale issue de la physique classique newtonienne, l'espace est souvent perçu comme étant une entité plate, uniforme et close. Cette conception a participé à consolider notre sécurité ontologique, où l'immutabilité de l'espace permet de le considérer comme neutre et objectif. Quelque chose qui ressemble à un contenant à l'intérieur duquel des événements se produisent ou une toile aux dimensions fixe à travers laquelle des choses peuvent être cartographiées. L'ontologie sur laquelle reposait la conception de l'espace ne devant pas être questionné, c'était seulement une dimension à travers laquelle la vie prenait place, quelque chose « understood as natural, given, and essential, and spatial processes were teleological and measurable » (Kitchin, 2009 : 269). De ce fait, la recherche en géographie était naïve analytiquement, consistant avant tout à accumuler de faits devant servir à des théories plus générales. Pensez à ce qu'on vous a appris dans vos cours de géographie au secondaire : tracez les frontières d'une carte du monde, apprendre par cœur les capitales des pays ou encore délimiter les zones climatiques. Un peu comme si l'espace était figé dans le temps et devait le rester. En fait, comme si seul le temps était capable de mouvement face à un espace en permanence stable. Surtout, cette vision spatiale enlevait tout potentiel rôle politique à l'espace (Massey, 2005).

Toutefois, une cohorte de géographes radicaux et critiques tels que David Harvey, Nigel Thrift (1996), Sarah Whatmore (2002) ou Erik Swyngedouw ont milité afin de réfuter une conception spatiale étroite pour tendre vers une perspective relationnelle de l'espace comme un sens commun disciplinaire en géographie. Le livre *For Space* (2005) de Doreen Massey illustre sûrement l'un des exemples le plus aboutis pour exposer cette nouvelle conception de l'espace. La démarche de Massey ne cherche pas à démontrer ou à convaincre, mais à montrer par des situations et des exemples comment le fait de concevoir l'espace comme étant relationnel peut impliquer un détournement dans notre vision du monde. C'est ainsi que Doreen Massey formule l'espace comme étant :

« space presents us with the social in the widest sense: the challenge of our constitutive interrelatedness—and thus our collective implication in the outcomes of that interrelatedness; the radical contemporaneity of an ongoing

multiplicity of others, human and non-human; and the ongoing and ever-specific project of the practices through which that sociability is to be configured. » (2005 : p. 195)

Massey discute des implications de comprendre l'espace comme une multiplicité de trajectoires et de le concevoir comme étant toujours en mouvement, selon des temporalités différentes. En effet, les continents dérivent, les langues se modifient constamment et les montagnes s'érodent. Ce mouvement spatial continu révoque l'idée de paysages figés dans l'éternité ou encore d'une identité culturelle prédéterminée. Ainsi, la puissance de l'espace vient avant tout du mouvement, « that throwntogetherness, the unavoidable challenge of negotiating a here-and-now [...] a negotiation which must take place within and between both human and non-human » (2005 : 140). Cette perception de l'espace modifie notre compréhension de celui-ci comme étant constitué d'une multitude de trajectoires que l'on doit traverser et négocier constamment. De ce fait, trois caractéristiques doivent distinguer la notion d'espace mobilisée par Massey de celle développée par les sciences positives :

« *First*, that we recognize space as the product of interrelations; as constituted through interactions, from the immensity of the global to the intimately tiny [...]. *Second*, that we understand space as the sphere of the possibility of multiplicity in the sense of contemporaneous plurality, as the sphere in which distinct trajectories coexist, as the sphere therefore of coexisting heterogeneity [...]. *Third*, that we recognize space as always under construction. » (Massey, 2005 : 9, l'italique est de l'auteure)

L'espace devient ainsi relationnel, multiple et sans cesse renouvelé. De cette façon — en étant considéré comme toujours en mouvement, malléable selon les événements et relations qui le produisent —, l'espace devient le véritable terrain du politique « because to think spatially is to engage with the existence of multiple processes of coexistence » (Anderson, 2008 : 232). Ainsi, puisque l'espace est une dimension relationnelle, il est nécessaire de l'appréhender d'après les interactions qui le produisent, puisqu'il n'est plus un objet d'étude en lui-même. De la même manière que les « races » et l'identité de genre ne doivent pas être essentialisées, l'espace ne doit pas être considéré indépendamment des sociétés qui le produisent (Gintrac et Giroud, 2014). De ce fait, « le rôle de la géographie n'est donc pas de penser *via* ou "avec" l'espace, ni de conceptualiser la dimension spatiale des sociétés, mais plutôt de penser *contre* l'espace, de dévoiler ces mécanismes de production en tant que mécanismes de

pouvoir » (Germes, 2014 : 16) afin de concevoir une géographie qui s'attarde avant tout à déconstruire la mobilisation de l'espace comme forme de contrôle et qui s'intéresse aux interactions au-delà de leurs représentations.

Ainsi, une approche relationnelle permet de concevoir la défavorisation de Montréal-Nord comme étant mutuellement produite « through the same racialized sociospatial processes that work to concentrate wealth and healthy life chances elsewhere » (Lloyd et Bonds, 2018 : 903 ; Pulido, 2002). Par exemple, la concentration de richesse à Westmount ou Outremont est causée par les mêmes processus spatiaux — le capitalisme racial entre autres — qui entraîne la défavorisation de Saint-Michel ou de Montréal-Nord qui était au départ des espaces de production vécus par des ouvrier·ère·s et des vétérans blanc·he·s puis remplacé par des populations racisées pauvres. Dès lors, il devient nécessaire de comprendre la paupérisation d'un arrondissement par rapport aux processus qui produisent aussi des espaces où la richesse s'accumule. Le géographe Tom Slater pose ainsi cette question :

« Why was nobody researching 'concentrated affluence' in extremely rich neighborhoods, and correspondingly, recommending policies aimed at dispersing the rich when their concentration may have caused such grievous collective disasters as the 2008 financial crisis? » (Slater, 2015: 244)

Adopter une approche relationnelle en géographie permet d'aller au-delà de l'échelle locale de certains phénomènes afin d'appréhender ceux-ci selon une échelle globale et ainsi d'y voir l'influence d'enjeux structurels, telle que le racisme systémique. De ce fait, la construction sociale de la race se produit au travers d'un processus relationnel, puisque les expériences vécues au sein des structures institutionnelles, sociales et discursives forment la conscience et les comportements individuels de manière à reproduire l'ordre social (Bourdieu, 1977 ; Foucault, 1975). De plus, l'interrelation entre le soi racial et l'Autre doit être compris comme étant co-construit et interdépendant (hooks, 1989; Lorde,1984). De ce fait, « the integration of propositional, affective and commonsense forms of knowledge into a new relational understanding of race, racism, and antiracist practises » (Perry et Shotwell, 2009 : 35) permet de rappeler les responsabilités de chacun·e·s dans la spatialisation d'un pouvoir racial. Ashley Montagu affirme ainsi que la fin du racisme est avant tout un projet de collaboration : « It was not until many years later that I found support for my conviction that everything a human

being comes to know and do as a human being has to be learned from other human beings, from the social environment » (1997 : 35). En nous rappelant que la racialisation est un ensemble de pratiques complexe et divers et que l'antiracisme est souvent conduit par des coalitions et des collaborations, Montagu soulignent l'aspect relationnel de ce phénomène qui comme l'espace n'est pas fixe et stable, mais construit par des relations entre des individus et des institutions qui produisent spatialement le racisme.

2.2.3 – Le racisme : un processus relationnel

Dans le cadre de cette recherche, le racisme s'est imposé à moi comme cadre d'analyse. Marcher dans les rues de Montréal-Nord, parler aux enquêté·e·s, participer à des événements des organismes communautaires et même s'imaginer Montréal-Nord qui est surnommé de manière informelle Montréal-Noir : tous ramènent au racisme. Le paysage nord-montréalais — comme tous les paysages au Canada par ailleurs — semble être produit par le racisme : la colonisation produit des rapports de pouvoirs qui se reflète dans l'espace que ça soit en orchestrant ce qui a été reconnu comme un génocide des populations autochtones ou en limitant l'accès à la centralité urbaine pour les communautés issues de l'immigration récente. D'un autre côté, l'espace n'est pas seulement un moteur d'exclusion pour les communautés racisées puisqu'il peut être aussi produit et ré-approprié par ces communautés au-delà des entraves que le racisme met en place. Il est nécessaire de définir le racisme pour comprendre de quelle façon il présume que les communautés racisées n'ont pas d'agentivité quant à la production de l'espace et de quelle façon celles-ci renégocient leur rapport au territoire.

De manière générale, la race se fonde sur une croyance selon laquelle il y aurait des différences innées chez l'être humain dérivées d'une conviction que certaines distinctions biologiques existent entre différents groupes sociaux. Supportée par aucune preuve scientifique, l'idée de la race n'est pas un fait biologique, mais plutôt un construit social, historique et géographique (Haney-Lopez, 1994). Pour reprendre les mots de la géographe Jamie Winders, la race est « a chaotic, yet powerful, collection of ideas and practices through which peoples and places have been organized and ranked across time and space, according to a dynamic set of embodied and social characteristics often linked to skin color and always structured by unequal power relations. » (Winders, 2009:

53). Malgré son caractère construit, la race apporte des conséquences matérielles bien réelles qu'elles soient positives pour les personnes blanches ou négatives, voire une question de vie ou de mort, pour les personnes racisées (Maynard, 2017). De ce fait, la race naît du racisme et non le contraire (Coates, 2016), ce qui implique que la perspective d'étude se doit de concentrer son attention sur ce phénomène pour déconstruire les rapports de pouvoirs qui sous-tendent cette idéologie.

Le racisme, quant à lui, est « the practice of discrimination based on cultural stereotypes and prejudice toward nation states, ethnic groups, or individuals » (Nayak, 2009: 59). En d'autres mots, c'est un ensemble de relations sociales inscrites dans les institutions, véhiculées par des discours et empreintes de relations de pouvoir basé sur l'idée de la race (Guillaumin, 2002). Le racisme est, encore aujourd'hui, mal compris. Souvent perçu comme des actes individuels perpétrés par des personnes malveillantes, le racisme doit plutôt être considéré dans son caractère systémique afin de comprendre « how structural and institutional decision-making supports and upholds policy actions that protect and benefit white people economically, materially, socially, and psychologically, often at the expense of Indigenous, Black, and other racialized people's well-being » (Waldron, 2018 : 11). Pour paraphraser la sociologue et militante Ingrid Waldron, au lieu de se demander si les propriétaires d'un logement à Montréal-Nord sont racistes — un acte malveillant individuel —, il peut être plus pertinent de questionner pourquoi les communautés racisées font face à un plus haut taux de chômage (Eid, 2012) ou sont plus souvent profilées par la police — violences raciales systémiques — que la majorité blanche (Armony, Hassaoui et Mulone, 2019). Ou encore, au lieu de se demander si les journalistes écrivent des articles avec des mauvaises intentions sur Montréal-Nord, il peut être clairement plus pertinent de contester la récurrence importante d'articles abordant les enjeux d'(in)sécurité concernant l'arrondissement. Les violences raciales systémiques sont subtiles, invisibles et souvent il n'y a personne pour être tenu responsable de ces actions qui sont ancrées dans un système qui perpétue des inégalités envers les communautés racisées (Pulido, 2000). Bien qu'il soit un phénomène mondial, le racisme doit se conjuguer au pluriel puisqu'il est nécessaire de considérer les dynamiques nationales et locales afin de « saisir la nature de la hiérarchisation et le contenu sur lequel se fonde

l'altérisation » (Manai et Bensiali, 2019 : 128). De ce fait, le racisme est un phénomène hautement géographique puisque « the territoriality of power is a key to understand racism » (Gilmore, 2002 : 22).

La mobilisation de la race pour supporter la colonisation et justifier des actions comme l'esclavage ou des génocides illustre l'important rôle que joue la race dans la constitution de la modernité (Gilroy, 2010). La discipline géographique a légitimé la race comme un discours scientifique valable. Ainsi, les géographes ont participé à la science raciale en cartographiant le monde selon les races et en tentant de comprendre les facteurs climatiques et environnementaux qui déterminent des caractéristiques jugées raciales (Livingston, 1991 ; 2002). L'environnementalisme — l'étude des interactions entre l'être humain et son environnement — est le paradigme dominant de la discipline géographique jusqu'au dernier tiers du XXe siècle où l'on voit des phénomènes sociaux complexes être expliqués par des causes environnementales⁷.

Les questions raciales — considérées comme un déterminant central dans la spatialisation du pouvoir — ont été plus ou moins ignorées par la recherche en géographie jusque dans les années 1990⁸ (Anderson, 1991 ; Kobayashi et Peake, 1994 ; Kobayashi et Peake, 2000 ; Kobayashi, 2014). Toutefois, depuis une trentaine d'années, les relations entre le racisme et l'espace ont été le sujet de nombreuses recherches en géographie (Mugabo, 2016). Trois cadres d'études ont été principalement empruntés par les géographes pour étudier la race (Gilmore, 2002) : le déterminisme environnemental (Mitchell, 2000), les différences régionales (Harvey, 1969) et la construction sociale (Jackson et Penrose, 1993 ; Gilmore 1999 ; Liu, 2000). Initialement, la race a été étudiée en géographie dans le but de localiser les personnes racisées dans des quartiers urbains ou de définir de façon didactique et abstraite la race (Pulido, 2002). Présentement, cette conception a glissé vers une étude de la race

⁷ Par exemple, Emmanuel Kant lors de son cours de géographie donné à l'Université de Königsberg enseigne ceci par rapport à la relation entre la race et le climat : « In the torrid zones, humans mature more quickly in all aspects than in the temperate zones, but they fail to reach the same degree of perfection... Humanity has its highest degree of perfection in the white race. The yellow Indians have somewhat lesser talent. The N*****s are much lower, and lowest of all is that of the American races. » (Kant, 1802 : 19 dans Kobayashi, 2014 : 1103).

⁸ Des géographes comme Richard Morrill (1965), Jim Blaut (1970), Bill Bunge (1971), David Harvey (1973), Harold Rose (1978), Milton Santos, Thelma Glass ont tous contribué à reconnaître l'importance du racisme au sein des processus spatiaux.

comme un agent primordial dans la spatialisation du pouvoir. C'est dans cette perspective que cette recherche se situe, à savoir de comprendre de quelle façon le racisme influence la production de l'espace, mais aussi de quelle façon il est contesté par les personnes qui en sont la cible qui développent un sens spatial qui remet en cause une territorialisation raciste du monde (McKittrick, 2006).

Les recherches portant sur les façons dont le racisme spatialise le pouvoir en milieu urbain (Pulido, 2000 ; Rutland, 2016 ; Loyd et Bonds, 2018 ; Rutland, 2018 ; Khalil et Rutland, 2019) ont tôt fait d'illustrer l'importance capitale de celui-ci dans le façonnement du marché de l'emploi (Connolly, 2014), dans la planification urbaine (Lipsitz, 2011) ou dans les politiques urbaines (Freund, 2010). De ce fait, le racisme transparaît en milieu urbain surtout du fait que la planification urbaine en se basant sur une vision du monde stable — et blanche, patriarcale, eurocentrée, hétérosexuelle et bourgeoise — tend à écarter les besoins des communautés racisées (Rutland, 2018) et à travailler avant tout sur la revitalisation de l'espace urbain physique selon certaines normes plutôt que sur les conditions sociales qui peuvent assurer un meilleur niveau d'égalité systémique (Slater, 2015).

D'un autre côté, ce sont aussi les représentations sur la ville qui se doivent d'être interrogées afin de comprendre leur rôle dans la stigmatisation d'un espace — qui se joue autant au niveau symbolique qu'au niveau des discriminations matérielles. De cette façon, il devenait pertinent de contester les représentations spatiales de Montréal-Nord transmises par les médias « parce qu'elles sont maintenant utilisées comme outils d'un racisme qui ne parle plus de races, mais de limites géographiques » (Hancock, 2008 : 117) où l'on assigne une identité à ceux et celles qui fréquentent ces espaces jugés racialement suspects. Ces représentations et le(s) racisme(s) sont ancrés au sein de discours qui se doivent aussi d'être compris comme émergeant d'un ensemble d'acteur·trice·s, d'institutions, de récits, mais surtout de discours et de représentations.

2.2.4 – Les discours : les producteurs de régimes de vérité sur l'espace

Le discours est un concept difficile à définir principalement parce qu'il existe un grand nombre de définitions, parfois conflictuelles, dérivées de perspectives théoriques et

méthodologiques variées. De façon assez énigmatique, Michel Foucault définit un de ces plus importants concepts, le discours, lors de son cours inaugural au Collège de France de cette façon : « je suppose que dans toute la société la production du discours est à la fois contrôlée, sélectionnée, organisée et redistribuée par un certain nombre de procédures qui ont pour rôle d'en conjurer les pouvoirs et les dangers, d'en maîtriser l'événement aléatoire, d'en esquiver la lourde, la redoutable matérialité » (Foucault, 1971 : 11). Dès lors, les discours sont un ensemble d'énoncés, de pratiques, d'actions, d'institutions qui relèvent d'une même formation et de ces règles de fonctionnement.

En d'autres mots, le discours est « a whole set of words, actions, institutions, and infrastructure that are more or less logically coherent and produce new regimes of truth » (Cresswell, 2009: 211). Les discours produisent un contexte de compréhension du monde qui ordonne les faits et les gestes et qui sont communiqués par des représentations. Les discours produisent des régimes de vérités où une réalité devient ce qu'elle est par le discours puisque le « discourse does not simply describe something that preexists it, rather it brings it into being » (Cresswell, 2009 : 212) et puisque les discours sont « des pratiques qui forment systématiquement les objets dont ils parlent » (Foucault, 1969 : 66-67). En ce sens, les discours produisent des vérités qu'ils sont nécessaires de déconstruire afin de comprendre de quelles façons ces vérités sont produites, les rapports de pouvoirs qu'elles instaurent et les pratiques qu'elles influencent afin de « define not what is concealed by a discourse but what is produced by it » (Cresswell, 2009 : 212). En ce sens, les représentations permettent d'étudier l'ontologie, l'état du monde et la réalité formée par les discours qui les produisent. C'est en utilisant les représentations spatiales véhiculées par les médias qu'il a été possible de révéler le discours entourant l'arrondissement de Montréal-Nord afin de percevoir non pas pourquoi cet arrondissement est défavorisé, mais plutôt pourquoi est-il affirmé si souvent que Montréal-Nord est un arrondissement défavorisé. Au-delà de comprendre quelles sont les actions qui font en sorte de défavoriser Montréal-Nord, une attention sur les discours permet de révéler surtout les effets de langage et les manières d'appréhender qui induisent que Montréal-Nord est un arrondissement défavorisé et amène une compréhension de cet espace comme étant marginalisé.

Les discours ne sont pas neutres : ils traduisent et construisent des processus sociaux et spatiaux au travers desquels il est nécessaire de voir la charpente initiale afin de comprendre comment les fondations et les poutres maîtresses soutiennent l'architecture d'un discours. Les régimes de vérité produits sont aussi constitués par des récits énoncés par des individus qui performent ces discours. En ce sens, le choix de réaliser des entretiens permet de souligner comment les discours de la stigmatisation territoriale — un discours sur l'espace qui apporte son lot d'inégalités — sont contestés par les Nord-Montréalais·e·s qui proposent par leurs récits des nouvelles formes de discours sur leur milieu de vie. C'est pourquoi je porterai une attention particulière à ces récits ou ce que nomme *narrative* les sociologues Bochra Manaï et Célia Bensiali (2019) pour tenter d'illustrer les formes de réappropriation du discours apposées sur l'arrondissement de Montréal-Nord par les personnes racisées vivant ce territoire. La narrative, issue du terme anglais, « illustre comment la version des faits, vécue et racontée par les personnes racisées, importe dans la construction du savoir sur les discriminations et le racisme » (Manaï et Bensiali, 2019 : 128). Ainsi, les narratives représentent une forme de prise de pouvoir sur les discours utilisés pour définir l'Autre et se re-présenter (Kobayashi, 2009) d'après ses propres expériences.

De ce fait, puisque la stigmatisation territoriale est un discours sur l'espace nord-montréalais, il convient d'en révéler la construction. Les récits médiatiques ont été sélectionnés pour comprendre leur rôle dans la production de cette stigmatisation. De plus, les récits et les narratives de différents collectifs citoyens ont aussi été étudiés puisqu'ils proposent de nouvelles formes de discours. Ainsi, un dialogue s'entretient entre ces deux formes de discours : l'un hégémonique puisque soutenu par les institutions publiques et la police qui tente de diffuser le caractère racial pour déstigmatiser l'arrondissement et l'autre qui tente de proposer un ancrage du discours sur le quartier par et pour les citoyen·ne·s de l'arrondissement. Les représentations spatiales seront étudiées afin d'illustrer les controverses naissantes instituées par un conflit entre ces deux discours sur l'espace nord-montréalais.

Chapitre 3 — Méthodologie

« Sitting down to do homework thus compels us to examine that reality. Who is at home here? Who was here before 'my' home? Are there others who are at home here? What and where are our academic homes? What are their historical circumstances, and what is and has been the institution's role in participating in them? The responsibility of academics cannot be limited to neutral descriptions of who we are ... it must also link itself to the concrete, physical locations of our enunciation. Above all the academy must recognize its colonial history and acknowledge that its structures perpetuate the practices and discourses of exclusion and foreclosure... Positions that assume impartiality perpetuate the status quo. »

Rauna Kuokkanen, *Reshaping the University*, 2007:117–118

3.1 — La réflexivité du chercheur : Afrique du Sud et blanchité

Tout au long de ma recherche, plusieurs personnes m'ont demandé comment j'en étais venu à étudier les discours médiatiques comme source probable de stigmatisation du quartier de Montréal-Nord. La question est pertinente : comment moi, un jeune universitaire blanc issu de la classe moyenne aisée ayant grandi à Saint-Lambert et à Mercier qui n'avait pratiquement jamais mis les pieds à Montréal-Nord auparavant, pouvais m'intéresser à un sujet aussi loin de ma réalité ?

Le cheminement de ma réflexion commence en 2015 alors que je faisais un échange étudiant pour une session à l'université de Stellenbosch en Afrique du Sud. Durant cette session, j'avais pris pour engagement de faire une recherche qui permettrait d'accomplir un projet Honor pour terminer mon baccalauréat en géographie. Je suis arrivé dans un contexte où les étudiant·e·s sud-africain·e·s entreprenaient un débat sur la décolonisation des universités qui mènera à une grève générale sous le nom de *Rhodes Must Fall* puis de *Fees Must Fall*. Ennuyé par les activités proposées aux étudiant·e·s internationaux, j'ai rencontré les personnes qui œuvraient au sein d'*Open Stellenbosch*, un collectif qui avait pour objectif de décoloniser l'université de Stellenbosch. Leur principal cheval de bataille était de mettre un terme à la politique linguistique raciste en cours à l'université qui obligeaient les étudiant·e·s à suivre des cours en Afrikaans, une langue principalement parlée par les Blanc·he·s, sous couvert de protection de la

culture afrikaans, ce qui mettait en péril le succès académique de plusieurs étudiant·e·s principalement noir·e·s. *Open Stellenbosch* m'avait semblé être un sujet de recherche tout indiqué. Rapidement, j'ai appris que Stellenbosch était un symbole de l'apartheid et que l'université avait servi de moteur intellectuel à la mise en place de ce système ségrégatif. En devenant ami des membres de ce collectif, je me suis rendu compte que je ne me sentais pas outiller ni dans la bonne position de par ma blancheur pour mener un projet de recherche sur eux·elles. De plus, je me suis rendu compte qu'étudier les structures qui marginalisaient les étudiant·e·s racisé·e·s me prendrait beaucoup plus de temps qu'une session. Toutefois, par le travail que j'ai effectué dans, par et pour ce collectif, en participant à des manifestations et des occupations ou en organisant des actions, j'ai commencé à comprendre la structure raciste qui m'avaient permis non seulement d'être dans la situation de privilège où je me trouve aujourd'hui, mais aussi d'avoir la chance d'étudier dans une université sud-africaine et de pouvoir garnir mon CV d'une ligne alors que tant d'étudiant·e·s sud-africain·ne·s n'avaient pas accès à ces espaces d'apprentissages du fait des vestiges toujours présents du système d'apartheid. Je dois énormément aux personnes que j'ai rencontrées par *Open Stellenbosch* en qui j'ai vu les meilleur·e·s enseignant·e·s sur la pensée panafricaine, le racisme ou la bienveillance que l'on doit accorder à chaque être qui peuple l'univers.

De retour au Canada, ce ne sont pas les différences, mais beaucoup plus les ressemblances avec l'Afrique du Sud qui m'ont sauté aux yeux. Ce que l'on appelle le Canada, ce pays que j'ai appris à appeler ma maison, partage énormément avec l'Afrique du Sud. L'apartheid et la Loi sur les Indiens ; les terres non-cédées ; les bantoustans et les réserves autochtones ; la peur et le racisme qui se dégagent des yeux des colons lorsque des mouvements comme *Open Stellenbosch* ou *Idle No More* s'organisent ; la couleur de peau qui en vient à définir le lieu de résidence. C'est pourquoi je n'ai pas été surpris lorsque j'ai appris que l'apartheid sud-africain puisait son inspiration dans la Loi sur les Indiens mise en place au Canada (Bourgeault, 1988 ; Cambre, 2007 ; Bélanger et Yoon, 2018). Il m'est alors apparu important de questionner la mise en place des structures ségrégatives à l'œuvre au Canada et de documenter les pratiques de ceux·celles qui produisent cette ségrégation plutôt que celles des individus discriminés.

En parlant de ces réflexions avec ma directrice de recherche, l'arrondissement de Montréal-Nord nous est rapidement venu en tête. Cet arrondissement de Montréal, que plusieurs appellent Montréal-Noir, représente dans l'imaginaire spatial montréalais un espace enclavé, dangereux, où séviraient les gangs de rue et que l'on associe souvent aux ghettos américains ou aux banlieues françaises. Cette image a été particulièrement renforcée depuis le meurtre de Fredy Villanueva, jeune réfugié hondurien, tué par un policier du SPVM le 9 août 2008 et des révoltes qui s'en sont suivies. Or, comment cet arrondissement en est-il venu à devenir ce qu'il est aujourd'hui ? Comment cet ancien village rural, il y a de cela à peine 100 ans, est devenu cet arrondissement que l'on caractérise de tous les maux ? Et puis, comment ces représentations médiatiques s'éloignent-elles tant du vécu des Nord-Montréalais·e-s ? En lisant différents rapports d'organismes communautaires produits en collaboration avec les citoyen·ne-s de Montréal-Nord (Mise au jeu, 2008 ; Chevalier et Lebel, 2009 ; Eid, P, Magloire, J. et M. Turenne. 2011 ; Tichit, 2011 ; Montréal-Nord en Santé, 2014 ; Heck et al, 2015), les médias étaient souvent pointés comme une source de stigmatisation. C'est dès lors qu'une recherche sur les pratiques journalistiques concernant Montréal-Nord est devenue attrayante pour aborder les causes de la stigmatisation de cet arrondissement. Les causes de cette stigmatisation ne sont pas seulement médiatiques, mais une entrée par les médias permet justement de rencontrer une multitude d'acteur·trices qui se rencontre au sein de l'arène médiatique et de résumer les justifications et les rôles que chacun·e-s se donne dans les actions qu'ils ou elles mènent.

Ainsi, c'est une perspective ethnocentrée et critique, dans laquelle je prends conscience de mes propres biais culturels, qui me permet d'employer une démarche constructiviste et de percevoir ma subjectivité comme un apport à ma recherche. Ainsi, ma position réoriente le but de cette recherche qui n'est pas d'étudier l'Autre, mais bien soi-même par l'entremise des discours produits par les médias montréalais majoritairement composés et produits par la société québécoise blanche. Je n'ai jamais habité à Montréal-Nord. Par contre, je suis né et j'ai grandi à Montréal, ce qui fait de moi un spécialiste des représentations qui sont véhiculées sur ce quartier dans l'imaginaire spatial québécois. Ainsi, j'utilise ma position de géographe-chercheur pour déconstruire des représentations spatiales stigmatisantes. Ces représentations sont maintenant

devenues des outils d'un racisme qui ne parle plus de race, mais bien de limites géographiques qui affectent les individus qui habitent le territoire stigmatisé (Hancock, 2008). L'étude d'un espace médiatique blanc prétendument neutre permet ainsi de relever son caractère construit et subjectif et de donner des moyens aux individus exclus de ce système pour contrecarrer les effets néfastes d'un discours perçu comme naturel et impartial. C'est là où se situent mes réflexions sur ma positionnalité.

L'objectif de cette recherche était aussi de réaliser un outil qui puisse être utilisé par les individus voulant illustrer de façon quantitative la stigmatisation médiatique concernant Montréal-Nord. Les différentes recherches soulignent avant tout de façon qualitative les préjugés et discriminations, quant au lieu de résidence, rapportés par les participant·e·s. En ne voulant en rien diminuer la réalité de ces vécus rapportés de façon qualitative, une approche quantitative permettait d'illustrer l'hypothétique caractère systémique de la stigmatisation perpétué dans les discours médiatiques à propos de Montréal-Nord. C'est pourquoi il m'est paru pertinent de construire une base de données sur un logiciel *open-source* qui pouvait être utilisé pour illustrer de façon quantitative les différentes tendances médiatiques responsables de la stigmatisation de Montréal-Nord.

3.2 – La base de données : recherche quantitative sur les discours médiatiques

3.2.1 – Réaliser la base de données

Le mot « base de données » peut faire peur ou encore sembler abstrait. Or, une base de données, c'est plutôt un outil informatique utile « designed to store information in a systematic way so that their contents can be easily accessed, accessed, managed, changed, and augmented » (Winstanley, 2009: 345). Dans mon cas, l'information organisée était des articles de la presse écrite montréalaise contenant le mot « Montréal-Nord » et avait pour but d'illustrer de façon quantitative les grands discours médiatiques représentant Montréal-Nord. De cette façon, il devient plus facile de peindre les grandes tendances médiatiques qui sont suivies pour illustrer les événements se déroulant dans le quartier. Le choix de l'arrondissement comme échelle d'étude a été décidé parce que la stigmatisation médiatique s'applique à l'ensemble de Montréal-Nord, malgré que la stigmatisation territoriale s'applique plutôt spécifiquement

à quelques parties de l'arrondissement. Étant donné que ces secteurs demeuraient impossibles à spatialiser de façon plus locale au sein des médias, l'étude large de la représentation médiatique de l'arrondissement a été sélectionnée.

Avant de commencer à classer et à codifier les articles qui constituent la base de données, des thématiques globales ont été établies afin de permettre de classer les articles répertoriés à l'intérieur de différentes catégories. Ces thématiques ont été construites en participation avec ma directrice de recherche. De plus, le cadre conceptuel, la problématique et les objectifs de recherche ont permis de cerner différents enjeux afin de voir comment ils étaient abordés par les différents médias. Ces thématiques classent les articles selon le discours principal véhiculé par ceux-ci. Le tableau suivant résume les discours et enjeux évoqués par chacune des thématiques.

Thématiques	Définition	Exemples de sujet d'articles
Vivre-ensemble	Cette thématique classe les articles qui expriment les liens pacifiques et de bonne entente qu'entretiennent des individus ou des communautés.	<ul style="list-style-type: none"> - Les fêtes de quartier ; - Des spectacles ; - Des événements sportifs.
Environnement urbain	Cette thématique classe les articles qui abordent l'ensemble des enjeux concernant l'environnement des villes.	<ul style="list-style-type: none"> - Le transport ; - Les déchets et le déneigement.
Environnement social	Cette thématique classe les articles qui examinent les phénomènes sociaux qui se produisent dans l'arrondissement.	<ul style="list-style-type: none"> - L'éducation ; - Les questions d'emploi ; - Les enjeux d'inégalités.
Discours institutionnels	Cette thématique regroupe tous les articles qui communiquent les discours des instances institutionnelles comme la mairie d'arrondissement ou municipale ou le palais de justice.	<ul style="list-style-type: none"> - Les élections - Des conférences de presse tenues par des instances de pouvoirs.
Sécurité	Tous les articles qui traitent des enjeux de sécurité sont classés dans cette thématique.	<ul style="list-style-type: none"> - La sécurité publique ; - Les crimes ; - Les faits divers
Accessibilité	Lorsqu'un article explore spécifiquement les enjeux d'accessibilité, il est classé dans cette thématique.	<ul style="list-style-type: none"> - L'accessibilité aux transports, à une alimentation saine ou à un logement abordable.
Racisation	Cette thématique rassemble les articles qui examinent comment certains individus ou	<ul style="list-style-type: none"> - L'immigration ; - La diversité ethnique.

communautés vivent avec les enjeux raciaux.

Réappropriation	Les articles qui rapportent des mouvements et des actions citoyens qui cherchent à se réapproprier le discours sur Montréal-Nord sont classés dans cette thématique.	<ul style="list-style-type: none"> - Des lettres ouvertes citoyennes ; - Des manifestations ; - Les actions de collectifs comme M-NR.
-----------------	--	--

Tableau 1. – Définition des différentes thématiques

Cette façon de faire est issue de la théorie ancrée (Glaser et Strauss, 1967), une méthode en science sociale où la construction de théorie repose sur la collecte et l'analyse d'information provenant du terrain, par opposition à la recherche hypothético-déductive qui vise à construire des théories d'après des hypothèses prédéterminées. Plus spécifiquement, cette recherche suivra l'objectif présenté par Clarke (2005) dans son ouvrage *Situationnal analysis, Grounded theory after the post-modern turn* où l'utilisation de chartes conceptuelles marque des positionnements idéologiques et révèle des jeux de pouvoir au sein de la sphère médiatique. Une méthode d'analyse à l'aide des catégories conceptualisantes (Paillé et Muchielli, 2012) a pour but « de reconduire ou construire des formes langagières globalisantes destinées à saisir dans toute leur complexité les phénomènes analysés » (2012 : 32) et essayer « d'en qualifier le plus validement possible les incidents ou les caractéristiques, d'en cerner la logique, d'en isoler les processus » (2012 : 315). En d'autres mots, cette approche méthodologique a comme qualité pour ma recherche de souligner des phénomènes perceptibles à travers un matériau de recherche : caractéristique recherchée pour tracer la récurrence de certaines formes de discours médiatiques.

Ensuite, afin de répertorier de façon systématique tous les articles nécessaires pour construire mon échantillon, le mot « Montréal-Nord » a été repéré sur Eureka, une base de données multidisciplinaire donnant accès à des articles de revues et des journaux d'actualité. Sept médias de la presse écrite montréalaise ont été sélectionnés pour l'échantillon soit le Guide de Montréal-Nord, 24 heures, Métro, Le Devoir, le Journal de Montréal, La Presse et Radio-Canada/CBC Montréal. Autant les articles publiés dans la version papier que sur les sites Internet ont été répertoriés. Malheureusement, les médias de la presse écrite anglophones, comme The Gazette, n'étaient pas disponibles via le logiciel Eureka. Seuls 469 articles anglophones provenant de CBC Montréal ont été comptabilisés dans la base de données ce qui ne permet pas d'effectuer une

comparaison du traitement médiatique effectué entre les médias anglophones et francophones à cause de la taille de l'échantillon. Initialement, la période de temps étudiée devait être de 2002, année où la ville de Montréal-Nord est devenue un arrondissement de Montréal, à 2018. Or, en raison de contrainte de temps, l'étendue temporelle sélectionnée a été réduite de 2006 à 2016. En effet, entrer, lire et coder des articles dans la base de données prend en moyenne trois minutes : au total, cela représentait 720 heures, soit 30 jours de travail, sans quitter mon ordinateur. Vous comprendrez pourquoi l'étendue temporelle a été réduite. L'année 2006 a été choisie de façon à voir si la représentation médiatique de Montréal-Nord a été modifiée à la suite des événements de 2008. Tous les articles repérés sur Eureka étaient ensuite rentrés sur Zotero, un logiciel de gestion de référence. Zotero a été choisi parce que c'est un logiciel libre c'est-à-dire qu'il peut être utilisé, modifié, et redistribué sans restriction par la personne à qui l'accès a été donné. De plus, Zotero simplifiait la tâche puisque les informations de base comme le nom du média, le titre de l'article, la date de publication ou encore le nom du journaliste étaient automatiquement entrées dans le logiciel.

La collecte de données était longue et fastidieuse. Pour donner une idée de la démarche, il est nécessaire de vous décrire comment les articles étaient codés et classifiés dans la base de données. Tout d'abord, il fallait rentrer la requête de recherche dans le logiciel Eureka, puis sélectionner la date à laquelle l'échantillonnage était rendu. Les articles ont été lus de façon antéchronologique à cause du logiciel Eureka qui présentait les articles dans cet ordre. Bien que l'ordre chronologique aurait été privilégié, le fait de lire les articles et les événements qu'ils rapportent de façon antéchronologique permettait de voir les conséquences d'un événement à rebours et ainsi de mieux cerner les mots-clés et les thématiques associés par les médias. Par la suite, je rentrais le premier article sur Zotero. En lisant l'article, je codais, dans la section « Marqueur » de Zotero, les différents mots-clés qui étaient présents dans l'article. Les mots-clés permettaient ensuite de sélectionner quelles thématiques étaient abordées par l'article, mais aussi de repérer quelques phénomènes plus souvent rapportés par les médias. L'image suivante illustre une liste initiale des quelques mots-clés utilisés ainsi que les thématiques auxquels il référait pour essayer de classer les différents articles.



Figure 11. – Liste initiale des mots-clés

De plus, chaque acteur·trice interrogé·e dans l'article était répertorié·e dans l'objectif de pouvoir quantifier les prises de paroles médiatiques et d'illustrer qui et à quel moment certaines personnes devenaient valables pour émettre une opinion sur un événement à Montréal-Nord. L'avant dernière étape avait pour but de qualifier comment un événement était rapporté. C'est en s'inspirant de la perspective des « modes discursifs » de Charaudeau (1997) que les balises de classement ont été établies. Les modes discursifs sont « [...] des procédés qui construisent l'événement médiatique en nouvelle [...] » (Charaudeau, 1997 : 138). En d'autres mots, le but était d'identifier quels types d'événements qualifiait chacun des articles. À l'instar de Charaudeau, chaque article a été identifié comme étant un événement rapporté, un événement commenté ou un événement provoqué. Le tableau suivant permet de comprendre ce que signifie chacun de ses types d'événements et ce qu'il implique dans la constitution de notre base de données. Le fait de classer chacun des articles à l'intérieur de ces trois types d'événements permet d'éclairer l'angle journalistique que certains journaux emploient régulièrement pour écrire des articles concernant Montréal-Nord.

Types d'événements	Description	Définition de Charaudeau (1997)
Événement rapporté	<p>Un article classé comme étant un événement rapporté a pour objectif de rapporter des faits ou des dits au sein d'un espace médiatique rubriqué. Les articles de type événement rapporté sont descriptifs.</p> <p>Forme que peut prendre un article classé comme un événement rapporté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - faits divers ; - annonce ; - court article. 	<p>« l'évènement rapporté [comme] un évènement construit médiatiquement : dans le même instant qu'il est rapporté, se construit une nouvelle, dans un espace thématique rubriqué. Cette nouvelle est l'objet d'un traitement discursif qui est plus ou moins développé sous différentes formes textuelles d'annonce (titre), de notification (brève), de compte rendu (article), etc. » (Charaudeau 1997 : 169).</p> <p>Charaudeau (1997 : 191) propose trois composantes qui doivent être mises en œuvre pour définir un article comme un événement commenté.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La problématisation : « On peut dire que la problématisation repose sur trois activités mentales : poser un "propos" (le thème dont on parle), l'insérer dans une "proposition" (le questionnement) et apporter des "arguments" (persuader) » (Charaudeau, 1997 : 191) 2. L'élucidation : « tenter de fournir les raisons pour lesquelles un fait a pu se produire, et ce qu'il signifie » (Charaudeau 1997 : 192) 3. L'évaluation d'après le point de vue de l'informant vient : « [...] soit en faisant part de sa propre opinion (prise de position dans le débat d'idées), soit en livrant une appréciation subjective (projection de son affect) » (Charaudeau 1997 : 194).
Événement commenté	<p>Un article classé comme étant un événement commenté s'inscrit dans un questionnement sur le rôle du journalisme. Les événements commentés ont souvent pour objectif d'expliquer un fait et de le contextualiser.</p> <p>Forme que peut prendre un article classé comme un événement rapporté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - chronique ; - éditorial ; - enquête ; - reportage. 	
Événement provoqué	<p>Un article classé comme étant un événement provoqué se construit comme un espace de débat. Ainsi, ces articles ne se content pas de rapporter les faits ou de les commenter, mais plutôt de fournir une explication en profondeur, de problématiser l'actualité.</p> <p>Forme que peut prendre un article classé comme un événement rapporté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - interview ; - tribune d'opinion ; - débats. 	<p>Cet espace de débat doit respecter certains critères pour que ce type d'événement soit crédible à savoir :</p> <p>« les paroles convoquées doivent être :</p> <ol style="list-style-type: none"> (1) <i>extérieures</i> au média (c'est-à-dire qu'elles n'émanent pas d'un journaliste) (2) motivées par le choix d'un <i>thème d'actualité</i> (de politique ou de société) (3) justifiées par l'<i>identité</i> de ceux qui parlent (de notoriété, d'expertise ou de témoignage) (4) présentées par un <i>représentant des médias</i> (journaliste intervieweur, animateur) (5) dans un espace de visibilité approprié (les pages "Tribune" ou "Opinions", dans la presse, des émissions d'interview ou de débat, à la radio ou à la télévision). » (Charaudeau, 1997 : 196)

Tableau 2. – Définition des types d'événements médiatiques (adapté de Charaudeau, 1997)

Finalement, chaque article était classé dans l'une des huit thématiques. Il était ensuite possible de faire des recherches au sein de la base de données construite sur Zotero

3.2.2 – Aperçu quantitatif de la base de données

J'ai terminé la base de données en juin 2019, dans un café soulagé du fait de savoir que cette collecte de données interminable était finalement derrière moi, mais aussi gonflé par un sentiment de fierté d'avoir terminé une partie du projet que je n'aurai jamais cru capable d'accomplir. L'échantillon de la base de données est composé de 14 372 articles publiés sur une période de 11 ans. Le Guide de Montréal-Nord, le journal de quartier hebdomadaire, est celui qui couvre une plus grande part de l'échantillon.

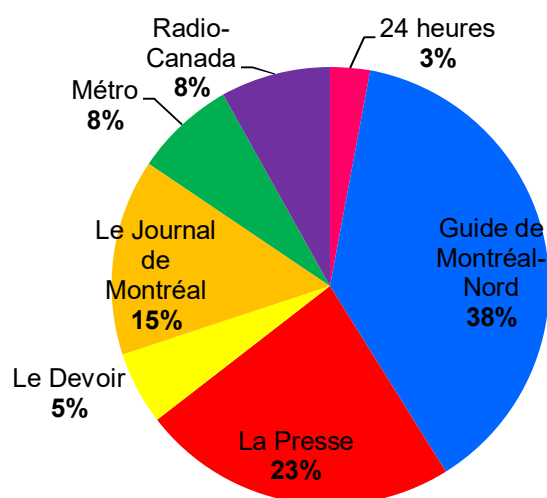


Figure 13. – La proportion de l'échantillon couvert par chaque média

Le nombre d'articles publiés par année permet de voir les périodes où le mot-clé « Montréal-Nord » a généré plus d'articles. La prochaine figure illustre la quantité d'articles publiée annuellement par chacun des médias étudiés. Le nombre d'articles bondit à partir de 2008, année du meurtre de Fredy Villanueva, et atteint un sommet de 2103 articles en 2016. De nombreux événements expliquent ce grand nombre d'articles en 2016 tels que la démission du maire Gilles Deguire suite à des accusations d'attouchements sexuels sur une mineure, l'élection de la mairesse Christine Black ainsi que le meurtre de Bony Jean-Pierre par un policier du SPVM. La figure permet aussi de voir que le Guide de Montréal-Nord a une couverture constante avec une moyenne de 500 articles publiés par an. De plus, il est possible de voir que les articles du journal 24 heures sont seulement accessibles sur Eureka à partir de 2012. De même que les articles en ligne du journal Métro qui sont seulement accessibles sur Eureka à partir de 2015 ce qui explique la hausse drastique d'articles de ce média à partir de cette date.

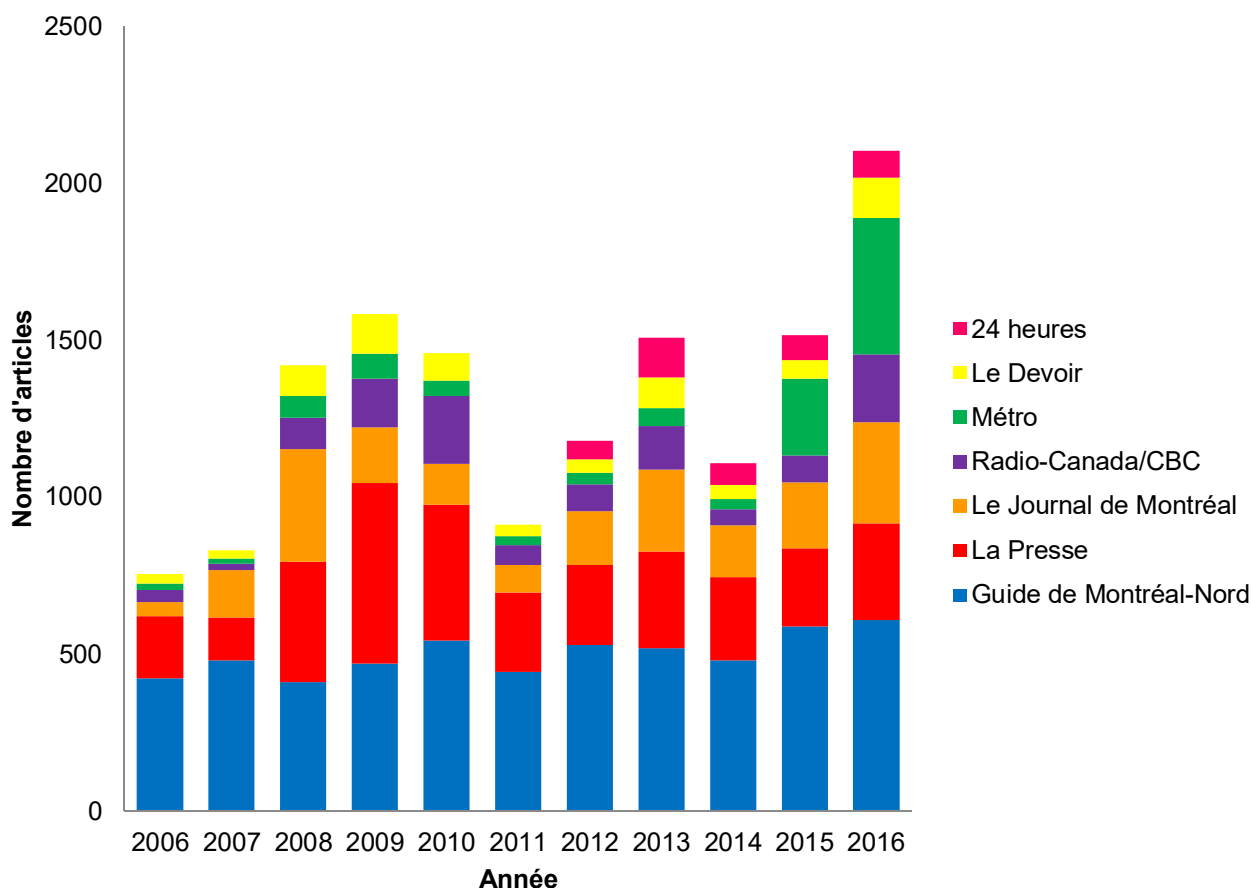


Figure 14. – Le nombre d'articles publiés annuellement par chacune des sources médiatiques

La proportion d'articles classée selon chacune des thématiques permet de voir quelles orientations sont privilégiées pour médiatiser les événements qui se produisent à Montréal-Nord. Chaque article a un ancrage spatial réel. Par exemple, le fait qu'une fête de quartier soit organisée relève de la réalité. Or, la façon d'appréhender et de représenter un événement selon un angle spécifique provient d'un choix journalistique qui est influencé par une multitude de facteurs comme la ligne éditoriale du journal dans lequel est publié un article. Par exemple, une fête de quartier pourrait être abordée d'après l'angle thématique du vivre ensemble si la fête est médiatisée comme étant un événement rassembleur. Or, si l'aspect sécuritaire entourant cette fête de quartier ou si les félicitations des pouvoirs d'arrondissement sont mises en valeur dans un article, celui-ci s'inscrira respectivement au sein de l'angle thématique de la sécurité ou bien de l'angle thématique des discours institutionnels. Le tableau suivant permet d'observer que l'angle thématique de la sécurité, du vivre-ensemble ainsi que des discours institutionnels sont les plus utilisés pour représenter médiatiquement Montréal-Nord.

Thématique	Nombre d'articles	Pourcentage sur le total
Vivre ensemble	3325	23,14 %
Environnement urbain	1131	7,87 %
Environnement social	1475	10,26 %
Discours institutionnel	2502	17,41 %
Sécurité	3620	25,19 %
Accessibilité	759	5,28 %
Racisation	709	4,93 %
Réappropriation	851	5,92 %

Tableau 3. – La proportion des articles de l'échantillon (n=14372) selon chaque thématique. Toutefois, la couverture médiatique varie grandement selon le média étudié. Ainsi, il est nécessaire de voir comment les choix journalistiques construisent les représentations médiatiques d'après les angles thématiques employés pour rapporter la nouvelle. En effet, un certain nombre d'événements se sont produits à Montréal-Nord sur la période étudiée. Or, le choix de les rapporter par des articles ainsi que les angles thématiques utilisés pour rapporter l'information reste à la discrétion du journaliste. Ainsi, la ligne éditoriale de chacun des médias étudiés ressort clairement en observant la proportion de la couverture médiatique qu'ils offrent à certains angles thématiques.

Sources	Vivre-ensemble	Environnement urbain	Environnement social	Discours institutionnel	Sécurité	Accessibilité	Racisation	Réappropriation
Guide de Montréal-Nord	45,21 %	7,66 %	10,37 %	15,93 %	8,03 %	5,57 %	2,35 %	4,88 %
La Presse	9,82 %	8,96 %	11,34 %	15,48 %	33,54 %	6,40 %	9,02 %	5,45 %
Métro	10,50 %	13,87 %	13,50 %	21,09 %	22,77 %	3,09 %	3,66 %	11,53 %
Le Journal de Montréal	12,09 %	5,76 %	11,34 %	14,30 %	46,64 %	5,13 %	4,61 %	3,84 %
24 heures	6,21 %	9,07 %	9,79 %	26,49 %	37,23 %	4,77 %	2,15 %	4,30 %
Le Devoir	11,17 %	5,91 %	15,28 %	29,01 %	12,71 %	7,45 %	9,24 %	9,24 %
Radio-Canada	2,91 %	4,88 %	5,22 %	21,13 %	49,79 %	1,71 %	5,22 %	9,15 %

Tableau 4. – La proportion de la couverture médiatique par thématique pour chaque média

Ce portrait quantitatif global de la base de données illustre avant tout que la couverture médiatique n'est pas neutre. En effet, une somme d'événements se produit à Montréal-Nord. Toutefois, c'est à la discrétion des journalistes et de la ligne éditoriale établie par le média au sein duquel il ou elle travaille de couvrir ou non un événement. Ce portrait quantitatif appuie aussi les propos de Gasher et Klein (2008) qui suggère que chaque média a son propre espace conceptuel déterminé par le lectorat et les publicitaires qu'il tente d'attirer ainsi que son échelle de couverture. Il devient facile de voir que ce ne sont ni les mêmes événements qui intéressent les différents médias ni les mêmes angles journalistiques qui sont utilisés pour couvrir un événement puisque « journalists enter the picture through their decisions about who comprises their audience and what that community considers newsworthy, whether that 'community' occupies a neighbourhood, a city, or a nation » (ibid, 2008 : 194). Ainsi, ce portrait réussit à quantifier les décisions journalistiques prises pour représenter le quartier selon l'identité médiatique du média.

L'étude des médias de la presse écrite comme matériel d'observation empirique est complexe et en constant changement. Devant une matière aussi fluide, il devient nécessaire de comprendre la production de celle-ci. En effet, les articles récoltés se doivent d'être contextualisés pour comprendre leurs origines et leur composition. Rapidement, j'ai compris qu'il était nécessaire de comprendre ce qui se passait au-delà et en dialogue à ces représentations médiatiques. D'autant plus que les médias restent avant tout des représentations, il est nécessaire d'en sortir afin de comprendre comment ces images et idées reçues se confrontent au terrain en se créant dans les salles de nouvelles, en se consommant par les différents lecteur·trice·s, mais surtout en produisant des effets sur les acteur·trice·s impliqué·e·s au sein du quartier qui tente de contourner, de modifier, de contrôler ou encore de se réapproprier ces représentations médiatiques. C'est en lisant sur les théories non-représentationnelles en géographie qu'il m'a semblé important de sortir du monde des représentations et de tenter de créer un dialogue entre les représentations médiatiques et les personnes qui les produisent et celles qui sont représentées. Ainsi, il devenait primordial de trouver un:

« focus [which] falls on how life takes shape and gains expression in shared experiences, everyday routines, fleeting encounters, embodied movements, precognitive triggers, practical skills, affective intensities, enduring urges, unexceptional interactions and sensuous dispositions ... which escape from

the established academic habit of striving to uncover meanings and values that apparently await our discovery, interpretation, judgment and ultimate representation. » (Lorimer, 2005: 84)

Ainsi, aller à la rencontre des différents acteur·trice·s impliqué·e·s dans ce processus de représentations médiatiques afin de souligner le rôle joué par les médias dans la stigmatisation territoriale de Montréal-Nord permet d'approfondir la réflexion autour des enjeux de stigmatisation. Sans s'ancrer dans les théories non-représentationnelles, la méthodologie de cette recherche a tenté d'aller un peu au-delà des représentations médiatiques en effectuant des entretiens avec des acteur·trice·s-clés et en notant mes observations à divers événements.

3.3 – Les entretiens : Recherche qualitative sur les récits du quotidien

3.3.1 – La sélection des intervenants

Or, comment doit-on sélectionner les individus qui peuvent amener un éclairage pertinent à cette recherche ? Cette question est complexe. D'autant plus qu'un nombre important de personnes et d'institutions sont touchées par cet enjeu de stigmatisation médiatique. En tentant de résumer mon sujet de recherche sur une page, j'ai produit un schéma qui rassemble tous les acteur·trice·s qui produisent des discours et des récits sur Montréal-Nord et qui construisent nos représentations de ce territoire. Il était difficile de créer ce schéma parce qu'il y avait toujours de nouveaux acteur·trice·s qui semblaient surgir de l'ombre de ma pensée pour signifier leur présence quant à la production de cet objet spatial qu'est Montréal-Nord. En effet, de nombreuses personnes ou institutions développent des perceptions de Montréal-Nord d'après leur vécu et tentent de concevoir de nouveaux espaces pour mieux représenter leurs perceptions et leurs usages de celui-ci. Devant un réseau d'acteur·trice si complexe, il devenait difficile d'identifier qui serait les personnes les plus aptes ou intéressées à m'éclairer sur le rôle que les médias jouent dans la stigmatisation de Montréal-Nord.

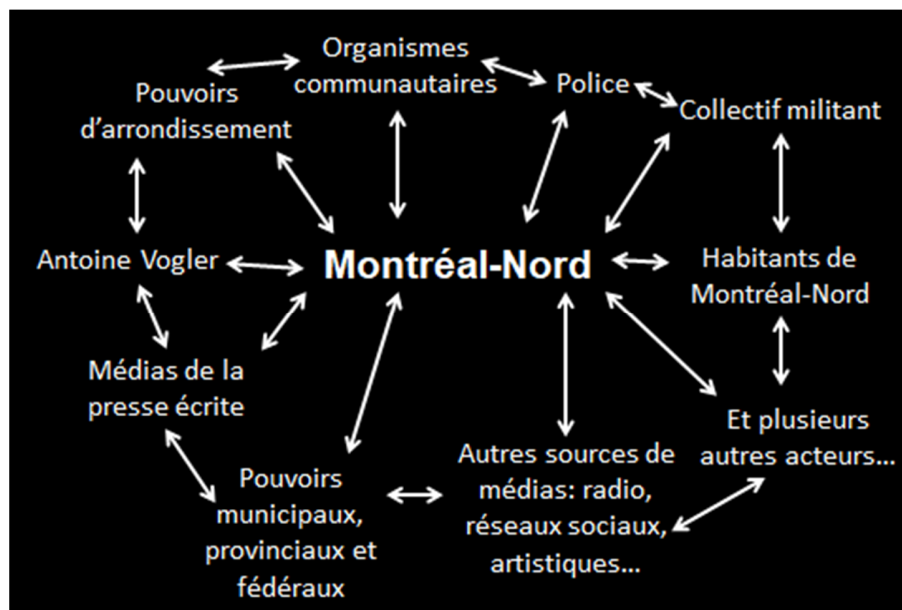


Figure 15. – Les producteurs de représentations spatiales

Pour la constitution de mon corpus d'enquête·e·s, j'ai choisi de procéder à un échantillonnage par cas unique de type géographique, c'est-à-dire que j'ai choisi « un "milieu" comme univers de travail pour la constitution du corpus empirique » (Pires, 1997 : 37). Dans ce cas-ci, Montréal-Nord est l'univers de travail que j'ai tenté d'appréhender dans son ensemble en réalisant des entretiens avec des divers acteur·trice·s du milieu afin de définir comment la stigmatisation est vécue, perçue et conçue dans leurs pratiques. De plus, l'échantillon géographique ne demande pas « que toutes les observations soient faites dans un seul lieu, mais simplement qu'elles soient traitées comme se rapportant globalement au même milieu » (Pires, 1997 : 38). Cette caractéristique de ce type d'échantillonnage est nécessaire pour ma recherche puisque la stigmatisation de Montréal-Nord repose sur un espace géographique, mais est produite souvent de l'extérieur de cet espace. Ce type d'échantillonnage permet une description en profondeur du cas et peut sembler difficilement généralisable. Or, un échantillonnage géographique permet quand même de « représente [r] à maintes égards d'autres cas, et le chercheur ou le lecteur peuvent généraliser en ce sens qu'ils peuvent retenir dans un esprit critique une série de clés susceptibles de les aider à comprendre ce qui se passe ailleurs » (Pires, 1997 : 60). L'objectif de cette recherche n'est pas de décrire comment les médias donnent une image à tous les arrondissements de Montréal, mais plutôt comment les médias font en sorte que Montréal-Nord aille une image médiatique jugée stigmatisante par ces habitants·e·s. En

ce sens, les entretiens récoltés par échantillonnage géographique n'ont pas pour but de représenter l'ensemble de ce que les Nord-Montréalais·e·s pensent de la représentation médiatique de leur quartier, mais plutôt d'éclairer comment des processus de stigmatisation se forme au sein de la production médiatique ? Comme le résume bien un extrait d'entretien, les médias, ou plutôt les messages qu'ils véhiculent, peuvent avoir des effets concrets sur la vie des personnes qui vivent à Montréal-Nord et ce sont avant tout c'est que j'ai cherché à documenter.

« C'est pas nécessairement à cause d'eux autres, mais, je trouve que, ça devrait être pris en compte par les journalistes pis les médias que leur couverture ont des impacts. Tsé, c'est pour ça aussi que tsé admettons, à toujours parler mal admettons des personnes de Montréal-Nord, ça fait que si tu vas porter ton CV quelque part, pas dans ton quartier, mais ailleurs, pis ils voient que ton adresse c'est à Montréal-Nord, ils peuvent faire comme ". Pis déjà, t'as d'l'air un peu tsé, comme admettons comme moi "ah tes dreads, pis tout ça", pis là c'est écrit Montréal-Nord, ils vont être comme " je sais pas". *Rires.* » (Entrevue #18)

Les journalistes ont évidemment été sélectionné·e·s comme étant des sujets d'intérêt. Un·e journaliste est défini·e comme « toute personne qui collecte, traite ou commente l'actualité » (Brin et Saint-Pierre, 2013 : 19), ce qui implique un large éventail de métier. J'ai contacté plus d'une trentaine de journalistes que j'ai repérées à l'aide de ma base de données comme écrivant beaucoup d'articles sur Montréal-Nord. Seulement, six m'ont répondu. Il faut savoir qu'avec des boîtes courriel souvent pleines et un emploi du temps chargé, peu d'entre eux·elles m'ont réécrit. Les six journalistes rencontré·e·s m'ont éclairé sur le rôle des médias, la façon d'écrire un article ou encore leur appréhension quant à l'influence de la crise des médias sur leur métier. J'ai eu la chance de parler avec des journalistes de tous les médias étudiés, exceptés du journal *Le Devoir*, et œuvrant autant comme journaliste d'actualité, que comme journaliste culturel ou comme journaliste-patrouilleur. Le seul critère de sélection était qu'ils·elles aillent effectués un travail journalistique à Montréal-Nord.

Les autres intervenant·e·s rassemblé·e·s au sein de l'échantillon ont été sélectionné·e·s par la méthode boule de neige, c'est-à-dire que « one subject gives the researcher the name of another subject, who in turn provides the name of a third, and so on » (Vogt, 1999). Souvent utilisée pour avoir accès à des populations jugées comme « cachée » du

fait d'un petit nombre potentiel de participant·e·s ou encore due à la sensibilité du sujet (Atkinson et Flint, 2001 ; Browne, 2005), la méthode boule de neige a été utilisée dans ce cas-ci afin de repérer les individus perçus par les autres enquêté·e·s comme étant des porte-paroles de Montréal-Nord. De cette façon, il était possible de repérer les personnes jugées comme d'intérêt par les journalistes, mais aussi par les autres participant·e·s, pour représenter Montréal-Nord dans la sphère médiatique. Dans le cas d'une question de recherche qui mène à des résultats qualitatifs, le biais statistique qui est nécessairement introduit par cette méthode ne pose pas de problème. Dans la recherche quantitative, l'objectif est souvent de pouvoir reproduire les données en sélectionnant un échantillon représentatif concernant le sujet de recherche. Or, en recherche qualitative, l'objectif demeure avant tout « to choose respondents who will help the researcher make sense of people's experiences » (Longhurst, 2009). En ce sens, la technique boule de neige permet de sélectionner des participant·e·s pertinent·e·s pour répondre à la question de recherche.

Ainsi, des intervenant·e·s au sein d'organismes communautaires, des membres du Comité de soutien à la famille Villanueva, des policier·ère·s du poste de quartier 39 et la mairie d'arrondissement m'ont été principalement suggérés. Couplé à des personnes que j'ai ciblées sur la base de données et que j'ai rencontrées à Montréal-Nord, j'ai réussi à interviewer 6 intervenant·e·s d'organismes communautaires, 3 résident·e·s participant·e·s aux activités d'un organisme communautaire, 8 personnes impliquées au sein du Comité de soutien à la famille Villanueva et 2 actrices institutionnelles (voir le tableau résumé des entretiens en Annexe I). Au total, en plus des 6 entretiens avec des journalistes, 25 entretiens ont été récoltés pour cette recherche. Malheureusement, aucun·e intervenant·e du poste de quartier 39 n'a pu être contacté·e ce qui est dommage puisque le mot-clé « police » se retrouve dans 29,1 % des articles de la base de données. Malgré les nombreux appels et courriels lancés ainsi que des rencontres informelles avec des représentant·e·s du poste de quartier 39, je n'ai reçu malheureusement aucune réponse de la part du SPVM. La diversité des points de vue exprimés lors des entretiens m'a permis de mieux comprendre le dialogue qu'entretiennent les personnes participant à la vie nord-montréalaise avec les médias.

Enfin, le nombre de personnes interviewées impliquées au sein du Comité de soutien à la famille Villanueva peut sembler disproportionné. Or, étant donné que 16,2 % des articles de la base de données rapportent les événements de cette affaire, il semblait des plus pertinents de voir comment ces individus en sont venus à devenir des porte-paroles médiatiques, prêt·e·s à offrir de nouveaux récits sur le quartier, d'autant plus qu'ils·elles sont souvent entré·e·s en contact avec les médias durant la décennie qui a suivi le meurtre de Fredy Villanueva. De plus, il me semblait important de documenter comment cette affaire a été couverte par les médias, mais aussi de documenter les actes performés par ces collectifs citoyens et les effets de leurs prises de paroles sur Montréal-Nord qui n'est certainement plus le même depuis le 9 août 2008.

Les intervenant·e·s qui n'étaient pas interviewé·e·s par rapport à leur emploi ont été rémunéré·e·s à la hauteur de 40 dollars. Les fonds provenaient d'une bourse du FRQSC (Fond de recherche du Québec – Société et culture) reçue pour l'année scolaire 2018-2019. Le montant a été établi en fonction d'un taux horaire de 20 dollars par heure. Les entretiens avaient approximativement une durée d'une heure, mais le temps de déplacement et l'interruption du quotidien des participant·e·s à ces entrevues ont été pris en compte dans le calcul des compensations. Dans le contexte de cette recherche, il était important de souligner l'expertise que les participant·e·s ont développée et de reconnaître que la participation à une recherche est un travail en soi. Dans la pratique, cette rémunération a été acceptée par quelques participant·e·s, mais aussi refusé·e·s par d'autres qui ont préféré ne pas prendre le montant d'argent ou plutôt le donner à un projet qui leur tenait à cœur à Montréal-Nord. En effet, plus la recherche avançait, plus la rémunération des participant·e·s était perçue comme étrange. J'ai l'impression que c'est à cause que je voyais souvent les participant·e·s sur le terrain et que nous avons développé des relations amicales qui faisaient en sorte que la rémunération était perçue comme n'étant pas nécessaire.

3.3.2 – Déroulement des entretiens

Les entretiens se déroulaient dans un lieu choisi par la personne interviewée et duraient entre une et deux heures. Deux entretiens ont été menés avec deux personnes à la fois. Les entretiens étaient de type semi-directif, c'est-à-dire qui « reposent sur une série de

thématiques et de questions préparées à l'avance » qui a pour objectif « de comprendre les pratiques, les comportements et les perceptions des individus en lien avec la question de recherche » (Chevalier et Meyer, 2018 : 111). Cette méthode de collecte de données qualitative a été choisie pour compléter les résultats quantitatifs de la base de données en les contextualisant dans le but d'avoir une explication par les enquêté·e·s de ces résultats, en plus d'utiliser les citations issues des entrevues pour illustrer le vécu relatif au sujet de recherche des personnes interviewées.

Quatre guides d'entretien ont été établis au préalable pour les différents types d'acteur·trice·s interviewé·e·s soit pour les journalistes, les acteur·trice·s institutionnel·le·s, les intervenant·e·s d'organismes communautaires et les citoyen·ne·s ainsi que les collectifs citoyens (voir Annexe II). Les guides d'entretien étaient structurés autour de trois grandes thématiques à savoir : (1) comment percez-vous Montréal-Nord ?, (2) comment êtes-vous devenu un acteur·trice politique au sein du quartier ? (3) comment la structure spatiale de Montréal-Nord a influencé vos actes politiques ? Pour le guide d'entretien des journalistes, le troisième axe était différent et se formulait comme suit : comment les salles de rédaction sont structurées pour couvrir l'actualité ? Les sous-questions étaient ensuite plus spécifiques pour chacun des guides d'entretien. Avant chaque entretien, je me faisais un devoir de me renseigner sur la personne que j'allais rencontrer pour connaître ce qu'elle avait écrit et dit dans les médias dans le but de préparer des questions plus ciblées. Plusieurs fois, il m'est arrivé d'en connaître énormément sur la personne devant moi simplement à cause du travail effectué sur la base de données qui me recensait toutes leurs actions. J'ai aussi préparé un résumé de mes recherches (voir Annexe III) que je montrais lors des entretiens à tous mes enquêté·e·s dans le but de recueillir leurs réactions et leurs idées concernant la base de données. Suite aux entretiens, je notais mes réactions initiales pour me souvenir le temps venu de la retranscription de l'ambiance générale de ce moment. C'est de cette façon que j'ai pu explorer les Tim Hortons et autres Mc Café nord-montréalais qui sont bien souvent les seuls espaces publics où il est possible de se retrouver pour écrire lorsqu'il fait froid dehors. Tous les entretiens ont été enregistrés dans le but de les retranscrire pour réaliser des verbatims, un compte-rendu écrit qui facilite l'analyse. Les entretiens ont été retranscrits sur l'application gratuite *otranscribe* qui simplifie la prise

de note en offrant des fonctions avancées de lectures de fichiers audio, logiciel que je recommande à toute personne qui se lance dans un travail de transcription d'entretien.

Un certificat d'éthique (voir Annexe IV) a aussi été produit. Tou·te·s les participant·e·s étaient majeur·e·s. Afin de limiter les préjudices, la confidentialité a été garantie ainsi que l'anonymat des participant·e·s. En effet, Montréal-Nord est un petit arrondissement dans le sens où plusieurs personnes se connaissent, mais ont aussi des points de vue qui peuvent être divergents dans la façon de percevoir et concevoir l'arrondissement. Éviter la personnalisation des conflits était un des premiers objectifs de l'anonymisation des participant·e·s afin de se concentrer sur ce qui est dit plutôt que de connaître la provenance d'une information. Les entrevues ont été enregistrées pour faciliter le traitement des données et pour rendre les propos en conservant la langue orale pour rester le plus près possible de ce qui a été dit.

3.3.3 – Traitement des données : faire une analyse de discours

En écrivant ce chapitre, je me suis demandé comment j'allais coder et sélectionner les extraits d'entretien pertinents à mon raisonnement. Je me suis rendu compte que je n'en avais aucune idée. J'ai alors emprunté trois livres de méthodologies en géographie à la bibliothèque et j'ai téléchargé des dizaines de textes sur mon ordinateur. Presqu'aucune des lectures que j'ai effectuées n'explicitait clairement comment traiter des entretiens ou ne représentait vraiment la façon que j'ai analysé mes entretiens. En cherchant sur la façon de faire une analyse de discours, parce que c'est le traitement des données que je comptais effectuer, je me suis rendu compte que « while there are many fine examples of discourse analysis in the human geography literature, there are very few explicit discussion of how that research was undertaken » (Dittmer, 2010 : 279), ce qui rend la tâche bien difficile. Heureusement, j'ai eu la chance de croiser les travaux de Gillian Rose (2001) qui en reconnaissant le manque de n'avoir aucune démarche écrite de cette méthode, définit sept composantes méthodologiques essentielles de l'analyse de discours de matériels visuels, tâche que Gordon Waitt (2005) a ensuite adaptée à des objets géographiques plus larges. Inspiré d'un texte de Lawrence D. Berg (2009), le tableau suivant permet d'identifier les composantes méthodologiques que j'ai gardées en tête lors de l'analyse des entretiens.

Composantes méthodologiques	Définition
Suspendre les catégories préexistantes	Il est important pour une personne qui effectue de l'analyse de discours de sortir des discours hégémoniques puisqu'il tente d'identifier ces discours hégémoniques dans l'action, dans une matière géographique. Tel que mentionné par Berg (2009 : 219), « it's part of the process of engaging in reflexive analysis, where the analysts examine their own position in the discourse, and how that position helps to constitute particular understandings of the issues under analysis ».
S'absorber soi-même dans les textes	Il est nécessaire de bien comprendre l'objet d'analyse, dans ce cas-ci les entretiens, en les lisant et relisant pour identifier les thématiques importantes.
Coder des thèmes	Après être devenu familier avec l'objet d'analyse, il est venu le temps de coder, d'extraire les thèmes importants. Ce travail repose sur une lecture critique de la positionnalité de différents éléments de l'objet d'analyse. Par exemple, quelle est la position sociale des intervenant·e·s, sont-ils·elles racisé·e·s, quel rôle l'espace peut jouer dans leur position ?
Identifier des « régimes » de vérités	Tous discours reposent sur des avoires particuliers qui définissent la légitimité de certains récits. Ainsi, il devient utile « to try to understand the mechanisms by which a particular discourse is seen to have both validity and worth » (Berg, 2009: 219) afin d'identifier ces régimes de vérité.
Identifier les inconsistances	Les discours hégémoniques sont souvent contestés par d'autres discours ou caractérisés par des contradictions. En identifiant ces contradictions, il devient possible de voir comment elles contestent ou renforcent certains discours ou encore créent de nouvelles positionnalités.
Identifier les absences et les présences	Les discours reposent aussi sur des silences pour asseoir leur pouvoir. Il est primordial de les identifier, si possible, pour comprendre comment ils opèrent pour produire des savoirs particuliers et en effacer d'autres.
Identifier les contextes sociaux	Finalement, bien comprendre le contexte social au sein duquel les discours émergent afin de « think about how power operates in these contexts to (re) produce social relations and subject positions for social actors » (Berg, 2009 : 220).

Tableau 5. – Les composantes méthodologiques de l'analyse de discours (mis en tableau d'après *Discourse Analysis* [2009] de Lawrence D. Berg)

De plus, Norman Fairclough (1992) illustre qu'il existe trois volets d'étude dans l'analyse de discours qui se situe à des échelles micro-, meso- et macro-. Le premier volet est l'analyse textuelle où ce sont avant tout le choix des mots, la grammaire du texte en lui-même qui est analysé. Le deuxième volet, quant à lui, est celui des pratiques discursives ce qui inclut le contexte immédiat au sein duquel le discours et le langage sont employés. Ce volet analyse ce qui est dit dans les entretiens. Le dernier volet est celui des pratiques sociales, qui appréhende les idéologies globales où est situé le contexte social. Ainsi, c'est à quoi peut faire référence ce qui est dit lors des entretiens. Afin de contourner la critique de Dittmer concernant « a lack of explicit reference by many practitioners to what scale of discourse they are directing their attention » (2010 : 279), il semblait primordial de souligner que c'est avant tout à l'échelle meso- et macro- que notre analyse de discours des entretiens se localise. En effet, c'est le contexte des entretiens et les pratiques sociales qui sont relevés – en d'autres mots, ce qui est dit concernant le vécu des enquêté·e·s et le contexte global au sein duquel il se localise qui était intéressant pour cette recherche.

En effectuant l'analyse de discours des entretiens, je me suis aussi rendu compte que la recherche qualitative est « created, fabricated and produced—we are *making* sense, not finding it out » (Crang, 2010 : 337). Il n'y a rien comme des résultats qui attendent d'être découverts : ce sont plutôt des savoirs qui émergent lentement de notre fréquentation du terrain, de la réécoute des entretiens, des lectures que l'on fait ou des discussions que l'on engage. C'est pourquoi une analyse de discours se prête à cette recherche puisque lentement il était possible de voir apparaître des phénomènes, des répétitions, des idées, des pratiques qui constituent un discours. De plus, faire sens à ce que j'ai vécu et vu dans cette recherche est aussi possible avec la triangulation des données. Les données qualitatives issues d'entrevues semi-dirigées peuvent facilement être triangulées aux données recueillies à l'aide des autres méthodes de recherche (Miles et Gilbert, 2005). Les gestes posés par les intervenant·e·s à la recherche, récoltés autant au sein de la base de données que grâce à l'observation participante, permettent de complexifier leurs propos et de mieux les contextualiser (Flick, Kardoff et Steinke, 2004).

Mais, faire sens à la recherche va bien au-delà d'écrire un texte de maîtrise, d'accomplir une base de données aussi longue soit-elle et de poursuivre des entretiens. Suite aux premiers entretiens avec des journalistes et un membre du Comité de soutien à la famille Villanueva, je me suis rendu compte qu'il manquait tout un pan à ma compréhension de la stigmatisation médiatique de Montréal-Nord. J'ai bien lu les articles traitant de Montréal-Nord et les entretiens me permettaient d'éclairer ce qu'est le travail journalistique, plus spécifiquement à Montréal-Nord, et de mieux comprendre comment les organismes communautaires et les citoyen·ne·s appréhendent la stigmatisation de leur quartier. Néanmoins, il me semblait nécessaire de comprendre aussi les voix qui tentaient de diversifier les récits concernant Montréal-Nord, mais aussi de revendiquer une nouvelle forme d'être au monde en tant que citoyen·ne du quartier.

Suite au meurtre de Fredy Villanueva et pour « porter un contre-discours à la hauteur de la rage ressentie dans un quartier victime d'injustices sociales, économiques et policières » (Hébert, 2010 : en ligne) un collectif citoyen s'est formé : Montréal-Nord Républik (M-NR). Un peu plus tard, le Comité de soutien à la famille Villanueva s'est formé autour de la famille afin de les représenter médiatiquement et d'aider la famille à réaliser diverses demandes. Même si M-NR n'est plus tant actif aujourd'hui, ce collectif continue d'exister au travers d'initiatives comme Hoodstock. Afin de comprendre les stratégies utilisées pour ancrer des actions militantes dans le quartier et se réappropriier la trame narrative concernant leur milieu de vie, il me semblait aussi nécessaire d'aller au-delà de simples entretiens avec ces individus, mais aussi d'apprendre à participer avec ces collectifs afin d'ancrer la recherche dans un mode d'action plus réel. Ancrer ma compréhension de la recherche, évidemment, mais aussi et surtout parce que ça faisait du sens de participer à ces collectifs, plus particulièrement le Comité de soutien à la famille Villanueva, après avoir compris au fil de la lecture des articles de la base de données que quelque chose n'était pas juste dans le traitement médiatique et politique de cette affaire. En fait, je ne devais pas seulement faire du sens — *making sense* — à ma recherche, mais aussi lui donner un sens. C'est pourquoi je me suis impliqué dans le Comité de soutien à la famille Villanueva et que je me sers d'observation que j'y ai faite pour relever les actions entreprises pour faire entendre des voix citoyennes au sein de l'arène médiatique et de l'aménagement spatial de Montréal-Nord.

3.4 – Observation participante ou participation observante ?

C'est suite à un entretien avec un membre du Comité de soutien à la famille Villanueva que j'ai demandé à cette personne s'ils avaient besoin d'aide pour préparer les commémorations soulignant les 10 ans de la mort de Fredy Villanueva. Il me semblait que mes recherches permettraient de relever le traitement médiatique négatif subi par la famille Villanueva et l'absence de démarches réelles de réconciliation et de réparation par les institutions publiques. Comme de fait, deux semaines auparavant, j'avais assisté à une conférence de presse où la mairie d'arrondissement de Montréal-Nord avait annoncé en grande pompe qu'elle allait construire une Place de l'espoir dans le but de commémorer les événements d'août 2008 et célébrer l'espoir des habitant·e·s du quartier⁹. Ni le nom ni le visage de Fredy ne devait apparaître nulle part. En fait, les résident·e·s étaient plutôt invité·e·s à participer à des ateliers d'écriture-thérapie accompagnés par des écrivain·e·s pour mettre en mots leurs émotions par rapport aux événements de 2008. Les messages devaient ensuite être imprimés sur un papier spécial, seulement disponible par l'entremise de l'arrondissement de Montréal-Nord, puis enterrer dans une capsule temporelle mise au centre de l'espace public. La capsule temporelle sera ouverte en 2065 lors du 150^e anniversaire de fondation de l'arrondissement de Montréal-Nord. Face à cette décision, le Comité de soutien à la famille Villanueva a plutôt souligné l'absence de lieu d'expression et le fait que c'était comme enterrer Fredy Villanueva une deuxième fois. Ainsi, il devenait primordial de se réapproprier le récit sur ces événements qui ne devaient pas sombrer dans l'oubli.

Pour ce faire, l'individu en question m'avait demandé de réaliser une ligne du temps des événements marquants, selon les membres du Comité de soutien à la famille Villanueva, que l'on pourrait distribuer aux journalistes lors d'une conférence de presse organisée le 1^{er} août 2018. En d'autres mots, l'objectif de cette ligne du temps était de cartographier les mémoires des personnes impliquées depuis 10 ans dans les événements entourant, ce que l'on appelle aujourd'hui, l'affaire Villanueva. En appelant les différents individus impliqués dans le Comité de soutien, j'ai réussi à identifier les moments-clés déterminés par les personnes au cœur de cette controverse. Il ne

⁹ Pour en savoir plus sur la controverse autour de la Place de l'espoir, consultez le chapitre 5.

manquait plus qu'à trouver le support sur lequel les afficher. Le format d'un zine m'est alors venu en tête : son caractère reproductible était attrayant afin de faire connaître les événements marquants à un public plus large. Lors de la conférence de presse, le zine (voir Annexe V : l'illustration est de l'artiste Zola qui a gracieusement autorisé la reproduction de son image dans ce mémoire) a pu être distribué aux journalistes et ensuite dans divers événements. Surtout, ce que m'a apporté ce zine, c'est aussi de rencontrer les différentes personnes impliquées dans ces collectifs citoyens qui tentent de se réapproprier les discours et les récits sur le quartier.

Par la suite, j'ai compris comment avoir participé à divers événements avec le Comité de soutien à la famille Villanueva m'a énormément appris quant à la démarche journalistique, mais aussi à l'importance que ces personnes ont pour diversifier et se réapproprier les récits médiatiques sur Montréal-Nord. Surtout, je sentais que je devais m'engager dans cette controverse au-delà du milieu académique pour éviter que la réalité nord-montréalaise ne devienne pas « an object to study, something to be mastered only cognitively, as a meaning, and not practically, as a task » (Bauman, 1992 : 23). De plus, mon engagement avec le Comité de soutien permettait de « link critical discourses to lived struggles » (Routledge, 2001 : 116) afin d'apporter une contribution à cet enjeu politique et éviter de l'instrumentaliser comme un simple objet d'étude – c'est-à-dire de rendre le politique un sujet plutôt qu'un objet, d'entraîner une réflexion et une action plutôt que seulement observer un enjeu par la marge¹⁰. Une autre réflexion de Noam Chomsky (1969 : 324) m'a fait réfléchir sur la responsabilité du milieu universitaire : « *For a privileged minority, Western democracy provides the leisure, the facilities and the training to seek the truth behind the veil of misrepresentation, ideology and class interest through which the events of current history are presented to us* ». Ainsi, le fait de négliger cette responsabilité du milieu académique revient à consentir à plusieurs formes d'oppression.

¹⁰ Je tiens à mentionner que participer au Comité de soutien m'a beaucoup apporté et que cette participation n'a pas eu de répercussions négatives comme d'autres individus impliqués dans ce comité. Par exemple, un des participants à cette recherche qui était impliqué dans le Comité de soutien s'est vu censurer par son université suite au fait qu'il désirait réaliser un mémoire de maîtrise en lien avec son implication politique. L'université soulignait l'absence de neutralité (de quelle neutralité parle-t-on ?) dans sa future recherche, un obstacle que je n'ai pas encore rencontré.

C'est pourquoi j'ai décidé d'introduire ces expériences au sein de cette recherche. Au début, je considérais que l'expérience au sein du Comité de soutien cadrerait bien avec une technique d'enquête appelée l'observation participante où le chercheur « observe une collectivité sociale dont il est lui-même membre » et où il « se fait dès lors l'étudiant d'acteurs sociaux, par l'entremise d'une interaction de longue durée avec eux » (Soulé, 2007 : 128). Toutefois, je me sentais avant tout acteur au sein du Comité de soutien plutôt qu'observateur distant et froid sensé récupérer de l'information sur un sujet de recherche. Mon degré de participation et les relations de proximité et d'amitié que j'ai développées sur le terrain au travers du Comité de soutien fait en sorte que je qualifie plus ma technique d'enquête de participation observante (Soulé, 2007). Plusieurs diront que cette façon de faire éloigne la recherche de la sacro-sainte objectivité scientifique. Je leur répondrais plutôt que le fait d'embrasser honnêtement les relations développées au travers du terrain illustre mieux le travail interactionnel de la recherche et souligne « que l'on devienne sensible et réceptif à la façon dont les protagonistes se perçoivent et se traitent les un et les autres » en plus d'appuyer que « le chercheur est une source de résultats, non pas de contamination de ceux-ci » (Emerson, 2003 : 12). Dans d'autres mots, l'accent passe de « l'observation de l'autre à l'observation de la relation humaine entre soi, en tant qu'ethnographe, et l'autre » (Tedlock, 1992 : 13) et de prendre conscience des effets de l'enquête plutôt que d'essayer de les minimiser. De plus, le fait de soumettre son corps et son identité à l'univers des collectifs citoyens fait partie de la compréhension de ce que c'est que de « devenir porte-parole » qui demande la fin d'injustice. La mémoire développée par l'action est plus riche que n'importe quelle information inscrite dans un carnet ou sur une carte mémoire. En ce sens, la participation observante vise à souligner que les informations récoltées par l'expérience le sont avant comme acteur au sein d'un collectif, plutôt que comme chercheur.

Cette participation observante a permis de révéler les rapports de pouvoirs qui existent au sein de l'arrondissement de Montréal-Nord entre les collectifs citoyens, la mairie d'arrondissement, les organismes communautaires, les citoyen·ne·s et les médias pour définir l'image que l'on souhaite véhiculée. Cette technique d'enquête a aussi permis d'analyser les contours d'une controverse autour de l'aménagement urbain du quartier et de comprendre que les différentes perceptions autour ce qu'est Montréal-Nord sont

souvent source de conflits. Les aménageur·e·s visent avant tout à créer une image du quartier pour la visibilité médiatique, et prennent peu en compte les usager·ère·s du quartier. Par l'entremise de la participation au Comité de soutien, il a été possible de comprendre les modes de contestation de l'aménagement de Montréal-Nord ainsi que le dialogue entretenu entre les individus qui conçoivent les espaces publics.

3.5 – Les limites méthodologiques

Cette recherche contient des limites d'ordre méthodologique qui se doivent d'être soulignées. Plusieurs fois, on m'a demandé quel était le portrait médiatique de Saint-Michel ou du Plateau-Mont-Royal pour être en mesure de comparer si les récits médiatiques concernant Montréal-Nord étaient outrageusement axés sur les thématiques de la sécurité ou si tous les arrondissements de Montréal avaient une représentation médiatique similaire. Malheureusement, un tel genre d'étude comparative entre divers arrondissements n'a pas été effectué, ce qui ne permet pas de voir s'il y a bel et bien une manière différente d'approcher Montréal-Nord au sein de la sphère médiatique. Cette recherche ne permet pas de prouver que les récits médiatiques engendrent une stigmatisation relative — c'est-à-dire que comparativement à d'autres arrondissements, les récits médiatiques sont moins diversifiés ou plus axés sur la sécurité concernant Montréal-Nord — mais plutôt que le portrait médiatique de Montréal-Nord est peu diversifié et qu'il peut entraîner un sentiment de stigmatisation chez les habitant·e·s du quartier.

Une autre limite de la recherche est qu'il est difficile d'analyser la réception des récits médiatiques par les lecteur·trice·s. En effet, tous les articles classés dans la base de données ne sont pas lus par le même nombre de personnes ni compris de la même façon par tou·te·s. Évidemment, les entretiens semi-dirigés ont permis de souligner comment le rôle des médias et les représentations médiatiques étaient compris et perçus par des acteur·trice·s s'impliquant dans le quartier. Une compréhension à une échelle plus large aurait nécessité des outils méthodologiques différents tels qu'un sondage diffusé à plusieurs centaines, voire milliers, de répondant·e·s ce qui n'a pas été fait. Or, la présente recherche réussit néanmoins à remplir ces propres objectifs qui

étaient d'éclairer les moyens employés par les médias qui font en sorte que leur portrait du quartier était jugé comme négatif par les habitant·e·s de Montréal-Nord.

Sans vouloir tomber dans le déterminisme médiatique, où seuls les médias seraient responsables de la stigmatisation territoriale de Montréal-Nord, les récits médiatiques demeurent un facteur important de la stigmatisation parmi un réseau d'acteur·trice, de conditions et d'événements. Ainsi, l'étude des récits médiatiques permet d'illustrer les processus qui font en sorte que l'on représente Montréal-Nord d'une certaine façon au sein de la sphère médiatique. Le chapitre suivant a pour objectif de décortiquer certains fonctionnements des médias qui créent une image médiatique jugée négative par les personnes qui fréquentent Montréal-Nord.

Chapitre 4 – La fabrication des récits médiatiques

« L'espèce humaine s'attarde obstinément dans la caverne de Platon et continue, atavisme ancestral, à faire ses délices des simples images de la vérité. »

Susan Sontag, *Sur la photographie*, 2008 : 15

La réponse que j'ai reçue par courriel d'un journaliste à qui j'ai demandé de participer à mon projet de recherche illustre un obstacle auquel j'ai dû faire face en contactant des journalistes. Quelques minutes suite à l'envoi de mon courriel, je reçois cette réponse du journaliste :

Bonjour M. Vogler,

Malheureusement, je vois mal ce que je pourrais apporter à votre étude, puisque votre postulat semble indiquer que vos conclusions sur la couverture médiatique de Montréal-Nord sont déjà prêtes.

De plus, en tant que journaliste judiciaire basé au palais de justice de Montréal, l'obtention des informations se fait principalement dans les salles d'audience, à travers les témoignages tant de policiers, de civils, que d'experts. Je suis donc rarement appelé à me déplacer.

Il est vrai que certains de mes articles portent sur des événements s'étant déroulés à Montréal-Nord, tout comme j'ai couvert des événements s'étant déroulés dans tous les quartiers de Montréal, au Québec, au Canada et parfois à l'international. Si vous contactez le département de journalisme de l'UdeM, il sera facile pour vous de valider que le lieu d'un événement ne doit pas influencer la rédaction d'un article. Votre angle me laisse d'ailleurs dubitatif, il ne m'est jamais venu à l'esprit d'adapter la rédaction d'articles en fonction du lieu où un crime s'est produit. Et je suis convaincu qu'il en est de même pour mes collègues, que ce soit du même média ou chez les concurrents.

À défaut d'être en mesure de contribuer à votre étude, je vous souhaite, M. Vogler, la meilleure des réussites dans votre projet.

Comme de fait, plusieurs journalistes ne se sentaient pas concernés par la représentation médiatique de Montréal-Nord jugée négative par les habitant·e·s de cet arrondissement puisque le lieu d'un événement ne doit pas — et surtout, ne peut pas — biaiser la rédaction d'un article. Or, ce n'est pas nécessairement le lieu d'un événement, mais plutôt des éléments structurels issus du champ médiatique ou des enjeux d'accessibilité de certaines voix issues du quartier qui peuvent affecter la représentation

médiatique d'un arrondissement affecté par la stigmatisation territoriale. Ce n'est pas un effet de lieu, mais bien un effet de contexte et de situation auquel plusieurs acteur·trice·s participent, y compris les journalistes, mais aussi plusieurs autres individus, qui produit une représentation médiatique avant tout axée sur les thématiques sécuritaires. De plus, l'idée que la représentation médiatique n'est pas influencée par un lieu reflète encore l'incompréhension que certains journalistes entretiennent par rapport à l'objectivité de leurs articles : oui, les articles rédigés sont objectifs, mais ils sont seulement redevables de la démarche effectuée par un journaliste. C'est-à-dire que les articles de presse rendent compte d'un événement rapporté seulement d'après les personnes interviewées et les informations collectées ce qui omet plusieurs perspectives qui se trouvent à avoir une accessibilité réduite à la sphère médiatique. En d'autres mots, un article de presse peut être objectif par rapport à sa démarche, mais demeure toujours biaisé par les voix absentes qui sont inaccessibles à cause d'enjeux structurels et non pas uniquement de la bonne volonté d'un journaliste.

Tel que vu dans le précédent chapitre, les récits médiatiques concernant Montréal-Nord concentrent leur attention sur les récits sécuritaires : c'est pourquoi il est possible d'affirmer qu'une plus grande place est offerte médiatiquement aux individus et institutions travaillant sur ces enjeux. L'objectif de ce chapitre n'est pas de poser un blâme sur le travail des journalistes, mais plutôt d'observer comment certains processus systémiques font en sorte (1) d'expliquer la récurrence de récits médiatiques et (2) d'exclure certaines voix du débat public ce qui participe à la stigmatisation de l'arrondissement de Montréal-Nord.

4.1 – La crise des médias

La crise des médias était sur toutes les lèvres lorsque j'ai commencé à écrire ce mémoire. En pleine campagne électorale, les différents partis politiques promettaient des solutions miracles à des journalistes qui clamaient des conditions de travail de plus en plus difficiles causées par un manque de ressources financières. Comme de fait, le contexte de production médiatique de plus en plus difficile transparaissait déjà dans mes entretiens avec des journalistes puisqu'une charge de travail de plus en plus grande et un effectif d'employé réduit faisaient en sorte de donner peu de temps aux

journalistes pour effectuer du travail journalistique de qualité. La production d'une nouvelle peut sembler gratuite, mais dans les faits, c'est tout le contraire considérant le temps consacré à la vérification des faits, à la recherche d'information ou encore à la réalisation d'entrevues. Dès lors, la distance — physique et sociale — devient un enjeu important dans la couverture d'espace mis en marge de la centralité médiatique — centralité de plus en plus restreinte — puisque la diminution des ressources empêche le déplacement des journalistes sur les lieux, ou encore une accessibilité adéquate aux acteur·trice·s participant·e·s à une nouvelle.

Ici, l'objectif n'est pas de donner des solutions pour mettre un terme à la crise des médias, mais plutôt de souligner que cette crise a des conséquences inattendues sur la représentation spatiale des quartiers défavorisés où un manque de ressources monétaires affecte la capacité des journalistes à vaincre les distances physique et sociale qui les séparent de ces espaces déconnectés des centralités médiatiques.

4.1.1 – Le paysage médiatique en profond bouleversement

Depuis maintenant quelques années, les médias traditionnels (journaux, radio, télévision et magazine) du monde occidental traversent une crise. Plusieurs d'entre eux ont fermé alors que des entreprises médiatiques d'envergure ont procédé à d'importantes réductions de leur personnel. Au Québec, ce phénomène s'observe de différentes façons comme en témoignent les faits suivants :

- Les revenus publicitaires ont chuté de près de 50 % pour les quotidiens et les magazines entre 2003 et 2017. La télévision et la radio ont aussi vu leurs revenus diminués, tandis que le secteur numérique hors média a connu une croissance fulgurante en ravissant 43 % des parts de marché. Cette tendance s'accroît de 2012 à 2017 puisque les revenus publicitaires de la presse écrite ont diminué de 53 % pour les quotidiens. (Descôteaux et Brin, 2019)
- L'offre d'information a aussi réduit. En effet, les effectifs journalistiques ont diminué de 9,9 % au Québec entre 2005 et 2015. De plus, le nombre de titres d'information est passé de 200 à 120 depuis 2011. (Descôteaux et Brin, 2019)

- Le lectorat des publications de la presse écrite a aussi grandement rétréci. Concernant les tirages, l'ensemble des titres payants a diminué de 120 000 exemplaires par semaine entre 2011 et 2010 (Brin et St-Pierre, 2013). Cette tendance à la baisse ne semble pas prête à s'inverser puisque les jeunes âgés de 18 à 34 ans lisent moins les journaux papier que les lecteur·trice·s plus âgé·e·s (Giroux, 2012) et s'informent d'une manière différente de leurs aîné·e·s puisqu'ils grignotent l'information, surtout gratuite au travers d'une multitude de sources différentes (Sauvageau, 2010) ce qui ne permet pas de stabiliser des revenus fixes aux médias de la presse écrite.

Les sources de ces transformations trouvent leur origine dans le modèle d'affaire des journaux qui, avec l'avènement d'Internet et des plateformes numériques, ont adapté les façons de diffuser leur contenu. En effet, la grande majorité des publications écrites se sont dotées de sites Internet où leur contenu était accessible gratuitement et ainsi capables de rejoindre de nouveaux auditoires dans le but d'accroître les revenus publicitaires. Néanmoins, les grandes plateformes numériques¹¹, qui hébergent ou diffusent ces sites Internet, ont développé des algorithmes qui leur permettent de mieux cibler leur auditoire en ligne et de tirer l'essentiel des revenus publicitaires. C'est de cette façon que les trois quarts des dépenses publicitaires au Canada se dirigent dans les coffres de deux de ces plateformes numériques étrangères soit Google (50,8 %) et Facebook (23,5 %) (Winseck, 2018). Ces détournements des revenus publicitaires affaiblissent les revenus des médias de la presse écrite québécoise qui n'arrivent plus à capter la valeur de leur produit qui circule sur les réseaux ce qui entraîne plusieurs conséquences indésirables sur le monde médiatique. Par exemple, de 2003 à 2017, les dépenses publicitaires pour les plateformes des quotidiens de la presse écrite ont diminué de 49,70% alors qu'ils ont augmenté de 6 431% pour les plateformes numériques excluant celles médiatiques (Descôteaux et Brin, 2009 : 5).

Avec moins de ressources financières, il devient de plus en plus difficile pour les médias de couvrir l'actualité de façon éclairée. En effet, les salles de rédaction des médias de la presse écrite ont fondu sous le soleil de la crise médiatique. Les journalistes se trouvent

¹¹ Les plus influentes plateformes sont Google, Apple, Facebook et Amazon formant l'acronyme GAFA.

donc avec le même salaire, mais plus de travail à réaliser. Par exemple, un journaliste interrogé dans le cadre de cette recherche nous explique que depuis 2008, les journaux hebdomadaires de quartier sont produits par un·e seul·e journaliste qui doit parfois couvrir l'actualité de deux arrondissements :

« Journaliste : Mais, avant 2008, je pense qu'il y avait plusieurs journalistes au Guide de Montréal-Nord. Donc ça aussi, ça l'a pas mal changé. Mais à l'époque, je pense qu'il avait aussi quelqu'un qui était aux faits divers, qui devait faire ça à temps plein.

Moi : Pis, maintenant ?

Journaliste : Ah ouais, moi je suis tout seul à Montréal-Nord, je suis tout seul dans le Guide. Et Rivière-des-Prairies, je suis tout seul. » (Entretien #1)

Les médias de la presse écrite vont aussi avoir recours aux services d'agence de presse afin de réduire les coûts de la production de l'information en externalisant la recherche et la rédaction d'articles. Alors qu'entre 2008 et 2011, l'effectif rédactionnel a diminué pour La Presse (environ 15%) et le Journal de Montréal (plus de 25%), les agences de presse telle que La Presse canadienne ou l'agence QMI ont tous les deux augmenté le nombre de leur personnel de plus de 25% ce qui démontre de leur popularité grandissante (Brin et St-Pierre, 2013 : 24). Une agence de presse est une organisation de journalistes qui vend de l'information aux médias ce qui permet à ces derniers de compléter leurs articles avec de l'information recueillie par celles-ci. À la manière d'un grossiste, les agences de presse permettent de couper les coûts de production des articles en évitant de faire déplacer des correspondant·e·s ou d'offrir des assurances de travail à plus de travailleur·e·s par exemple. La création de l'agence QMI est révélatrice de cette pratique puisque l'agence QMI puisque :

« c'est parti avec la grève du Journal de Montréal et tout, ouais. Il a eu une grève où il n'y avait pas d'agence, donc c'était juste des journalistes pis ils étaient mal pris. Donc l'agence QMI, c'est comme une entité qui permet de produire le journal si les journalistes partent tous en grèves par exemple » (Entretien #7).

En effet, l'agence QMI est créée en 2008 et coïncide avec l'expiration de la convention collective des employé·e·s du Journal de Montréal alors que les négociations commençaient et que les employé·e·s étaient en grève. En entrevue, un journaliste nous décrit l'agence QMI comme étant :

« C'est un peu comme un fil de presse. Comment ça fonctionne, c'est que ça vomit des textes toute la journée. Dans le fond qu'est-ce qu'on fait, c'est qu'il y a des journalistes comme moi qui vont sur le terrain. Pour moi, c'est important d'aller sur le terrain pis de parler aux gens. J'haïs ça faire des articles où je reste au téléphone. L'agence QMI ce qui font c'est qu'ils doivent juste produire plein de texte, donc souvent ils vont recevoir un communiqué, ils vont faire un texte... Moi je suis associé à l'agence QMI dans le fond parce que, il reprenne mon texte, mais je ne vais souvent pas travailler avec eux. » (Entretien #7)

Un deuxième journaliste ayant déjà travaillé pour une agence presse m'a décrit ces agences de presse comme étant :

« Ces agences-là, elles servent à ça, donc, ça va être d'écrire des dépêches. [...] Quand tu vois des trucs comme La Presse canadienne, des genres de trucs comme ça à La Presse, au Devoir, au Journal Métro, tout ça, je pense qu'ils ont des pupitreurs qui sont là et qui ne font que ça. C'est-à-dire, ils prennent la dépêche, ils la copient-collent, ils la mettent en forme, ils changent deux-trois trucs, ils mettent des hyperliens vers leurs articles et ils la balancent sur Internet avec une photo. Ou alors, on écrivait des articles, mais c'était de la réécriture, donc c'est-à-dire, tu vas chercher des infos à droite, à gauche et avec les différentes infos. Tu dis tels médias à interroger telle personne, à sorti ça, tel médias si, tel média ça. Et t'en fais un autre article. Donc, tu essaies de trouver un autre angle, en prenant différentes sources à droite, à gauche. [...] On ne passait même pas un coup de téléphone pour aller vérifier l'information. Non. C'est que de la reprise ou de la réécriture de dépêche. » (Entretien #1)

Ainsi, le recours aux agences de presse amène aussi une homogénéisation et une concentration de l'information puisque différents médias peuvent avoir recours aux mêmes articles des agences de presse pour écrire une nouvelle. Ainsi, lors de la compilation de la base de données, il n'était pas rare que je lise des articles très similaires provenant de deux médias différents, mais qui avait utilisé le même texte issu d'une agence de presse pour écrire leur article. Ainsi, les articles du quotidien gratuit 24 heures et ceux du Journal de Montréal partagent la même agence de presse, QMI, tandis que le Guide de Montréal-Nord et le Journal Métro se partagent aussi souvent des articles puisqu'ils sont la propriété de la même entreprise, Métro Média. De plus, tous les journaux de cette recherche, excepté ceux abonnés à l'agence QMI, sont abonnés à l'agence La Presse canadienne, une coopérative d'information nationale sans but lucratif qui assure la diffusion des nouvelles auprès de ses membres.



Le président et chef de la direction de Metro, Eric R. La Flèche, en 2009.

Metro ferme son usine de Montréal-Nord

150 emplois sont touchés par la fin des activités de transformation alimentaire

KARINE FORTIN

L'épicerie Metro ferme une usine de transformation de viande dans Montréal-Nord. L'établissement où travaillent quelque 150 personnes cessera progressivement ses activités au cours des prochains jours. Le centre de distribution de l'entreprise, situé dans le même complexe, reste ouvert et les 320 postes qui y sont rattachés ne sont pas menacés. La porte-parole de Metro, Marie-Claude Bacon, a expliqué hier que l'usine inaugurée à la fin des années 1960 était vétuste et avait besoin d'importants et coûteux travaux de réfection. Après avoir examiné

plusieurs scénarios, la direction de Metro a estimé que le plus sûr valait pas la chandelle. « Nos analyses ont démontré que les installations qui datent de 1968 nécessitent des investissements majeurs qui n'auraient pas assuré la viabilité à long terme », a résumé Mme Bacon.

Metro n'exploite aucune autre usine de transformation alimentaire. L'épicerie s'approvisionnera désormais en viandes froides chez des fournisseurs de marques nationales. Mme Bacon assure que la décision ne fait pas partie des mesures de réduction de coûts que Metro entend mettre en place au cours des prochains mois afin de protéger ses

marges bénéficiaires dans un contexte de forte concurrence. « C'est vraiment une situation qui est propre à cet édifice-là », a-t-elle dit.

« Pas surpris » Parmi les employés mis à pied hier, certains ont des décennies d'ancienneté. Ils pourront décider de travailler au centre de distribution voisin. Les deux établissements ont en effet le même syndicat affilié au Travailleur unifié de l'alimentation et du commerce (TUAC-FTQ). Le président du syndicat local, Mario Maisonneuve, s'est dit « déçu », mais pas surpris de voir Metro choisir la

La Presse canadienne

Metro ferme son usine de Montréal-Nord

● L'usine de transformation de viande est trop vétuste pour être modernisée ● 150 employés seront mis à pied

ALIMENTATION L'épicerie Metro ferme une usine de transformation de viande dans Montréal-Nord. L'établissement où travaillent 150 personnes cessera progressivement ses activités au cours des prochains jours. Le centre de distribution de l'entreprise situé dans le même complexe reste ouvert, et les 320 postes du centre ne sont pas menacés.

La porte-parole de Metro, Marie-Claude Bacon, a expliqué hier que l'usine inaugurée à la fin des années 1960 était vétuste et avait besoin d'importants et coûteux travaux de réfection. Après avoir analysé plusieurs scénarios, la direction de Metro a estimé que le jeu n'en valait pas la chandelle, puis que les investissements envisagés n'assuraient pas la viabilité de l'usine à moyen terme. Metro n'exploite aucune

150

Certains des 150 employés mis à pied hier pourront décider de travailler au centre de distribution adjacent.

autre usine de transformation alimentaire. L'épicerie s'approvisionnera désormais en viandes froides chez des fournisseurs de marques nationales. M^{me} Bacon assure que la décision ne fait pas partie des mesures de réduction de coûts que Metro entend mettre en place au cours des prochains mois afin de protéger ses marges bénéficiaires dans un contexte de forte concurrence. Le président du syndicat local, Mario Maisonneuve, s'est dit « déçu », mais pas surpris de voir Metro « baisser les bras » et fermer la dernière grande charcuterie industrielle de l'île de Montréal.

LA PRESSE CANADIENNE

Metro ferme son usine de viande

150 emplois sont supprimés dans Montréal-Nord

LA PRESSE CANADIENNE

Le détaillant en alimentation Metro ferme une usine de transformation de viande dans Montréal-Nord. L'établissement où travaillent quelque 150 personnes cessera progressivement ses activités au cours des prochains jours. Le centre de distribution de l'entreprise, situé dans le même complexe, reste ouvert et les 320 postes qui y sont rattachés ne sont pas menacés. Selon la porte-parole de Metro, Marie-Claude Bacon, l'usine de transformation de

viande était vétuste et avait besoin d'importants et coûteux travaux de réfection. Après avoir examiné plusieurs scénarios, la direction de Metro a estimé que le jeu n'en valait pas la chandelle.

« Nos analyses ont démontré que les installations qui datent de 1968 nécessitent des investissements majeurs qui n'auraient pas assuré la viabilité à long terme », a résumé M^{me} Bacon. Metro n'exploite aucune autre usine de transformation alimentaire. L'épicerie s'approvisionnera désormais

en viandes froides chez des fournisseurs de marques nationales. M^{me} Bacon assure que la décision ne fait pas partie des mesures de réduction de coûts que Metro entend mettre en place au cours des prochains

mois afin de protéger ses marges bénéficiaires dans un contexte de forte concurrence. « C'est vraiment une situation qui est propre à cet édifice-là », a-t-elle dit. Parmi les 150 employés qui sont licenciés, certains ont des décennies d'ancienneté. Ils pourront décider de travailler

au centre de distribution voisin. Les deux établissements ont en effet le même syndicat, affilié au Travailleur unifié de l'alimentation et du commerce (TUAC-FTQ).

Le président du syndicat local, Mario Maisonneuve, s'est dit « déçu », mais pas surpris de voir Metro « baisser les bras » et fermer la dernière grande charcuterie industrielle de l'île de Montréal.

« C'est pas facile à prendre », a-t-il dit.

Il a souligné que les travailleurs de l'usine avaient

fait des concessions au cours des dernières années, dans l'espoir d'accroître la rentabilité de l'usine et de préserver leur emploi.

Selon lui, le travail a déjà cessé à l'usine. Les travailleurs sont rentrés chez eux tout de suite après avoir appris la fermeture.

Le syndicat espère en « replacer » quelques-uns et obtenir une prime de départ pour les autres.

À la Bourse de Toronto, les actions de Metro ont terminé hier en légère hausse de 0,1 % à 45,81 \$.


Figure 16. – Un exemple de trois articles issus de médias différents ayant utilisé le même article d'une agence de presse. Sous une apparence de diversité, les articles ont recours aux mêmes sources et information. Pour comparer les articles, voir l'Annexe VI (Source : La Presse canadienne [2011], La Presse canadienne [2011] b et La Presse canadienne et Fortin [2011]).

Un processus de convergence est aussi observable dans la sphère médiatique où un même article se retrouve à alimenter plusieurs plateformes. Ce phénomène est aussi visible à Radio-Canada depuis l'hiver 2010 (Francoeur, 2012) puisque l'intégration des services de l'information télé, radio et Web ouvre la voie au travail multiplateforme où un·e journaliste alimente les différentes plateformes avec un même reportage. L'intégration des salles de presse permet aux médias d'améliorer leur rentabilité financière en diminuant leurs salles de rédaction qui n'est plus nécessairement divisée selon les plateformes à alimenter en actualité. L'impact de l'intégration augmente la force de frappe médiatique d'une nouvelle qui se retrouve sur plusieurs plateformes simultanément donnant l'impression que plusieurs sources parlent d'un événement. Un journaliste interviewé décrit ce que l'impact de l'intégration peut accomplir comme effet :

« [L'agence QMI] ils vont le [un article] propulser dans tous les médias de Québec par la suite. Quand je fais un article, il se retrouve sur toutes les

plateformes. Ce qui fait peur aussi parce que ça permet un pouvoir médiatique assez important : ça va être dans le 24 heures, dans le Journal de Montréal, dans TVA Nouvelles pis Canoe.ca... J'en oublie sûrement (rires). C'est comme une grosse pieuvre qui fait peur et il y a quand même un pouvoir médiatique qu'il ne faut pas se cacher. Quand on soulève une problématique, tout le monde a l'impression que tout le monde en parle, mais tsé, c'est une personne qui l'a fait. » (Entretien #7)


Ce phénomène est aussi observable dans la base de données, puisque les articles des plateformes papier et web diffusaient presque toujours les mêmes articles. En analysant la représentation médiatique des vidéos ou des reportages radiophoniques, il aurait été possible de mieux illustrer ce phénomène, mais dans cette présente recherche je me contenterais de montrer cet exemple pour illustrer l'intégration entre les plateformes papier et web.

 ICI Radio-Canada - Montréal (site web)
mercredi 30 novembre 2016 703 mots

Un programme de musique classique à la maternelle voit le jour à Montréal

Les tout-petits de la prématernelle et de la maternelle de l'École primaire Saint-Rémi, à **Montréal-Nord**, s'adonneront à la musique cinq jours par semaine.

L'initiative, unique au pays, est le fruit d'un partenariat entre le chef Kent Nagano et l'Orchestre symphonique de Montréal (OSM), l'Université de Montréal, des donateurs privés et le monde scolaire. En tout, 161 élèves de 4 et 5 ans de l'École Saint-Rémi recevront une formation musicale quotidienne.

 CBC Montreal (web site)
Montreal, Wednesday, November 30, 2016 518 mots

Kent Nagano brings free music lessons to **Montreal North** preschool La musique aux enfants, 2-year classical music program, launched at École St-Rémi Annexe

By Melissa Fundira, CBC News

 ICI Radio-Canada Télé - Le Téléjournal
mercredi 30 novembre 2016 - 21:00 HNE 850 mots

L'Orchestre symphonique de Montréal entre à la petite école pour faire de la musique une clé de l'apprentissage

CÉLINE GALIPEAU (ANIMATRICE) :

- Les grandes leçons du maestro Nagano.

(Chorale d'enfants)

CÉLINE GALIPEAU (ANIMATRICE) :

L'Orchestre symphonique de Montréal entre à la petite école pour faire de la musique une clé de l'apprentissage.

(Piano) -

KENT NAGANO (DIRECTEUR MUSICAL, ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE MONTRÉAL) :

... avec vous aujourd'hui pour ce grand jour pour l'inauguration d'un rêve que je porte en moi depuis très, très longtemps.

Figure 17. – Un exemple d'un article partagé sur différentes plateformes d'un même média. L'intégration des différents services d'information d'un média peut accroître la portée médiatique d'une nouvelle qui se trouve propulsée sur plusieurs plateformes simultanément. Ici, le même reportage devient le contenu d'un article du site web de Radio-Canada, de CBC ainsi que d'un reportage du Téléjournal (Source : ICI Radio-Canada [2016] ; Fundira [2016] et Bilodeau [2016])

La crise qui affecte les médias causés par une diminution des revenus entraîne les médias de la presse écrite à réduire leurs salles de rédaction en ayant recours à des agences de presse pour compléter leur couverture ce qui entraîne une concentration et une convergence de l'actualité. Un aspect qui est peu soulevé est l'impact de cette crise sur des espaces considérés comme aux marges de la centralité médiatique composée souvent de journalistes qui connaissent ou fréquentent peu certains quartiers.

L'accessibilité aux enjeux d'actualité dans ces quartiers devient dès lors plus compliquée à couvrir pour les journalistes qui ont peu de temps pour développer une connaissance approfondie d'un secteur éloigné d'eux·elles. Lors de ma recherche, deux stratégies ont été identifiées comme étant utilisées par les journalistes pour couvrir l'information à Montréal-Nord dans un contexte de crise : l'une de ses stratégies est d'avoir recours aux institutions pour représenter l'ensemble d'une communauté tandis qu'une deuxième stratégie est la dépendance à la police comme source d'information.

Ces deux pratiques diminuent l'effort journalistique et créent une représentation spatiale fondée avant tout sur la perspective des institutions étatiques et policières. Dans son mémoire de maîtrise, Rachel Del Fante (2016) étudie les traces de démarche journalistique laissées par les journalistes dans leurs articles et illustre l'influence importante que les relationnistes, entre autres représentants des institutions, peuvent avoir sur la couverture de l'actualité si les journalistes ne sont pas assez critiques et curieux. Ce qu'elle nomme l'effort journalistique original¹² consiste à « sortir des sentiers battus, essayer de comprendre, ne pas se contenter de l'information, croiser les informations » (Wolton, 1997 : 227) afin de retracer « the path by which information reaches the reporter » (Sigal, 1973 : 120). En analysant les chemins utilisés par les journalistes pour produire de l'information sur la campagne électorale municipale de 2013, Del Fante démontre que peu de traces de leurs démarches d'enquête sont laissées par les journalistes pour que les lecteur·trice·s puissent juger de la validité de l'information ce qui « provoque chez les récepteurs un brouillage quant à la reconnaissance des émetteurs ; la légitimité des médias d'information a ainsi de plus en plus de mal à être reconnue » (Miège, 1996 : 218). De plus, la dépendance grandissante des journalistes aux relationnistes dans un contexte de crise médiatique a été illustrée lors des entretiens réalisés dans le cadre de cette recherche.

Le relais aux sources institutionnelles produit un espace représenté qui est loin de celui vécu par les Nord-Montréalais·e·s, mais plus proche de la perspective étatique ou policière. C'est la production de cet espace représenté — comment les institutions en viennent à créer la nouvelle — que je tenterai de décrire dans les prochaines sections.

¹² Del Fante s'inspire de l'expression *original reporting* ou *enterprise reporting* utilisé par les différentes études du *Project for Excellence in Journalism* (PEJ) du *Pew Research Center* aux États-Unis.

4.1.2 – La dépendance journalistique aux institutions : la presse écrite demeure-t-elle un quatrième pouvoir ?

Les médias ont souvent été décrits comme étant le quatrième pouvoir pour souligner leur capacité de faire contrepoids aux trois pouvoirs classiques (législatifs, exécutifs et judiciaires) détenus par l'État. Ce rôle de quatrième pouvoir « is commonly presented as correlative to the 'people's right to know'. The 'right to know' is understood as a right held by any individual, as against a government, to know about the workings and dealings of that government. According to the fourth estate argument, the press, in its capacity as the fourth branch of the government, serves as a trustee of the 'people's right to know' » (Mokrosinska, 2019: 14). Selon cet argument, les médias ont un rôle de chien de garde envers les actions de l'État ce qui témoigne de leur puissance en les positionnant comme un pilier institutionnel de la société.

Néanmoins, dans un contexte de crise médiatique, les informations transmises constamment aux médias par les institutions étatiques par l'entremise de communiqués de presse servent souvent de base à la rédaction d'article. De ce fait, la grande dépendance des médias face aux institutions étatiques force une réflexion sur l'effectivité de ce pouvoir, mais surtout sur le biais qu'impose l'utilisation constante de leurs communiqués de presse pour écrire l'actualité. Ainsi, le recours à une citation directe d'un individu représentant une institution étatique se retrouve dans 18,9 % des articles recensés dans la base de données. Quant aux articles empruntant un angle thématique concernant le discours institutionnel, ils représentent 17,41 % des articles composant la base de données. Cette grande présence des récits et des perspectives des institutions étatiques dans les articles de journaux force un questionnement sur la proximité entre les relationnistes de presse et les journalistes.

Évidemment, les propos des institutions étatiques se doivent d'être rapportés aux médias afin de communiquer au public les orientations ainsi que les décisions prises par l'État. Néanmoins, le manque de temps pour mener une enquête afin de vérifier l'information pose problème. N'étant pas en mesure de recouper parmi toutes les informations reçues, le-la journaliste peut se voir devenir une simple courroie de transmission entre les pouvoirs et le public : les articles peuvent alors refléter les propos

et les intérêts de ceux et celles qui ont les moyens et la volonté de faire parvenir un communiqué. C'est en ce sens que les pouvoirs institutionnels, qui désirent véhiculer leur communiqué de presse et qui ont les moyens de le faire, par exemple à l'aide de département de communication ou de relationniste de presse, sont capables de faire parvenir leur message beaucoup plus facilement aux médias. L'enjeu concernant la dépendance des journalistes aux institutions de pouvoir est donc double, soit :

(1) d'entrevoir une contamination des récits médiatiques par les communiqués de presse des institutions publiques enlevant une distance critique entre les médias et les instances de pouvoir ;

(2) de faire émerger une accessibilité asymétrique à la sphère médiatique aux voix — pouvant parfois entrer en contradiction avec les messages transmis par les instances de pouvoir — qui ne sont pas mis en forme selon les attentes des journalistes ou qui n'attirent pas leur attention réduisant ainsi l'amplitude du débat public.

Dans un contexte de stigmatisation, la mairie d'arrondissement de Montréal-Nord voit d'un œil très important la couverture médiatique de son territoire qu'elle reconnaît comme étant responsable de la mauvaise image donnée à celui-ci. Dès son arrivée à la tête de la mairie d'arrondissement en avril 2016, la mairesse Christine Black fait des médias une priorité telle que rapportée par une personne travaillant à l'arrondissement :

« C'est sûr qu'on a des stratégies de communication, pis disons qu'on est beaucoup plus proactif qu'on l'était avant. Juste par exemple, ici on n'avait pas vraiment de veille médiatique, ou de proactivité dans ce domaine-là. On attendait. Quand les journalistes appelaient, ben là, on leur répondait. Même à l'interne, l'organisation n'était pas nécessairement serrée. Ce n'était pas tout clair qui fait quoi, pis quand la journaliste appelle, où on le réfère. Un peu tout le monde pouvait répondre, alors là, quand j'ai vu ça au début, je disais "Wowowo, là ! Time out. Si toi tu parles, moi il faut que je sois d'accord, parce qu'on parle de la même organisation". [...] [Maintenant], on est très proactif. Aussitôt qu'il y a des demandes des médias [...], on en fait une priorité. Donc, si un journaliste appelle ici et il veut parler de whatever quoi, ben je dis "Oui, parfait. Trouvez-moi un trou dans l'agenda", parce que je sais à quel point toutes les opportunités sont bonnes. Les journalistes si je dis non, tout le temps, c'est pas du win-win. C'est beaucoup du win-win avec les journalistes. Donc, dans ce contexte-là, moi je me mets ça en priorité. » (Entretien #20)

Cet extrait d'entretien illustre de quelle façon les institutions en viennent à développer des stratégies pour assurer un contrôle de leur message dans les médias. Cette

proactivité s'illustre bien par la lettre ouverte de la mairesse Christine Black publiée dans La Presse intitulée *Un plaidoyer pour Montréal-Nord* (2017) où elle tente de convaincre le lectorat que « le Montréal-Nord médiatisé n'est pas celui dans lequel nous vivons ». De plus, la mairie d'arrondissement, en connaissant le contexte médiatique actuel difficile, en tire profit en alimentant les journalistes d'information tel que mentionné par cette personne travaillant à la mairie de Montréal-Nord :

« Comme organisation, nous on a une force de frappe auprès des médias, plus forte, bien souvent, ou une oreille plus attentive que certaines autres organisations, par le fait que c'est une institution publique. Et, on a un rôle dans ça, d'être plus proactif, pis d'aller les [journalistes] chercher, pis de les alimenter, parce qu'on dit toujours que les journalistes, c'est un peu paresseux. Donc, dès que tu leur donnes tout prêt "tiens, vas-y, vas-y, fais ça", ben là, ils vont y aller. Mais eux, faire des démarches, ils n'ont pas le temps de toute façon. Ils sont hyper chargés, la nouvelle elle doit sortir. » (Entretien #20)

Cette attention de la mairie d'arrondissement de Montréal-Nord ne date pas d'hier, ayant auparavant engagé une relationniste de presse, Élisabeth Liston, de 2004 à 2008. L'importance des relationnistes est telle que lors des événements de 2008, le maire Gérald Tremblay propose les services d'une firme de communication aux organismes communautaires de Montréal-Nord pour la tenue d'une conférence de presse suite aux révoltes. Cette offre a été considérée comme de l'ingérence de son parti politique par les acteur-trice-s du milieu communautaire nord-montréalais dans le but de contrôler le message quant aux causes responsables des révoltes (Ballivy, 2008 ; Gervais, 2008).

ACTUALITES

Contrat accordé à une firme de relations publiques

Gérald Tremblay se défend d'avoir voulu contrôler son image à la suite des émeutes à Montréal-Nord

LISA-MARIE GERVAIS

L'association recense les tentements qui ont lieu dans les différents quartiers de la ville de Montréal-Nord. Le sentiment, alors que les groupes de quartier de Nord-Raspail, qui ont planté l'arbre de la fraternité, et les interdependants dans la communauté, n'ont pas la dimension de Marcel Parent, même de l'arrosage, même, Gérard Tremblay, maire de Montréal-Nord, a dit à la fin de l'année d'avoir offert à la firme Octa-Stratégie Inc. la Solidarité Montréal-Nord, une création d'une vingtaine d'organismes communautaires de secteur, pour tous les habitants de la ville de 120 000.

Hier, le quotidien *The Gazette* a mentionné que l'association principal de ce territoire spécialisée dans les relations publiques, qui s'occupe d'organiser les événements de la Ville de Montréal, avait également donné un coup de main à l'élection de Marcel Tremblay en 2001. «*Octa-Stratégie a joué un rôle décisif*», a indiqué le journaliste, «*en organisant la campagne de la première équipe à obtenir le mandat de la junte*».

«*Octa-Stratégie a occupé de communications pour la ville*», a dit aussi, assurant qu'il n'y avait pas de

Stratégie, qui faurait décroché par
appel d'offres.

[illegible]

PRIMO BLUE LE ENVY

Une vigile aux chandelles a été tenue hier soir dans le parc Henri-Bourassa à Montréal-Nord, la Fredy Villanueva a été abattu par les policiers.

[illegible]

Figure 18. – Gérald Tremblay, alors maire de Montréal, a offert les services d'une agence de communication aux organismes qui se sont rassemblés sous la bannière de Montréal-Nord Solidarité. Cette stratégie a été critiquée par certain·e·s puisqu'elle semblait vouloir contrôler le message concernant les événements d'août 2008. (Source : Lisa-Marie Gervais, 18 août 2008, *Le Devoir* : A3)

J'ai compris l'importance des médias, ou plutôt le contrôle de l'image que les institutions peuvent avoir de leur territoire grâce à eux, lors d'un Comité haute direction de l'arrondissement de Montréal-Nord auquel je me suis fait inviter pour présenter les résultats préliminaires de ma recherche. Les personnes présentes autour de la table cherchaient à développer des stratégies pour redorer l'image de Montréal-Nord mise à mal par les médias. Lors de ce Comité haute direction, j'ai compris l'importance que joue l'image d'un quartier pour les institutions qui le représente. Les institutions désirent présenter leur territoire comme étant paisible, calme et en plein développement pour le regard extérieur. De ce fait, une personne présente nous a affirmé qu'il n'était pas rare qu'elle appelle les moteurs de recherche, comme Google, afin de modifier les images qui sont associées au mot « Montréal-Nord ». Bien que les institutions ne soient pas les seules responsables des images associées à un mot sur les moteurs de recherche — les algorithmes et la récurrence de certaines recherches étant aussi déterminants —, leur volonté d'avoir un contrôle sur cette représentation en dit beaucoup sur leur détermination à changer l'image du quartier qu'elles gouvernent.

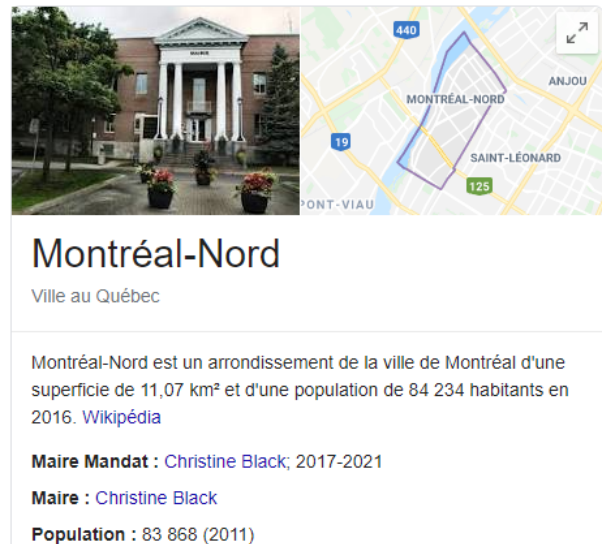


Figure 19. – Les captures d'écran d'une recherche Google avec le mot « Montréal-Nord ». La division des communications de la mairie d'arrondissement de Montréal-Nord tient à l'œil ces images pour qu'elles illustrent une représentation jugée moins négative de l'arrondissement, n'hésitant pas à appeler Google pour que ces images soient modifiées. L'influence médiatique des institutions est marquante dans cet exemple. (Source : Capture d'écran réalisée en décembre 2016 et en janvier 2020)

Lors de ma recherche, les institutions étaient souvent perçues comme représentant un plus grand nombre d'individus et par conséquent, plus aptes à fournir de l'information représentative sur l'actualité, comme si ces institutions étaient neutres et pouvaient mieux représenter l'opinion d'un plus grand nombre de personnes. Or, ce sont plutôt leur position élevée dans une hiérarchie de la crédibilité (Becker, 1963 ; Sacco, 2000) qui semble expliquer leur légitimité à être interpellé par les journalistes. Cette idée que les porte-paroles des institutions, mais aussi des organismes communautaires, représentent un large éventail d'individus est répandue chez les journalistes :

« Comment dire, c'est sûr que les porte-paroles d'organisation vont être cités plus souvent qu'un citoyen. Parce que tsé un porte-parole d'organisation représente beaucoup de gens, alors que le citoyen se représente juste lui-même, alors par définition on ne va pas faire un reportage sur l'opinion de monsieur X ou de madame Y, faut que ça soit représentatif. » (Entretien #4)

Toutefois, la dépendance des médias aux récits institutionnels est aussi en partie due au manque de temps auquel les journalistes font face pour couvrir l'actualité.

« C'est parce que souvent les journalistes vont y aller par la facilité aussi, parce que t'es tellement limité par le temps [...]. Les appels que tu fais, tu vas tout de suite aller à la personne que tu sais qui va répondre correctement à tes questions, pis qui va répondre au téléphone, point final. Ça fait en sorte que c'est le même discours qui va revenir pour tous les médias. » (Entretien #19)

Cette proximité entre les institutions et les journalistes doit faire réfléchir puisque malgré leurs prétentions de représenter une large partie de Montréal-Nord, il demeure que les récits véhiculés par la mairie d'arrondissement ne représentent qu'une seule perspective sur le quartier. De plus, dans un contexte de stigmatisation territoriale, les institutions — y compris la mairie d'arrondissement, mais aussi les institutions issues de tous les échelons de pouvoir — sont aussi en partie responsables de la défavorisation systémique de Montréal-Nord. En développant une proximité trop grande avec les institutions, les médias risquent de nuire à la capacité des lecteur·trice·s de s'informer sur les responsabilités de celles-ci concernant certains processus d'exclusion ou l'absence de consensus dans plusieurs décisions prises par les institutions.

Une situation similaire s'opère avec les organismes communautaires nord-montréalais qui sont souvent perçus comme une voix du milieu par les médias. Soyons clairs : la plupart des organismes communautaires font un travail admirable qui n'est pas assez souvent reconnu. Toutefois, malgré leur engagement sincère au sein de la communauté et leur connaissance profonde du milieu, leur mode de fonctionnement façonne leurs perspectives sur le quartier qui s'agencent souvent avec la vision développée par les institutions qui financent leurs activités et qui les forcent à entrer en compétition pour recevoir du financement tel que rapporté par deux enquêté·e·s :

« C'est ça qui est rough en plus à Montréal-Nord : tous les organismes communautaires, on est séparé. L'un est contre l'autre pratiquement et tout le monde veut garder leur petite pointe de tarte. [...] Toi, quand tu vas essayer de faire un projet comme travailleur de rue, tu peux pas y toucher parce qu'il y a déjà [nom d'un organisme communautaire] qui fait ça. Y en a un autre qui vont dire "Non, mais moi je travaille sur tel projet". Pis on parle d'une population de 85 000 personnes [à Montréal-Nord]. C'est comme si, eux ils ont 100 jeunes et c'est comme si ça représentait l'ensemble des jeunes à travers le quartier et faite attention ne toucher par à notre petit gain, ainsi de suite. Moi la mentalité de gang de rue je la vois beaucoup plus au sein de la politique, de la police et des organismes communautaires, que dans les gens dans la rue. Il y a vraiment des gens qui protègent leur petit territoire. » (Entretien #24)

« S'ils [les organismes communautaires] veulent le financement, si on regarde la liste des financements et les règles du partage des financements, c'est admettons combien de participants que vous avez, combien d'événements vous faites, combien de... Et ça, je pense que ça incite une certaine compétition entre les organismes qui peut amener à dire "Okay, ça c'est mon jeune". [...] Tsé, il y a comme une appropriation. Nous, on essaie toujours de parler du jeune ou des jeunes. Ils ne nous appartiennent pas. » (Entretien #9).

Développée suite à la Révolution tranquille dans un contexte où l'État québécois adoptait une démarche keynésienne, l'action communautaire est un « set of practices that nonprofit grassroots or community organizations (usually financed with public or private funds) deploy in order to address various issues related to the social conditions of life in their localities » (Gonzáles-Castillo, 2015 :165–166). Par la suite, dans un contexte d'austérité budgétaire et de néolibéralisation de l'État québécois, l'effacement de l'État laisse transparaître un désengagement de celui-ci dans le règlement des problèmes sociaux (Séguin et Divay, 2004); un rôle que les organismes communautaires sont désormais appelés à remplir en offrant des services publics à moindres coûts grâce à l'appel au bénévolat et aux salaires plus faibles des employés de ce secteur. Ce nouveau modèle de gouvernance voit l'émergence d'un partenariat public-privé dans le financement de ces services (Deneault, 2010) où la participation citoyenne se doit d'être encouragée et où les organismes communautaires forment un substitut aux responsabilités étatiques (Brenner et Theodore, 2002). La néolibéralisation étatique au Québec a eu deux principaux impacts (Gonzáles-Castillo, 2015) sur les organismes communautaires qui influencent leur prise de parole, soit :

1. La mise en place d'une logique de financement où l'agenda des organismes communautaires répond avant tout aux priorités des bailleurs de fonds (représentés généralement par des partenariats publics-privés).
2. La mise en place d'une logique de participation au sein de l'action communautaire où le fait de ne pas participer aux espaces créés implique un risque d'exclusion des organismes communautaires réticents.

De cette façon, les autorités locales continuent de diriger les actions qui doivent être menées sur l'arrondissement de Montréal-Nord par les organismes communautaires. De ce fait, tel qu'illustré par la recherche d'Eduardo Gonzáles-Castillo (2015) menée sur l'action communautaire à Montréal-Nord, les organismes communautaires nord-montréalais sont dépendants des autorités locales ce qui nuit à la coopération communautaire puisque :

« one of the causes of this failure seems to be the inertia of the past, specifically, the top-down logic of implementation, which is still felt [and] the

perception that the way these committees work reinforces the subordination of community organizations to the economic and political conditions imposed by donors (*les bailleurs de fonds*). » (p.174)

De ce fait, plusieurs organismes communautaires participent, ou ont participé, à la mise en visibilité médiatique des enjeux de sécurité du quartier surtout concernant le « problème » des gangs de rue. Dans le contexte de l'implantation d'un nouveau modèle de sécurité nationale où l'arrivée d'immigrants est considérée comme un danger potentiel (Franzén, 2001 ; Smith, 2001 ; Low, 2001), cette refonte du fonctionnement des organismes communautaires force ceux-ci à adopter des mesures pour encourager la sécurité publique face à ces vagues d'immigration menaçantes. À Montréal-Nord, l'association des jeunes issu·e·s de l'immigration aux gangs de rue par les médias et la police illustre bien l'émergence d'un discours de danger entourant ces « nouveaux arrivants ». Dès lors, les organismes communautaires nord-montréalais, pour recevoir des subventions des bailleurs de fonds, doivent démarrer des projets visant à sécuriser les jeunes du quartier — par exemple qui doivent être éloignés de la rue, le territoire des gangs — et à encourager ceux·celles-ci à investir des espaces décrits comme sûrs par les organismes communautaires (Khelifi, à paraître). En ce sens, les organismes communautaires perpétuent les volontés et les priorités étatiques puisque pour avoir accès aux ressources — en termes de subventions, mais aussi pour avoir accès à des espaces locatifs à moindres frais — les organismes communautaires doivent se plier aux exigences de l'État local. Par conséquent, les organismes communautaires sont de nouveaux mécanismes visant à mobiliser les citoyen·ne·s et la société civile locale vers la production des caractéristiques collectives souhaitées par l'État.

Les intervenant·e·s des organismes communautaires voient leurs propos rapportés directement dans 7,8 % des articles répertoriés dans la base de données et indirectement dans 18,3 % des articles de l'échantillon de la base de données. Néanmoins, sous une apparence de diversité des voix, l'émergence des organismes communautaires au sein des récits médiatiques perpétue la voix des élites locales qui mobilisent leurs alliés du secteur communautaires pour stabiliser la situation « ce qui révèle la faiblesse d'un secteur [communautaire] incapable d'une analyse sociopolitique se démarquant de celle des autorités » (Hébert, 2011 : 148). De ce fait, cette apparence de diversité de voix laisse plutôt transparaître une vision homogène de Montréal-Nord

où s'impose « une conception implicite et réductrice d'une "communauté" locale unie, égalitaire et capable de parler d'une seule voix » (Séguin et Divay, 2004 : 52). Derrière cette communauté spectaculaire, certaines perspectives divergentes sont effacées des récits médiatiques par les inégalités de ressources politiques de certain·e·s résident·e·s. L'institution policière est, quant à elle, une autre actrice qui joue un rôle important dans la représentation médiatique de Montréal-Nord.

4.1.3 – La police comme source d'information

La police devient aussi une source importante d'information pour les journalistes. Ce processus s'explique entre autres par la grande accessibilité d'information que les policier·ère·s offrent aux médias : de nombreux communiqués de presse, l'accès aux ondes radiophoniques ou une ligne téléphonique ouverte 24/7 en lien direct avec un·e relationniste de presse. La proximité des journalistes aux sources policières est bien illustrée par les propos de ces deux journalistes :

« Journaliste : Dans le fond qu'est-ce qu'on fait les médias, c'est qu'on appelle le SPVM, la ligne médiatique, et ils vont faire comme : « Voici les événements marquants ce soir ». Faut pas oublier ça aussi. C'est juste comme ça que les journalistes savent qu'il y a un coup de feu. Si le SPVM fait : « Y'a un coup de feu à Montréal-Nord », ben nous on doit faire un article. C'est plus le SPVM aussi qui fait ça, parce que quand tu fais le 280-2777 qui est le SPVM média... J'ai les appelle tout le temps, je connais le numéro par cœur.

Moi : Pour vrai ?

Journaliste : Ah ouais, je suis rendu chum avec Sandrine. Je ne suis pas vraiment ami avec, mais comme on s'appelle tellement souvent, elle me reconnaît. Mais, tout ça pour dire qu'on appelle quelqu'un au 911, euh au 280-2777, et c'est eux qui vont te dire qu'il est arrivé cet événement-là ce soir. » (Entretien #7)

« [Les faits divers], c'est plus le côté du privé, c'est plus le côté de TVA qui ont beaucoup de journalistes judiciaires. Ils ont beaucoup de journalistes aux faits divers, beaucoup de contact avec la police que ça soit la SQ, la police de Laval ou le SPVM, c'est plus ça qui va faire que des fois ils ont des liens pour des perquisitions. Ça va faire qu'ils ont des images plus rapidement parce qu'ils ont des liens avec la police directement. C'est pas les relationnistes qui donnent ces infos-là. Ça va être des infos un peu plus de policiers sur le terrain, ils ont la toile un peu plus élargie côté contact mettons dans le privé parce que c'est ça qu'ils veulent. » (Entretien #19)

Ainsi, les appels fréquents à la ligne média des policiers du SPVM ou des contacts personnels avec des policier·ère·s permettent d'obtenir rapidement des informations sur

un événement dans lequel des policier·ère·s sont impliqué·e·s. De plus, les patrouilles journalistiques sont un autre élément qui souligne la proximité du milieu journalistique avec le milieu policier. Les patrouilles journalistiques, formées souvent d'un·e journaliste et d'un·e photographe ou d'un·e caméraman, sont affectées à sillonner le territoire couvert par un journal afin de capturer sur pellicule puis par écrit les faits divers se déroulant dans une journée. Accident de voiture, meurtre, coup de feu, dégât météorologique sont tous des événements que les patrouilles journalistiques peuvent couvrir. En entretien, un caméraman-patrouilleur décrit son métier comme suit :

« Ben, moi je suis caméraman-patrouilleur. Mon métier, c'est d'écouter les fréquences d'urgence à Montréal. Pis d'intervenir, quand il y a des événements que je juge qui sont d'intérêt médiatique. Par exemple, un homicide, c'est le côté judiciaire un peu, mais avant que ça l'arrive au palais de justice. Donc, c'est de couvrir les meurtres, les incendies, les trucs un peu spectaculaires, qui sortent du lot du bulletin de nouvelles politiques des fois ou économiques. C'est vraiment ça et je ramène des images. » (Entretien #19)

Les scanners dont le caméraman-patrouilleur parle sont des appareils installés dans les voitures des patrouilles journalistiques qui permettent de traquer les ondes des radios d'urgences. Les patrouilles journalistiques ont produit énormément d'articles ou ont fourni plusieurs photos à des articles qui se trouvent dans la base de données. Toutefois, depuis 2016, les ondes radiophoniques des policier·ère·s du SPVM sont encryptés. L'encryptage serait dû selon un journaliste rencontré à accroître la sécurité des policiers lors d'intervention :

« Ils ont encrypté parce que ce qu'ils voulaient, c'était d'avoir un réseau de communication qui soit hermétique. Ils ont peut-être trouvé ça dur à Montréal, en 2012. C'était plus compliqué de faire des interventions quand t'es pas encrypté, pis quand avec Internet, quand les scans sont disponibles sur les applications, sur iPhone. [...] Ça compliquait les interventions aussi, pis il y a aussi des infos qui se disent là-dessus des fois qui sont plutôt personnelles pour des gens. » (Entretien #19)

L'encryptage nuit au travail des patrouilles journalistiques et brime l'accès à l'information selon la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (Yates, 2016). Les journalistes doivent dès lors se tourner vers les relationnistes officiel·le·s du SPVM ou les réseaux sociaux, particulièrement Twitter, pour avoir accès à l'information sur un événement impliquant le SPVM. Un journaliste rencontré nous parle de ses inquiétudes face à l'encryptage des ondes du SPVM et des impacts sur son travail :

« C'est sûr que ça facilite un peu l'image qu'ils [les policiers] ont, parce qu'ils peuvent plus choisir les événements qu'ils veulent donner ou pas, parce que moi des fois je suis totalement dépendant du relationniste. S'il y a une job qui a pas d'ambulance, qui a pas de pompier, il y a pas d'autres services, y'a pas rien que ça implique, juste le SPVM, s'ils décident qu'il me le donne pas, pis que je sais pas que ça existe, c'est une nouvelle qui n'existera pas. [...]. C'est la police qui décide si c'est d'intérêt ou pas. C'est ça qui est plate parce que c'est pas des journalistes, c'est des policiers ces gens-là. C'est plate, parce que t'es dépendant des policiers quand il y a des événements qui sont juste police. C'est eux qui décident si t'as le mot ou pas. » (Entretien #19)

De plus, les patrouilles journalistiques ont disparu dans certains journaux puisque c'est une pratique qui coûte très cher aux médias de la presse écrite dans un contexte de manque de ressource. Par exemple, cette journaliste interrogée nous explique son hypothèse quant à la disparition de la patrouille journalistique de son journal :

« Je ne sais pas pour quelle raison précisément, mais je sais que c'est des ressources. Ton journaliste qui est dans la patrouille, il n'est pas dans la salle de rédaction pour couvrir autre chose. C'est un choix éditorial peut-être de moins couvrir les faits divers et de mettre ces ressources... Comme le photographe même chose, il faisait juste du fait divers. Là, il est dans l'équipe de photographe, donc il peut couvrir plein d'autres choses. C'est un choix éditorial des patrons. On met nos ressources à quel endroit. » (Entretien #4)

Malgré la diminution de ressources affectées aux faits divers, il reste que les policier·ère·s demeurent une source d'information privilégiée pour les journalistes qui dépendent souvent de l'accès fournie à leur information pour produire de la nouvelle. Toutefois, cette proximité entre les journalistes et la police engendre un effet particulier à Montréal-Nord. Une hypersurveillance de l'arrondissement, plus précisément du secteur nord-est, par une escouade spéciale du SPVM appelée Éclipse¹³, a entraîné une plus grande concentration de l'attention médiatique sur les enjeux de la sécurité et des faits divers au sein de l'arrondissement. C'est ainsi sans surprise que 30,6 % des articles de la base de données sont associés au marqueur « police » et que 9,3 % des articles incluent une citation directe d'un policier. En effet, une présence policière accrue dans certains quartiers, comme c'est le cas à Montréal-Nord¹⁴, fait en sorte d'entraîner une surveillance plus importante et par conséquent de produire plus d'événements à

¹³ Auparavant, l'escouade Éclipse avait une stratégie de surveillance territoriale qui ciblait quatre arrondissements, dont Montréal-Nord. Puisque cette stratégie territoriale stigmatisait certains espaces de la métropole, le SPVM a modifié sa stratégie en se concentrant sur les actes criminels. Or, cette stratégie a laissé sa marque dans les représentations spatiales de l'arrondissement.

¹⁴ Voir la section 1.1.3 du chapitre 2 du présent mémoire pour plus d'information.

divulguer aux journalistes. L'exemple d'un caméraman-patrouilleur interrogé nous affirme qu'effectivement, Montréal-Nord était un point chaud à surveiller :

« Oui, en fait quand ça brassait un peu plus côté gang de rue. On y allait beaucoup. Il avait des homicides un peu plus dans ce temps-là aussi, dans ce coin-là. Ils [les policiers] ont fait beaucoup de perquisition beaucoup de, j'aime pas le mot, de nettoyage, mais c'est un mot du milieu policier, d'enlever un peu la problématique, d'enlever un peu le point explosif. Maintenant, j'y vais un peu moins. Mais avant, on faisait du stand-by, les médias, pas loin de Montréal-Nord. » (Entretien #19)

L'image des gangs de rue est grandement attachée à la représentation spatiale de Montréal-Nord. En effet, le marqueur « gang de rue » est associé à 9 % des articles de la base de données. Outre, l'image du gang de rue comme figure à surveiller dans le quartier, c'est aussi la présence d'une proportion importante (42 %) de la population nord-montréalaise se déclarant comme minorité visible (Montréal en statistique, 2018) qui pourrait expliquer une surveillance policière plus importante à Montréal-Nord. En effet, les sociologues Jason Carmichael et Stephanie Kent ont démontré que « the presence of visible minorities in a city is, by far, the most significant, positive predictor of police force size across Canadian cities » (2015 : 273). De ce fait, il est important de souligner que l'attention médiatique sur les thématiques de la sécurité et les faits divers à Montréal-Nord sont reliés à la surveillance policière des communautés constituées de minorités visibles puisque ceux-ci sont plus surveillés. Dans ce contexte, il est important de souligner que la représentation de Montréal-Nord comme un quartier dangereux dans les médias peut aussi inciter les policier·ère·s et les institutions à accroître la surveillance de l'arrondissement – les médias ayant un rôle connu d'influer les décideur·e·s de façon directe (Lawlor, 2013 ; Shanahan et al., 2011). Puisque peu de personnes expérimentent le crime excepté à travers les médias, il est fort probable que « the selective portrayal of crime in the mass media plays an important part in shaping public definition of the 'crime problem' and hence also its 'official definition' » (Roshier, 1981 :40). Le diagramme suivant illustre ce processus qui participe à la stigmatisation de Montréal-Nord en apposant une image médiatique axée sur la sécurité causée par la surveillance des personnes racisées et de la proximité entre les journalistes et les policier·ère·s.

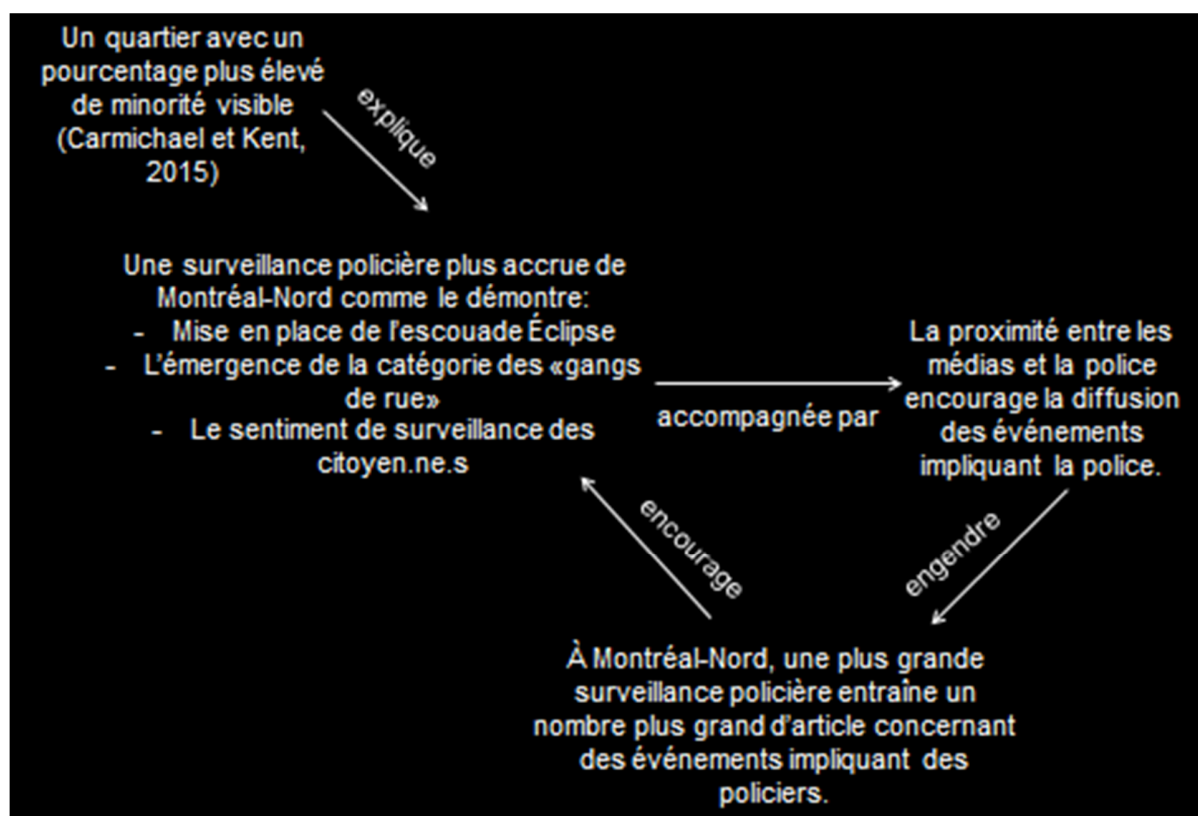


Figure 20. – Le cycle de surveillance entre les médias et les policiers à Montréal-Nord

Ce processus où les sources policières créent de la nouvelle est particulièrement visible dans l'affaire Villanueva. Suite à l'intervention qui se déroule le 9 août 2008 à 19 h 10, le SPVM publie un communiqué de presse affirmant que :

« Au cours de l'intervention, alors qu'ils tentaient de procéder à l'arrestation d'un suspect se trouvant sur les lieux, *les policiers se sont fait encercler par plusieurs individus*. À un certain moment, un mouvement de groupe s'est déclenché et *un bon nombre d'individus se sont rués vers les policiers et les ont agressés*. Un des policiers présents aurait alors fait feu en direction des suspects, atteignant trois d'entre eux. » (SPVM, 2008 ; l'italique est ajouté par l'auteur)

À ce moment, le communiqué de presse était l'unique information disponible aux médias qui ont diffusé l'information comme quoi « les policiers se sont fait encercler par plusieurs individus » et « qu'un bon nombre d'individus se sont rués vers les policiers et les ont agressés ». Or, il n'en est rien, puisqu'aucun des 111 témoins oculaires de l'intervention n'aurait vu les jeunes présent·e·s encerclé·e·s ou agressé·e·s les policier·ère·s (Perreault, 2013). Toutefois, la version policière est celle qui est restée dans les médias et dans l'inconscient collectif.

De plus, les policiers ont utilisé les médias lors de l'enquête publique pour salir l'image de la famille Villanueva en associant le frère de Fredy Villanueva, Dany, aux gangs de rue, alors que celui-ci n'en faisait plus partie. Parce qu'il s'agit de la version officielle des faits, les médias tendent à laisser une large place à ces éléments de langage (Campbell et al., 2004). En revanche, on ne parle jamais du passé des policiers impliqués. Dans le cas de Jean-Loup Lapointe, il était « quelqu'un qu'on connaissait très bien, comme étant un emmerdeur » (Journet, 2008) tel qu'affirmé par un chauffeur de taxi figurant dans un reportage des Francs-tireurs (Martineau et Lagacé, 2008) et connu pour être un policier qui intimidait les habitant·e·s du secteur par exemple en pointant son arme sur un groupe de jeunes (CRAP, 2011). Promu au Groupe tactique d'intervention, il continue d'accumuler les manquements disciplinaires devant même le mener en procès devant le Comité de déontologie policière en mars 2020¹⁵. Or, cette perspective des faits est peu transmise par les médias, qui participent donc à la légitimation de la violence policière par le traitement fait de l'affaire Villanueva qui adopte avant toute chose la vision policière du déroulement de l'action. Signe que ces événements ont été hautement reliés aux enjeux de criminalité et de danger, 36,5 % des articles de la base de données médiatique associent le nom de Fredy Villanueva à la thématique de l'insécurité et 24,7 % au mot-clé gang de rue¹⁶. De plus, le SPVM fait témoigner un « expert » des gangs de rue à l'enquête publique du coroner où une photo de Fredy et Dany Villanueva est déposée en preuve afin d'illustrer leurs appartenances à un gang de rue (voir la Figure 20). Cette association entre Fredy Villanueva et les gangs de rue participe à une criminalisation des victimes de violence policières où l'institution policière est blanchie et sa violence légitimée par la « culpabilité » de la victime et de sa famille.

¹⁵ Sa plus récente frasque est d'avoir tabassé un suspect menotté immobile au sol à coup de botte de combat au visage alors que son collègue braquait son arme sur ledit suspect.

¹⁶ Fredy Villanueva n'avait aucun antécédent judiciaire.



Figure 21. – Lors de l'enquête publique du coroner, cette photo est déposée en preuve par le SPVM afin de prouver l'appartenance de Fredy et Dany Villanueva aux gangs de rue. Alors même que les agents Jean-Loup Lapointe et Stéphanie Pilotte ont eu de la difficulté à expliquer ce qu'était un gang de rue lors de l'enquête publique du coroner, un « expert » des gangs de rue du SPVM, Jean-Claude Gauthier, réussit à établir des liens entre les signes de mains et l'habillement des personnes présentes sur la photo. (Source : Bureau du coroner)

Cette association avec les gangs de rue, réalisé par le SPVM et diffusé par les médias, a grandement changé l'opinion publique telle que rappelée par un membre du Comité de soutien à la famille Villanueva :

« Comment est-ce qu'on a changé la conversation ? La police et les médias ont commencé à détourner la conversation de Fredy, qui avait vraiment une sympathie des gens. Les gens se mobilisaient pour Fredy. Et de plus en plus, on a parlé de Dany, qu'on allait déporter Dany qui avait un casier judiciaire, qui avait des associations avec les gangs de rues... On est tombé dans le sujet des gangs de rue. On a commencé à oublier complètement les enjeux qu'on misait au début : la pauvreté, l'exclusion, le décrochage scolaire. On est rentré dans le discours typique qui fait peur aux gens. On va parler des gangs de rue, des gens issus de l'immigration. Ça l'a changé la conversation complètement. Et les gens qui étaient favorables à l'histoire de Villanueva ont bifurqué complètement après. Et c'est pas surprenant que même la mairesse ait complètement changé de trajectoire, ce qui est d'une profonde tristesse. [...] Les images qu'on voyait, les photos de Dany, ça représentaient quoi ? Tu voyais le gars avec les longs cheveux, le manteau ample : l'image qui fait peur à beaucoup de ces gens-là tsé. Tu vois juste la photo, tu fais "Oh my god". Après ça t'avais des photos de Fredy qui était avec Dany. C'est fou le sens des médias, comment ils ont transformé ça. » (Entretien #24).

D'un autre côté, les policier·ère·s développent aussi des stratégies médiatiques pour rassurer la population, mais aussi rapidement donner leur version des faits et éviter des

rumeurs sur leur partialité. Par exemple, suite aux événements de 2008, la première stratégie du plan d'action du SPVM était de faire une analyse de presse pour adapter le plan de réponse en fonction des réalités terrain. Ce plan d'action a été établi spécifiquement « en tenant compte de l'intérêt des médias pour l'incident et de l'impact médiatique sur le sentiment de sécurité » et les médias étaient un instrument utilisé pour « diffuser des messages rassurants dans les médias locaux et communautaires » (SPVM, 2010 : 41).

La proximité développée entre les médias et les policier·ère·s explique l'impression que les habitant·e·s de Montréal-Nord ont que l'on parle seulement en des termes négatifs de leur milieu de vie. La crise que les médias traversent présentement explique de façon contextuelle la plus grande présence des récits policiers et institutionnels dans la constitution d'un Montréal-Nord spectacularisé médiatiquement. Le cycle de surveillance entre les journalistes et les policier·ère·s (voir Figure 20) participent d'une certaine façon à une sorte de marchandisation du crime (Koskela, 2009) puisque la couverture médiatique des événements criminels attire des clics et par conséquent des revenus publicitaires. En couvrant des événements criminels, les médias s'assurent de rentabiliser leurs coffres. C'est d'après cette logique qu'on peut voir certains médias se glisser d'un instrument d'information à un instrument de profit commercial (Martin-Lagardette, 2001) où l'actualité devient un bien marchandable en quête de rentabilité et de profit plutôt qu'une plateforme servant à informer le public.

Cette image créée en vient à être la source d'interaction première entre les personnes qui ne fréquentent pas Montréal-Nord et celles qui y habitent. Grâce aux médias, la visibilité d'un lieu acquiert ce que Thompson (2005) appelle une dimension médiatique déspatialisée où « the field of vision is no longer constrained by spatial and temporal properties of the here and now, but is rather shaped by the distinctive properties of communication media » (Cheliotis, 2010 et voir aussi Brighenti, 2007). De ce fait, la connaissance d'un quartier où l'on n'a jamais mis les pieds au travers d'un spectacle — dans ce cas-ci, une représentation médiatique où les codes de la spectacularisation sont empruntés — confirme les propos de Guy Debord sur la question : « Le spectacle n'est pas un ensemble d'images, mais bien un rapport social entre les personnes,

médiatisé par les images » (1992 : 16). C'est ce rapport social qui sera étudié dans la prochaine section afin de comprendre en quoi un manque d'accès à la parole médiatique, sous le couvert de la neutralité médiatique, peut produire un spectacle qui fige l'émergence d'un nouveau rapport social entre Montréal-Nord et le reste du Québec où le premier continue d'être traité comme un espace marginalisé et défavorisé.

4.2 – La neutralité médiatique : un processus de sélection

Afin d'illustrer en quoi les médias produisent un Montréal-Nord spectacularisé par leurs nouvelles, il est nécessaire d'illustrer les conditions de production qui permettent de rapporter la nouvelle. Bien que les journalistes s'efforcent bien d'informer objectivement, « ils le font sur ce qu'ils croient subjectivement être important » (Aubenas et Benasayag, 1999). Ainsi, le Montréal-Nord médiatisé n'est pas celui vécu, mais est plutôt représentatif d'une sélection d'événements que les journalistes jugent digne d'intérêt médiatique — sélection influencée par la notion d'intérêt public, des stéréotypes rattachés à Montréal-Nord et la composition ethnique des salles de rédaction.

De prime abord, il est nécessaire de définir une nouvelle pour bien comprendre l'influence de différents processus sur celle-ci. Une nouvelle est « a natural category of event which must—in good professional journalism—be reported as objectively as possible » (Cohen et Young, 1981). Comme de fait, l'objectivité possède aussi une définition floue puisqu'elle dépend de la perspective selon laquelle elle est définie et située. De cette façon, les journalistes ne peuvent pas être objectifs, mais leurs méthodes de vérification des faits peuvent l'être (Kovach et Rosentiel, 2014). En ce sens, les journalistes sont responsables de sélectionner des événements qui sont dans l'intérêt du public et de les rendre le plus réalistement possible. Sans remettre en doute le rôle du journaliste — qui est bien rempli par la majorité d'entre eux-elles — soit de reproduire le plus fidèlement possible ces parties de la réalité qui sont devenues des nouvelles. Toutefois, le fait que les médias « often present superficial and biased information is highly problematic and often worsens the stereotyping » ce qui peut engendrer de sérieux problèmes « at various levels of news production and selection and at the level of discourse » (Boden, 2016: 121). L'objectif de cette section est avant tout d'illustrer quels sont les processus qui influencent la sélection médiatique

d'événements. Le graphique suivant permet d'illustrer comment les pratiques des médias influencent la sélection des nouvelles à médiatiser.

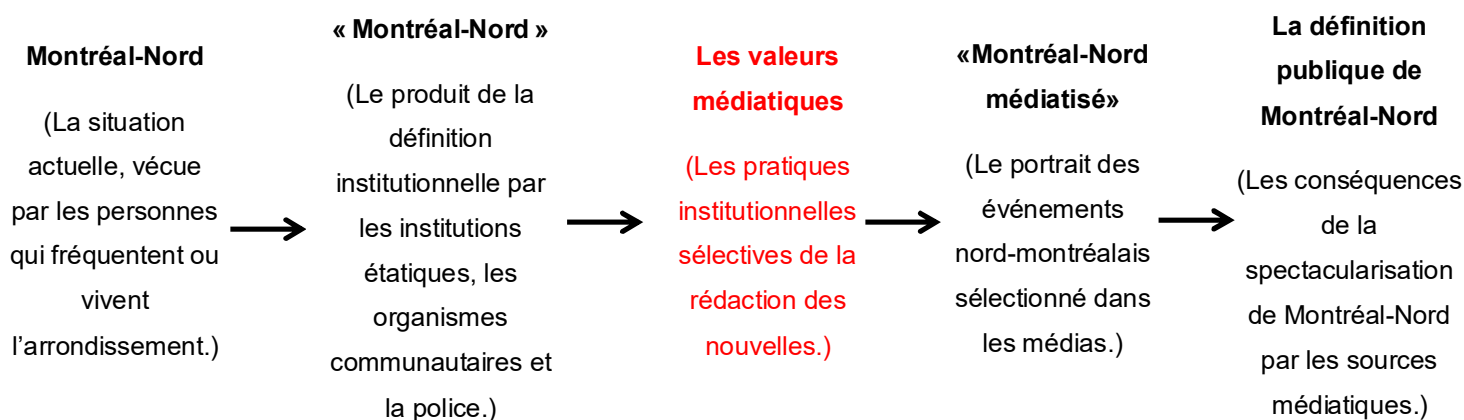


Figure 22. – La spectacularisation de Montréal-Nord par la sélection des nouvelles par les médias (graphique inspiré de Cohen et Young [1981] concernant le rôle des médias de masse dans la définition publique des «problèmes de criminalité»)

En ce sens, une valeur médiatique, ou plutôt une pratique journalistique identifiée lors de cette recherche, qui en vient à sélectionner les événements d'intérêt public est la composition ethnique des salles de rédaction. Mais, tout d'abord, il est nécessaire de comprendre quel est ce fameux intérêt public au nom duquel les médias rédigent leurs articles puisqu'il est l'un des critères de sélection le plus influents pour faire ressortir une nouvelle parmi l'amoncellement d'événements qui arrive dans une journée.

4.2.1 – L'intérêt public : une définition fluide ?

Ma première rencontre avec le concept d'intérêt public est venue lors de mon premier entretien réalisé dans le cadre de ce projet. Le journaliste me racontait que l'échelle de couverture d'un média — local, municipal, régional, provincial ou national — pouvait influencer les sujets sélectionnés qui doivent suivre l'intérêt public. Dans ce cas-ci, le journaliste m'avait donné l'exemple d'une conférence de presse auquel il avait assisté concernant l'organisation du milieu communautaire nord-montréalais pour accueillir le grand nombre de réfugiés haïtiens arrivés à Montréal-Nord en 2016.

« Il y a quelques semaines, on a annoncé à Montréal-Nord, un investissement pour l'organisme Entre-Parent pour l'accueil des réfugiés. Ben là, ils [les autres médias] étaient pas là. C'est très local et ça ne va pas forcément les

intéressés. Métro était content. Ils étaient les seuls à avoir eu l'info. Mais ouais, c'est un investissement qui est juste pour le quartier Montréal-Nord. Donc, ils n'ont pas forcément jugé bon de se déplacer. Après eux, dès qu'il y a un coup de fusil à Montréal-Nord, tu peux être sûr que TVA ou Le Journal de Montréal vont dégainer dès le soir même ou dès le lendemain. Je les blâme pas, c'est en même temps ce que leur public demande, mais on a pas la même manière de traiter l'info sur ces choses-là. » (Entretien #1)

L'intérêt public est à la base du rôle social des journalistes qui consiste « à rechercher, collecter, traiter, commenter et diffuser, sans entrave, l'information d'intérêt public nécessaire à l'existence et au maintien de la vie démocratique » (Conseil de presse du Québec, 2003). Or, ce rôle social se trouve face à un paradoxe puisque « la production d'un bien collectif (l'information), essentiel au fonctionnement de la démocratie est dévolue à des entreprises privées astreintes à une logique commerciale légitime dans le système économique qui prévaut au Québec » (Payette, 2010). Le contenu de l'information est trié et hiérarchisé en fonction, oui de l'intérêt public d'un événement, mais aussi selon l'attrait d'un nombre suffisant de lecteur-trice. Ainsi, l'intérêt public peut être influencé par l'intérêt *du* public et des lignes éditoriales qui orientent les nouvelles. Un journaliste rencontré nous révèle ainsi que parfois « t'as pas l'impression d'être là pour l'intérêt public, mais pour l'intérêt à ton rédacteur » (Entretien #7).

Ainsi, il devient dangereux d'arrêter une définition de ce qui constitue l'intérêt public puisque notre perception de celui-ci change avec le temps, le type de public et la couverture d'un journal. La grande divergence de la ligne éditoriale des différents médias de la presse écrite est démonstrative de cette définition floue : à croire qu'il y a autant de public que de médias qui agissent dans leur intérêt. Cette observation se confirme lorsque l'on compare l'échelle de couverture médiatique — représenté par le tirage hebdomadaire d'un journal — avec la composition de sa ligne éditoriale accordée aux thématiques étudiées dans cette recherche. Il est possible de remarquer une régression linéaire positive et forte ($r^2=0,8$) entre le tirage hebdomadaire et la composition de la ligne éditoriale qu'un média accorde à des articles empruntant l'angle de la sécurité et une régression linéaire négative et moyenne avec les articles empruntant l'angle de l'environnement social ($r^2=-0,4$) et du vivre-ensemble ($r^2=-0,4$)¹⁷.

¹⁷ Les régressions linéaires ont été calculées d'après la moyenne de 2008 à 2015 des tirages hebdomadaires des médias de la presse écrite étudiés (News Paper Canada, 2015) ainsi que des pourcentages de la ligne éditoriale associée à une thématique donnée (Voir le Tableau 4).

Ainsi, les médias de la presse écrite qui ont un lectorat sur une échelle plus vaste auront tendance à représenter Montréal-Nord avec des nouvelles abordant des enjeux de sécurité. À l'inverse, plus un média a un public local, plus il aura tendance à rapporter des événements relatifs à l'angle de l'environnement social ou du vivre-ensemble.

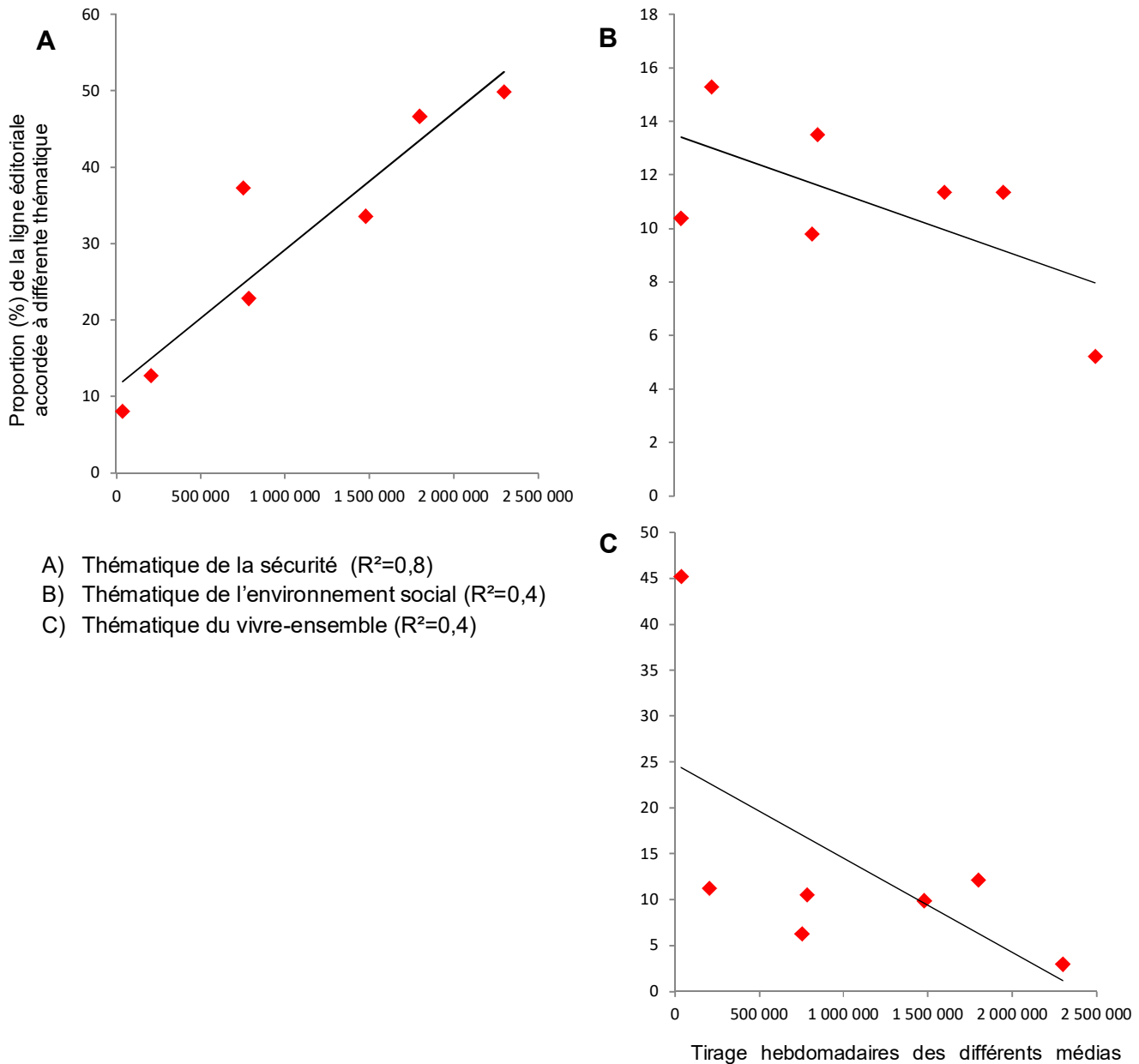


Figure 23. – Régression linéaire entre le tirage hebdomadaire d'un journal de la presse écrite et la proportion de sa ligne éditoriale accordée à une thématique.

La notion d'échelle géographique semble ici jouer un rôle dans ce qui est d'intérêt à rapporter dans les médias, surtout pour ce qui est des événements reliés à la

thématique sécuritaire. De ce fait, en ce qui a trait à Montréal-Nord, il est donc plus probable qu'un crime soit rapporté par les médias montréalais, québécois et canadien et lu par ses lecteur·trice·s qu'un programme de lutte à la pauvreté ou une fête de quartier. De cette façon, les médias définissent l'intérêt de leur public et les sujets qui peuvent les intéresser selon l'échelle géographique de leur couverture ce qui est bien représenté par la citation suivante d'une journaliste interviewée :

« Non, en fait, je suis pas étonné du tout. Un journal par définition, à part un journal de quartier qui a un mandat local, va couvrir davantage ce qui va mal que ce qui va bien. Les gens heureux n'ont pas d'histoire, c'est toujours ça qu'on raconte. Il faut qu'il y ait un intérêt national. Il faut que l'histoire aille un écho. Par exemple, le fait que les gens de Montréal-Nord n'aient pas de, par exemple, je dis n'importe quoi... Mais, à l'époque, on disait qu'il n'y avait pas beaucoup d'épicerie à Montréal-Nord, donc l'accès aux denrées de base, c'est assez local comme enjeu. La madame de Chicoutimi, je ne sais pas pourquoi elle lirait là-dessus. » (Entretien #4)

Au-delà de l'échelle de couverture qui semble dicter ce qui est d'intérêt public ou non, il y a aussi à quel public les journalistes s'imaginent communiquer. Ce public imaginaire, que Greg Nielsen nomme le public implicite (2016), oriente d'une certaine façon la rédaction d'articles médiatiques. Bien que les médias de la presse écrite possèdent des lectorats bien réels, « nombre de nouvelles s'inscrivent dans un cadre défini par le public que les rédacteurs et les collaborateurs croient avoir et souvent par la manière dont ils s'imaginent pouvoir vendre plus d'exemplaires » (Nielsen, 2016 : 175). Les régressions linéaires illustrent ce que les publics implicites des différents médias désirent lire et permet d'éclairer que l'objectivité de l'intérêt public dépend avant tout du public visé par la ligne éditoriale d'un journal.

Une autre composante importante concernant l'objectivité médiatique dans le traitement médiatique de Montréal-Nord se trouve à être la composition ethnique des salles de rédaction où l'accessibilité est restreinte pour des groupes de certaines classes et communautés culturelles. De ce fait, puisque peu de voix se retrouvent à parler au nom des habitant·e·s représentant une certaine frange de la population nord-montréalaise, certains enjeux et réalités se voient mal traduits par les salles de rédaction des médias de la presse écrite montréalaise.

4.2.2 – Un espace médiatique blanc : une accessibilité à géométrie variable

Lorsque je demandais aux journalistes de me décrire la diversité de la composition de leur salle de rédaction, leurs réponses étaient unanimes :

« Il y a un problème au niveau des médias que c'est juste des blancs. C'est vrai, dans les médias en ce moment au Québec, c'est des Québécois blancs. » (Entretien #7)

« Moi : Est-ce qu'il y a beaucoup de minorités visibles ou de personnes racisées dans la salle de rédaction.

Interviewé : Ouais, non, malheureusement non, pis [nom du journal] essaie de diversifier sa salle de rédaction. Je suis impliqué là-dedans, parce que ça fait deux ans qu'il y a une bourse pour les... pour les jeunes de minorités visibles, pour les jeunes journalistes ou qui s'intéresse au journalisme » (Entretien #4)

Au-delà de la composition ethnique des salles de rédaction, c'est aussi la diversité des formations qui peuvent restreindre la pluralité des points de vue diffusés par les salles de rédaction.

« Je pense que la professionnalisation de la profession journalistique pour moi contribue à créer des silos aussi. Avant les gens dans les années 1960, ils avaient un bac en littérature ou rien, et ils commençaient à travailler en journalisme pis ils apprenaient sur le tas. C'était très homogène en termes de représentation, c'était comme principalement des hommes blancs, mais il reste que, ça donnait au moins des expériences de vie très diversifiées. » (Entretien #3)

« Je suis convaincu que ça enrichirait la salle de rédaction d'avoir plus de gens avec des backgrounds différents. Au même titre qu'on est beaucoup à provenir du même bac en journalisme de l'UQAM, donc on est pas, tsé y'en a d'autres. J'ai un collègue qui est ingénieur, plusieurs qui sont avocats, plusieurs avocats de formation. Ouais, c'est bon qu'il y aille des parcours diversifiés. » (Entretien #4)

La combinaison d'une grande présence de journalistes s'identifiant à la majorité visible et d'une professionnalisation du métier de journalisme semble être deux facteurs qui restreignent la diversité des récits médiatiques. Le problème du manque de visibilité apparaît ainsi autant sur les pages — blanches — des médias de la presse écrite que dans les salles de réaction. D'une part, plusieurs études ont illustré que la couverture médiatique contribue à renforcer les stéréotypes sur les communautés ethnoculturelles au sein de la population québécoise (CRARR, 1986, 1993 ; Antonius, 1986 ; Stoiciu et

Brosseau, 1989 ; Gusse, 1991 ; Potvin et al. 2008 ; Antonius et al. 2008 ; Beauregard, 2015) qui, s'en aller jusqu'à dire que les médias posent des actions racistes, peuvent transmettre des préjugés défavorables qui sont une source de racisme (Potvin et Mc Andrew, 1996). D'autre part, les études portant sur l'aspect quantitatif de la présence de minorités ethnoculturelles à titre d'artisans dans les médias sont rares et peu récentes (Conseil des relations interculturelles, 2009). Ainsi, une étude réalisée par F. Sauvageau et D. Prichard (1999) rapporte que « 97,7 % des journalistes canadiens, tous médias confondus, sont blancs », tandis qu'une enquête réalisée par le Conseil de l'industrie des communications du Québec (2007) a démontré la faible présence des minorités ethnoculturelles parmi les professionnel·le·s des communications puisque seulement 6 % des répondant·e·s s'identifiaient à une communauté culturelle et 3 % à une minorité visible. Ces résultats démontrent « l'existence de barrières institutionnelles parfois inconscientes et automatiques qui empêchent une meilleure représentation des minorités au sein de l'industrie » (Prichard et Sauvageau, 1999).

En ce sens, la blanchité des salles de rédaction des médias de la presse écrite est comprise comme étant la norme et donc peu questionnée ou examinée. Or, la blancheur de ces espaces médiatiques engendre des résultats spécifiques sur le travail journalistique où le fait que la majorité visible soit responsable de la rédaction du bien commun qu'est l'information provoque des processus de marginalisation de certaines voix et de certains espaces. La blanchité est définie comme étant « a way of being in the world, a set of cultural practices to be drawn upon » ainsi qu'une norme « from which all other racialized categories are perceived and understood, whiteness operates as a position of structural advantage and privilege and as an epistemological 'standpoint' or place from which to look at oneself, others and society » (Peake, 2009: 247). Ainsi, la caractéristique de la blanchité de se poser en norme — comme la référence à partir de laquelle le différent est défini — éclaire l'influence que peut avoir la composition majoritairement blanche d'une salle de rédaction sur la représentation d'un quartier marginalisé¹⁸. Que ça soit d'après les préjugés ou les stéréotypes rattachés à Montréal-Nord, le ou la journaliste doit composer avec ces biais implicites (Debrosse, 2017) qui

¹⁸ Ici, l'appellation populaire Montréal-Noir rend compte de cette marginalisation opérée depuis un point de vue issu de la blanchité.

peuvent se manifester dans son travail. Entre autres, la blanchité peut opérer dans la sélection d'intervenant·e·s interviewé·e·s par les journalistes du fait de la faible présence de personnes racialisées qui sont en poste de pouvoir au Québec dû au racisme et à la discrimination systémique sur le marché de l'emploi (Eid, 2012). Ainsi, un journaliste observe cette concentration des personnalités publiques dans les médias :

« On entend souvent les mêmes personnes, on a l'impression qu'il y a 400 personnes au Québec, qu'on entend. Et, on entend des gens qui sont dans certains types de postes plus que d'autres. Et ça se peut qu'il y aille aussi... Par exemple, on le sait qu'il y a des difficultés d'accès à l'emploi de gens de certaines origines socio-économiques ou culturelles, en ce moment hum, au Québec, c'est assez documenté. Donc, si ces gens-là n'atteignent pas les postes décisionnels ou plus en vue, ils ne se feront pas interviewer non plus, et c'est un cercle vicieux qui fait en sorte que quand tu écoutes les nouvelles, t'as une certaine image du Québec. » (Entretien #13)

La difficulté d'accès à la voix médiatique entraîne les personnes racisées à se tourner vers d'autres plateformes pour documenter leurs pratiques, exprimer leur opinion ou diffuser de l'information. Dans son mémoire de maîtrise, Célia Bensiali-Hadaud (2020) étudie les lieux d'expression des jeunes femmes issues des minorités à Montréal qui se tournent vers les plateformes numériques pour pratiquer l'espace public urbain. En ce sens, elle note qu'un manque de représentativité de ces femmes dans les débats publics les force à développer des pratiques et des territorialités d'engagement nouvelles pour faire entendre leur voix. Ce phénomène s'est observé lors de mes entretiens par une interviewée qui a créé sa page Facebook afin de rendre public le témoignage de personne pour qui le quotidien n'est pas considéré comme d'intérêt public :

« Dans le fond, c'est moi qui a parti la page Facebook *Tout le hood en parle*. Ben l'histoire en résumé c'est que, après la mort de Bony Jean-Pierre¹⁹, j'étais là, dans la rue, et il y avait beaucoup de choses qui se passaient. J'avais mon iPhone, et les gens étaient fâchés, s'exprimaient et tout. Pis, j'étais comme "Yo, c'est trop real, laisse-moi filmé un peu". J'ai commencé à filmer un peu qu'est-ce que beaucoup de personnes disaient, et j'étais comme "Oh wow wow wow ! Y'a du contenu". Mon but, c'était de faire un montage, pis de sortir ça. Mais, mon téléphone a brisé. Ça m'a fait chier. J'étais comme "Ah ! Ça l'aurait été tellement bon". Après, la même journée, une amie à moi racontait

¹⁹ Bony Jean-Pierre est un homme noir de Montréal-Nord assassiné en mars 2016 par un agent du SPVM lors d'une descente de police. Suite à son meurtre, une révolte a enflammé l'arrondissement de Montréal-Nord. Bien que s'étant déroulé à quelques coins de rue de l'endroit où Fredy Villanueva a été assassiné, sa mort n'a pas eu le même impact sur la mémoire collective nord-montréalaise.

une histoire qui lui était arrivée à une station-service pis tout. Pis après, je me suis dit, “Okay, mon truc n’a pas marché, mais hey, tu serais-tu down de raconter ça devant une caméra?” Elle était comme “Ouais”. Là, je l’ai filmé quand elle a racontait son histoire, je l’ai mis sur la page Facebook. J’ai voulu créer une page, et là je me suis dit “Comment je pourrais appeler ça?” Et j’étais comme okay, j’aime beaucoup *Tout le monde en parle*. Okay, tsé *Tout le hood en parle*. » (Entretien #18)

Cet extrait illustre de quelle façon certains événements peuvent être rapportés différemment selon la positionnalité de la personne qui parle. Les médias ont rapporté de manière « conventionnelle » les révoltes entourant la mort de Bony Jean-Pierre en axant leur angle d’analyse de leurs articles sur la thématique de la sécurité. Ainsi, 46 % des articles associés au mot-clé « Bony Jean-Pierre » ont été classés dans cette thématique. Cet exemple éclaire les différentes perspectives qui peuvent être prises pour couvrir un même événement et l’influence du caractère racial de la personne qui diffuse l’information dans ce choix.

Dans le même courant, le fait de diversifier les salles de rédaction permet d’élargir les façons d’appréhender l’actualité. Ainsi, toutes les personnes interviewées dans le cadre de cette recherche affirmaient que la diversification des salles de rédaction serait un apport positif aux récits médiatiques. De plus, ce qui est frappant, ce sont les nouvelles perspectives qui sont apportées lorsque des personnes ne s’identifiant pas à la majorité visible participent aux salles de rédaction comme les deux exemples suivants rapportés par des journalistes rencontrés dans le cadre de cette enquête :

« Tsé [nom de sa collègue], tsé, c’est un bon exemple. C’est une fille biculturelle de Limoilou. Elle parle souvent du hood à Limoilou pis je te dirais que c’est un discours qui est proche de ce qu’on voudrait avoir pour Montréal-Nord, ce qui manque dans les médias pour Montréal-Nord. Tsé, elle peut parler, elle a fait une fois une entrevue avec un gars qui est sortie de prison, qui a fait comme deux ans de prison, je pense pour trafic de drogue pis qu’il habite dans Limoilou. Déjà il compte toute son expérience d’avoir été arrêté et d’être allé en prison, et c’est un gars noir. J’étais comme “Ah, ce n’est pas quelque chose qu’on entend souvent dans les médias”. Pourquoi cette fille-là est allée là, c’est parce que c’est sa sensibilité à elle, et c’est l’univers social duquel elle vient. [...] De par sa sensibilité, je pense qu’elle aurait été intéressée par ce sujet-là beaucoup plus qu’un gars qui a grandi sur la Rive-Sud, qui a fait son bac en journalisme à l’UQAM, aurait pu le faire. » (Entretien #3)

« Tu vois, une autre stagiaire [nom de la stagiaire]. Elle était noire aussi, née ici, mais de parents, je me souviens plus, une île des Antilles, mais c’était pas Haïti. Mais elle, tu vois la controverse autour de *Slav*, ça l’a beaucoup

touchée, pis elle nous a suggéré un reportage auquel on n'aurait pas pensé non plus et on l'a publié. Elle me disait "Le Musée des Beaux-Arts avec l'exposition sur Picasso et l'art africain ? Voilà, pourquoi eux ne se sont pas attirés de controverse d'appropriation culturelle, je pense que ça serait intéressant d'interviewer Natalie Bondil là-dessus et puis de la faire commenter là-dessus, etc". Je lui ai dit "Oui, c'est une bonne idée, c'est vrai". Comment une autre institution culturelle montréalaise a évité de tomber dans l'appropriation culturelle ? C'est ça, c'est riche, c'est ben l'fun. » (Entretien #4)

Néanmoins, cette prise de parole publique peut aussi entraîner des contrecoups tel qu'illustré par cet extrait d'entretiens des craintes ou des menaces rapportées par l'expérience d'une journaliste racisée, collègue de la personne interviewée :

« Ouin, elle est née ici, mais tsé, elle a été victime de beaucoup de racisme de certains lecteurs, de discrimination. C'est sûr que son expérience personnelle peut influencer ses écrits pis sa façon de voir. Pis, elle s'intéresse beaucoup au sort des jeunes pis aux histoires d'immigration pis tout ça. » (Entretien #4)

Malgré la difficulté de cerner la blanchité des salles de rédaction, il est possible de mettre en lumière, par les données récoltées dans cette recherche, les manières de faire des médias qui tendent à marginaliser de manière négative des espaces mis à l'écart de la centralité médiatique et urbaine par le manque d'effectif issu des communautés racisées.

Finalement, la crise médiatique actuelle, qui entraîne une plus grande présence des récits institutionnels et policiers dans les récits médiatiques, ainsi qu'une définition de la neutralité médiatique à géométrie variable font en sorte de produire un Montréal-Nord médiatisé qui spectacularise l'image que les personnes qui ne connaissent pas cet arrondissement s'en font. En ce sens, c'est au travers de ces images que l'on apprend à connaître Montréal-Nord et que moi-même j'ai d'abord connu cet arrondissement. Les récits médiatiques sont une source de stigmatisation de l'arrondissement de Montréal-Nord. La récurrence de récits médiatiques qui se concentrent sur les thématiques de la sécurité en fait preuve. De ce fait, l'émergence de collectifs citoyens — comme Montréal-Nord Républik, Hoodstock ou le Comité de soutien à la famille Villanueva — appelle à des nouvelles formes de citoyenneté et tente de déconstruire l'espace conçu qui médiatise leurs interactions avec le monde extérieur. Ces dynamiques seront le sujet du prochain et dernier chapitre de ce mémoire.

Chapitre 5 – Le dialogue autour d’une controverse spatiale : Le cas de la Place de l’espoir

« [The connectivity of space] questions any politics which assumes that ‘locals’ take all decisions pertaining to a particular area, since the effects of decisions would likewise exceed the geography of that area; it questions the predominance of territorially based democracy in a relational world; it challenges an all-too easy politics which sets ‘good’ local ownership automatically against ‘bad’ external control (Amin, 2004). It raises the issues of what might be called the responsibilities of the local: what, for instance, might be the politics and responsibilities towards the wider planet of a world city such as London? »

Doreen Massey, *For Space*, 2005 : 181

« Fais pas comme si tu nous voit pas. On flash sur la map. Fais pas comme si tu nous vois pas.

Dave Le’Soul et Hyper de Mobsterz, *Sur la map (Mtl-Nord)*, 2012

« Ils ne viennent pas de Montréal-Nord ». J’ai régulièrement entendu cette phrase tout au long de mes recherches, phrase souvent utilisée pour délégitimer les propos et les actions d’un organisme communautaire, des collectifs citoyens ou encore des individus composant la mairie d’arrondissement. En d’autres mots, l’accusation de « ne pas venir de Montréal-Nord » visait presque toujours à décrédibiliser un individu impliqué dans le quartier. À entendre cette phrase si souvent, j’en suis venu à me demander comment l’on qualifiait ce que c’était que de venir de Montréal-Nord? Quels sont les critères qui font d’un individu un vrai Nord-Montréalais ? Est-ce qu’il faut y être né ? Peut-être le fait d’y avoir grandi est suffisant. Ou plutôt, est-il nécessaire d’avoir fréquenté les écoles de l’arrondissement ? Sinon, peut-être que c’est seulement le fait d’y payer ces taxes qui nous permet d’affirmer notre appartenance à l’arrondissement. Mais encore là, après combien d’années à payer ces taxes peut-on dire que l’on vient de Montréal-Nord ? Et surtout, est-ce qu’une personne qui vit dans le secteur nord-est de l’arrondissement vient du même Montréal-Nord qu’une personne qui vit sur le boulevard Gouin ? Qui sait. Par contre, une chose est claire, c’est qu’il n’y a pas de consensus sur ce que c’est que de venir de Montréal-Nord ni sur ce qu’est vraiment le quartier. De manière simple, les

frontières d'arrondissement peuvent délimiter ce qu'est Montréal-Nord. Mais encore là, comment est-il possible de rassembler ensemble des milieux si différents — promenez-vous sur le boulevard Gouin et ensuite sur la rue Pascal, vous comprendrez ce que je veux dire — sous une même entité en tenant compte seulement de leur proximité géographique ? Le mot Montréal-Nord en vient alors à désigner une multitude de lieux et de réalités, tous circonscrit au sein des frontières de l'arrondissement, mais composé d'individus avec des vécus diamétralement différents et des conceptions de leur milieu de vie qui entrent souvent en conflit. L'affirmation « ne pas venir de Montréal-Nord » tend aussi à déposséder de leur relation au territoire ceux et celles que l'on accuse de cette affirmation puisque leur conception de leur milieu de vie n'est pas reconnue comme étant légitime. En ce sens, c'est une affirmation extrêmement violente puisqu'elle tend à ne pas reconnaître les relations que certains habitant·e·s développent avec le territoire.

J'ai vécu l'exemple le plus éloquent de cette situation lorsque j'ai été invité au Comité haute direction de la mairie d'arrondissement de Montréal-Nord pour présenter mes résultats de recherche. Lors de ma présentation, une conseillère m'interrompt. Elle n'est pas d'accord avec mes observations et semble échaudée par l'idée de stigmatisation qui ne représente pas ce qu'elle vit au quotidien. Elle me demande alors qui sont les personnes que j'ai interrogées pour arriver à ces conclusions. Je lui réponds que ce sont des journalistes, des intervenant·e·s d'organismes communautaires, des personnes impliquées dans le Comité de soutien à la famille Villanueva²⁰, une personne de la mairie d'arrondissement ainsi que trois citoyen·ne·s s'impliquant dans des organismes communautaires. En fait, je lui réponds que j'ai rencontré ceux et celles qui sont souvent interrogés dans les médias pour comprendre la relation entre ces personnes, les journalistes et le territoire. Je sentais cette personne très en colère. Elle me répond alors que ma recherche est biaisée puisque je n'ai pas interrogé « des citoyens, des personnes qui viennent vraiment de Montréal-Nord, des payeurs de taxes ». Bouche bée, j'ai continué ma présentation quelque peu ébranlée. Par la suite, en écoutant l'intervention que j'avais enregistrée, je me suis demandé en quoi le payeur

²⁰ Lorsque j'ai déclaré que j'avais rencontré des membres du Comité de soutien à la famille Villanueva, j'ai ressenti un grand malaise dans la salle. C'est peut-être seulement moi, mais j'ai eu l'impression que tout le monde autour de la table avait retenu leur souffle.

de taxes — individu invisible et mystique qui contribue à la société par son rôle d'utilisateur-payeur — était jugé comme un bon représentant de Montréal-Nord. En fait, en quoi le fait de payer ces taxes permet-il de devenir un représentant d'un arrondissement d'après les pouvoirs publics ? D'autant plus qu'un·e propriétaire d'immeuble, payeur·e de taxes, peut ne pas demeurer dans l'arrondissement ni dans la même province. C'est à se demander si la différence entre un·e contribuable et un·e citoyen·ne existe encore.

Ces propos illustrent aussi les types de personnes qui sont jugés aptes à représenter Montréal-Nord selon la mairie d'arrondissement : une simple visite sur le profil YouTube de la mairie d'arrondissement permet de voir quels initiatives, lieux et citoyens·nes peuvent prétendre à cette tâche. Pour comprendre la divergence des points de vue sur l'arrondissement de Montréal-Nord, je vous propose un exercice : allez visionner un vidéo de la mairie d'arrondissement qui présente Montréal-Nord à des futurs résident·e·s et un vidéo de rap de David Le'Seul à propos de son quartier²¹. Suite au visionnement des vidéos, il est difficile de concevoir que l'on parle du même espace.

Toutefois, les médias, eux, font circuler une image plutôt homogène de ce qu'est Montréal-Nord : un espace enclavé, dangereux et majoritairement composé de résident·e·s noir·e·s. Cette représentation spatiale, qui s'explique par différents processus déjà expliqués au chapitre précédent, tant à s'imposer aux lecteur·trice·s des médias qui s'accordent pour que cette représentation devienne le quartier, n'y ayant eux et elles-mêmes jamais mis les pieds. Face à cette représentation jugée stigmatisante, différent·e·s acteur·trice·s de l'arrondissement tente de redorer l'image de Montréal-Nord. Les stratégies qu'ils ou elles mettent en branle sont très différentes et parfois même entrent en conflit l'une avec l'autre. Dans ce contexte, quelle image de Montréal-Nord doit être mise de l'avant ? En apparence si simple, cette question soulève une controverse concernant qui et quels espaces sont dignes de représenter l'arrondissement de Montréal-Nord.

²¹ Le vidéo de la mairie d'arrondissement : https://www.youtube.com/watch?v=u-t5P8illXs&ab_channel=ArrondissementMontr%C3%A9al-Nord

La vidéo de David Le'Seul et d'Hyper de Mobsterz :

https://www.youtube.com/watch?v=cl4r24PmWJo&ab_channel=O%CA%8F%E1%B4%A0T%E1%B4%A0%E3%83%84

Dans ce contexte de controverse, l'émergence de collectifs citoyens qui remettent en cause les politiques d'aménagement avancées par les institutions publiques permet d'observer ce conflit comme un moteur territorialisant en plus de proposer un lieu de réappropriation positive du territoire. Puisqu'un ensemble d'acteur·trice·s est responsable de la production de l'espace urbain dans le cadre d'une controverse, il est possible d'illustrer que l'aménagement urbain n'est pas seulement produit par les champs institutionnels, mais bien par « tout segment de la société qui entend se constituer en sujet politique » (Raynaud, 1994 : 112). De cette façon, il devient pertinent d'interroger les actions performées par ces collectifs citoyens pour comprendre leur participation à la production d'espace à Montréal-Nord ainsi que les stratégies entreprises afin de reprendre la parole publique confisquée pour une partie des habitant·e·s de Montréal-Nord qui n'ont pas les opportunités de s'exprimer à propos des problèmes qui les concernent.

Ce présent chapitre tentera d'illustrer l'histoire d'une controverse spatiale. Dans un premier temps, une brève description des effets de la stigmatisation sur le sentiment d'appartenance des Nord-Montréalais·e·s permettra d'éclairer la perte d'ancrage opérée par les médias et les institutions publiques en s'attardant à survisibiliser la présence des gangs de rue. Dans un deuxième temps, l'émergence de collectifs citoyens plus particulièrement Montréal-Nord Républik et Hoodstock sera évoqué afin d'analyser de quelles façons les récits et les narratives proposés par ces collectifs demandent une nouvelle relation à l'espace : une relation qui cherche à renverser le stigmate en proposant un discours sur Montréal-Nord plus ancré au sein des représentations et des pratiques de ces habitant·e·s. Enfin, une étude de cas à propos de la Place de l'espoir - construite pour commémorer le dixième anniversaire de la mort de Fredy Villanueva et des événements entourant son décès - permettra d'observer les actions produites par une controverse spatiale sur la territorialisation d'espace public à Montréal-Nord. L'histoire de cette controverse spatiale illustrera les médiations territoriales qui se jouent dans la production d'espace en contexte de stigmatisation entre des institutions publiques qui tentent de contourner la stigmatisation et des collectifs citoyens qui désirent ancrer de manière territoriale les mémoires des Nord-Montréalais·e·s.

5.1 – Comprendre la genèse et les effets de la stigmatisation

La stigmatisation de Montréal-Nord est un processus structurel qui produit de la discrimination systémique. En ce sens, il est important de cerner les institutions et les pratiques qui font en sorte de créer ces inégalités²². Néanmoins, dans le contexte nord-montréalais, la stigmatisation de l'arrondissement est rattachée dans le discours public aux questions de criminalité, particulièrement l'implication présumée de jeunes racisé·e·s au sein des gangs de rue. Comme de fait, 9 % des articles de la base de données sont associés au marqueur « gang de rue ». Cette association entre Montréal-Nord, personne racisée et crime est bien décrite par une personne interviewée :

« Quand je te disais de parler de gang de rue, la triste réalité c'est que... L'impact des médias fait en sorte que les gens vont développer une crainte, même les gens qui travaillent dans Montréal-Nord, souvent. Je ne vais pas dire tout le monde, mais pour les gens qui viennent pas de là [Montréal-Nord], qui viennent de l'extérieur, souvent pour eux, ils font quelque chose d'exceptionnel de venir là, pis le mot gang de rue tsé, malheureusement, bin ça touche beaucoup les immigrants, les Noirs en particulier right ? T'as trois jeunes qui se tiennent ensemble, pis qui décident de faire une connerie bin, c'est une gang. Quand t'as des directeurs d'école, des enseignants, des travailleurs sociaux, des techniciens en intervention, qui te parlent du travail qu'ils font avec des gangs de rue... bin non ? C'est un élève, c'est un jeune. C'est pas un gang de rue. Toi t'as eu à travailler avec lui par rapport à ta job là, pourquoi tu me parles de gang de rue ? [...] Le mot gang de rue, il est... il a été très problématique je trouve, surexploité, surutilisé pis... là je t'amène ça un peu plus loin. Le phénomène de *Fugueuse*²³. Dans la vie des gens-là, un pimp, c'est moi. Avec une casquette comme ça, peut-être une chaîne, tu comprends, ça me ressemble moi, habillé comme ça... J'ai un bac, je travaille, mais dans l'image... C'est ça un pimp. Le problème que j'ai avec ça c'est que, quand il avait toutes les affaires de fugueuses, j'écoutais les nouvelles, pis là y montrent des citoyens qui disent : "Ah y'en a plein au métro". Après, le policier il disait que : "Ah, on n'était pas au courant de ce problème-là à tel endroit, on va faire des vérifications". Mais le commun des mortels qui parlent du pimp, il parle des Noirs qu'ils ont vus au métro. À un moment donné, je me suis rendu compte malheureusement, moi les jeunes avec qui je travaille à Montréal-Nord, ils sont majoritairement Noirs, Arabes... C'est eux qui sont vus comme des pimps. Ça nous touche de façon violente pis faut l'adresser ça, ce que ça crée dans l'imaginaire des gens qui finit par nous affecter nous dans notre vie de tous les jours. » (Entretien #10)

²² Le chapitre 1 de ce présent mémoire permet de retracer les processus structurels menant à la stigmatisation de Montréal-Nord.

²³ Télésérie québécoise très populaire diffusée par la chaîne TVA qui raconte l'histoire d'une jeune fille blanche qui se fait amadouer par des membres du crime organisé majoritairement noir pour offrir des services sexuels.

Plutôt que de tenter de comprendre en quoi ces individus sont devenus les boucs émissaires responsables de la défavorisation de Montréal-Nord, les institutions publiques tentent par tous les moyens de s'éloigner de cette image. Dans un contexte de guerre aux gangs de rue, considérés comme un problème racial où deviennent imputable sans possibilité de réhabilitation l'ensemble des individus formant ces groupes raciaux (Khalil et Rutland, 2019), différentes politiques publiques tendent à engendrer des formes de contrôle et de surveillance des corps, des pratiques et des espaces jugés racisés à Montréal-Nord. C'est dans cette logique que découlent des pratiques stigmatisantes de surveillance comme le profilage ou l'identification institutionnelle des quartiers dits « sensibles » (Boudreau, 2013).

Les politiques publiques qui tendent à surveiller le caractère racial de Montréal-Nord sont nombreuses. Si nombreuse que l'on lorsque j'ai demandé à une personne s'impliquant au sein du Comité de soutien à la famille Villanueva ce que représentait Montréal-Nord pour lui, cette personne m'a répondu :

« Pour moi Montréal-Nord, ça représente le quartier où les communautés racisées sont sous surveillance. Donc, d'une certaine manière, on les veut pas politisées, on les veut... dans une certaine notion de civilité. On les veut... avec les comportements les plus prévisibles possibles. » (Entretien #2).

Le contrôle des corps racisés est une pratique qui s'observe à Montréal-Nord que ça soit par l'interdiction de porter un durag à l'école secondaire Calixa-Lavallée (Nabbab, 2019) ou encore les pratiques de profilage racial exercées par les policiers (Charest, 2009 ; Courcy, 2009 ; Eid et al., 2011 ; Livingston et al., 2018 ; Armony, Hassaoui et Mulone, 2019). Cette forme de discipline a été aussi repérée lors d'un entretien avec un entraîneur sportif lorsqu'il explique pourquoi les jeunes athlètes arrivaient au tournoi en veston et cravate :

« On voulait casser ça. On voulait casser le style. Le jeune arrivait au tournoi de basket avec le veston, avec de la classe, parce que de un, on voulait déstabiliser les gens, parce qu'ils avaient cette attente du jeune, casquette, voyou, pantalons en bas des fesses, mais nous en partant on était élégant, on avait de la classe s'il vous plaît. [...] C'était plate de devoir faire ça, mais c'était le stéréotype du jeune de Montréal-Nord, pantalon taille basse, casquette et pas de classe... Mais cette image est constamment travaillée. » (Entretien #9).

De plus, la surveillance des pratiques des personnes racisées, particulièrement les jeunes, est évoquée par la volonté des organismes communautaires de sortir les jeunes de la rue en leur proposant des activités dans lesquelles ils doivent s'engager afin d'éviter d'être associé aux menaces de la rue (Khelifi, à paraître), ou par l'interdiction de flâner qui est placardée sur les devantures de plusieurs immeubles de logement ou de commerces, omniprésence qui démontre que « le fait de se tenir "dehors", dans l'espace public, est nécessairement corrélé à l'idée de transgression » (Jolivet, Bensiali-Hadaud et Khelifi, 2018). Le cartage des jeunes à la bibliothèque Henri-Bourrassa (a, 2019 b) est une autre forme de pratique qui stigmatise les jeunes, particulièrement racisés, en accroissant le sentiment de surveillance qu'ils ou elles ressentent en fréquentant ces espaces publics. Malgré la bonne volonté des organismes communautaires d'adopter des démarches antiracistes (Manai et Bensiali-Hadaud, 2019) il reste que les personnes racisées habitant Montréal-Nord ont parfois de la difficulté à faire pleinement confiance aux institutions publiques nord-montréalaises (Tannouche Bennani et Touré Kapo, 2019). Cette lutte contre la stigmatisation territoriale par les politiques publiques font en sorte d'accroître le sentiment de surveillance des individus racisés et semblent déposséder les habitant·e·s de Montréal-Nord de leur relation au territoire puisqu'ils et elles sont exclu·e·s ou ne se reconnaissent pas dans les institutions publiques et les nouveaux espaces urbains aménagés (Jolivet, Khelifi et Vogler, à paraître).

De cette façon, éloigner, surveiller et effacer le caractère racial des représentations spatiales de Montréal-Nord devient une tentative de contournement de la stigmatisation qui est perçue comme induite par la grande présence de personnes s'identifiant à une minorité visible qui résident à Montréal-Nord. La volonté de diffuser le caractère racial d'un quartier est raciste : pourquoi les personnes racisées ne pourraient-elles pas vivre ensemble ? Surtout, pourquoi ces espaces où se concentrent des personnes racisées sont perçus comme des ghettos qui doivent être dilués ? Alors que l'arrondissement d'Outremont présente un taux de 90 % de sa population s'identifiant comme blanc, il est à se demander en quoi le fait que 48 % de la population nord-montréalaise s'identifiant à une minorité visible soit perçu comme problématique (Montréal en statistique, 2018 a et b). Il semble que l'on désire seulement diffuser le caractère racial d'un espace ou parler de ghetto lorsqu'un grand nombre de personnes racisées vivent ensemble.

Afin de briser une « culture de la pauvreté » et de désenclaver ce que l'on perçoit comme un ghetto, les différentes stratégies qui cherchent « à javelliser » l'arrondissement de Montréal-Nord s'appuient sur la présupposition que la concentration de personnes racisées est quelque chose de suspect (Maynard, 2017). Plutôt qu'un problème produit par des processus discursifs et structurels, cette compréhension de la pauvreté comme une question de concentration spatiale et raciale suggère que ce phénomène peut être résolu en dispersant spatialement les personnes jugées comme pauvres et racisées. Or, cette compréhension simpliste de la pauvreté et de la relégation des personnes racisées dans des quartiers marginalisés déconnecte ces espaces de pauvreté des processus socioéconomiques qui les produisent et surtout des espaces où la richesse s'accumule (Crump, 2002) et où se concentre une majorité d'individus blancs. Ainsi, la naturalisation des inégalités, selon un prétendu « effet de quartier », rend obscur le rôle des politiques gouvernementales et des processus économiques dans la production et le maintien d'inégalités urbaines (Bacqué et Fol, 2007 ; Loyd et Bonds, 2018). À l'inverse, une compréhension de la pauvreté et de la concentration raciale comme étant des phénomènes mutuellement produit par les mêmes processus sociospatiaux racistes qui concentrent la richesse et les opportunités ailleurs (Pulido, 2000) permet d'éclairer la production d'inégalités comme ne venant pas d'un espace donné, mais plutôt produit par un ensemble de facteurs extérieurs au quartier (Slater, 2015). Il est nécessaire de voir les relations de pouvoirs qui peuvent structurer les relations entre les habitant·e·s de Montréal-Nord et le monde extérieur. Toutefois, il est aussi nécessaire de se rendre compte que les enjeux de défavorisation qui touche l'arrondissement de Montréal-Nord ne sont pas seulement des enjeux locaux, mais aussi reliés à des processus structurels — tels que le racisme systémique ou le néolibéralisme — qui font en sorte de marginaliser certains secteurs de la ville. Dans ce contexte, il est nécessaire de comprendre que l'ensemble de la population est responsable de la défavorisation de Montréal-Nord, pas seulement ceux et celles qui la subissent. C'est pour cette raison que « Montréal-Nord n'est pas un quartier défavorisé, mais bien un quartier que l'on défavorise » (Entretien #24).

De cette manière, il devient primordial de reformuler *par la base* les termes et les discours qui décrivent *par le haut* les espaces marginalisés — pratique qui a des

conséquences néfastes sur la perception de ces espaces. C'est dans cette perspective que l'émergence de collectifs citoyens doit être appréhendée comme demandant des formes de réconciliation et de réparation qui visent à faire reconnaître les origines de la stigmatisation et à entreprendre une forme de repossession de l'espace du quartier par ces habitant·e·s. La prochaine section tentera d'illustrer les formes de réappropriation du discours sur Montréal-Nord que les collectifs citoyens cherchent à entreprendre.

5.2 – L'émergence de collectifs citoyens : réappropriation du discours et nouvelle forme de citoyenneté

Afin de comprendre l'ancrage territorial des collectifs citoyens, il est nécessaire d'étudier leurs justifications puisqu'elles « permet [tent] notamment de comprendre le recours à des représentations spatiales dans leurs positionnements » (Opillard, 2018 : 130). De ce fait, la présente section analysera la construction des discours des collectifs citoyens — par les récits des personnes impliquées — comme une forme de légitimation de leurs actions. La mort de Fredy Villanueva fut un moment déterminant pour plus plusieurs personnes issues de Montréal-Nord qui se sont senties interpellées par la portée symbolique de ce meurtre qui s'attaquait à l'image du jeune nord-montréalais. Ainsi, deux personnes racontent comment la mort de Fredy Villanueva les a poussés à former Montréal-Nord Républik (M-NR), un collectif citoyen né suite aux révoltes d'août 2008 :

« Je devais faire quelque chose face à ce qui venait de se passer, pis je ressentais aussi de la colère parce que moi aussi tout ce que je me disais c'était : "Ok, ça s'est passé à 7 heures le soir dans le parc bondé, un jeune de 18 ans". Mon frère à l'époque avait cet âge-là aussi. Pour moi, ça l'aurait pu arriver à n'importe qui, pis je pense que c'est un peu ça la réflexion qui est arrivée à beaucoup de monde qui ont commencé à militer depuis la mort de Fredy. C'était vraiment comme : "Ça l'aurait pu être mon frère, mon cousin, ma sœur peu importe." » (Entretien #23)

« Dans l'inconscient populaire, on associera toujours un jeune de Montréal-Nord avec tout ce qui a de négatif. Et on s'en fout de la vie de ce jeune-là. Même au point qu'il mérite de mourir, pis que la police avait raison de tuer un jeune qui était dans un parc en train de jouer. C'est carrément illogique, mais c'est dire le manque d'empathie qu'on a pour tous les jeunes qui habitent ce quartier-là. Pour moi cette image-là, c'est celle-là que je veux déconstruire. Parce que ce jeune-là, ça l'aurait pu être moi. Ça l'aurait pu être mon ami. C'est quand même Montréal-Nord qui m'a construit, qui a fait qui que je suis aujourd'hui. » (Entretien #24)

C'est dans la foulée des événements d'août 2008 que M-NR a été fondé²⁴. M-NR se décrit sur sa page Facebook selon les termes suivants :

« Nous sommes un collectif de citoyennes et de citoyens du XXI^e siècle et nous nous sommes réunis pour demander la justice suite à la mort de Fredy Villanueva à Montréal-Nord, le 9 août 2008. Nous luttons dans notre quartier pour la justice sociale et contre le racisme, la discrimination et toutes les formes de profilages et de la répression des masses laborieuses tenues à la marge de la société. »

Les deux premiers instigateurs du collectif se sont rencontrés par l'entremise des médias. Will Prosper était sur place lors de la nuit des révoltes du 10 août 2008 lorsqu'il se fait interviewer par un journaliste de LCN lui demandant s'il approuvait les actes de « vandalisme ». Will Prosper a répondu une phrase qui a été reprise plus tard dans les revendications du collectif : « tant qu'il y aura de l'insécurité économique, il y aura de l'insécurité sociale » (Dufour, 2016 : 193) ainsi que « la marmite bouillait depuis longtemps » (Prosper, 2019 : 81). C'est grâce à cette entrevue en direct que quelques minutes plus tard, Guillaume Hébert sort de son logement à Montréal-Nord et prend contact avec Will Prosper. Réunis quelques jours après avec d'autres personnes partageant leur analyse, ils créent M-NR comme une « tribune pour faire entendre le sens politique de [leurs] revendications » (Prosper, 2019 : 82), revendications au nombre de cinq qui ciblaient avant tout les autorités municipales. Les cinq revendications sont fondées selon le présupposé suivant :

« Les citoyens de l'arrondissement de Montréal-Nord ont été les victimes majoritaires du profilage racial et du racisme de la part du SPVM au cours des dernières années. Il est important que le conseil d'arrondissement prenne les décisions appropriées pour éliminer ces actes discriminatoires à Montréal-Nord. De plus, en tant que représentant de la population nord-montréalaise, ils devront s'assurer de mettre en place les moyens de pression nécessaires envers la ville de Montréal pour que leurs citoyens ne soient plus les cibles de ces actions ségrégationnistes qui stigmatisent, fragilisent et excluent les futurs bâtisseurs de cette communauté. » (montrealnordrepubli.blogspot.com).

²⁴ Plusieurs autres collectifs ont aussi été formés dans la foulée des événements de 2008 comme la Coalition contre la répression et les abus policiers (CRAP) ou encore le Comité de soutien à la famille Villanueva. Divergents dans les moyens employés, ces collectifs visent approximativement tous à rendre justice à la famille Villanueva ou aux Nord-Montréal.e.s en fournissant du support technique, juridique et médiatique à la famille Villanueva ainsi qu'en proposant des solutions alternatives à la surveillance policière comme forme de gouvernance des secteurs défavorisés. Ces collectifs, bien que pertinents à notre analyse, ne seront que mentionnés afin de laisser plus de place à l'étude de l'émergence territoriale de collectifs citoyens s'associant explicitement à Montréal-Nord.

C'est selon cette perspective sur l'arrondissement de Montréal-Nord que M-NR propose les 5 revendications suivantes.

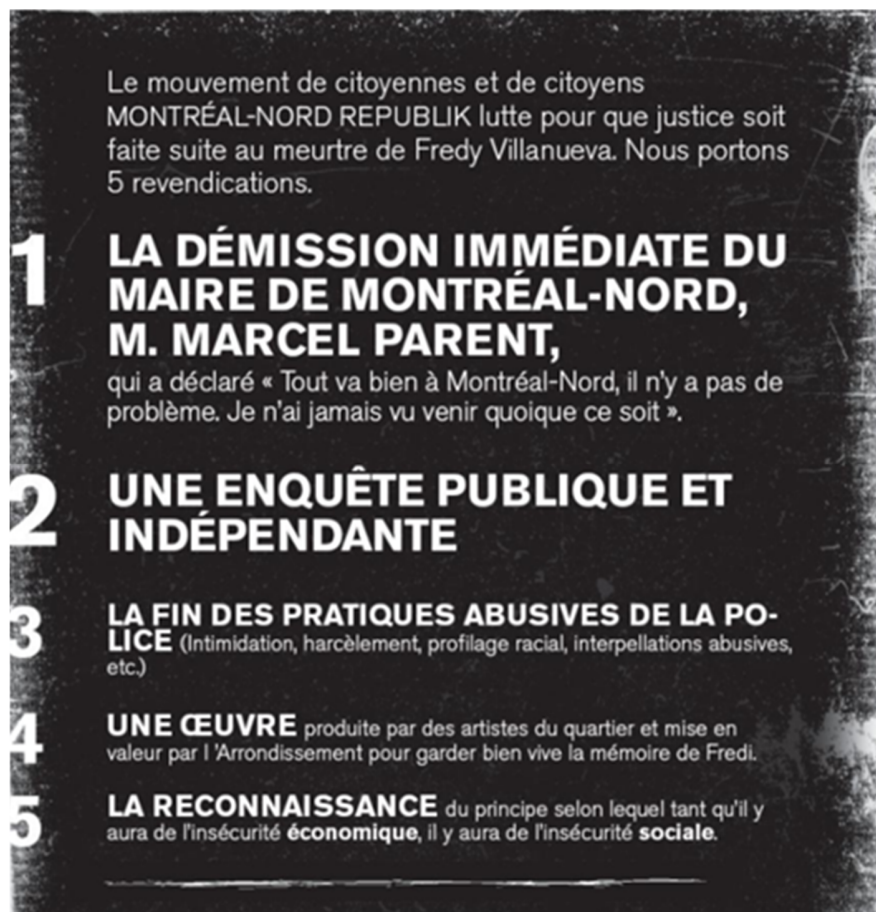


Figure 24. – Les cinq revendications de M-NR annoncée lors de la conférence de presse du 16 août 2008 et remise lors du conseil d'arrondissement de Montréal-Nord le 20 août 2008. (Source : <http://montrealnordrepublik.blogspot.com/>)

C'est le 20 août 2008 lors du premier conseil d'arrondissement de la mairie de Montréal-Nord que ces 5 revendications sont déposées lors d'une action où plus d'une centaine de personnes font irruption dans la salle du conseil municipal²⁵. Nargess Mustapha, première porte-parole de M-NR, est mandatée pour déposer les revendications à l'hôtel de ville en partie puisqu'elle permet de « contrer l'image entretenue des jeunes de Montréal-Nord : des jeunes hommes noirs impliqués dans les gangs de rue » (Dufour, 2016 : 194). Une des personnes présentes lors de cette action se rappelle comment c'était déroulé le dépôt des revendications :

²⁵ Vous pouvez visionner une partie de cette action à l'adresse suivante : https://www.youtube.com/watch?v=yrKwwa31hl8&ab_channel=tcd195454

« C'était une ambiance très... Comment j'peux dire ? Tu sentais que les gens étaient fâchés, tu sentais que les gens voulaient des réponses en fait, voulaient... Parce que même nous [M-NR] on répondait non seulement à ce qui venait d'arriver à ce moment-là, en déposant les revendications, mais aussi au fait que quand le maire aussi avait été interrogé par les médias, lui ce qu'il disait c'était comme "Ah bin moi, j'ai rien vu arriver, pis comme tout va bien" » (Entretien #23)

C'est ainsi qu'à leur arrivée sur la scène politique, M-NR a tout d'abord été perçu comme une bande de jeunes dérangeants. Leurs actions étaient vues comme brusques et violentes. Cette perception évoque surtout l'immobilisme et la peur des institutions en place qui selon les aveux du maire de l'époque avoue avoir « peut-être pas passé assez de temps avec les jeunes du coin » (Bonin, 2008). De cette façon, une personne impliquée au sein de M-NR décrit comment le collectif a été reçu à son arrivée sur la scène politique nord-montréalaise :

« Je te dirais que M-NR aussi on était vus comme les moutons noirs. Le monde nous aimait pas, le communautaire nous aimait pas du tout et l'arrondissement non plus. C'est parce que lorsqu'on est arrivé-e-s avec un discours nouveau, qu'on a été capable de nommer les choses publiquement pis médiatiquement. Ok, oui les organismes communautaires pouvaient reconnaître à l'époque même qu'il y avait du profilage racial, social envers les jeunes des minorités, pis des jeunes Noirs spécifiquement, mais en même temps c'était pas quelque chose qu'ils nommaient ou qu'ils entreprenaient dans leurs moyens. C'était pas quelque chose qui était mis de l'avant beaucoup. Nous, on a formulé quand même une grosse critique par rapport au communautaire qu'on répétait souvent soit dans les médias ou dans nos conférences et on était pas du tout aimé, si j'peux dire ça. Mais en même temps, comme je disais c'est comme ça qu'on a amené un discours qui justement nommait les choses, pis aussi on a créé un rapport de force qui existait pas avant non plus. » (Entretien #23)

M-NR a été créé pour se réapproprier le quartier par des techniques de « guérilla médiatique et urbaine » où « le collectif a pris par surprise les élites en les confrontant sur leur terrain de prédilection, les médias nationaux » (Hébert, 2011 : 149). Face à cette stratégie médiatique qui a déstabilisé les autorités d'arrondissement et municipales, celles-ci s'assurent de mettre un couvercle sur la marmite en claironnant que « tout va bien à Montréal-Nord » (Bonin, 2008), ce qui empêche de discuter des problèmes de fond tout en s'assurant de mobiliser les organismes communautaires pour stabiliser la situation. En effet, l'espace d'expression de ces organisations a été limité par « la logique perverse des subventions et de la dépendance institutionnelle [qui] a eu pour effet de refroidir toute velléité non conformiste dans le cadre de l'état de crise

résultant des émeutes » (Hébert, 2011 : 148). C'est dans ce contexte que M-NR est devenu une manière de « remettre en cause le pouvoir en place et créer de nouveaux espaces de délibération et d'organisation citoyenne » (Zaazaa, 2019 : 74).

Dans le but de se réapproprier Montréal-Nord, M-NR a organisé différentes actions afin de proposer un ancrage et des nouvelles formes de re-présentation (Kobayashi, 2009) plus en accord avec les pratiques des citoyen·ne·s de Montréal-Nord. Des marches de commémoration, des collectes de fonds, des pétitions et des débats citoyens avec les futurs candidat·e·s aux élections se présentant à Montréal-Nord sont des exemples d'activités qui ont été organisées au fil des ans par M-NR. La volonté de M-NR était de redonner la parole confisquée aux citoyen·ne·s de Montréal-Nord en les consultant et en s'assurant de leur donner une place au sein des prises de décisions tel que mentionné par une personne s'impliquant au sein de M-NR :

« On se demandait qu'est-ce qu'on peut faire pour essayer de canaliser ces énergies-là pis de mettre ça dans un projet ou quelque chose qui pourrait comme redonner justement la parole à la population nord-montréalaise. Parce que ce qu'on critiquait aussi c'est que à Montréal-Nord, ce qu'on voyait pis on le voit encore aujourd'hui c'est que c'est table de concertation sur table de concertation. Mais les citoyens et citoyennes ne sont pas tellement impliqué·e·s dans ce dialogue-là et tout ça et que même quand y'a des décisions qui sont prises, y'a un manque d'implication, pas que les citoyens n'ont pas la volonté, mais l'arrondissement et le communautaire n'ont pas les outils ou comme on dirait qu'il y avait rien en place pour dire "Ok, les citoyens ont droit aussi à la parole". C'était un peu ça qui se passait au sein du communautaire ou de l'arrondissement pis là on s'entend avec Deguire et Marcel Parent [les deux maires de l'époque] c'était horrible, comparativement à ce qu'on a aujourd'hui. » (Entretien #23)

Aujourd'hui moins actif, c'est plutôt par l'entremise d'Hoodstock que la volonté de donner une voix au chapitre à la population de Montréal-Nord continue de vivre. D'abord organisé par M-NR, Hoodstock est un événement né en 2009 qui visait à « célébrer » le premier anniversaire de la mort de Fredy Villanueva et à « célébrer la diversité culturelle et artistique tout en posant une réflexion critique sur les enjeux sociopolitiques qui animent la communauté de Montréal-Nord et les quartiers environnants » (Hoodstock, 2010). Inspiré du festival de musique Woodstock, le nom de l'événement a été choisi en référence à l'invitation du maire de l'époque Marcel Parent d'inviter l'Orchestre symphonique de Montréal (OSM) à donner un concert à Montréal-Nord afin de montrer

que l'arrondissement est un endroit paisible suite aux révoltes d'août 2008. Le concert de l'OSM a été perçu comme une métaphore du malentendu entre la mairie d'arrondissement et ses habitant·e·s puisque ce n'est pas le genre de musique écoutée par les résident·e·s de Montréal-Nord — surtout des jeunes (Dufour, 2016). De ce fait, lors l'événement d'Hoodstock 2009, plusieurs artistes hip-hop et rap locaux ont pu jouer sur scène, ce qui se voulait plus en phase avec les jeunes nord-montréalais·e·s. L'événement s'est clôturé par une marche en mémoire de Fredy Villanueva jusqu'au stationnement du parc Henri-Bourassa, le lieu de l'intervention policière funeste. Hoodstock a répété l'organisation de son événement en 2010 avant de prendre une pause jusqu'en 2016. Lors de ce premier événement, l'objectif était avant tout de « permettre à la population nord-montréalaise de se réapproprier les espaces publics, mais encore plus de se réapproprier la parole qui lui est trop souvent confisquée » (Hébert, et al., 2018 : 152).

C'est à ce moment qu'Hoodstock est devenu « un mouvement de concertation, de mobilisation et d'organisation collectives » (Zaazaa, 2019 : 78) qui a organisé entre autres le forum social de Montréal-Nord en partenariat avec les Forums sociaux mondiaux. Se détachant du militantisme de gauche ou des « faux-gressistes » (Zaazaa, 2019 : 77), Hoodstock cherche dès lors à aborder des enjeux qui touchent Montréal-Nord qui sont souvent mis de côté par certaines franges de la gauche (Deslauriers, 2016). Résolument plus ancré territorialement au sein de l'arrondissement, Hoodstock cherche désormais à reconnecter l'aménagement de l'arrondissement en produisant un espace plus représentatif des personnes qui vivent et fréquentent Montréal-Nord. Cette tentative d'ancrage est observable par les différentes actions territoriales menées par Hoodstock que ça soit le fait de rebaptiser le parc Henri-Bourassa en parc Fredy Villanueva, de proposer de nouveaux modèles de justices alternatives et réparatrices pour faire face aux enjeux de surveillance policière, le projet S.T.ARTS « qui a pour objectif de favoriser le développement de la culture du quartier et le développement de nouvelles technologies » (Hébert et al., 2018 : 154), de participer aux tables de négociations entre les instances publiques et communautaires ou encore d'organiser annuellement une journée de discussion permettant aux Nord-Montréalais·e·s de s'exprimer sur des sujets de leur quotidien.

Néanmoins, malgré une volonté de rendre la parole confisquée aux Nord-Montréalais·e·s, M-NR et Hoodstock ont rapidement été associés par le SPVM à l'image du jeune dangereux, majoritairement racisé, ce qui a incité les policiers à surveiller ces collectifs. Ainsi, lors du dépôt de leurs revendications au conseil d'arrondissement du 20 août 2008, plusieurs dizaines de voitures de police étaient stationnées dans un centre commercial à proximité pour éviter des affrontements. De plus, lors de l'organisation de la première édition d'Hoodstock, un forum social qui se déroule à Montréal-Nord, les organisateur·trice·s ont subi une tentative d'infiltration par les policier·ère·s du SPVM (Myles, 2009 ; CRAP, 2009). Une présence policière accrue à pied, en vélo et à cheval lors de la première édition de l'événement prouve la menace que représentaient une mobilisation citoyenne à Montréal-Nord pour les autorités locales.

Brisant les codes de la participation citoyenne en osant remettre en question les institutions publiques qui s'éloignaient de l'image que l'on se fait des jeunes de Montréal-Nord, M-NR et Hoodstock ont tôt fait d'être perçus comme étant composés d'individus extérieurs au quartier. Ce renvoi à une image extérieure est souvent formulé par les représentant·e·s d'organismes communautaires ou l'arrondissement de Montréal-Nord qui tentent de délégitimer les actions et les revendications des collectifs. Dans les faits, la grande majorité des individus qui participent aux actions des collectifs vivent ou ont vécu dans l'arrondissement, mais aussi « oui y'a des personnes qui ne l'étaient pas [de Montréal-Nord], comme y'a du monde qui ont grandi ici pis qui sont parties, donc c'était un pêle-mêle de différentes personnes » (Entretien #23). Ainsi, Hoodstock et M-NR ont fortement démontré l'intérêt de s'ancrer de manière territoriale au sein de Montréal-Nord et ont dû valider leur légitimité. De ce fait, l'association à une image jugée plus proche des habitant·e·s. de Montréal-Nord, plus particulièrement du « secteur nord-est, c'était beaucoup ce territoire-là que nos revendications touchaient » (Entretien #23), revendique beaucoup une réappropriation « positive » des codes de la culture hip-hop et de la marginalité urbaine américaine. Ainsi, c'est par l'utilisation des termes « hood » et « block party », des renvois à la culture hip-hop (Hébert, 2008) ou encore tous les référents esthétiques des affiches promotionnelles rappelant les codes urbanistiques des ghettos américains que les collectifs ont eu recours à des représentations spatiales (Lefebvre, 1974) utilisées « stratégiquement pour générer

l'adhésion des habitants » (Opillard, 2018 : 130). Le nom Républik, avec la lettre K à des fins esthétique, a aussi été choisi en fonction de l'étymologie du mot : « parce que *res*, ça veut dire la voix. Public, c'est *publica*, c'est la voix du peuple. Donc, c'est pour dire que c'est la voix du peuple. » (Entretien #24). M-NR a sélectionné ce mot afin de signifier sa volonté de re-présenter la population nord-montréalaise. De cette façon, les deux collectifs citoyens se rendent légitimes de re-présenter Montréal-Nord en s'associant à l'imaginaire spatial de marginalisation urbaine afin de devenir porte-parole de la jeunesse, particulièrement racisée, de cet arrondissement. Même le logo d'Hoodstock, qui utilise comme arrière-fond les photos du secteur nord-est dans les années 1970 (voir la Figure 6), illustre la démarche du collectif de se présenter comme porte-parole des injustices produites sur Montréal-Nord.

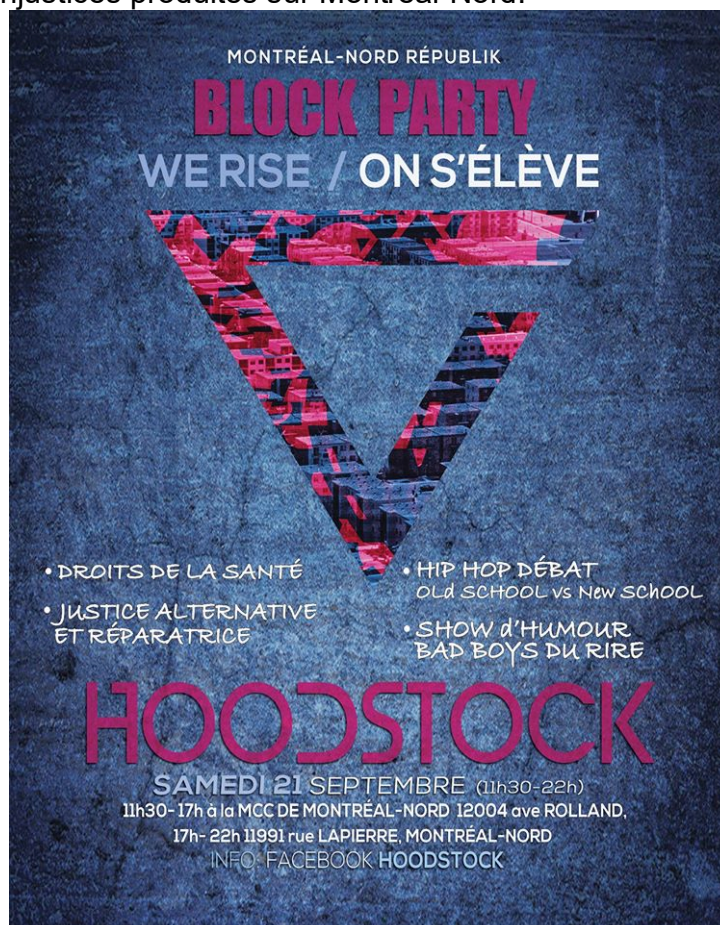


Figure 25. – L'affiche promotionnelle d'Hoodstock 2020. Le logo d'Hoodstock reprend comme arrière-fond les images d'archives du secteur nord-est de Montréal-Nord (comme celles de la Figure 6) afin d'illustrer les processus structurels responsables de la défavorisation de cette partie de l'arrondissement. Remarquez aussi l'utilisation de référent à la marginalité urbaine dans les activités proposées. (Source : Page Facebook d'Hoodstock)

Cette association territoriale à Montréal-Nord opérée par M-NR et Hoodstock permet de rendre légitimes leurs actions de revendications en créant un sentiment d'adhésion des Nord-Montréalais·e·s. Cette logique d'association aux codes de la marginalité urbaine se perçoit aussi dans la formation d'un autre collectif citoyen appelé Montréal-Noir, d'une plateforme web nommée Tout le hood en parle (TLHEP) et de la librairie Racine, tous possédant un ancrage à Montréal-Nord²⁶. S'associer à cet imaginaire spatial révèle la volonté de renverser le contrôle des représentations dominantes sur les espaces urbains marginalisés par une mobilisation qui reprend la possession sur ces discours par ces différentes actions citoyennes. Dans cette même perspective, la librairie Racine située à Montréal-Nord offre aussi une redéfinition de la marginalité urbaine telle que rapporté par une personne interviewée :

« La librairie Racine, c'en est une [une entreprise de parole citoyenne]. Je crois que c'est un lieu qui est créé pour décentraliser les échanges intellectuels à Montréal et les éloigner des pôles des centres d'éducation supérieure. Parce qu'on s'entend que les universités sont dans les centres-villes. [...] Mais, il y a des choses qui peuvent se passer hors des centres-villes, pis à un moment donné, c'est au monde qui habite au centre-ville de se déplacer. C'est plus tout le temps au monde de Montréal-Nord de perdre leur temps dans le transport pis de se rendre dans un colloque ou un forum qui a lieu à la même place que d'habitude. [...] Donc, je pense que c'est bien de décentraliser les échanges intellectuels, pis je dis ça parce que c'est des ouvrages soigneusement choisis qui ont une grande portée intellectuelle pis une grande valeur culturelle. [...] Toutes les langues, toutes les races, toutes les sortes de budgets sont bienvenues. C'est assez intéressant pour appeler le monde à se déplacer à Montréal-Nord. » (Entretien #8)

De plus, reprendre possession du discours sur Montréal-Nord, c'est aussi reprendre possession des révoltes qui ont tendance à stigmatiser l'arrondissement. Toutefois, en révélant le caractère politique de ces révoltes, il est possible de se réapproprier ces événements. Ainsi, Montréal-Noir et TLHEP sont tous les deux nés suite au meurtre de Bony Jean-Pierre, homme d'origine haïtienne tué par le SPVM en mars 2016, à Montréal-Nord — à quelques rues de l'endroit où Fredy Villanueva a été assassiné — et des révoltes qui s'en sont suivies. De cette façon, l'émergence même de ces

²⁶ Montréal-Noir est un collectif citoyen formé contre les dérapages policiers et le racisme envers les communautés noires ; TLHEP est une plateforme web qui tente de mettre de l'avant les témoignages, les histoires et les cultures de personnes racisées ; la librairie Racine est une librairie située à Montréal-Nord visant à mettre de l'avant les histoires, les cultures et les conditions de vie des personnes racisées. Pour un portrait synthétique des différentes actions de mobilisation, référez-vous à l'Annexe VIII.

mobilisations citoyennes cherche à reformuler la potentialité politique de ces révoltes en montrant la possibilité de canaliser ces formes d'expression politique sur une échelle de temps plus longue. Comme de fait, des discours ambiants « font des révoltes des quartiers populaires, aussi baptisées “émeutes”, des poussées juvéniles de violence dénuées de toute signification politique » (Bouamama, 2017 : 155). Or, en porte-à-faux à cette conception, les révoltes suite à des bavures policières deviennent dans ce contexte des formes concrètes et légitimes de prises de paroles par les habitant·e·s de Montréal-Nord. À ce propos, l'initiatrice de la plateforme TLHEP raconte :

« Après la mort de Bony Jean-Pierre, j'étais là, dans la rue, et il y avait beaucoup de choses qui se passaient. J'avais mon iPhone, pis les gens étaient fâchés, s'exprimaient et tout. Pis, j'étais comme : “Yo, c'est trop real, laisse-moi filmé un peu”. J'ai commencé à filmer un peu qu'est-ce que beaucoup de personnes disaient, pis j'étais comme “Oh wow wow wow, y'a du contenu”. [...] J'ai voulu créer une page [Facebook], pis là je me suis demandé comment je pourrais appeler ça. Et j'étais comme “Okay, j'aime beaucoup Tout le monde en parle. Okay, tsé Tout le hood en parle.” » (Entretien #18)

Cet extrait illustre la reformulation des codes de la marginalité urbaine ainsi que l'inscription spatiale des mobilisations citoyennes au sein des représentations et des récits des habitant·e·s de Montréal-Nord. Ainsi, ce témoignage permet de rendre compte que le conflit entre les institutions politiques et policières et les individus qui pratiquent le quartier peut engendrer « un processus de territorialisation » (Melé, 2008) pour les collectifs citoyens qui revendique une nouvelle vision territoriale du monde par leur action collective sur l'espace. Au-delà des modes de légitimation et des pratiques des collectifs citoyens, il est nécessaire de comprendre de manière plus directe la confrontation des acteur·trice·s au sein de l'inscription spatiale de l'aménagement urbain. L'étude de la controverse spatiale entourant l'aménagement de la Place de l'espoir à Montréal-Nord visant à commémorer les événements de 2008 permettra de comprendre dans l'action de quelles manières différentes représentations spatiales d'un même arrondissement peuvent entrer en conflit et produire un espace public.

spatiale²⁷

de vue des acteur·trice·s concerné·e·s.



2008)

²⁷ Une partie des analyses présentées dans cette section ont été incorporées à un article collectif (Jolivet et Khelifi, à paraître) qui m'a permis d'écrire une version plus succincte de ce texte.

Ainsi, la mairie de Montréal prenait le parti des policiers, tandis que le citoyen·ne·s de Montréal-Nord cherchaient à comprendre ce qui venait d'arriver et s'indignaient des événements. Dès lors, une controverse émerge sur le sens à donner à ces événements et aux solutions à proposer pour éviter que l'histoire se répète. Il n'est donc pas étonnant qu'une controverse entoure aussi les espaces de mémoire qui doivent commémorer ces événements.

L'étude des controverses spatiales en géographie (Lussault, 2001 ; Lemieux, 2007 ; Dumont, 2008) permet d'observer des processus de territorialisation où des négociations sont effectuées autour de l'appropriation symbolique de l'espace. Une controverse est un « cas spécifique de débat qui engage des acteurs s'opposant dans la définition de l'action collective sur l'espace » (Drozdz, 2012). Ce champ d'études émerge depuis la moitié des années 2000 en géographie (Opillard, 2018). À travers le prisme de la controverse concernant les actions territoriales à mener suite au meurtre de Fredy Villanueva, il est possible de souligner les interactions qu'entretiennent les institutions qui surveillent les individus qui pratiquent le quartier de Montréal-Nord et les collectifs de citoyens qui revendiquent une nouvelle représentation du quartier. L'étude des échanges que poursuivent les collectifs et les dispositifs de surveillance permettent de comprendre la stigmatisation territoriale à Montréal-Nord comme un processus dynamique et complexe qui se réactualise au quotidien et qui se manifeste particulièrement sur le plan spatial. De plus, l'observation du conflit permet de concevoir que l'espace urbain n'est pas seulement produit par les champs institutionnels, mais plutôt par un dialogue entre différents acteur·trice·s sociaux. Ainsi, c'est au cours de ces situations que « se déterminent non seulement les raisons d'exister "d'objets urbains" (quartiers, rues...), leurs statuts donc, mais aussi le sens de ces dispositifs, leur raison d'agir, leur légitimité » (Dumont, 2008 : en ligne) ce qui permet de percevoir la controverse comme un moteur de territorialisation construit par les pratiques des personnes impliquées dans la mobilisation.

L'objet de la controverse est la mort de Fredy Villanueva ou plutôt la commémoration de sa mort. La commémoration est un dispositif permettant l'organisation des mémoires et la construction identitaire par une localisation temporelle (Candau, 1998). En plus d'être

temporelle, la commémoration nécessite aussi de s'inscrire dans l'espace par la création de repères spatiaux, de lieux pour se rassembler, pour donner sens à la mémoire (Veschambre, 2008). Par rapport à la mort de Fredy Villanueva, il n'est pas anodin qu'annuellement la famille Villanueva ainsi que les collectifs citoyens et des habitant·e·s de Montréal-Nord se retrouvent sous le même arbre situé à quelques pas de l'endroit où le jeune homme a été tué pour se rassembler en sa mémoire. Les petites roches blanches apportées chaque année par sa mère laissent une trace indélébile signifiant ce lieu de commémoration non institutionnel.

Dans le cas de la controverse entourant la Place de l'espoir, l'appropriation symbolique de l'espace est la forme d'appropriation que je privilégie d'analyser puisque c'est avant tout la production d'un espace public où l'usage de symboles dotés d'une vitalité sociale et politique permet de « signifier que tel espace, tel lieu, tel objet est associé à un groupe, à une institution, à un pouvoir » (Veschambre, 2008 : 7). Bien que l'appropriation symbolique s'ancre aussi dans la matérialité des lieux par son expression, ses revendications et ses légitimations, il demeure que ce sont avant tout les stratégies symboliques qui seront étudiées afin de comprendre les formes d'ancrage territorial que les collectifs citoyens proposent d'inscrire dans cet espace public pour contrer l'expropriation mémorielle et territoriale poussée par les institutions.

Cette réflexion sur l'appropriation symbolique de l'espace s'inscrit dans un contexte de stigmatisation où, tel que mentionné ci-haut, l'image du jeune racisé membre de gang de rue est perçu comme responsable de la mauvaise presse faite sur l'arrondissement ce qui entraîne des stratégies visant à invisibiliser les pratiques, les espaces et les corps qui y sont associés. À une échelle plus large, c'est l'ensemble des pratiques, des espaces et des corps racisés que l'on cherche à surveiller à Montréal-Nord afin de contourner la stigmatisation territoriale de l'arrondissement. Ainsi, la commémoration des événements d'août 2008 et de la mort de Fredy Villanueva — qui ont été rattachés aux enjeux de « gang de rue » par les médias et la police — suscite des conflits d'appropriation spatiale au sein desquels plusieurs éléments du registre du symbolique sont évoqués. Au regard de mon questionnement, l'autre aspect nécessaire à prendre en compte, c'est l'importance des espaces publics urbains qui « ont représenté tout au

long de l'histoire l'un des paramètres essentiels de la construction de l'identité de l'individu comme celle de l'identité collective » (Ghorra-Gobin, 2001 : 9). De cette façon, au sein de ces espaces se jouent des luttes pour la légitimation et la hiérarchisation de ce qui être doit être marqué. Néanmoins, la capacité inégale de différents groupes à revendiquer une appropriation symbolique dans l'espace public se doit d'être soulignée. L'appropriation de l'espace par le marquage de celui-ci est « liée à la production, au réinvestissement de formes matérielles, véritables points d'appui pour manifester, exprimer, revendiquer une telle appropriation » (Veschambre, 2008 : 9). En d'autres mots, le marquage permet d'accéder à un effet de visibilité (Chivallon, 1999) essentiel à la construction de la légitimité des acteur·trice·s sociaux. Néanmoins, l'accessibilité à ce marquage dans un contexte de stigmatisation — et donc à l'appropriation symbolique de l'espace — est à géométrie variable puisque certains acteur·trice·s sociaux ne sont pas reconnu·e·s comme légitimes pour représenter l'espace par les institutions publiques responsables de concevoir l'aménagement urbain. Ces négociations autour de l'appropriation symbolique de l'espace sont hautement visibles au sein de la controverse entourant l'aménagement de la Place de l'espoir.

En juin 2018, dix après les événements, la mairie d'arrondissement annonce sa volonté de construire une place publique en l'honneur de l'espoir des habitant·e·s de Montréal-Nord. Ni le nom ni le visage de Fredy ne devait apparaître nulle part. En fait, les résident·e·s étaient plutôt invité·e·s à participer à des ateliers d'écriture-thérapie accompagnés par des écrivain·e·s pouvant les aider à mettre en mots leurs émotions par rapport aux événements de 2008. Les messages ont ensuite été imprimés sur un papier acrylique, seulement disponible par l'entremise de l'arrondissement de Montréal-Nord, puis enterrer dans une capsule temporelle mise au centre de l'espace public. La capsule temporelle sera ouverte en 2065 lors du 150^e anniversaire de fondation de l'arrondissement de Montréal-Nord.



Figure 27. — La conférence de presse du 28 juin 2018 pour annoncer l'aménagement de la Place de l'espoir sur le lieu de son futur emplacement. (Source : Antoine Vogler)

Cette décision a été accueillie favorablement par certains organismes communautaires. Toutefois, l'ensemble des personnes rencontrées dans le cadre de cette recherche, et plus particulièrement les collectifs citoyens, ont plutôt souligné l'absence de lieux d'expression où la censure de tous les détails faisant référence à Fredy Villanueva cache les réalités de profilage racial et d'exclusion sociale responsables de sa mort et toujours présentes à Montréal-Nord. La capsule temporelle a été vivement critiquée puisqu'elle semblait vouloir censurer la mémoire des événements, particulièrement à cause de la longueur d'ouverture de la capsule temporelle.

« 2065, pour moi, c'est une joke. Donc, le milieu communautaire on a fait une position où ce qu'on dit qu'on ne peut pas supporter ça. On dénonce ça. Ce n'est pas correct. Il faut mentionner, dire les vraies choses. Tsé si on ne veut pas qu'elles se reproduisent, il faut qu'on aille ce courage-là. Moi je comprends que les élus doivent être un peu solidaires avec l'institution de la police. Mais aussi, eux [la police] ils ne veulent pas qu'on parle de la brutalité policière. Mais le commun des mortels est capable de dire que si en dedans de 57 secondes, y'a un mort et deux blessés, y'a quelque chose qui s'est mal passé dans l'intervention. *Rires.* » (Entretien #10)

« 47 ans. Comme on disait, c'est le temps d'une autre vie, c'est une autre génération complètement, ça perd le contact avec les enjeux actuels qui sont extrêmement complexes qui ont entouré l'incident. Tsé le racisme systémique, la discrimination raciale et sociale, le profilage racial, la brutalité policière... » (Entretien #8)

« À mon avis, c'est pas une acceptation de ce qui est arrivé. C'est [la personne interviewée fait un mouvement de balayer avec ses mains]. C'est ça, régler un problème. C'est comme quand tu lèves un tapis, tu mets la poussière en

dessous et tu fermes le tapis. Voilà, c'est réglé. Tout est propre. *Rires*. C'est pas que tout est propre, mais tout est dedans. On fait plein de blagues. Moi je dis, personnellement je vais organiser un BBQ quand on va ouvrir ce truc-là. Il y a personne qui va être là. Tu vois, on va être tous morts.» (Entretien #6)

« Ce qu'on essayait d'expliquer à la mairesse aussi c'est que si tu veux créer une Place de l'espoir, pourquoi tu veux créer un espace de commémoration ? Surtout si t'es même pas capable de nommer les causes qui ont fait en sorte que tu vas créer une Place de l'Espoir. Tu pouvais quand même voir un écart à quel point ces personnes-là, qui sont censées être là pour la population sont complètement déconnectées de la réalité pis sont même pas capables de formuler une phrase qui pourrait expliquer pourquoi ils voulaient aménager cette place. C'était beaucoup de la langue de bois. » (Entretien #23)

Cette décision de la mairie d'arrondissement a été ainsi perçue comme une volonté d'éradiquer les souvenirs des événements puisque la disparition des personnes impliquées et l'absence ou l'effacement des traces sont deux manières pouvant enrayer la transmission de la mémoire (Veschambre, 2008). De plus, l'absence de marque à la mémoire de Fredy Villanueva était aussi vivement critiquée, puisque la Place de l'espoir est située à quelques mètres de l'endroit où il a été tué. Cette volonté de la mairie d'arrondissement de ne pas souligner la mémoire de Fredy Villanueva s'inscrit dans un historique où toutes les tentatives de marquer Montréal-Nord en son honneur se sont vues bloquer par les autorités locales. En effet, les collectifs citoyens ont tenté par divers moyens de marquer le parc Henri-Bourassa à la mémoire de Fredy Villanueva que ça soit en changeant le nom du parc Henri-Bourassa en Fredy Villanueva ou en tapissant le mur de l'aréna Henri-Bourassa — face à l'endroit où Fredy Villanueva est mort — d'une murale à son effigie. Ces deux exemples de marquage commémoratif ont été abandonnés suite au refus des institutions publiques de répondre à ces demandes. Les monuments temporaires de commémoration mis en place par la famille Villanueva a même déjà été vandalisé par un policier du SPVM ce qui démontre une autre tentative d'effacer le souvenir de ces événements de l'espace nord-montréalais (Blais, 2013). Lors du centenaire de l'arrondissement de Montréal-Nord en 2015, une murale devait même être peinte sur ce mur en rappelant les événements marquants de Montréal-Nord, sans mentionner les révoltes de 2008 ou la mort de Fredy Villanueva, ce qui avait créé une controverse entourant la mémoire collective de Montréal-Nord qui devait figurer sur la murale :

« Les citoyens se sont impliqués dans les démarches pour la murale. Et tout le monde disait qu'il voulait le visage de Fredy Villanueva là-dedans, tu vois. Si la murale avait été faite ailleurs, on n'en aurait pas parlé. Moi, ce qui vient me chercher là-dedans, c'est qu'il y a un moratoire à Montréal-Nord pour les murales maintenant. Moi, je veux en faire à Montréal-Nord, je pense que c'est une solution. Mais on a pas le droit pour l'instant. Depuis, l'année passée, c'est pas public. Et c'est tellement pas clair, que je suis allé demander pourquoi. Et c'était logiquement à cause de la murale [en l'honneur de Fredy Villanueva] et tout, tu vois. Encore une fois, tu vois que c'est une mauvaise décision, c'est encore la négation des problèmes. Une murale égale problème, ils se disent "Non, on ne veut pas de murale parce que ça amène des problèmes". On ne peut pas fonctionner comme ça, encore tout mettre sous le tapis. » (Entretien #6)

Ce désir de masquer et d'effacer ces réalités plutôt que de les nommer au sein de l'espace public urbain fait en sorte de priver certains groupes et habitant·e·s de leur capacité à marquer et à s'approprier l'espace de leur quotidien (Veschambre, 2008). Puisque la mémoire a besoin de repères matériels et spatiaux pour se fixer et se construire (Halbwachs, 1997), la volonté initiale des institutions publiques de masquer certaines réalités rend illégitime l'appropriation de l'espace par les collectifs citoyens, la famille Villanueva et les habitant·e·s du secteur qui désirent ancrer cette mémoire au sein de l'espace public de leur quotidien. Ce processus d'effacement empêche une réconciliation de la part des institutions qui ne reconnaissent pas l'apport et les retombées significatives qu'a eues la mort de Fredy sur la société québécoise comme la création du Bureau des enquêtes indépendantes ou les consultations publiques sur le profilage racial. « C'est comme enterrer une deuxième fois Fredy Villanueva » rapporte Will Prosper, cofondateur de M-NR, au journal *Le Devoir* (Caillou, 2018).

Plusieurs individus et organismes communautaires se sont retirés ou ont signifié leur désaccord dans ce projet d'aménagement, dont les collectifs citoyens, mais aussi deux autrices devant aidées les citoyen·ne·s à rédiger leur mémoire et une conseillère d'arrondissement. Renée-Chantal Belinga, une conseillère d'arrondissement que l'on racise comme noire, s'est retirée d'Ensemble Montréal²⁸ afin de manifester son désaccord quant au refus du conseil d'arrondissement de nommer ce qu'il se doit d'être nommé. Suite à sa décision de siéger comme candidate indépendante, cette conseillère d'arrondissement a été l'objet d'intimidation et de discrimination dans le cadre de son

²⁸ Le parti politique qui a remporté les élections municipales à Montréal-Nord et qui dirigeait les opérations entourant l'aménagement de la Place de l'espoir

travail par d'autres membres du conseil d'arrondissement (Goudou, 2018). Ces actes d'intimidation s'associent à la surveillance opérée par les institutions étatiques à Montréal-Nord sur les individus racialisés qu'il soit en désaccord ou mort.

Ces retraits ont isolé l'arrondissement de Montréal-Nord qui a dû revoir l'aménagement de la Place de l'espoir pour arriver à un consensus qui a laissé des traces dans le processus de territorialisation de cette controverse. Suite à cette levée de réactions négatives, la mairie d'arrondissement, certains organismes communautaires et les collectifs citoyens ont formé un comité appelé *Panser les plaies*²⁹ qui visent à ouvrir un espace de négociation³⁰ autour de la Place de l'espoir. Cet espace de négociations rend visible la controverse sur le marquage de l'espace public tel que mentionné par un intervenant communautaire ayant participé au comité *Panser les plaies* :

« Hoodstock, la famille de Fredy, ça fait longtemps qu'ils demandaient une murale, une plaque, quelque chose de commémoratif. Pis on a travaillé à trouver quelque part, quelque chose qui rendrait la ville à l'aise, qui rendrait les vrais facteurs, qui serait corrects avec tout ça. Pis de là a été pondu un texte, que moi je trouve qu'il est correct, mais tsé juste, d'avoir été obligé de passer autant de temps à trouver les bons mots, ça te donne une idée de la tension pis de la réalité. » (Entretien #10)

Découlant de ces négociations, les collectifs citoyens ont réussi à inscrire le nom de Fredy Villanueva sur la plaque commémorative de la Place de l'espoir. Cette décision de mentionner le nom de Fredy Villanueva sur la plaque commémorative, appuyée par les organismes communautaires et différents groupes de pression, a été acceptée par la mairie d'arrondissement tout en ajoutant la phrase « Ce jeune vit dans nos cœurs » qui était chère à la famille Villanueva³¹. De plus, l'ajout « des gens d'ici » à la Place de l'espoir a été proposé afin de rappeler le marquage du territoire par les habitant·e·s de Montréal-Nord et que techniquement Fredy Villanueva et les deux jeunes atteints par le policier — Jeffrey Sagor-Métellus et Denis Meas — sont aussi « d'ici ». Or, la formulation « des gens d'ici » ressemble plus à un euphémisme pour éviter d'associer

²⁹ Panser, mais aussi penser.

³⁰ Pour rester plus prêt d'une personne impliquée dans ce processus issu des collectifs citoyens, j'utiliserai le mot négociation plutôt que dialogue puisqu'elle m'a mentionné : « J'aime pas le terme dialogue, parlons de démarches de négociations si je peux dire avec l'arrondissement. Dialogue, je trouve que c'est trop soft. Pis on dirait que ces temps-ci beaucoup de monde utilise ce terme-là. C'est très tendance, surtout à Montréal-Nord, on parle beaucoup de dialogue, de vivre ensemble. » (Entretien #23).

³¹ Cette phrase chère à la famille Villanueva illustre le seul endroit où il est possible de marquer la mémoire de Fredy Villanueva étant donné le refus des institutions de marquer son nom dans la pierre.

les noms des individus impliqués à la commémoration, empêchant une reconnaissance complète du caractère racial de ces événements. La phrase « ce jeune vit dans nos cœurs » ainsi que les citations de Nelson Mandela, d'Antoine de Saint-Exupéry et de Gabrielle Roy qui concluent la plaque commémorative illustrent bien cette euphémisation raciale où l'on sélectionne des extraits axés sur un avenir commun sans prendre en compte les enjeux actuels de réparation qui devraient conclure une réelle prise en compte des enjeux entourant ces événements. La décision a tout de même convenu à la famille Villanueva qui était satisfaite de réussir à inscrire le nom de leur fils ou de leur frère dans l'espace public. Le texte inscrit sur la plaque commémorative va comme suit (la typographie a été copiée de l'actuelle plaque) :

LA PLACE DE L'ESPOIR

L'espoir des gens d'ici...

Il ne méritait pas de mourir.

D'après le Rapport d'enquête publique d'André Perreault, coroner

La place de l'Espoir a été inaugurée lors de la Journée internationale de la paix de 2008, 10 ans après la mort du jeune Fredy Villanueva survenue lors d'une intervention policière et qui a été suivie d'émeutes qui ont bouleversé la communauté.

Un message pour nous

Cette place porte en elle les aspirations et les rêves des gens d'ici et tous ceux et celles que les événements du mois d'août 2008 ont marqués. Cette place sera, et pour toujours, un lieu de retrouvailles, de rencontres, d'expression et d'espoir pour un meilleur avenir.

Dans le banc de l'espoir se trouve une capsule temporelle qui contient leurs pensées, écrits, dessins et photos. Cette capsule sera ouverte en 2065 à l'occasion du 150^e anniversaire de Montréal-Nord.

Ce jeune vit dans nos cœurs.

« Nous travaillerons ensemble pour soutenir le courage là où il y a la peur, pour encourager la négociation là où il y a le conflit, et donner l'espoir où règne le désespoir »

Nelson Mandela

***« L'avenir n'est jamais que du présent à mettre en ordre.
Tu n'as pas à le prévoir, mais à le permettre. »***

Antoine de Saint-Exupéry

« Il ne faut jamais dire que l'espoir est mort. Ça ne meurt pas, l'espoir. »

Gabrielle Roy

Sur le côté gauche, un plan de la Place de l'espoir rappelle la signification des différents éléments constituant cet espace de commémoration tel que le cercle pour l'harmonie, l'unité et le multiple ou le lilas japonais signifiant l'innocence, les souvenirs et l'amour³².

La Place de l'espoir a été inaugurée le 21 septembre 2018 lors de la journée internationale de la paix. Sous un ciel orageux, la mairie d'arrondissement a libéré des papillons en même temps qu'une conseillère municipale interprétait de sa voix mezzo-soprano des chansons de Jacques Brel. Lors de la coupure du ruban, vert pour symboliser l'espoir, une foule de dignitaires politiques se bousculaient pour être en bonne posture dans l'objectif des photographes de presse, laissant peu de place à la mère et à la sœur de Fredy qui ont dû jouer du coude pour être au premier rang de la cérémonie.



Figure 28. – Bousculade autour de l'inauguration de la Place de l'espoir le 21 septembre 2018.
(Source : Antoine Vogler)

Suite à l'aménagement de la Place de l'espoir, la mairie d'arrondissement constate qu'elle a réussi à mettre ces événements dans le passé tel que mentionné par une personne interviewée travaillant au sein de cette institution :

³² Pour une image de la Place de la Place de l'espoir, référez-vous à l'Annexe VII.

« Cette situation-là, on l'a vécu, on a accepté que c'était arrivé. Tsé là, c'est pu du présent, je pense. Pis même les gens en parle pu, c'est comme fini. Autant que quand on en parlait encore cet été, c'était du présent, alors que là ce que j'ai l'impression, c'est qu'est-ce qui est arrivé en 2008, on l'a replacé en 2008. Oui, c'est arrivé, c'est triste, c'est terrible. Mais, en même temps, la vie doit continuer. Tsé, donc c'était comme cette espèce de transition qu'on a dû faire, qui a pris du temps, qui nous a fait un peu mal au niveau des médias, parce que c'est sûr que ça venait cristallisé encore plus l'idée de tout le monde, mais en même temps, qui a permis à la communauté de faire la paix avec ça et c'est pas pour rien qu'on voulait faire ça le Jour de la paix, le lancement. De boucler cette boucle-là. Donc, en mon sens, même si ça nous a pris du temps, on a gagné pour la suite. Parce que je pense que ça va être plus facile, parce qu'il n'y a plus cette épée-là au-dessus de notre tête. Tsé, personne osait en parler. C'était comme un tabou. En fait, ça me fait toujours penser l'image qui me vient en tête, c'est dans Harry Potter, tsé Voldemort, personne ose en parler, mais tout le monde sait c'est qui tsé. C'était quasiment rendu ça un peu... » (Entretien #20)

De cette façon, la Place de l'espoir devient un peu un lieu de mémoire obligée (Ricoeur, 2000) puisque dans le cadre de cette controverse, les institutions ont utilisé la commémoration afin de produire une mémoire commune qui assoit leur légitimité sur le souvenir de ces événements. En enterrant jusqu'en 2065 les mémoires des Nord-Montréalais·e·s — et seulement ceux et celles qui ont participé au processus —, les institutions publiques gardent le contrôle sur les opinions mises dans la capsule temporelle et ferment le débat sur les interprétations futures de ces écrits. Or, la commémoration suscite des intérêts contradictoires qui perdurent, puisque contrairement à l'impression de voir les événements de 2008 figés dans le passé, plusieurs personnes interviewées rappelaient que ces événements n'étaient pas totalement mis dans le passé selon eux et elles :

« Ouais, elle [la mairesse] m'a shooté ça, comme en voulant dire "Ok on va passer à autre chose". Pis, j'étais comme "Moi, je ne passerai jamais à autre chose, je suis désolée". On dirait qu'il y a beaucoup de monde qui attendaient ce moment-là du communautaire pis de l'arrondissement pour faire comme "Ok, enfin on passe à autre chose" comme en voulant dire ils [les collectifs citoyens] vont arrêter de nous faire chier avec ça. Parce que je veux dire toutes les fois qu'ils ont essayé d'enterrer Fredy, et bien nous on revenait avec quelque chose parce qu'il y a toujours quelque chose qui arrivait là que ce soit par rapport à la murale ou durant l'enquête publique. Anyway... » (Entretien #23)

« Parce que pour eux [la mairie d'arrondissement], ils se disent "On a fait notre travail". Comme dit la mairesse "On a bouclé la boucle". À mon avis, non. À mon avis, ils vont revenir toujours avec cette justification : on a fait ce que

vous vouliez. Eux, ils sont convaincus que c'est terminé, alors que pour moi, rien n'a été clairement réglé. » (Entretien #6)

De plus, l'emploi d'écrivain·e·s-thérapeutes et l'utilisation de papier acrylique qui résiste à l'épreuve du temps sont aussi deux pratiques qui peuvent limiter la liberté d'expression de ce processus de commémoration puisque tous les deux impliquent un rapport à l'autorité qui peut nuire à l'émergence d'opinions divergentes tel que mentionné par une personne interviewée intervenant au sein d'un organisme communautaire :

« Moi je ne suis pas allé voir un écrivain pour écrire quelque chose parce que ça aussi, j'ai un peu de la difficulté à comprendre. Imagine que je me transfère dans le futur, imagine la lecture d'un fonctionnaire, parce que sûrement que ça va être un fonctionnaire qui va ouvrir ça, qui va lire les lettres et qui va se dire "Oh my God! C'était tous des écrivains à l'époque. C'est tellement bien écrit. À Montréal-Nord, il n'y avait que des poètes." C'est ça qu'on est en train de transmettre à long terme. Une autre affaire qui m'a vraiment choqué, bon j'ai pas les preuves que ça l'a été comme ça, mais qu'il y allait avoir une sorte de censure par rapport à ce qui allait avoir dans la capsule temporelle. J'ai touché au plafond quand j'ai entendu dire ça. Et puis, mon collègue a posé la question directement à la mairesse. Elle a dit non, ça va être intact. Tout est là-dedans. Sauf qu'il y a un droit de regard, parce que ça prend un papier spécial qui est seulement disponible dans les postes de la ville. Tu ne peux pas seulement aller au Omer De Serre, acheter le papier, écrire pis le mettre là. Il faut que tu ailles à la ville. Tu comprends? Je suis peut-être aussi méfiant, mais je pense qu'ils ne vont pas laisser passer tout comme ça. Ils sont pas si ouverts. Qui va savoir ce que tu as mis dans cette capsule? Personne. » (Entretien #6)

Même si aucune forme de censure n'a été confirmée, cette espace de commémoration s'inscrit dans un contexte où les inégalités d'accès à ces espaces de commémorations rendent la transparence de l'exercice opaque. Puisque le marquage mémoriel est le résultat de lutte et de rapports de force, il est nécessaire de rappeler que les mémoires douloureuses et conflictuelles soient rendues dans l'espace public pour être débattues (Dolff-Bonekämper, 2003). Pas pour être enterrées ni classées dans le passé.

De plus, les espaces de commémoration doivent aussi laisser des traces de leur production afin de comprendre les contextes politiques et les perspectives politiques qui ont constitué ces espaces puisque « les individus et les groupes sont inégalement dotés pour "faire jouer les traces" et accéder à ce marquage mémoriel » (Veschambre, 2008 : 281). Or, dans le cas de la Place de l'espoir, ces traces ont été effacées ou plutôt

récupérées politiquement tel que l'illustre la longue liste des représentant·e·s politiques remercié·e·s et applaudi·e·s alors que le travail de M-NR et des autres collectifs citoyens pour marquer le territoire du nom et de l'image de Fredy Villanueva n'a jamais été mentionné. En ce sens, plusieurs individus de ces collectifs ont senti que leur travail non rémunéré a été réapproprié par les institutions et les organismes communautaires qui ont gagné du capital social et politique sur leurs luttes tel que mentionné par une personne s'impliquant dans les collectifs citoyens :

« Dans le discours de la mairie [lors de l'inauguration de la Place de l'espoir], c'était beaucoup "On remercie les organismes communautaires", pis une liste personnes dont j'avais jamais entendu parler. Mais pour moi, c'était comme un peu une forme de récupération dans le sens où je sentais qu'on était vraiment mis à part dans le discours. Mais pourtant, si aujourd'hui il y a une Place de l'espoir et si aujourd'hui dix ans plus tard on pense encore à Fredy c'est parce qu'y a des gens qui ont fait en sorte que la mémoire de Fredy est pas morte. Le communautaire, je suis désolée, mais il s'est réveillé neuf ans plus tard. C'est beau la dernière année, les transformations desquelles on est témoins, mais il reste beaucoup de travail à faire selon moi. C'est pour ça que je trouvais que le fait de nous effacer de la mémoire de cette lutte-là, pour moi c'est grave. Je pense qu'eux, ils se posent pas les bonnes questions à savoir : s'il y avait personne qui aurait fait en sorte que la mémoire de Fredy reste en vie jusqu'à aujourd'hui, peut-être qu'il n'aurait jamais souligné le dixième anniversaire... » (Entretien #23)

La récupération politique du travail des collectifs citoyens qui ont tenu cette lutte pendant 10 ans participe à l'effacement des traces de la controverse. De cette façon, les institutions publiques sont capables d'extirper tout le potentiel radical de cet espace de commémoration en invisibilisant le travail de reconnaissance accompli par les collectifs citoyens. Ainsi, le marquage territorial a été détourné de son sens initial. Au lieu de commémorer la tragédie en posant une réflexion profonde sur les réalités du quartier et les enjeux d'exclusion toujours présents et de poursuivre un dialogue sur ces questions, la Place de l'espoir nie le moteur politique des événements de 2008 et diminue les capacités réparatrices qu'aurait pu amener cet espace public en plaçant dans le passé des enjeux qui continuent d'exister au quotidien pour certaines personnes. Ainsi, la particularité de la Place de l'espoir ne réside donc pas dans l'instrumentalisation de la mémoire de la mort de Fredy Villanueva et des causes qui l'entourent, mais plutôt dans la reconnaissance par l'ensemble des institutions publiques de cette récupération politique qui s'illustre par l'invisibilisation du travail mené par les collectifs citoyens qui

ont fait en sorte d'offrir les conditions d'existence de cette place publique. Ce glissement est plus que symbolique puisqu'il représente un détournement du travail accompli pour nommer les causes responsables de la stigmatisation de Montréal-Nord au service d'une politique d'invisibilisation et de mise au rencart des enjeux responsables de ces événements, enjeux qui continuent de défavoriser Montréal-Nord tout comme plusieurs autres secteurs de la ville de Montréal.

Par l'étude de cette controverse sur la spatialisation de la mémoire collective entourant un événement douloureux dans un contexte de stigmatisation, il est possible de voir que les institutions publiques produisent une réappropriation par le haut qui exproprie les Nord-Montréalais·e·s de leur pleine capacité à s'approprier le territoire (Jolivet, Khelifi et Vogler, à paraître). La conception des espaces publics nord-montréalais doit être comprise comme cherchant à détourner la stigmatisation — rattachée à l'image du jeune racisé membre de gang de rues par exemple — en évitant le dialogue sur les enjeux de défavorisation et en masquant les effets structurant du racisme systémique présent à Montréal-Nord. Cette façon de détourner la stigmatisation entraîne une perte de relation au territoire pour les Nord-Montréalais·e·s où les conceptions de l'espace qui reconnaissent l'aspect racial de l'arrondissement sont constamment effacées. En ce sens, elles et ils perdent la possibilité de s'ancrer spatialement au sein de leur milieu de vie tel que le rappelle une personne interviewée :

« Y'a pas de café. Y'a pas un endroit où on peut dire à quelqu'un de venir nous rejoindre. Y'a nulle part où aller. Moi je dis que c'est un lieu de passage. On dirait qu'y a pas d'ancrage. » (Entretien #14)

Conclusion

Redonner la voix.

De nombreux projets développés sur Montréal-Nord que ça soit par des chercheur·e·s universitaires, des organismes communautaires ou encore certaines institutions publiques visent cet objectif. Les opérations menées pour redonner la voix visent souvent à redorer l'image de Montréal-Nord afin de proposer une autre représentation mieux adaptée au vécu des personnes qui résident ou s'y rendent. Face à cette phrase, je me suis souvent demandé ce que signifiait exactement redonner la voix. Quelles voix doit-être entendues ? Ont-elles vraiment été confisquées ? Surtout, dans quelles circonstances ces voix ont-elles été perdues ? En se concentrant à redonner la voix, les éléments contextuels qui ont fait en sorte de les retirer se trouvent obscurcis, masqués. Or, comment est-il possible de redonner pleinement une voix si les conditions qui ont fait en sorte de les confisquer sont toujours présentes ? C'est de cette façon qu'une personne interviewée s'impliquant au sein de M-NR nous affirmait que ce n'est pas tant la parole plutôt que certains enjeux qui sont mis de côté :

« Moi, je ne suis pas le porte-parole des gens du quartier. Je ne peux pas dire ça et je ne peux pas dire que je représente les communautés noires non plus. Qu'est-ce qu'on pointe ce sont des enjeux, pis de dire qu'on veut parler de ces enjeux-là. Arrêtons de se cacher la tête dans le sable et commençons à parler de ces enjeux-là. Parce qu'on dit qu'il y a de la pauvreté, de la brutalité policière, on dit qu'il y a des choses et c'est ces enjeux-là qu'on met de l'avant. Maintenant, est-ce que je peux dire que je représente la population nord-montréalaise ? Non, je ne vais jamais dire quelque chose comme ça, je ne pense pas qu'on puisse dire quoi que ce soit. Donc, on essaie d'être cette voix-là, qui adresse ces enjeux-là qu'on ne parle pas. » (Entretien #24)

En pensant au travail des collectifs citoyens, je me questionne encore sur l'implication de cette idée qu'est celle de redonner la voix : ne l'ont-ils·elles pas reprise par eux·elles-mêmes ? Avaient-ils besoin de quelqu'un pour leur redonner une voix ? C'est étrange de penser que la voix pouvait être redonnée plutôt que prise par ceux et celles qui l'ont perdu. La personne qui redonne se trouve dès lors dans une position humanitaire face à la victime incapable de parler elle-même et se positionne en situation d'autorité : elle seule est capable de donner de nouveau, de rendre cette parole à des individus et des

communautés qui sont — semble-t-il — incapables de retrouver leur voix par eux-mêmes. Dans le cas de Montréal-Nord, j'ai toujours eu le sentiment que l'arrondissement était traité comme un jeune : déviant, pas complètement mature, à qui l'on doit donner une voix. Et pas n'importe laquelle : celle que la personne qui redonne la voix très souvent préfère entendre. Redonner la voix implique aussi des relations de pouvoirs lorsque cette action est menée de manière unidirectionnelle. Il me revient en tête les propos d'une citoyenne impliquée dans un organisme communautaire :

« Interviewé : Les gens qui sont capables de dire leur opinion, qu'est-ce qu'ils en pensent vraiment, qui vont discuter... C'est comme si on essayait de les écarter un petit peu, tu vois. Je pense que les organismes communautaires ici, ils veulent par exemple que s'ils te disent ça [elle sort une feuille noire et blanche qu'elle me montre], ça, c'est blanc, noir et rouge. Tu vas dire oui, il y a du blanc, du noir et du rouge. Oui, c'est beau.

Moi : Mais, il n'y a pas de rouge.

Interviewée : Non, ils ne veulent pas qu'ont disent qu'il y a pas de rouge. Ils ont pris leurs décisions. C'est pas juste ici. C'est dans tous les organismes. Il faut qu'ils acceptent ce que tout le monde dit. Il faut qu'ils respectent plus la parole de tout le monde. » (Entrevue #11)

Redonner la voix, mais seulement lorsque cette voix est conforme aux attentes de ceux et celles qui la redonnent. À force d'y penser, j'ai eu l'impression que c'est avant tout les oreilles de certaines personnes qui avaient cessé de fonctionner. Or, redonner des oreilles à certains individus et institutions qui ont le pouvoir de changer des choses peut être une tâche beaucoup plus ardue puisqu'il est souvent difficile de capter leurs attentions sur des sujets qui peuvent les rendre inconfortables.

C'est face à ce questionnement qu'il me semblait pertinent d'interroger les récits médiatiques produits sur Montréal-Nord puisqu'ils étaient jugés comme enlevant la voix et perpétuant une image stigmatisante sur l'arrondissement. De ce fait, il me semblait pertinent de créer un outil méthodologique qui permettrait de quantifier les types de récits médiatiques afin de les chiffrer, mais aussi de donner l'heure juste quant aux représentations médiatiques produites sur Montréal-Nord. Or, il semblait aussi important de combiner ce travail quantitatif avec des méthodes de recherche qualitatives afin de contextualiser les données recueillies par la base de données ainsi que de relever les données quantitatives jugées pertinentes par les personnes interviewées.

Cette combinaison a été fructueuse. En effet, l'aspect quantitatif de la base de données a suggéré des pistes de réflexion pour questionner le caractère stigmatisant des représentations médiatiques portant sur Montréal-Nord en soulignant les personnes et les événements importants au sein des représentations médiatiques et en comprenant le caractère relationnel des récits médiatiques. C'est grâce à la combinaison d'une approche qualitative et quantitative que j'ai réussi à identifier les grandes lignes des discours présents dans les médias qui reproduisent une stigmatisation de Montréal-Nord, mais c'est aussi par les entretiens que j'ai été capable de repérer des éléments contextuels qui permettent d'expliquer ces chiffres de façon beaucoup plus approfondie. Par exemple, il aurait été difficile d'expliquer en détail pourquoi Montréal-Nord était couvert par des articles empruntant un angle sécuritaire sans parler à un journaliste-patrouilleur qui m'a expliqué sa fonction dans l'économie d'une salle de presse ainsi que la facilité d'obtenir de l'information de la police pour écrire des articles. Ainsi, la base de données et les entretiens ont permis de qualifier et de quantifier de quelles façons il est possible d'affirmer que le Montréal-Nord médiatisé n'est pas celui vécu.

La construction de la base de données a permis ainsi d'éclairer les discours employés par chacun des médias de la presse écrite sélectionnés afin de relever l'absence de neutralité médiatique puisque c'est la ligne éditoriale de chacun des journaux bien avant la réalité du terrain qui guident ce qui est d'intérêt public et donc les événements qui doivent être médiatisés sur Montréal-Nord. La base de données produite a aussi permis d'entreprendre un dialogue entre les journalistes et les acteur·trice·s locaux sur les représentations jugées stigmatisantes de Montréal-Nord. J'espère que ce projet de recherche permettra d'illustrer de quelle façon le lieu d'un reportage est un facteur qui peut influencer la rédaction d'un article. Sans que ça soit volontaire, le lieu d'un reportage peut agir en partie sur la représentation médiatique de l'actualité à cause de certains enjeux structurels tels que :

- la crise médiatique qui, en diminuant les ressources journalistiques, influence les représentations médiatiques des espaces marginalisés par un recours plus fréquent aux sources policières et institutionnelles pour produire de la nouvelle ;

- le racisme systémique qui réduit l'accès des personnes issues des communautés racisées d'être mis de l'avant en tant que journalistes ou chroniqueurs. Le racisme systémique entraîne aussi une surveillance plus accrue des espaces fréquentés par les communautés racisées encourageant une représentation axée sur les enjeux de sécurité de ces espaces ;
- l'idée de neutralité médiatique, qui en se basant sur un public implicite conçu comme blanc et souvent produit par des journalistes issus de la même formation universitaire et d'une classe sociale similaire, renforce la marginalisation des espaces et des réalités jugées comme telles puisqu'ils sont compris extérieurs à la norme journalistique ;
- la stigmatisation d'un espace qui peut aussi faire en sorte d'influencer les acteur·trice·s locaux dans leur façon de communiquer avec les médias afin de redorer l'image de cet espace. Les stratégies médiatiques employées doivent être comprises comme empreintes de relations de pouvoir où certaines représentations spatiales sont mises de côté puisque jugées dérangeantes.

Ainsi, redonner la voix aux personnes jugées marginales par leur lieu de résidence doit aussi avoir comme objectif de décentrer les perspectives à partir de laquelle les journalistes écrivent et produisent les récits médiatiques, mais aussi de mieux communiquer l'information afin de favoriser une meilleure participation au sein de l'arrondissement. Pour s'assurer que les citoyens nord-montréalais s'investissent dans leur communauté, il faut s'assurer qu'il ait de l'information de qualité à propos de ce qui se passe dans le quartier – information qui manque tel que suggérée par la base de données exceptée si l'information fait référence aux crimes. Cette emphase médiatique sur le crime tend à stéréotyper et à stigmatiser l'ensemble du quartier ce qui peut réduire l'envie d'implication des citoyen·ne·s par exemple.

De plus, je ne pense pas qu'il faut augmenter les « bonnes nouvelles » médiatiques à propos de Montréal-Nord. Ce qui doit être encouragé, c'est plutôt une couverture médiatique sur Montréal-Nord qui s'intéresse à une variété d'enjeux où les citoyen·ne·s ont leur mot à dire par exemple : la qualité du transport en commun, l'accessibilité à de la nourriture de qualité, les raisons qui incitent les nouveaux arrivants à s'installer dans

le quartier et les sentiments qu'ils développent en lien avec leur milieu de vie. Mais aussi pourquoi le décrochage scolaire touche particulièrement les étudiant·e·s qui fréquentent les écoles du quartier, pourquoi Montréal-Nord est l'arrondissement où on emprunte le plus de livres à la bibliothèque par habitant, comment le manque d'espace vert affecte les citoyen·ne·s nord-montréalais·e·s, pourquoi la Rivière-des-Prairies est un attrait important pour les Nord-Montréalais·e·s ou encore comment les montants d'argent investi aident le quartier ? Aborder ces enjeux dans les médias permettrait de réduire l'apport des articles sur le crime et soulignerait le fait que Montréal-Nord est un lieu où des choses intéressantes et importantes se passent et que les journalistes pourraient et devraient couvrir. Surtout, le fait de diversifier les sujets médiatiques permettrait aux citoyen·ne·s de Montréal-Nord de mieux connaître leur arrondissement. Ainsi, quant à ce qui a trait à la couverture médiatique, je conseillerais :

- d'encourager les initiatives qui visent à faire circuler l'information au sein de l'arrondissement de Montréal-Nord ;
- assurer que le journalisme, particulièrement local, soit en santé et aborde des sujets diversifiés qui touchent les communautés de Montréal-Nord dans le but d'informer les citoyen·ne·s et de rendre moins importante la proportion d'articles sur la sécurité ;
- encourager les initiatives locales par une meilleure exposition médiatique ;
- encourager la diffusion de la parole citoyenne.

Au-delà de ces commentaires sur les récits médiatiques, il me semblait aussi nécessaire de comprendre que l'impossibilité de se représenter soi-même — que ça soit au sein des médias, mais aussi simplement dans les activités de son quotidien — entraîne une perte d'ancrage, de relation au territoire de son milieu de vie et du droit à la vie urbaine. Cette fragmentation dans le milieu médiatique s'observe par l'accent mis sur la valeur d'échange — la rentabilité économique qui influence la qualité du traitement journalistique — plutôt que sur la valeur d'usage de l'information qui n'est plus conçue comme un bien public qui doit être accessible à tou·te·s. Ce manque d'accès à de l'information représentative du quotidien spatial de Montréal-Nord reproduit les logiques

de fragmentation du tissu urbain qui sont responsable de la situation défavorable de l'arrondissement tel que rappelé par une personne s'impliquant dans M-NR :

« Quand on entend “C’est vous qui êtes responsables pratiquement de votre pauvreté, des conditions dans lesquelles vous êtes”, en faisant ça, on déresponsabilise tous les gens qui font en sorte qu’on appauvri ce quartier-là [...]. [Montréal-Nord], c’est absolument un quartier qu’on défavorise. C’est des choix fait par la population dans son ensemble. Tout le monde est responsable de ce qui se passe à Montréal-Nord, pas seulement les gens de Montréal-Nord. Eux malheureusement, ils subissent cette inattention-là qu’on leur donne. Les gens se ramassent à Montréal-Nord parce que c’est comme le réceptacle de tous les maux et nous on fait juste dire “Ah, faites les choses pour vous autres.” Et absolument rien n’est fait. » (Entretien #24)

À force de vouloir redonner la voix, les personnes extérieures à Montréal-Nord semblent oublier de se questionner sur leurs responsabilités dans la stigmatisation de l'arrondissement. Parfois, il suffit de tendre l'oreille et de reformuler les questions initiales que l'on peut se poser.

« Comment c’est à Montréal-Nord ? ».

Peut-être il serait plus intéressant de réfléchir sur « Pourquoi n’y suis-je jamais allé ? »

« Est-ce que c’est un quartier sécuritaire ? ».

De la sécurité de qui parle-t-on au juste et surtout à quel genre de sécurité on fait référence ? En réfléchissant à cette question, une phrase issue des revendications de M-NR me revient sans cesse en tête : tant qu’il y aura de l’insécurité économique, il y aura de l’insécurité sociale à Montréal-Nord.

« Ce n’est pas un peu ghetto ? »

Je me demande d’où proviennent ces images qui font en sorte de percevoir Montréal-Nord comme le Bronx de Montréal.

« Y’as-tu vraiment juste des Noir·e·s qui habitent à Montréal-Nord ? »

Au lieu de se demander s’il y a beaucoup de personnes issues des communautés racisées qui résident à Montréal-Nord, il serait primordial de se demander comment ça se fait qu’elles habitent des espaces que l’on défavorise et qui sont jugés marginaux.

Tant que ce sera nécessaire, j’espère que ce mémoire aidera à amorcer des réponses à ces questions.

Références bibliographiques

Anderson, B. (2008). For Space (2005): Doreen Massey. Dans Hubbard, P., Kitchin, R. et G. Valentine. (2008) *Key Texts in Human Geography*. Londres : Sage Publication.

Anderson, Kay J. (1991). *Vancouver's Chinatown: Racial Discourse in Canada, 1875 – 1980*. Montreal, QC: McGill-Queen's University Press.

Anténor, R. (2014). *La lutte contre la pauvreté dans les quartiers montréalais : Le cas de l'organisme Les fourchettes de l'espoir à Montréal-Nord*. (Mémoire de maîtrise, UQAM, Montréal).

Antonius, R. (1986). L'information internationale et les groupes ethniques : le cas Arabes. *Études ethniques du Canada*. 18 (2) : 115-130.

Antonius, R. (dir.), Lynhiavu, A., Dion, R., Antonius, M Djaout, A. et B. Gagné (2008). *La représentation des Arabes et des musulmans dans la grande presse écrite au Québec*. Rapport de recherche présenté à Patrimoine canadien : 93 pages.

Armony, V., Hassaoui, M. et M. Mulone. (2019). *Les interpellations policières à la lumière des identités racisées des personnes interpellées. Analyse des données du Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) et élaboration d'indicateurs de suivi en matière de profilage racial*. Rapport final remis au SPVM : 134 pages.

Arrondissement de Montréal-Nord. (2014, 29 mai). *MON arrondissement*. [vidéo]. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=u-t5P8iIXs&ab_channel=ArrondissementMontr%C3%A9al-Nord

Arthurson, K., M. Darcy et D. Rogers. (2014). Televised territorial stigma: how social housing tenants experience the fictional media representation of estates in Australia. *Environment and Planning A*. 46:1334–1350.

Atkinson, R., et Kintrea, K. (2000). Owner Occupation, social mix and neighbourhood impacts. *Policy and Politics*, 28(1): 93–108.

Atkinson, R. et Flint, J. (2001). Accessing Hidden and Hard-to-Reach Populations: Snowball Research Strategies. *Social Research UPDATE*, (33).

Aubenas, F. et M. Benasayag (1999). *La fabrication de l'information. Les journalistes et l'idéologie de la communication*. Paris : La découverte, 109 pages.

Auclair, É. (2007). La culture et les quartiers populaires. *Diversité*. 3 (148) : 212-220.

August, M. (2014). Challenging the rhetoric of stigmatization: The benefits of concentrated poverty in Toronto's Regent Park. *Environment and Planning A*, 46(6): 1317–1333.

Bacqué, M.-H. et S. Fol (2007). Effet de quartier : enjeux scientifiques et politiques de l'importation d'une controverse. Dans Authier, J.-Y., Bacqué M.-H. et F., Guérin-Pace (éds.), (2007). *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*. Paris : La Découverte.

- Baillargeon, G.-E. (1968). *La survivance du régime seigneurial à Montréal. Un régime qui ne veut pas mourir*. Ottawa : Cercle du livre de France. 213 pages.
- Ballivy, V. (2008). Le maire se défend d'avoir voulu soigner son image. *La Presse* : A6.
- Banaji, M. (2002). Social Psychology of Stereotypes. Dans Smelser, N., Baltes, P. (éds.) *International Encyclopedia of the Social and Behavioral Sciences*. Oxford: Elsevier.
- Barnett, C. (1997) "‘Sing along with the common people’: politics, postcolonialism and other figures", *Environment and Planning D: Society and Space*, 15:137–154.
- Bastien, A. (1985). La présence haïtienne à Montréal. Évolution démographique et spatiale. *Cahiers québécois de démographie*. 14 (2) : 241-257.
- Bauder, H. (2002). Neighbourhood effects and cultural exclusion. *Urban Studies*. 39(1): 85–93.
- Bauman, Z. (1992). *Intimations of Postmodernity*. New York et Londres: Routledge.
- Beauregard, M. (2015). *Le traitement discursif de l’Islam et des musulmans dans les médias : Analyse critique des chroniques de Richard Martineau*. [Mémoire de maîtrise, UQAM]. Archipel. <https://archipel.uqam.ca/8103/>
- Becker, H. (1963). *Outsiders: Studies in the sociology of deviance*. New York: The Free Press.
- Bélanger, P. et K. Yoon. (2018). Footnote 57: Canada’s Apartheid. The Duplicitous Diffusion of Canadian Strategies of Indigenous Segregation, Assimilation, and extermination. Dans Bélanger, P. (éd.) (2018). *Extraction empire: undermining the systems, states, and scales of Canada’s global resource empire, 2017-2017*. Cambridge: The MIT Press. 800 pages.
- Bensiali, C. Jolivet, V. et C. Khelifi. (2018). *Pratiques et tactiques dans l’espace public de jeunes nord-montréalais*. Repéré à <https://tryspaces.org/studycase/pratiques-et-tactiques-a-montreal-nord/?lang=fr>
- Bensiali-Hadaud, C. (2020). En quête de lieux d’expression : le cas des jeunes femmes issues des minorités à Montréal. [Mémoire de maîtrise, INRS]
- Berg, B. (2009). *Qualitative Research Methods for the Social Sciences*. Boston : Allyn & Bacon.
- Bernèche, F. (1983). Immigration et espace urbain : les regroupements de population haïtienne dans la région métropolitaine de Montréal. *Cahiers québécois de démographie*. 12 (2) : 295-324.
- Bernèche, F. et J.-C. Martin. (1984). Immigration, emploi et logement : la situation de la population haïtienne dans certaines zones de la région métropolitaine de Montréal. *Anthropologie et Sociétés*. (8) 2 : 5-29.
- Berthaut, J. (2013). *La banlieue du « 20 heures »*. *Ethnographie de la production d’un lieu commun journalistique*, Marseille : Agone. 432 pages.
- Bilodeau, A. (journaliste) (2016, 30 novembre). L’Orchestre symphonique de Montréal entre à la petite école pour faire de la musique une clé de l’apprentissage. [Reportage]. Dans Fortin, C. (rédacteur en chef), *Le Téléjournal*. Société Radio-Canada. Repéré sur Eureka.

Blanc, B., Chincoine, N., et A. Germain. (1989). Quartiers multiethniques et pratiques familiales : la garde des jeunes enfants d'âge scolaire. *International Review of Community Development/Revue internationale d'aide communautaire*. (21) : 165-176.

Blaut, J. M. (1970). Geographic models of imperialism. *Antipode* 2(1): 65–82.

Black, C. (2017). Plaidoyer pour Montréal-Nord. *La Presse*. Repéré à https://plus.lapresse.ca/screens/2d89190a-0726-434b-920f-7ffed71531b6_7C_0.html

Blais, A. (2013). Affaire Villanueva : un policier coupable pour des affiches arrachées. *La Presse*. Repéré à <https://www.lapresse.ca/actualites/justice-et-affaires-criminelles/faits-divers/201311/22/01-4713433-affaire-villanueva-un-policier-coupable-pour-des-affiches-arrachees.php>

Bobo, L. (2001). Racial Attitudes and Relations at the Close of the Twentieth Century. Dans Smelser, N., Wilson, W. et F. Mitchell (éds.). *America Becoming: Racial Trends and Their Consequences*. Washington: National Academy Press.

Bobo, L. et J. Kluegel (1997). Status Ideology, and Dimensions of Whites' racial Beliefs and Attitudes: Progress and Stagnation. Dans Tuch, S. et J. Martin (éds). *Racial Attitudes in the 1990s: Continuity and Change*. Wesport: Praeger.

Boden, J. (2016). Mass media: Playground of stereotyping. *The International Communication Gazette*. 78(1–2): 121–136.

Bonin, M. (2008). Le conseil municipal de Montréal-Nord marche sur des œufs. *24 heures*. Repéré sur <http://www.24hmontreal.canoe.ca/24hmontreal/actualites/archives/2008/08/20080820-190625.html>

Bouamama, S. (2017). Postface. De l'intégration compassionnelle à l'assimilation autoritaire. Dans Thévanian, P. (dir.). *La mécanique raciste*. Paris : La Découverte. Pp.145-165.

Boudreau, J.-A. (2013). Jeunes et gangs de rue : l'informel comme lieu et forme d'action politique à Montréal. *ACME : An International E-Journal for Critical*. 12(3): 520–550.

Bourdieu, P. (1977). Sur le pouvoir symbolique. *Annales. Histoire, sciences sociales*. 32 (3) : 405-411.

Bourgeault, R. (1988). Canada [and its] Indians: The South African Connection. *Canadian Dimension* 21(8): 6–10.

Brenner, N. et N. Theodore (2002). Cities and geographies of “actually existing neoliberalism”. Dans Brenner, N. et N. Théodore (éds). *Spaces of neoliberalism. Urban restructuring in North America and Western Europe*. Oxford: Blackwell. 2—32pages.

Brighenti, A. (2007). Visibility: A category for the social sciences. *Current Sociology*. 55(3): 323–342.

Brin, C. et M. St-Pierre (2013). *Crise des médias et effectifs rédactionnels au Québec*. Montréal: 60 pages.

Browne, K. (2005). Snowball sampling: using social networks to research non-heterosexual women. *International Journal of Social Research Methodology*, 8(1): 47–60.

- Brutus, N. et J.-M. Fontan (2008). *Mobilisation par le logement social — Projet pilote Îlot Pelletier : Rapport sur l'évolution de la mobilisation locale autour du Projet Sélection des locataires*. Montréal : Cahier du RQRP-ÉS.
- Buller, M. (2019). *Réclamer notre pouvoir et notre place. Le rapport final de l'enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Volume 1a et 1b*. Enquête nationale sur les femmes et les filles disparues et assassinées : 806 pages et 386 pages.
- Bullock, H., Fraser Wyche, K., et W. Williams. (2001). Media images of the poor. *Journal of Social Issues*. 57(2): 229–246.
- Bunge, W. (1971). *Fitzgerald : Geography of a revolution*. Cambridge : Harvard University Press.
- Bureau du coroner (2010). Dans Myles, B. (2010) Fin de l'enquête du coroner sur la mort de Fredy Villanueva — Un mauvais film à Montréal-Nord. *Le Devoir*. Repéré sur <https://www.ledevoir.com/societe/312360/fin-de-l-enquete-du-coroner-sur-la-mort-de-fredy-villanueva-un-mauvais-film-a-montreal-nord>
- Butler C. (2005). Reading the production of suburbia in post-war Australia. *Law Text Culture* 9(2): 11–33.
- Caillou, A. (2018). Dix ans après la mort de Fredy Villanueva, rien de nouveau à Montréal-Nord. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/534146/fredy-villanueva-dix-ans-plus-tard-montreal-nord-n-a-pas-change>
- Cambre, M.-C. (2007). Terminologies of Control: Tracing the Canadian-South African Connection in a Word. *Politikon* 34(1): 19–34.
- Campbell, S., Chidester, P., Bell, J. et J. Royer. (2004). Remote Control: How Mass Media Deligitimize Rioting as Social Protest. *Race, Gender & Class*. 11(1): 158–176.
- Campbell, C. et H. Deacon. (2006). Unravelling the contexts of stigmat: From internalisation to resistance to change. *Journal of Community and Applied Social Psychology*. 16(6): 411–417.
- Candau, J. (1998). *Mémoire et identité*. Paris : PUF, 225 pages.
- Carignan, M.-E. (2014). *La modification des pratiques journalistiques et du contenu des nouvelles télévisées, du quotidien à la situation de crise : analyse France/Québec*. (Thèse de doctorat, Université de Montréal et Sciences Po Aix-en-Provence).
- Carmichael, J. et S. Kent (2015). Structural Determinants of Municipal Police Force Size in Large Cities Across Canada: Assessing the Applicability of Ethnic Threat Theories in the Canadian Context. *International Criminal Justice Review*. 25(3): 263–280.
- Chalifoux, É. (2009). Près de trois siècles de revendications territoriales. *Droits et identités en mouvement*. 39 (1-2) : 109-113.
- Champoux, D. (réalisateur), Arriaga, O. (producteur), Boisrond, R. (scénario) (2008). *La Couleur du temps*. [Documentaire], Montréal : Pimienta.
- Charaudeau, P. (1997). *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*. Paris : Nathan.

Charest, M. (2009). *Mécontentement populaire et pratiques d'interpellations du SPVM depuis 2005 : Doit-on garder le cap après la tempête ?* SPVM et la Ville de Montréal.

Cheliotis, L. (2010). The ambivalent consequences of visibility: Crime and prisons in the mass media. *Crime Media Culture*. 6(2): 169–184.

Chevalier, S. et Lebel, A. (2009). *Montréal-Nord, le point de vue du citoyen*. Montréal, Québec : Gouvernement du Québec.

Chivallon, C. (1999). D'un espace appelant forcément les sciences sociales pour le comprendre. Dans Lévy, J et M. Lussault (dir.). *Logiques de l'espace, esprit des lieux. Géographie à Cerisy*. Paris : Belin, 319-333.

Choay, F. (1994). Le Règne de l'urbain et la mort de la ville. Dans J. Dethier, A. Guiheux (dir.), *La Ville, art et architecture en Europe, 1870-1993*, Paris : Editions du Centre Pompidou, pp. 26-35.

Chomsky, N. (1969). *Objectivity and Liberal Scholarship*. New York: Black & Red.

Clarke, A. E. (2005). *Situational analysis: Grounded theory after the postmodern turn*. Thousand Oaks, CA, US: Sage Publications, Inc.

Coates, T.-N. (2016). *Une colère noire. Lettre à mon fils*. Paris : Éditions Autrement.

Cohen, S. et J. Young (1981). *The manufacture of news. Deviance social problems & the mass media*. Beverly Hills: SAGE Publications. 506 pages.

Coffey, W., Manzagol, C. et Shearmur, R. (2000). L'évolution spatiale de l'emploi dans la région métropolitaine de Montréal, 1981-1996. *Cahiers de géographie du Québec*, 44 (123), 325-339.

Connolly, N.D.B. (2014). *A World More Concrete: Real Estate and the Remaking of Jim Crow South Florida*, Chicago, University of Chicago Press.

Conseil de presse du Québec (2003). *Droits et responsabilités de la presse*. 3^e édition. Montréal : 34 pages.

Conseil de l'industrie des communications du Québec. (2007). *Portrait des secteurs publicité-marketing et relations publiques au Québec. Une étude économique du Conseil de l'industrie des communications du Québec*. Montréal : SÉCOR Conseil, Comité de pilotage du CICQ et Léger Marketing.

Conseil des relations interculturelles (2009). *Une représentation et un traitement équitables de la diversité ethnoculturelle dans les médias et la publicité*. Montréal : 115 pages.

Courcy, M. (2009). *Rapport d'intervention à Montréal-Nord*. SPVM : 10 pages.

Crang, P. (2010). Cultural geography: after a fashion. *Cultural geographies*. 17(2): 191–201.

CRAP (2009). *Le SPVM et l'affaire "Will Joseph Junior"*. Repéré à <https://lacrap.org/laffaire-will-joseph-junior>

CRAP (2011). *Enquête du coroner André Perreault sur les causes et circonstances du décès de Fredy Villanueva*. Montréal : Mémoire de la Coalition contre la répression et les abus policiers : 74 pages.

- CRARR (1986). *Mémoire présenté au Colloque sur les médias au Québec : un monde « tricoté serré »*. Montréal, CRARRChevalier, F. et V. Meyer (2018). Les entretiens. Dans Chevalier, F. et al. (2018). *Les méthodes de recherche du DBA*. Paris : EMS Éditions
- Cresswell, T. (2009). Discourse. Dans Kitchin, R. et N. Thrift (éds.). *International encyclopedia of human geography*. Amsterdam; Boston: Elsevier.
- Crump, J. (2002). Deconcentration by demolition: Public housing, poverty, and urban policy. *Environment and Planning D: Society and Space*, 20:581–596.
- Damant, D. et al. (1999). 1, 2, 3 GO! Modèle théorique et activités d'une initiative communautaire pour les enfants et parents de six voisinages de la grande région de Montréal. *Nouvelles pratiques sociales*. 12 (2) : 133-150.
- DDEUVM. (2011). *L'évolution de l'emploi à Montréal. 1981-2006. Un survol*. 12 pages.
- Dear, M. J. et S. Flusty (2002). Los Angeles as Postmodern. Dans M. J. Dear (dir.). *From Chigaco to L.A., Making Sense of Urban Theory*. Thousands Oaks: Sage Publications. Pp. 61–84.
- Debord, G. (1992). *La Société du Spectacle*. Paris : Gallimard. 208 pages.
- Debrosse, R. (2017). *Peut-on être raciste sans le savoir?* La ligue des droits et libertés. https://liguedesdroits.ca/peut-on-etre-raciste-sans-le-savoir/#_ftnref4
- Degen M.M. (2008) *Sensing Cities: regenerating Public Life in Barcelona and Manchester*. New York: Routledge.
- Del Fante, R. (2016). *L'« effort journalistique original » lors de la couverture de la campagne électorale municipale de 2013 à Montréal par la presse francophone*. [Mémoire de maîtrise, UQAM]. Archipel. <https://archipel.uqam.ca/9255/>
- Deneault, A. (2010). *Off-shore. Paradis fiscaux et souveraineté criminelle*. Montréal : Écosociété.
- Descôteaux, B. et C. Brin (2019). *Les médias d'information au Québec à l'ère numérique : données et pistes d'action. Mémoire déposé auprès de la Comission de la culture et de l'éducation*. Centre d'études sur les médias ; 25 pages.
- Deslauriers, F. L. (2016, 15 août). La gauche qui se tient loin de Montréal-Nord. *Ricochet*. Repéré à <https://ricochet.media/fr/1320/le-racisme-et-la-gauche-qui-se-tient-loin-de-montreal-nord>
- Devereux, E., Haynes, A. et M. Power. (2011a). At the edge: media constructions of a stigmatised Irish housing estate. *J. Housing and the Built Environment*. 26:123–142.
- Devereux, E., Haynes, A. et M. Power. (2011b). Tarring everyone with the same shorthand? Journalists, stigmatization and social exclusion. *Journalism*. 13(4): 500–517.
- Dextra, H. (2010). *La gouvernance et le développement économique local : liens possibles*. (Thèse de doctorat, UQAR et UQAC : Rimouski).
- Dittmer, J. (2010). *Popular Culture, Geopolitics, and Identity*. Lanham: Rowan & Littlefield Publishers.

Dolff-Bonekämper, G. (2003). Le forum de la culture à Berlin, monument d'histoire contemporaine. Dans Gravari-Barbas et S. Guichard-Anguis (dir.) *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde*. Paris : Presses de l'Université de Paris-Sorbonne : 277-286.

Drozdz, M. (2012). Controverses spatiales. Texte rédigé pour un séminaire de l'ANR MÉDIAGÉO. [En ligne]. Repéré à <https://sites.google.com/site/mdrozdzcv/controverses-spatiales>

Dubé, F. et M. Lévesque. (2015). *Une communauté éducative pour favoriser la persévérance et la réussite scolaire des élèves du secondaire. Développer le leadership des jeunes de l'école secondaire de Calixa-Lavallée*. Montréal : Incubateur universitaire Paroles d'excluEs. 61 pages.

Dubet, F. et D. Lapeyronnie. (1992). *Les quartiers d'exil*. Paris : Seuil.

Dubois, J. (2009). Un regard sur Montréal-Nord. *Revue relations/Centre justice et foi*. 731 : 12–14.

Dufour, P. (2016). Les forums sociaux locaux comme outils d'action politique pour les personnes en situation de marginalité : des appropriations à échelle variable. *Recherches sociographiques*, 57 (1) : 177-202.

Dumont, M. (2008). Les controverses spatiales : des moments de production du politique en milieu urbain. Une analyse de quelques situations prises dans le cas des villes d'Orléans et de Tours. Dans Bertheleu, H. et F. Bourdarias (dir.) *Les constructions locales du politique*. [En ligne]. Tours : Presses universitaires François-Rabelais.

Duneier, M. (1999). *Sidewalk*. New York: Farrar, Straus & Giroux.

Eid, P., Magloire, J. et M. Turenne. (2011). *Profilage racial et discrimination systémique des jeunes racisés. Rapport de la consultation sur le profilage racial et ses conséquences*. Montréal : Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

Eid, P. (2012). Les inégalités « ethnoraciales » dans l'accès à l'emploi à Montréal : le poids de la discrimination. *Recherches sociographiques*. 53 (2) : 415-450.

Emerson, R. (2003). Le travail de terrain comme activité d'observation. Perspectives ethnométhodologistes et interactionnistes. Dans D. Céfaï (Éd.) *L'enquête de terrain*. Paris: La Découverte/MAUSS.

Fairclough, N. (1992). Discourse and Text: Linguistic and Intertextual Analysis within Discourse Analysis. 3(2): 193–217.

Faucher, O. (2019). Une imposante clinique médicale prévue à Montréal-Nord. *Guide de Montréal-Nord*. Repéré à <https://journalmetro.com/local/montreal-nord/2391251/une-imposante-clinique-medicale-prevue-a-montreal-nord/>.

Faucher, N. (2019). Un nouveau parc pourrait voir le jour sur l'avenue de Bruxelles. 10 septembre 2019. Repéré à <https://journalmetro.com/local/montreal-nord/2374853/un-nouveau-parc-pourrait-voir-le-jour-sur-la-rue-bruxelles/>

Fiske, S. (1998). Stereotyping, Prejudice and Discrimination. Dans Daniel, G., Fiske, S. et G. Lindzey. *Handbook of Social Psychology*. New-York: McGraw-Hill.

Flick, U., Kardoff, E. von et Steinke, I. (2004). *A Companion to Qualitative Research*. SAGE.

- Foucault, M. (1969). *L'archéologie du savoir*. Paris, Gallimard : 294 pages.
- Foucault, M. (1971). *L'ordre du discours*. Paris, Gallimard, 88 pages.
- Foucault, M. (1975). *Surveiller et punir*. Paris, Gallimard, 352 pages.
- Francoeur, C. (2012). *La transformation du service de l'information de Radio-Canada*. Québec : Presses de l'Université du Québec. 180 pages.
- Franzén, M. (2001) Urban order and the preventive restructuring of space: The operation of border controls in micro space. *Sociological review*. 49(2): 202–218.
- Freund, D. (2010). *Colored Property: State Policy and White Racial Politics in Suburban America*, Chicago, University of Chicago Press.
- Fontan, J.-M., D. Longtin et J.-F. René. (2013). La recherche participative à l'aune de la mobilisation citoyenne. Une innovation sociale de rupture ou de continuité. *Nouvelles pratiques sociales*, 25 (2) : 125-140.
- Fontan, J.-M. et al. (2014). Vers de nouveaux modèles d'action en développement territorial : l'expérimentation à l'échelle locale de la transition vers le « *buen vivir* ». *Économie et Solidarités*, 44 (1-2) : 84-102.
- Fortin, S. (1988). La naissance d'Haïtville, *Montréal Campus*, 30 mars : 10 p.
- Fundira, M. (2016). Kent Nagano brings free music lessons to Montreal-North preschool. La musique aux enfants, 2-year classical music program, launched at École St-Rémi Annexe. *CBC Montreal (web site)*. Repéré sur Eureka.
- Garbin, D. et G. Millington (2012). Territorial stigma and the politics of resistance in Parisian *banlieue*: La Courneuve and beyond. *Urban Studies*, 49(10): 2067–2083.
- Gasher, M. et R. Klein (2008). Mapping the Geography of Online News. *Canadian Journal of Communication*. (33): 193–211.
- Germain, A. et C. Poirier. (2007). Les territoires fluides de l'immigration à Montréal ou le quartier dans tous ses états. *Globe*. 10 (10) : 107-120.
- Germes, M. (2014). La police, le droit et la production de l'espace public. Dans Gintrac, C. et M. Giroud. (2014). *Villes contestées. Pour une géographie critique de l'urbain*. Paris : Les Prairies ordinaires. 399 pages.
- Gervais, L.-M. (2008). Contrat accordé à une firme de relations publiques. Gérald Tremblay se défend d'avoir voulu contrôler son image à la suite des émeutes de Montréal-Nord. *Le Devoir* : A3.
- Gervais, L.-M. (2008). Montréal-Nord fait le tour du globe. *Le Devoir* : A3.
- Ghorra-Gobin, C. (dir.) (2001). *Réinventer le sens de la ville. Les espaces publics à l'heure globale*. Paris : L'Harmattan, 266 pages.
- Gilbert P. (2011), « « Ghetto », « relégation », « effets de quartier ». Critique d'une représentation des cités. », *Métropolitiques*, URL : <http://www.metropolitiques.eu/Ghetto-relegation-effets-de.html>

- Gilmore, R. W. (1999). "You have dislodged a boulder": Mothers and prisoners in the post-Keynesian California landscape. *Transforming Anthropology*. 8(1 et 2):12–38.
- Gilmore, R. W. (2002). Fatal couplings of power and difference: Notes on racism and geography. *The Professional Geographer*, 54:15–24.
- Gilroy, R. (1994). *Interviews for Cruddas Park evaluation study*. Newcastle upon Tyne: University of Newcastle upon Tyne.
- Gilroy, P. (2010). *L'Atlantique noire. Modernité et double conscience*. (Traduit par C. Nordmann). Paris, France : Éditions Amsterdam.
- Gintrac, C. et M. Giroud. (2014). *Villes contestées. Pour une géographie critique de l'urbain*. Paris : Les Prairies ordinaires. 399 pages.
- Giroux, D. (2012). Les medias en quelques statistiques. Dans Institut du nouveau monde (2012). *L'État du Québec*. Montréal : Éditions Boréal.
- Glaser, B.G., & Strauss, A.L. (1967). *The Discovery of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*. Chicago, IL : Aldine.
- Goffman, E. (1975). *Stigmate, Les usages sociaux des handicaps*. Paris : Les Éditions de Minuit. 176 pages.
- González-Castillo, E. et M. Goyette (2013). *Gangs de rue à Montréal. Contribution à une approche critique*. Montréal : CRÉVAJ.
- González Castillo, E. (2015). Community action, immigration and governance in the city of Montreal. *Dialectical Anthropology*. 39(2): 165–182.
- González Castillo, E. (2016). Le travail de rue et l'environnement social des jeunes. *Nouvelles pratiques sociales*. 28 (2) : 243-263.
- González Castillo, E. et M. Goyette (2015). Gouvernance urbaine et rassemblements de jeunes à Montréal-Nord. Autour de la notion de gang de rue. *Criminologie*. 48 (2) : 105-124.
- González Castillo, E., Marion, É. Et M. Saulnier (2015). Travail de rue, reconnaissance et citoyenneté : étude d'un cas montréalais. *Service social*. 61 (1) : 93-108.
- Goudou, J. N. (2018). Villanueva : R-Chantal Belinga se dit « intimidée ». *inTexto*. Repéré à <http://www.intexto.ca/villanueva-r-chantal-belinga-se-dit-intimidee/>
- Grenier, B. (2010). « Le dernier endroit dans l'univers ». À propos de l'extinction des rentes seigneuriales au Québec. *Revue d'histoire de l'Amérique française*. 64 (2). : 75-98.
- Guillaumin, C. (2002). *L'Idéologie raciste*. Paris : Gaallimard. 384 pages.
- Gusse, I. (1991). *Le racisme dans la presse écrite : analyse de pratiques discursives à partir desquelles La Presse et Le Devoir construisent leurs écrits journalistiques sur l'immigration et les immigrants de janvier 1987 à juin 1989*. [Mémoire de maîtrise, UQAM]
- Halbwachs, M. (1997) [1950]. *La mémoire collective*. Paris : Albin Michel, 295 pages.
- Hancock, C. (2008). Décoloniser les représentations : esquisse d'une géographie culturelle de nos « Autres ». *Annales de géographie*. 2 (660-661) : 116-128.

- Handfield, C. (2009). Profilage racial au SPVM : un rapport alarmant. *La Presse*, 9 août 2010. Repéré à <https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/201008/08/01-4304900-profilage-racial-au-spvm-un-rapport-alarmant.php>
- Haney-López, I. F. (1994). Social Construction of race: Some Observations on Illusion, Fabrication and, Choice. *Harvard Civil Right-Civil Liberties Law Review*. 29:1–62.
- Haraway, D. (1988). Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective. *Feminist Studies*. 14(3): 575–599.
- Harvey, D. (1969). *Explanation in geography*. London: Edward Arnold.
- Harvey, D. (1973). Revolutionary and counter revolutionary theory in Geography and the problem of ghetto formation. *Antipode*. 4(2): 1–13.
- Hastings, A. and J. Dean. (2003). Challenging images: regeneration. *Policy and Politics*. 31(2): 171–184.
- Hébert, G. (2008). *Politique et culture hip-hop dans la périphérie de São Paulo*. (Mémoire de maîtrise, UQAM, Montréal).
- Hébert, G. (2010). Montréal-Nord Répubik : un mouvement dans les quartiers gris. Repéré à <https://www.ababord.org/-Dossier-Liberer-des-espaces->.
- Hébert, G. (2011). Montréal-Nord républik : Vers un mouvement de la périphérie. *Nouveaux cahiers du socialisme*. 5 : 144-152.
- Hébert, G., Mansour, W., Mustapha, N. et W. Prosper (2018). Hoodstock à Montréal-Nord, un carburant pour le socialisme ? *Nouveaux Cahiers du socialisme*. (20) : 150-156.
- Heck, I. René, J-F. et C. Castonguay (2015). *Études sur les besoins et aspirations des citoyens du Nord-Est de Montréal-Nord*. Montréal : Cahier du Centre de recherche sur les innovations sociales.
- Heck, I. (2016). Paroles d'exluEs : créer de l'inclusion sociale. *Relations*, (784): 28–29.
- Hess, R. (2000). Henri Lefebvre et la pensée de l'espace. Dans Lefebvre, H. (1974). *La production de l'espace*. Paris : Anthropos. 4^e édition, 485 pages.
- Hoarau, C. (2018). *Quelle(s) coopération(s) entre organismes communautaires et entités politiques afin de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale ?* (Mémoire de maîtrise, Institut catholique de Paris, Paris).
- Hoodstock (2010). Commémorer les événements tragiques du 8 août. Repéré à <http://www.mbetv.com/dimanche-8-aout-2010-forum-social-mon-treal-nord>
- Hoodstock. (s.d.). *Accueil* [page Facebook]. Facebook. Repéré le 22 février 2020 à <https://www.facebook.com/Hoodstock2019/>.
- hooks, b. (1989). *Talking Back: Thinking Feminist, Thinking Black*. Cambridge, South End Press: 184 pages.
- Howarth, C. (2006). Race as stigma: Positioning the stigmatized as agents, not objects. *Journal of Community ad Applied Social Psychology*. 16(6): 442–451.

- Hyra, D. (2008). *The New Urban renewal: The Economic Transformation of Bronzeville and Harlem*. Chicago: The University of Chicago Press
- ICI Radio-Canada (2016). Un programme de musique classique à la maternelle voit le jour à Montréal. *ICI Radio-Canada — Montréal*. Repéré sur Eureka.
- Jackson, P. et J. Penrose (éds.) (1993). *Constructions of "race", place, and nation*. Minneapolis: University of Minnesota.
- Jacobs, J. (1961). *The Death and Life of Great American Cities*. New-York: Vintage: 480 pages.
- Jensen, Q. et A. Christensen. (2012). Territorial stigmatization and local belonging. *City*, 16(1–2): 74–92.
- Jolivet, V., Khelifi, C. et A. Vogler (à paraître). Revitalisation urbaine et réancrage du stigmate à Montréal-Nord : négation des discriminations raciales par « expropriation ».
- Journet, P. (2008). La police, « l'autre gang de rue de Montréal-Nord » aux *Franco-tireurs*. *La Presse*. Repéré à <https://www.lapresse.ca/arts/television/200810/22/01-31671-la-police-lautre-gang-de-rue-de-montreal-nord-aux-franco-tireurs.php>
- Kant, I. (1802). Physical geography. Original reprinted in the Academy edition of Kant's collected works. Berlin: Berlin Brandenburg Academy of Sciences. <http://www.ikp.uni-bonn.de/kant/#sthash.4E8un54L.dpuf>
- Kearney, M. et Vaillancourt, Y. (2006). Communautés locales : interaction et collaboration : les collaborations stratégiques en développement local ou comment améliorer la qualité de vie en soutenant la citoyenneté participative. *Cahiers du LAREPPS*, 60 (3), 1-41.
- Khalil, S. et T. Rutland (2019). La ville anti-Noir. La sécurité urbaine et les « après-vies » de l'esclavage à Montréal. Dans Bélanger, H. et D. Lapointe (dir.) (2019). *Perspectives critiques et analyse territoriale. Applications urbaines et régionales*. Montréal : Presses de l'Université du Québec, 224 pages.
- Khelifi, C. (à paraître). *L'ancrage local des "jeunes de banlieues" : un rapport au territoire (dé) politisé ? Comparaison d'un cas français et québécois*. [Thèse de doctorat, Université de Paris Est]. Thèse.fr: <http://www.theses.fr/s185883>
- Kindon, J. (1984). *Agenda setting. Alternatives and Public Policies*. New York: Harper Collins.
- Kirkness, P. (2013). *The Territorial Stigmatisation of French Housing Estates: From Internalisation to Coping with Stigma*. (Thèse de doctorat, The University of Edinburgh, Édimbourg).
- Kirkness, P. (2014). The *cités* strike back: Restive responses to territorial taint in the French *banlieues*. *Environment and Planning A*, 46(6): 1281–1296.
- Kirkness, P. et A. Tijé-Dra. (2017). Voices from the *quartiers populaires*: belonging to stigmatised French urban neighbourhoods. Dans Kirkness, P. et A. Tijé-Dra. (éds.). *Negative Neighbourhood reputation and Place Attachment. The Production and Contestation of Territorial Stigma*. Abingdon et New York: Routledge.

- Kirschenman, J., et Neckerman, K. M. (1991). "We'd love to hire them, but..." : The meaning of race for employers. Dans C. Jencks et P. E. Peterson (éds.). *The urban underclass* (pp. 203–232). Washington: The Brookings Institution.
- Kitchin, R. (2009). Space II. Dans Kitchin, R. et N. Thrift (éds.). *International encyclopedia of human geography*. Amsterdam; Boston: Elsevier.
- Klein, J. L. (2009). *Cartes du pourcentage de la population issue des minorités visibles*. [carte en ligne]. La Presse. Repéré à <https://www.lapresse.ca/actualites/regional/montreal/200901/22/01-820148-montreal-nord-les-deux-bronx.php>
- Klein, J. L. (2009). *Cartes du pourcentage des familles monoparentales*. [carte en ligne]. La Presse. Repéré à <https://www.lapresse.ca/actualites/regional/montreal/200901/22/01-820148-montreal-nord-les-deux-bronx.php>
- Kobayashi, A., et L. Peake. (1994). Un-natural discourse: "Race" and gender in geography. *Gender, Place and Culture*. 1(2): 225–44.
- Kobayashi, A. et L. Peake (2000). Racism out of Place: Thoughts on Whiteness and an Antiracist Geography in the New Millennium. *Annals of the Association of American Geographers*, 90(2): 392–403.
- Kobayashi, A. (2009). Geographies of Peace and Armed Conflict: Introduction. *Annals of the Association of American Geographers*, 99:819–826.
- Kobayashi, A. (2009). Representation et Re-présentation. Dans Kitchin, R. et N. Thrift (éds.). *International encyclopedia of human geography*. Amsterdam; Boston: Elsevier.
- Kobayashi, A. (2014). The Dialectic of race and the Discipline of Geography. *Annals of the Association of American Geographers*. 104(6): 1101–1115.
- Kornberg, D. (2016). The structural origins of territorial stigma: water and racial politics in metropolitan Detroit, 1950s–2010s. *International Journal of Urban and Regional Research*. 40(2): 263–283.
- Koskela, H. (2009). Crime/Fear of Crime. Dans Kitchin, R. et N. Thrift (éds.). *International encyclopedia of human geography*. Amsterdam; Boston: Elsevier.
- Kovach, B. et T. Rosentiel (2014). *The Elements of Journalism*. New York: Three rivers Press, 3e édition, 299 pages.
- Kuokkanen, R. (2007). *Reshaping the University. Responsibility, Indigenous Epistemes, and the Logic of the Gift*. Vancouver: UBC Press. 248 pages.
- Lamoureux, J. (2011). Marges et citoyenneté. *Sociologie et sociétés*. (33 (2) : 29-47.
- La Presse canadienne et K. Fortin (2011). Metro ferme son usine de Montréal-Nord. *Le Devoir* : B3
- La Presse canadienne (2011b). Metro ferme son usine de Montréal-Nord. *Métro (Montréal)* : 9
- La Presse canadienne (2011). Metro ferme son usine de viande. *La Presse* : 4.

- Laramée, G. (2012). *La représentation médiatique des gangs dans le journal La Presse de 1980 à 2010 : la mise en discours d'une « problématique sociale »*. (Thèse de doctorat, Université d'Ottawa, Montréal).
- Lawlor, A. (2013). *Understanding Public Policy through Mass Media*. [Thèse de doctorat, McGill]. eScholarship.
<http://digitool.library.mcgill.ca/R/83TFI6XVYCN3GRFIHQ1RKXK4299U8H7HGMRJB5HAVRP45GI6CX-03110>
- Leary M. (2009). The production of space through a shrine and vendetta in Manchester: Lefebvre's spatial triad and the regeneration of a place renamed Castlefield. *Planning Theory and Practice* 10(2): 189–212.
- Ledain, N. (2018). Des médecins supplémentaires espérés à Montréal-Nord. *Guide de Montréal-Nord*. Repéré à <https://journalmetro.com/local/montreal-nord/1663833/des-medecins-supplementaires-esperes-a-montreal-nord/>.
- Lefebvre, H. (1970). Réflexions sur la politique de l'espace. Conférence donnée à l'Institut d'urbanisme de Paris, le 13-1-70. *Espaces et sociétés*. 1 : 3-12.
- Lefebvre, S., R. Roult, J-M. Adjizian et L. Lapierre (2014). Planning and social appropriation of proximal sports facilities: the case of the exterior skating rink project “Bleu Blanc Rouge” in Montreal North. *Loisir et Société/ Society and Leisure*. 37(1): 101–115.
- Leloup, X. (2006). *Conditions de logement des ménages immigrants*. Montréal : INRS.
- Lefebvre, H. (1968). *Le droit à la ville*. Paris : Economica, 3^e édition, 135 pages.
- Lefebvre, H. (1974). *La production de l'espace*. Paris : Anthropos. 4^e édition, 485 pages.
- Lemieux, C. (2007). À quoi sert l'analyse des controverses ? *Mil neuf cent*. 25 : 191-212.
- Lindgren, A. (2009). News, geography and disadvantage: Mapping newspaper coverage of high-needs neighbourhoods in Toronto, Canada. *Canadian Journal of Urban Research*, 18(1), 74–97.
- Lindgren, A. et C. Wong. (2012) “Want to understand local news? Make a map” (2012). *Journalism Publications and Research*. Paper 3. <http://digitalcommons.ryerson.ca/journalism/3>
- Lindgren, A. et al. (2019). *Good News, Bad News. A snapshot of conditions at small-market newspaper in Canada*. Toronto: The Local News Research Project et National NewsMedia Council.
- Link, B.G. et J.C. Phelan (2001). “Conceptualizing Stigma”, *Annual Review of Sociology*. 27:365–385.
- Linteau, P.-A. (2007). *Brève histoire de Montréal*. Montréal : Boréal. 189 pages.
- Lipsitz, G. (2011). *How Racism Takes Place*, Philadelphie, Temple University Press.
- Liu, L. (2000). The place of immigration in studies of geography and race. *Social and Cultural Geography*. 1(2): 169–182.
- Livingston, D. N. (1991). The moral discourse of climate: Historical considerations on race, place and virtue. *Journal of Historical Geography* 17(4): 413–34.

- Livingston, D. N. (2002). Race, space and moral climatology: Notes toward a genealogy. *Journal of Historical Geography* 28(2): 159–80.
- Livingston, A.-M., Rutland, T. et S. Alix. (2018). *Le profilage racial dans les pratiques policières. Points de vue et expériences de jeunes racisés à Montréal. Rapport de recherche*. Montréal : #MTLsansprofilage. 106 pages.
- Longhurst, R. (2009). Semi-structured Interviews and Focus Group. Dans Clifford, N. Shaun, F. et G. Valentine (eds.) (2009). *Key Methods in Geography*. Londres : SAGE.
- Lorde, A. (1984). The master's tools will never dismantle the master's house. Dans Lorde, A. (1984). *Sister outsider*. Freedom: Crossing Press.
- Lorimer, H. (2005). Cultural geography: the busyness of being “more-than-representational”. *Progress in Human Geography*. 29(1): 83–94.
- Loury, G. (2002). *The Anatomy of racial Inequality*. Cambridge: Harvard University Press.
- Low, S. (2001). The edge and the center: Gated communities and the discourse of urban fear. *American Anthropologist*. 103(2): 45–58.
- Loyd, J. M. et A. Bonds (2018). Where do Black lives matter? Race, stigma and Place in Milwaukee, Wisconsin. *The Sociological Review Monographs*. 66(4): 898–918.
- Lussault, M. (2001). Controverses spatiales : des situations pour appréhender les espaces d'actes. *Villes en parallèle*. (32-34) : 149-160.
- Maracle, L. (2018). *My Conversation with Canadians*. Toronto : BookThug : 160.
- Martin-Lagardette, J.-L. (2001). *Vrai comme l'info. Méthode pour une presse citoyenne*. Paris : CFD. 182 pages.
- Manaï, B. et C. Bensiali (2019). L'antiracisme au quotidien. Dans Rachédi, L. et B. Taïbi. (2019). *L'intervention interculturelle*. Montréal. Chenelière Éducation : 127-134.
- Martineau, R. et P. Lagacé (2008, 22 octobre). Balade dans les rues de Montréal-Nord. [Entrevue]. Dans Paiement, J.-P. (producteur), *Les francs-tireurs*. Télé-Québec. Repéré à <http://lesfrancstireurs.archives.telequebec.tv/archives/275-entrevue.html>
- Massey, D. (2005). *For Space*. Londres, SAGE publications, 222 pages.
- Mauger, G. (2006). *L'émeute de novembre 2005 : une révolte protopolitique*, Bellecombe-en-Bauges : Éditions du Croquant.
- Maynard, R. (2017). *Policing Black Lives*. Montréal: Fernwood. 292 pages.
- McKittrick, K. (2006). *Demonic grounds: Black women and the cartographies of struggle*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Melé, P. (2008). Conflits et controverses : de nouvelles scènes de production territoriales ? Dans Garat, I. Séchet, R. et D. Zeneidi (dir.) *Espaces en (trans) action*. Rennes : Presses universitaires de Rennes. 239-250.
- Merrifield, A. (2006). *Henri Lefebvre. A Critical Introduction*. New York : Routledge.

- Miège, B. (1996). La généralisation des relations publiques. Dans *La société conquise par la communication : les TIC entre innovation technique et ancrage social*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble. 150-157 pages.
- Miles, J. et Gilbert, P. (2005). *A Handbook of Research Methods for Clinical and Health Psychology*. Oxford University Press.
- Mills, S. (2016). *A Place in the Sun: Haïti, Haïtiens, and the Remaking of Québec*. Montréal: McGill-Queen's University Press. 304 pages.
- Mise au jeu (2008). *De plus près... Rapport final de la consultation/mobilisation été 2008*. Montréal : Un itinéraire pour tous.
- Mitchell, D. (2000). *Cultural geography*. Oxford :Blackwell.
- Mongin, O. (2005). *La condition urbaine. La ville à l'heure de la mondialisation*. Paris : Seuil. 325 pages.
- Montagu, A. [1945] (1997). Man's most dangerous myth: The fallacy of race. 6e édition. Walnut Creek: Altamira.
- Montréal en statistiques. (2014). *Profil sociodémographique. Arrondissement de Montréal-Nord*.
- Montréal en statistiques. (2018a). *Profil sociodémographique. Arrondissement de Montréal-Nord*.
- Montréal en statistiques (2018b). *Profil sociodémographique. Recensement. Arrondissement d'Outremont*. Ville de Montréal : 42 pages.
- Montréal-Nord en Santé (2014). *Portrait de la zone RUI de Montréal-Nord. Démarche collective de planification stratégique*. Montréal : Ville de Montréal. 15 pages.
- Montréal-Nord Républik. (22 février 2020). *Montréal-Nord Républik*. Blogue de Montréal-Nord Républik. Repéré à <http://montrealnordrepublik.blogspot.com/>
- Morrill, R. L. (1965). The negro ghetto: Problems and alternatives. *Geographical Review*. 55 (3): 339–61.
- Mugabo, D. I. (2016). *Geographies and Futurities of Being: Radical Black Activism in a Context of Anti-Black Islamophobia in 1990s Montreal*. (Mémoire, Université de Concordia)
- Murphy, A. (2012). "Litterers": How Objects of Physical Disorder Are Used to Construct Subjects of Social Disorder in a Suburb. *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*. 642(1): 210–227.
- Musterd, S., & Andersson, R. (2006) Employment, social mobility and neighbourhood effects: The case of Sweden. *International Journal of Urban and Regional Research*. 30(1).
- Myles, B. (2009). Affaire Villanueva — Le SPVM aurait fait des tentatives d'infiltration. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledouvoir.com/societe/272839/affaire-villanueva-le-spvm-aurait-fait-des-tentatives-d-infiltration>
- Nabbad, Y. (2019a). Le « durag » a la cote à Montréal-Nord. *Le Guide de Montréal-Nord*. Repéré à <https://journalmetro.com/local/montreal-nord/2217718/le-durag-a-la-cote-a-montreal-nord/>

Nabbad, Y. (2019 b). Une bibliothèque de Motnréal-Nord mènerait une politique jugée « discriminatoire » pour les jeunes. *Le Guide de Montréal-Nord*. Repéré à <https://journalmetro.com/actualites/montreal/2179455/une-bibliotheque-de-montreal-nord-menerait-une-politique-jugee-discriminatoire-pour-les-jeunes/>

Nayak, A. (2009). Racism and Antiracism. *International encyclopedia of human geography*: 59–64.

Opillard, F. (2018). Comparer la dimension spatiale des luttes urbaines. Analyse critique des mobilisations contre la gentrification à San Francisco (États-Unis) et contre la prédation immobilière à Valparaíso (Chili). *Annales de géographie*, 2 (720) : 115-144.

OyvTv ツ(2012, 8 juin). *Dave Le'Seul — Sur LaMap (Mtl-Nord) ft. Hyper of Mobsterz [OFFICIAL VIDEO]*. [vidéo]. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=cl4r24PmWJo&ab_channel=O%CA%8F%E1%B4%A0T%E1%B4%A0%E3%83%84

Paillé, P. et A. Mucchielli (2012). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Paris : Armand Colin.

Palmer, C., Ziersch, A., Arthurson, K., et F. Baum. (2004). Challenging the stigma of public housing: Preliminary findings from a qualitative study in South Australia. *Urban Policy and Research*, 22(4): 411–426.

Parent, A.-Y. (2014). Les émeutes de Montréal-Nord : Analyse des discours dans la presse écrite francophone. *Journal de Médecine Légale et Droit Médical*. 57 (6) : 39-48.

Payette, D. (dir.) (2010). *L'information au Québec. Un intérêt public*. Montréal, Groupe de travail sur le journalisme et l'avenir de l'information au Québec : 134 pages.

Peake, L. (2009). Whiteness. Dans Kitchin, R. et N. Thrift (éds.). *International encyclopedia of human geography*. Amsterdam; Boston: Elsevier.

Permentier, M. et M. Van Ham et G. Bolt. (2007). Behavioural responses to neighbourhood reputations. *J. Housing Built Environment*. 22:199–213.

Permentier, M. et M. Van Ham et G. Bolt. (2008). Same Neighbourhood... Different Views? A Confrontation of Internal and External Neighbourhood Reputations. *Housing Studies*, 23(6): 833–855.

Permentier, M. et M. Van Ham et G. Bolt. (2009). Neighbourhood reputation and the intention to leave the neighbourhood. *Environment and Planning A*. (41): 2162–2180.

Perreault, A. (2013). *Rapport d'enquête d'André Perreault, coroner à temps partiel, sur les causes et les circonstances du décès de Fredy Alberto Villanueva survenu à Montréal le 9 août 2008. Dossier n° 141740*. Montréal : 143 pages.

Perry, P. et A. Shotwell (2009). Relational Understanding and White Antiracist Praxis. *Sociological Theory*. 27(1): 33–50.

Piette, L. (2015). *Enjeux des liens de solidarité sociale au sein des initiatives alimentaires alternatives dans le Sud du Québec*. (Mémoire, UQAM, Montréal).

Popovic, A. (2009). Un an après les émeutes de Montréal-Nord (1ère partie) — Victime de l'«amalgam». Repéré en ligne à <https://lacrap.org/s-rie-un-apr-s-les-meutes-de-montr-al-nord-1-re-partie-victimes-de-l-amalgam>

Potvin, M. et Mc Andrew (1996). *Le racisme au Québec : éléments d'un diagnostic. Rapport final soumis au Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des communautés culturelles*. Montréal. Centre d'études ethniques de l'Université de Montréal : 325 pages.

Potvin, M. (1997). Les jeunes de la deuxième génération haïtienne au Québec : entre la communauté « réelle » et la communauté « représentée ». *Sociologie et sociétés*. 29 (2) : 77-101.

Potvin, M., Tremblay, M., Audet, G., É. Martin (2008). *Les médias écrits et les accommodements raisonnables. L'invention d'un débat. Analyse du traitement médiatique et des discours d'opinion dans les grands médias (écrits) du Québec sur les situations reliées aux accommodements raisonnables du 1^{er} mars 2006 au 30 avril 2007*. Montréal : 231 pages.

Power, M., P. Neville, E. Devereux, A. Haynes & C. Barnes (2013) "Why bother seeing the world for real?": Google Street View and the representation of a stigmatised neighbourhood", *New Media and Society*. 15(7): 1022–1040.

Pires, A. (1997). Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique. Dans Poupart J. et al. (dir.) (1997). *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*. Gaëtan Morin : 405 pages.

Prichart, D. et F. Sauvageau (1999). *Les journalistes canadiens. Un portrait de fin de siècle*. Québec : Les Presse de l'Université Laval.

Prosper, W. (2019). Une longue histoire à suivre : La commission d'enquête sur le racisme systémique. Dans Zaazaa, A. et C. Nadeau (2019). *11 brefs essais contre le racisme. Pour une lutte systémique*. Montréal : Éditions Somme toute. 164 pages.

Pulido, L. (2000). Rethinking environmental racism: White privilege and urban development in Southern California. *Annals of the Association of American Geographers*. 90:12–40.

Pulido, L. (2002). Reflections on a White Discipline. *The Professional Geographer*. 54(1): 42–49.

Purdy, S. (2003). "Ripped off" by the system: Housing policy, poverty and territorial stigmatization in regent Park housing project, 1951–1991. *Labour/Le Travail*, 52 : 45-108.

Pinkster, F. (2014). "I Just live Here": Everyday Practices of Disaffiliation of Middle-class Households in Disadvantaged Neighbourhoods. *Urban Studies*. 51(4): 810–826.

Quillian, L. et D. Pager. (2001). Black Neighbors, Higher Crime? The Role of Racial Stereotypes in Evaluations of Neighborhood Crime. *American Journal of Sociology*. 107:717–767.

Racines 2.0 (s.d.). *Accueil* [page Facebook]. Facebook. Repéré le 22 février 2020 à <https://www.facebook.com/racinesmontreal/>.

Ricœur, P. (2000). *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris : Seuil. 690 pages.

Rivière, J. et S. Tissot. (2012). La construction médiatique des banlieues. Retour sur la campagne présidentielle de 2007. *Métropolitiques*. eu : halshs-0576585.

- Roberts, D. (2014). *Killing the Black Body: Race, Reproduction, and the Meaning of Liberty*. New York: Knopf Doubleday Publishing Group.
- Rose, H. M. (1978). The geography of despair. *Annals of the Association of American Geographers*. 68(4): 453–64.
- Rose, G. (2001). *Visual Methodologies: An Introduction to the Interpretation of Visual Materials*. London: Sage. 229 pages.
- Roshier, B. (1981). The selection of crimes news by the press. Dans Cohen, S. et J. Young (1981). *The manufacture of news. Deviance social problems & the mass media*. Beverly Hills: SAGE Publications. 506 pages.
- Routledge, P. (2001). Within The River: Collaboration and Methodology. *The Geographical Review*. 9(1–2): 113–120.
- Rutland, T. (2016). Deux formes de discrimination territoriale à Halifax, en Nouvelle-Écosse. Dans Hancock, C. et al. (dir.) (2016). *Discriminations territoriales. Entre interpellation politique et sentiment d'injustice des habitants*. Paris : Éditions de L'Œil d'or : 125-139.
- Rutland, T. (2018). *Displacing Blackness. Planning, Power, and Race in Twentieth-Century Halifax*. Toronto: University of Toronto Press: 400 pages.
- Sacco, V. (2000). News that Counts: Newspaper Images of Crime and Victimization Statistics. *Criminologie*. 33 (1) : 203-223.
- Saïd, E. (2000). *Culture et impérialisme*. Paris. Fayard : 555 pages.
- Saïd, E. (2015). *L'Orientalisme*. Paris. Éditions du Seuil : 592 pages.
- Sampson, R., J. Morenoff et T. Gannon-Rowley. (2002). Assessing “Neighborhood Effects”: Social Processes and New Directions in Research. *Annual Review of Sociology* 28:443—78.
- Sampson, R. et S. Raudenbush (2004). Seeing Disorder: Neighborhood Stigma and the Social Construction of “Broken Windows”. *Social Psychology Quarterly*. 67(4): 319–342.
- Sansfaçon, P. (2008). L'heure est aux projets concrets. *La Presse* : A22.
- Sauvageau, F. (2010). L'avenir incertain des quotidiens. Dans Institut du Nouveau Monde (2010). *L'État du Québec*. Montréal: Éditions Boréal.
- Schmid (2008) Henri Lefebvre's theory of the production of urban space: towards a three-dimensional dialectic. In: Goonewardena K, Kipfer S, Milgrom R and Schmid C (eds) *Space, Difference, Everyday Life: reading Henri Lefebvre*. New York: Routledge, 27–45.
- Schultz L. (2014). Copenhagen's West End a “Paradise Lost”: the political production of territorial stigmatization in Denmark. *Environment and Planning A*. 46(6): 1386 — 1402
- Scott, H. (2009). Representation, Politics of. Dans Dans Kitchin, R. et N. Thrift (éds.). *International encyclopedia of human geography*. Amsterdam; Boston: Elsevier.
- Sedel, J. (2007). *La banlieue comme enjeu de lutte symbolique : contribution à l'analyse des relations entre médias et champs sociaux*. (Thèse de doctorat, EHESS, Paris).
- Sedel, J. (2009). *Les médias et la banlieue*. Paris : Éditions Le Bord de l'eau, 247 pages.

Séguin, A.-M. et G. Divay. (2004). La lutte territorialisée contre la pauvreté : examen critique du modèle de revitalisation urbaine intégrée. *Lien social et Politiques*, (52) : 67-79.

Seguin, A.-M., P. Negrón-Poblete et P. Apparicio. (2012). Pauvreté et richesse dans la région montréalaise depuis l'après-guerre. Un paysage en mouvement. Dans Fougères, D. (éds.) *Histoire de Montréal et de sa région. Tome II de 1930 à nos jours*. Québec : Les Presses de l'Université Laval. 1143-1668.

Shanahan, E., Michael, J. et M. McBeth. (2011). Policy Narratives and Policy Processes. *Policy Studies Journal*. 39(30):535–561.

Shaw, E. et P. Godin. (2019). *Le financement de la mission des organismes communautaires de Montréal-Nord*. Montréal : Table de quartier et l'Arrondissement de Montréal-Nord.

Shohat, E. (1995). The Struggle over Representation: Casting, Coalitions, and the Politics of Identification. Dans de la Campa, R. Kaplan, E. A. et M. Sprinkler (éds.) (1995). *Late Imperial Culture*. New York: Verso.

Sigal, L. (1973). *Reporters and officials. The organization and politics of newsmaking*. Lexington: Mass. D. C. Heath. 221 pages.

Simonsen K (2005) Bodies, sensations, space and time: the contribution from Henri Lefebvre. *Geografiska Annaler B*, 87(1): 1–14.

Slater, T. (2013). Your Life Chances Affect Where You Live: A Critique of the “Cottage Industry” of Neighbourhood Effects Research. *International Journal of Urban and Regional Research*. 37(2): 367–387.

Slater, T. and Anderson, N. (2012). The Reputational Ghetto: Territorial Stigmatization in St. Paul's, Bristol. *Transactions of the Institute of British Geographers*. 37 (4): 530–546.

Slater, T. (2015). Territorial Stigmatization: Symbolic Defamation and the Contemporary Metropolis. Dans Hannigan, J. et G. Richards (éd.) (2015). *The Handbook of New Urban Studies*. Londres : Sage Publications, 610 pages.

Slater, T. (2017) Territorial Stigmatisation, Gentrification and Class Struggle: An interview with Tom Slater. Dans P. Kirkness and A.Tijé-Dra (Éds). *Negative Neighbourhood Reputation and Place Attachment: The Production and Contestation of Territorial Stigma*. London: Routledge. 235–251.

Smith, N. (2001). Global social cleaving: Postliberal revanchism and the export of zero tolerance. *Social Justice*. 28 (3): 68-74.

Soulé, B. (2007). Observation participante ou participation observante ? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales. *Recherches qualitatives*. 27 (1) : 127-140.

Sontag, S.([1973], 2008). *Sur la photographie*. Paris : Christian Bourgois. 280 pages.

Spivak, G. C. (1988). Can the Subaltern Speak. Dans Nelson, C. et L. Grossberg (éds.). *Marxism and the Interpretation of Culture*. Basingstoke: Macmillan Education, 1988. 271–313.

SPVM (2008). Lancement d'une nouvelle équipe corporative pour intensifier la lutte à la criminalité. Repéré en ligne à <https://spvm.qc.ca/fr/Communiques/Detaills/1548>.

SPVM (2008). *Le ministère de la Sécurité publique transfère une enquête à la Sûreté du Québec*. Montréal, Module relations médias : 1 page.

SPVM (2008b). *Plan de réponse. Incidents Montréal-Nord*. Montréal : SPVM.

SPVM (2010). *Résumé des réalisations. Contexte d'intervention pré et post événements — Août 2008. Dossier : Montréal-Nord*. Montréal : SPVM.

SPVM (2010b). *Actualité. Gangs de rue*. Montréal : SPVM.

Stoiciu, G. et O. Brosseau (1989). *La différence. Comment l'écrire ? Comment la vivre ? Communication internationale et communication interculturelle*. Montréal : Éditions Humanitas. 246 pages.

Sylla, Kadiatou. (2017). *Impact social de l'Accorderie de Montréal-Nord sur les femmes accordeuses*. (Mémoire de maîtrise, UQAM, Montréal).

McKittrick, K. (2011). On Plantations, Prisons, and a Black Sense of Place. *Social and Cultural Geography*. 12(8): 947–963.

Mokrosinska, D. (2019). Why Snowden and not Greenwald? On the Accountability of the Press for Unauthorized Disclosures of Classified Information. *Law and Philosophy*: <https://doi.org/10.1007/s10982-019-09367-1>

Nielsen, G. (2016). Méconnaissance : Lecture des nouvelles sur la pauvreté et les communs urbains en Amérique du Nord. *Anthropologie et Sociétés*. 40 (1) : 173-191.

Tannouche Bennani, S. et L. Touré Kapo (dir.) (2019). *Droit à la ville : Montréal-Nord entre disparités territoriales et racisme systémique vécu*. Montréal : Paroles d'excluEs : 43 pages.

Tedlock, B. (1992). *The Beautiful and the Dangerous: Dialogues with the Zuni Indians*. New York: Viking. Dans Soule, B. (2007). Observation participante ou participation observante ? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales. *Recherches qualitatives*. 27 (1) : 127-140.

Teitelbaum, B. et L. Bérubé. (1981). La discrimination raciale dans le logement à Montréal. Dans Blanc, B., Choincoine, N., et A. Germain. (1989). Quartiers multiethniques et pratiques familiales : la garde des jeunes enfants d'âge scolaire. *International Review of Community Development/Revue internationale d'aide communautaire*. (21) : 165-176.

Tellier, R. (1999). *La Visitation du Sault-au-Récollet*. (2^e édition). Montréal : René Tellier. 94 pages.

Thrift, N. (1996). *Spatial Formations*. Thousand Oaks, Sage publications: 367 pages.

Thompson, J. (2005). The new visibility. *Theory, Culture & Society*. 22(6):31–51.

Tichit, L. (2011). *L'animation du milieu urbain à Montréal-Nord : Le point de vue des jeunes*. Montréal, Québec : Ville de Montréal-Emploi et Solidarité sociale.

Tichit, L. (2013). *Étude sur les sentiments de paix et de sécurité dans le secteur couvert par le projet Quartiers 21 à Montréal-Nord : regards de résidents*. Montréal : Ville de Montréal.

- Tissot, S. (2007). *L'État et les quartiers, genèse d'une catégorie de l'action publique*. Paris : Éditions du Seuil, 300 pages.
- Tremblay, P. (2011). *Beauvoir Jean, le récit d'un vétéran*. Montréal : Liber. 229 pages.
- Turner, S. (1997). Barrier to a better break: Employers' discrimination and spatial mismatch in metropolitan detroit. *Journal of Urban Affair*. 19 :23–141.
- Velloso, J. (2013). Au-delà de la criminalisation : l'immigration et les enjeux pour la criminologie. *Criminologie*. 46(1) : 55-82.
- Veschambre, V. (2008). *Traces et mémoires urbaines. Enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 315 pages.
- Ville de Montréal. (2012). *Plan d'action canopée 2012-2021*. Montréal : Direction des grands parcs et du verdissement.
- Ville de Montréal. (2014). *Le Classement sociodémographique des villes et arrondissements de l'agglomération de Montréal*.
- Voghel-Robert, M.-È. (2014). *Quel(s) rôle(s) pour l'agriculture urbaine à Montréal-Nord : perceptions et vision des résidents*. (Mémoire de maîtrise, UQAM, Montréal).
- Vogt, W. P. (1999). *Dictionary of Statistics and Methodology: A Non-Technical Guide for the Social Sciences* (2nd ed.). London: Sage Publications.
- Wacquant, L. (2006). *Parias urbains. Ghetto, banlieues, État. Une sociologie comparée de la marginalité sociale*. Paris, La Découverte, 331 pages.
- Wacquant, L. (2007). La stigmatisation territoriale à l'âge de la marginalité avancée. *Fermentum. Revista Venezolana de Sociología y Antropología*. 17(48): 17-29.
- Wacquant, L.(2009). *Punishing the Poor: The Neoliberal Government of Social Security*. Durham, Duke University Press: 408 pages.
- Wacquant, L., Slater, T. et V. Borges Pereira. (2014). Territorial stigmatization in action. *Environment and Planning A*. 46(6): 1270–1280.
- Waitt, G. R. (2005). *Doing Discourse Analysis*. Dans Hay. I. (Ed.) *Qualitative Research Methods in Human Geography*. U.K.: Oxford University Press: 163–191
- Waldron, I. (2018). *There's something in the water. Environmental Racism in Indigenous and Black Communities*. Halifax, Fernwood Publishing: 184 pages.
- Warr, D. J. (2005). Social networks in a “discredited” neighbourhood. *Journal of Sociology*. 241: 285.
- Whatmore, S. (2002). *Hybrid Geographies*. Thousand Oaks, SAGE Publications Ltd: 246 pages.
- Wilson, W. J. (1996). *When work disappears: The world of the new urban poor*. New York: Vintage Books.
- Winders, J. (2009). Race. *International encyclopedia of human geography*: 53–58.

Winseck, D. (2018). *Media & Internet Concentration, 1984–2016*. Canadian Media Concentration Research Project: 66 pages.

Winstanley, A. C. (2009). Spatial databases. *International encyclopedia of human geography*: 345–347.

Wolton, D. (1997). *Penser la communication*. Mesnil-sur-l'Estrée : Flammarion. 402 pages.

Yates, J. (2016). Le silence radio du SPVM complique le travail des médias, dit la FPJQ. *Métro Montréal*. Repéré à <https://journalmetro.com/actualites/montreal/984108/le-silence-radio-du-spvm-complique-le-travail-des-medias-dit-la-fpqj/>

Zaazaa, A. (2019). Hoodstock ou la réappropriation d'une citoyenneté confisquée. Dans Zaazaa, A. et C. Nadeau (2019). *11 brefs essais contre le racisme. Pour une lutte systémique*. Montréal : Éditions Somme toute. 164 pages.

Annexes

Annexe I — Guide des entretiens

Entretien #1 (27 juin 2018). Journaliste, 1 heure 34 minutes, Centre-Sud.

Entretien #2 (11 juillet 2018). Individu impliqué dans le Comité de soutien à la famille Villanueva, 1 heure 7 minutes, Villeray.

Entretien #3 (23 juillet 2018). Journaliste, 1 heure 2 minutes, Mile-End.

Entretien #4 (6 septembre 2018). Journaliste, 1 heure 15 minutes, Centre-ville.

Entretien #5 (11 septembre 2018). Individu impliqué dans plusieurs collectifs citoyens, 1 heure 15 minutes, Centre-Sud.

Entretien #6 (27 septembre 2018). Intervenant·e communautaire, 3 heures 15 minutes, Montréal-Nord.

Entretien #7 (28 septembre 2018). Journaliste, 1 heure 48 minutes, Centre-ville.

Entretien #8 (1 octobre 2018). Individu impliqué dans le Comité de soutien à la famille Villanueva, 59 minutes, Mile-End.

Entretien #9 (4 octobre 2018). Intervenant·e·s communautaires, 1 heure 51 minutes, Montréal-Nord.

Entretien #10 (19 octobre 2018). Intervenant·e communautaire, 1 heure 43 minutes, Laval.

Entretien #11 (19 octobre 2018). Citoyen·ne impliqué·e dans un organisme communautaire, 1 heure 31 minutes, Montréal-Nord.

Entretien #12 (22 octobre 2018). Intervenant·e communautaire, 1 heure 39 minutes, Montréal-Nord.

Entretien #13 (29 octobre 2018). Journaliste, 1 heure 4 minutes, Centre-Sud.

Entretien #14 (30 octobre 2018). Citoyen·ne impliqué·e dans un organisme communautaire, Montréal-Nord.

Entretien #15 (30 octobre 2018). Citoyen·ne impliqué·e dans un organisme communautaire, 1 heure 31 minutes, Montréal-Nord.

Entretien #16 (1^{er} novembre 2018). Individu impliqué plusieurs collectifs citoyens, 1 heure 28 minutes, Rosemont.

Entretien #17 (5 novembre 2018). Intervenant·e institutionnel·le dans un milieu scolaire, 1 heure 53 minutes, Montréal-Nord.

Entretien #18 (7 novembre 2018). Individu impliqué dans plusieurs collectifs citoyens, 59 minutes, Villeray.

Entretien #19 (12 novembre 2018). Journaliste, 1 heure 23 minutes, Villeray.

Entretien #20 (3 décembre 2018). Intervenant·e institutionnel·le à la mairie d'arrondissement, 1 heure 2 minutes, Montréal-Nord.

Entretien #21 (3 décembre 2018). Intervenant communautaire, 1 heure 8 minutes, Montréal-Nord.

Entretien #22 (18 décembre 2018). Intervenant·e·s communautaire·s, 1 heure 22 minutes, Montréal-Nord.

Entretien #23 (20 décembre 2018). Individu impliqué dans plusieurs collectifs citoyens, 1 heure 34 minutes, Montréal-Nord.

Entretien #24 (29 janvier 2019). Individu impliqué dans plusieurs collectifs citoyens, 1 heure 29 minutes, Saint-Laurent.

Entretien #25 (1^{er} avril 2019). Individu impliqué dans plusieurs collectifs citoyens, 1 heure 13 minutes, Centre-Sud.

Annexe II — Exemple de questionnaire

Guide d'entretien — Journaliste

THÉMATIQUES ET ACTEURS VISÉS	QUESTIONS
Les trajectoires de vie <i>Comment êtes-vous devenu un acteur politique au sein du quartier ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Quel est ton métier ? Quels sont les mandats de ton emploi, tes objectifs de carrières ? Quel est ton horaire ? - Comment as-tu commencé à devenir journaliste ? - Aimes-tu ce que tu fais ? Y'a-t-il des choses que tu aimes moins ? - Quels sont les messages que tu veux faire passer en tant que chroniqueur ?
La perception de Montréal-Nord <i>Comment percez-vous Montréal-Nord ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Qu'est-ce que Montréal-Nord représente pour toi ? Comment le perçois-tu ? - Comment était-ce la première fois que tu y es allé ? Est-ce que Montréal-Nord a changé depuis 10 ans ? - Y étais-tu allé en dehors d'un reportage ? Y es-tu retourné ? - Comment t'es-tu senti dans le quartier ? Qu'as-tu remarqué ? - Comment penses-tu que les personnes à l'extérieur du quartier perçoivent Montréal-Nord ? Pourquoi penses-tu que ces perceptions existent-elles ? - Comment parles-tu de Montréal-Nord à d'autres personnes ? Comment en parles-tu à d'autres habitants du quartier ? - Comment les personnes perçoivent les journalistes ? Est-ce positif ou négatif ? Pourquoi penses-tu qu'il existe ces perceptions ? - Comment les Nord-Montréalais perçoivent-ils les journalistes ? Quelles sont tes expériences à Montréal-Nord ? Est-ce différent d'autres milieux ? - Que penses-tu de la représentation médiatique du quartier ? Pourquoi la représentation médiatique est-elle comme ça selon toi ? - J'ai effectué une analyse de discours concernant Montréal-Nord dans les médias de la presse écrite montréalaise. Que penses-tu des résultats ? - Pourquoi penses-tu qu'il y a un si grand accent mis sur la sécurité ?
L'organisation des médias <i>Comment les salles de rédaction sont structurées pour couvrir l'actualité ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Connais-tu la structure de l'information de Média X ? Comment les tâches sont divisées entre les journalistes ? - Qui couvre les affaires municipales ? Les crimes, le quartier Montréal-Nord ? Pourquoi cette organisation ? - Y'a-t-il des minorités visibles dans les salles de rédaction dans lesquelles tu travailles ? Pourquoi en est-ce ainsi ? Penses-tu qu'une meilleure représentation pourrait changer quelque chose dans la couverture de l'actualité ? - Que penses-tu des médias sociaux et numériques dans la couverture de l'actualité ? Sont-ils des compléments aux médias traditionnels ou en compétition ? Sont-ils plus accessibles ou représentatifs des opinions ? - Connais-tu les collectifs Montréal-Nord République, Montréal-Noir ou Tout le hood en parle ? Si oui, qu'en penses-tu ?
Information de base	<ul style="list-style-type: none"> - Nom et âge - Comment t'identifies-tu ou te présentes-tu ? - As-tu d'autres idées de personne que je pourrais contacter pour mes recherches ?

Guide d'entretien — Institution

THÉMATIQUES ET QUESTIONS PRINCIPALES	QUESTIONS SECONDAIRES
Les trajectoires de vie <i>Comment êtes-vous devenu un acteur politique au sein du quartier?</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Quel est ton métier ? Quels sont les mandats de ton emploi, tes objectifs de carrières ? Quel est ton horaire ? - Comment as-tu commencé à travailler à l'arrondissement ? - Aimes-tu ce que tu fais ? Y'a-t-il des choses que tu aimes moins ? - Y'a-t-il des choses que vous voulez changer en tant que fonctionnaire/élu ? Quelles sont tes motivations ?
La perception de Montréal-Nord <i>Comment percez-vous Montréal-Nord ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Habitez-vous le quartier ? Comment fréquentez-vous Montréal-Nord ? - Qu'est-ce que Montréal-Nord représente pour vous ? - Comment vous sentez-vous dans le quartier ? - Quelles sont les principales caractéristiques du quartier ? Ces principaux enjeux ? - Comment l'arrondissement tente de répondre à ces enjeux ? Les solutions et les actions proposées sont-elles efficaces ? Y'a-t-il eu des changements depuis que vous avez commencé à travailler à l'arrondissement ? - Comment Montréal-Nord a-t-il changé depuis la mort de Fredy Villanueva ? - Quels sont vos liens avec le quartier ? Est-ce que c'est facile de rejoindre les habitants du quartier ? Avez-vous tissé des liens avec des voisins, d'autres organismes communautaires ou des commerces ? Quelles sont vos relations avec ces acteurs ? Sentez-vous un support du quartier ? - Vous sentez-vous porte-parole des habitants de Montréal-Nord ou d'une tranche de ceux-ci ? Comment vos actions sont perçues par les médias et les habitants du quartier ? - Connais-tu les collectifs Montréal-Nord Républik, Montréal-Noir ou Tout le hood en parle ? Si oui, qu'en penses-tu ?
L'influence du quartier sur les actes politiques <i>Comment la structure spatiale de Montréal-Nord influence-t-elle vos actes politiques ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Comment pensez-vous que les personnes à l'extérieur du quartier perçoivent Montréal-Nord ? Pourquoi ? - Comment parlez-vous de Montréal-Nord à d'autres personnes ? - Comment en parlez-vous à d'autres habitants de votre quartier ? - Dites-vous que vous venez ou travaillez à Montréal-Nord ? Quelles sont les réactions des personnes à qui vous le dites ? - Que pensez-vous de la représentation faite par les médias sur Montréal-Nord ? Est-elle représentative ? Par exemple, que pensez-vous de la couverture faite par tel article de journal ? - J'ai effectué une analyse de discours concernant Montréal-Nord dans les médias de la presse écrite montréalaise. Que pensez-vous de mes résultats ? - Que penses-tu des journalistes ? Sont-ils bien reçus dans le quartier ? Pourquoi ? - Au-delà des discours médiatiques, c'est quoi pour vous Montréal-Nord ? Si vous étiez journaliste, qu'est-ce que vous y montreriez ?
Information de base	<ul style="list-style-type: none"> - Nom et âge - Comment t'identifies-tu ou te présentes-tu ? - As-tu d'autres idées de personne que je pourrais contacter pour mes recherches ?

Guide d'entretien — Organismes communautaires

THÉMATIQUES ET QUESTION PRINCIPALE	QUESTIONS SECONDAIRES
<p>Les trajectoires de vie</p> <p><i>Comment êtes-vous devenu un acteur politique au sein du quartier ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Quel est ton métier ? Quels sont les mandats de ton emploi, tes objectifs de carrières ? Quel est ton horaire ? - Parle-moi de ton organisme communautaire. Comment il est parti ? Quels sont vos objectifs ? Quels sont vos moyens d'action et de mobilisation ? - Comment as-tu commencé à devenir travailleur communautaire ? - Aimes-tu ce que tu fais ? Y'a-t-il des choses que tu aimes moins ? - Quels sont les messages que tu veux faire passer en tant que travailleur communautaire ? Quelles sont tes motivations ?
<p>L'influence du quartier sur les actes politiques</p> <p><i>Comment la structure spatiale de Montréal-Nord influence-t-elle vos actes politiques ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Quelles sont les limites de Montréal-Nord d'après vous ? - Habitez-vous le quartier ? Comment fréquentez-vous Montréal-Nord ? - Qu'est-ce que Montréal-Nord représente pour vous ? - Comment vous sentez-vous dans le quartier ? - Quelles sont les principales caractéristiques du quartier ? Ces principaux enjeux ? - Comment l'organisme communautaire tente de répondre à ces enjeux ? Les solutions et les actions proposées sont-elles efficaces ? Y'a-t-il eu des changements depuis votre participation à cet organisme communautaire ? - Comment Montréal-Nord a-t-il changé depuis la mort de Fredy Villanueva ? - Quels sont vos liens avec le quartier ? Est-ce que c'est facile de rejoindre les habitants du quartier ? Avez-vous tissé des liens avec des voisins, d'autres organismes communautaires ou des commerces ? Quelles sont vos relations avec ces acteurs ? Sentez-vous un support du quartier ? - Vous sentez-vous porte-parole des habitants de Montréal-Nord ou d'une tranche de ceux-ci ? Comment vos actions sont perçues par les médias et les habitants du quartier ? - Connais-tu les collectifs Montréal-Nord Républik, Montréal-Noir ou Tout le hood en parle ? Si oui, qu'en penses-tu ?
<p>La perception de Montréal-Nord</p> <p><i>Comment percez-vous Montréal-Nord ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Comment pensez-vous que les personnes à l'extérieur du quartier perçoivent Montréal-Nord ? Pourquoi ? - Comment parlez-vous de Montréal-Nord à d'autres personnes ? - Comment en parlez-vous à d'autres habitants de votre quartier ? - Dites-vous que vous venez ou travaillez à Montréal-Nord ? Quelles sont les réactions des personnes à qui vous le dites ? - Quelles plateformes médiatiques et quels médias consommez-vous ? Pourquoi les consommez-vous ? - Quelles plateformes médiatiques et quels médias ne consommez-vous pas et pourquoi ? - Que pensez-vous de la représentation faite par les médias sur Montréal-Nord ? Est-elle représentative ? Par exemple, que pensez-vous de la couverture faite par tel article de journal ? - J'ai effectué une analyse de discours concernant Montréal-Nord dans les médias de la presse écrite montréalaise. Que pensez-vous de mes résultats ? - Que penses-tu des journalistes ? Sont-ils bien reçus dans le quartier ? Pourquoi ? - Au-delà des discours médiatiques, c'est quoi pour vous Montréal-Nord ? Si vous étiez journaliste, qu'est-ce que vous y montreriez ? - Que penses-tu des médias sociaux et numériques dans la couverture de l'actualité ? Sont-ils des compléments aux médias traditionnels ou en compétition ? Sont-ils plus accessibles ou représentatifs des opinions ?
<p>Information de base</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nom et âge - Comment t'identifies-tu ou te présentes-tu ? - As-tu d'autres idées de personne que je pourrais contacter pour mes recherches ?

Guide d'entretien — Collectif citoyen

THÉMATIQUES ET ACTEURS VISÉS	QUESTIONS
La perception de Montréal-Nord <i>Comment percez-vous Montréal-Nord ?</i> Acteurs visés – journalistes – militants – résidents	<ul style="list-style-type: none"> - Quelles sont les limites de Montréal-Nord d'après vous ? - Habitez-vous le quartier ? Comment fréquentez-vous Montréal-Nord ? - Qu'est-ce que Montréal-Nord représente pour vous ? - Comment vous sentez-vous dans le quartier ? - Quelles sont les principales caractéristiques du quartier ? Ces principaux enjeux ? - Comment Montréal-Nord a-t-il changé depuis la mort de Fredy Villanueva ? - Comment pensez-vous que les personnes à l'extérieur du quartier perçoivent Montréal-Nord ? Pourquoi ? - Comment parlez-vous de Montréal-Nord à d'autres personnes ? - Comment en parlez-vous à d'autres habitants de votre quartier ? - Dites-vous que vous venez ou travaillez à Montréal-Nord ? Quelles sont les réactions des personnes à qui vous le dites ? - Quelles plateformes médiatiques et quels médias consommez-vous ? Pourquoi les consommez-vous ? - Quelles plateformes médiatiques et quels médias ne consommez-vous pas et pourquoi ? - Que pensez-vous de la représentation faite par les médias sur Montréal-Nord ? Est-elle représentative ? Par exemple, que pensez-vous de la couverture faite par tel article de journal ? - J'ai effectué une analyse de discours concernant Montréal-Nord dans les médias de la presse écrite montréalaise. Que pensez-vous de mes résultats ? Y'a-t-il des informations que je devrais chercher plus vous pensez ? - Que pensez-vous des capsules faites par la mairie de l'arrondissement de Montréal-Nord ? - Au-delà des discours médiatiques, c'est quoi pour vous Montréal-Nord ? Si vous étiez journaliste, qu'est-ce que vous y montreriez ?
L'influence du quartier sur les actes politiques <i>Comment la structure spatiale de Montréal-Nord influence-t-elle vos actes politiques ?</i> Acteurs visés – militants – résidents	<ul style="list-style-type: none"> - Parlez-moi du collectif. Comment il est parti ? Comment as-tu commencé à t'impliquer ? Quels sont vos objectifs ? Quels sont vos moyens d'action ? Quels sont vos moyens de mobilisation ? Quelles sont vos sources d'inspiration ? - Pourquoi avez-vous choisi ou comment en êtes-vous arrivé à vous impliquer dans un collectif ? Comment vous sentez-vous dans ces collectifs ? Comment se déroulent les organisations des activités ? - Avez-vous rencontré des difficultés dans la participation/l'organisation à ces collectifs ? Par qui ? - As-tu vu des signes de progrès depuis l'apparition des collectifs ? - Quelle est la différence entre MN-R et Montréal-Noir ? - Pourquoi utiliser le nom du quartier dans le nom du collectif ? - Pensez-vous que Montréal-Nord est devenu un symbole d'une lutte antiraciste ? Pourquoi Montréal-Nord l'est-il devenu ? - Est-ce facile de rejoindre les habitants du quartier ? Avez-vous tissé des liens avec des voisins, des organismes, des commerces, d'autres groupes militants ? Sentez-vous un support du quartier ? - Vous sentez-vous porte-parole des habitants de Montréal-Nord ou d'une tranche de ceux-ci ? Comment vos actions sont perçues par les médias et les habitants du quartier ?
Les trajectoires de vie <i>Comment êtes-vous devenu un acteur politique au sein du quartier ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Depuis combien de temps fréquentez-vous Montréal-Nord ? Comment êtes-vous arrivé dans à Montréal-Nord ? - Quelles sont vos relations avec les citoyens de Montréal-Nord ? Les organismes communautaires ? Les pouvoirs d'arrondissement ? - Pourquoi avez-vous choisi Montréal-Nord pour y vivre, pour y travailler ou pour y militer ? - Comment en êtes-vous venu à vous sentir chez vous ou pas à Montréal-Nord ? Comment vous êtes-vous ancré dans le quartier ?
Information de base	<ul style="list-style-type: none"> - Nom et âge - Comment vous identifiez-vous ? - Autres contacts ?

Annexe III – Résumé des recherches montrées aux enquêteurs

Un résumé de mes recherches

1. Démarche

Recherche sur Eureka tous les articles contenant le mot «Montréal-Nord»

Classification de tous les articles entre 8 thématiques et différents codes sur Zotero

2. Résultats quantitatifs

Figure 1 – La répartition de mon échantillon

L'échantillon couvre 11 008 articles entre 2009 et 2016.

Figure 2 – La proportion d'article répertoriée selon les thématiques

Thématique	Nombre d'articles	Pourcentage sur le total
Vivre ensemble	2398	21,78 %
Environnement urbain	880	7,99 %
Environnement social	1234	11,21 %
Discours et représentations de pouvoir	2056	18,68 %
Sécurité	2663	24,19 %
Accessibilité	533	4,84 %
Racisation	525	4,77 %
Réappropriation	719	6,53 %
Total	11008	100,00 %

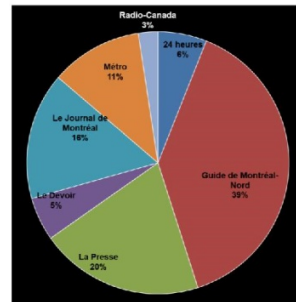


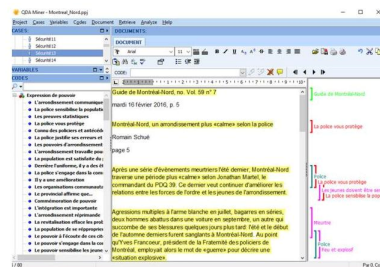
Figure 3 – La proportion de la couverture médiatique accordée par chaque thématique pour chaque média

Sources	Vivre-ensemble	Environnement urbain	Environnement social	Discours de pouvoir	Sécurité	Accessibilité	Racisation	Réappropriation
Guide de Montréal-Nord	41,26%	7,93%	12,00%	16,67%	8,62%	5,34%	2,18%	6,01%
La Presse	10,48%	8,48%	11,92%	16,05%	32,66%	5,83%	8,86%	5,72%
Métro	10,93%	14,46%	13,01%	21,64%	22,06%	2,39%	3,75%	11,76%
Le Journal de Montréal	11,09%	5,83%	11,92%	15,84%	45,06%	3,99%	4,12%	3,74%
24 heures	6,29%	9,32%	9,56%	26,57%	36,36%	4,66%	2,10%	4,66%
Le Devoir	11,18%	4,95%	14,54%	31,79%	12,62%	6,39%	8,63%	9,90%
Radio-Canada	3,43%	3,43%	5,92%	25,70%	44,39%	1,56%	5,76%	9,81%

Les huit thématiques

1. Vivre-ensemble
2. Environnement urbain
3. Environnement social
4. Discours de pouvoir
5. Sécurité
6. Accessibilité
7. Racisation
8. Réappropriation

Analyse du discours de différents articles sur le logiciel QDA Miner



3. Résultats qualitatifs



4. Conclusion préliminaire

Les médias de la presse écrite montréalaise renforce une croyance préjudicielle négative concernant Montréal-Nord.

- Les discours médiatiques renforcent les idées préconçues d'un quartier défavorisé.
- En internalisant les problèmes et en externalisant les solutions, Montréal-Nord est représenté comme ayant peu de pouvoir sur soi-même.

Annexe IV — Certificat d'éthique



FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT

« Montréal-Nord, Montréal-Noir : les discours et les actes de la stigmatisation territoriale »

Chercheur étudiant : Antoine Vogler, étudiant à la maîtrise, Département de géographie, Université de Montréal
Directrice de recherche : Violaine Jolivet, professeure agrégée, Département de géographie, Université de Montréal

Cette recherche est financée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

Vous êtes invité à participer à un projet de recherche. Avant d'accepter, veuillez prendre le temps de lire ce document présentant les conditions de participation au projet. N'hésitez pas à poser toutes les questions que vous jugerez utiles à la personne qui vous présente ce document.

A) RENSEIGNEMENTS AUX PARTICIPANTS

1. Objectifs de la recherche

L'objectif de ma recherche est de répondre à l'hypothèse selon laquelle Montréal-Nord est stigmatisé dans les médias et d'analyser la réponse des Nord-Montréalais face à cette stigmatisation. Pour ce faire, je compte rencontrer une quinzaine de personnes qui s'impliquent de près ou de loin à Montréal-Nord que ce soit en tant que résidents, fonctionnaires, travailleurs dans des organismes communautaires ou encore journalistes.

2. Participation à la recherche

Vous aurez à participer à une entrevue avec moi durant laquelle je vous poserai des questions sur vos pratiques quotidiennes dans le quartier et sur ce que vous pensez de la couverture médiatique faite sur Montréal-Nord. L'entrevue devrait durer environ 1 heure et avec votre permission, je vais l'enregistrer sur magnétophone afin de pouvoir ensuite transcrire ce que vous m'aurez dit sans rien oublier. Si vous préférez que je ne vous enregistre pas, je pourrai simplement prendre des notes. Le lieu et le moment de l'entrevue seront déterminés avec l'intervieweur, selon vos disponibilités.

3. Risques et inconvénients

Il n'y a aucun risque à répondre à mes questions. Cependant, si vous le souhaitez, vous pouvez simplement décider de ne pas répondre à certaines questions et même mettre fin à l'entrevue.

4. Avantages et bénéfices

Il n'y a pas d'avantage particulier à participer à ce projet. Votre participation est précieuse pour cette recherche et nous permettra de comprendre s'il y a une stigmatisation de Montréal-Nord par les médias et comment cette stigmatisation hypothétique par les médias peut affecter le quotidien des résidents de Montréal-Nord.

5. Confidentialité

Les renseignements personnels que vous nous donnerez demeureront confidentiels. Aucune information permettant de vous identifier d'une façon ou d'une autre ne sera publiée. De plus, chaque participant à la recherche se verra attribuer un code et seuls le chercheur et sa directrice de recherche pourront connaître son identité. Les données seront conservées dans un lieu sûr. Les enregistrements seront transcrits et seront détruits, ainsi que toute information personnelle, 7 ans après la fin du projet. Seules les données ne permettant pas de vous identifier seront conservées après cette période.

Ce projet a été approuvé par le Comité d'éthique de la recherche en arts et en sciences de l'Université de Montréal.
Projet no CERAS-2018-19-025-D

Page 1 sur 2



6. Compensation

Si vous devez vous déplacer, vos frais de déplacement seront remboursés.

7. Droit de retrait

Votre participation à ce projet est entièrement volontaire et vous pouvez à tout moment vous retirer de la recherche sur simple avis verbal et sans devoir justifier votre décision, sans conséquence pour vous. Si vous décidez de vous retirer de la recherche, veuillez communiquer avec le chercheur au numéro de téléphone indiqué ci-dessous.

À votre demande, tous les renseignements qui vous concernent pourront aussi être détruits. Cependant, après le déclenchement du processus de publication, il sera impossible de détruire les analyses et les résultats portant sur vos données.

B) CONSENTEMENT

Déclaration du participant

- Je comprends que je peux prendre mon temps pour réfléchir avant de donner mon accord ou non à participer à la recherche.
- Je peux poser des questions à l'équipe de recherche et exiger des réponses satisfaisantes.
- Je comprends qu'en participant à ce projet de recherche, je ne renonce à aucun de mes droits ni ne dégage les chercheurs de leurs responsabilités.
- J'ai pris connaissance du présent formulaire d'information et de consentement et j'accepte de participer au projet de recherche.

Signature du participant : _____ Date : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Engagement du chercheur

J'ai expliqué au participant les conditions de participation au projet de recherche. J'ai répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées et je me suis assuré de la compréhension du participant. Je m'engage, avec l'équipe de recherche, à respecter ce qui a été convenu au présent formulaire d'information et de consentement.

Signature du chercheur : _____ Date : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Pour toute question relative à l'étude, ou pour vous retirer de la recherche, veuillez communiquer avec Antoine Vogler au numéro de téléphone _____ à l'adresse courriel _____
Vous pouvez aussi contacter ma directrice de recherche Violaine Jolivet au numéro de téléphone _____ ou à l'adresse courriel _____

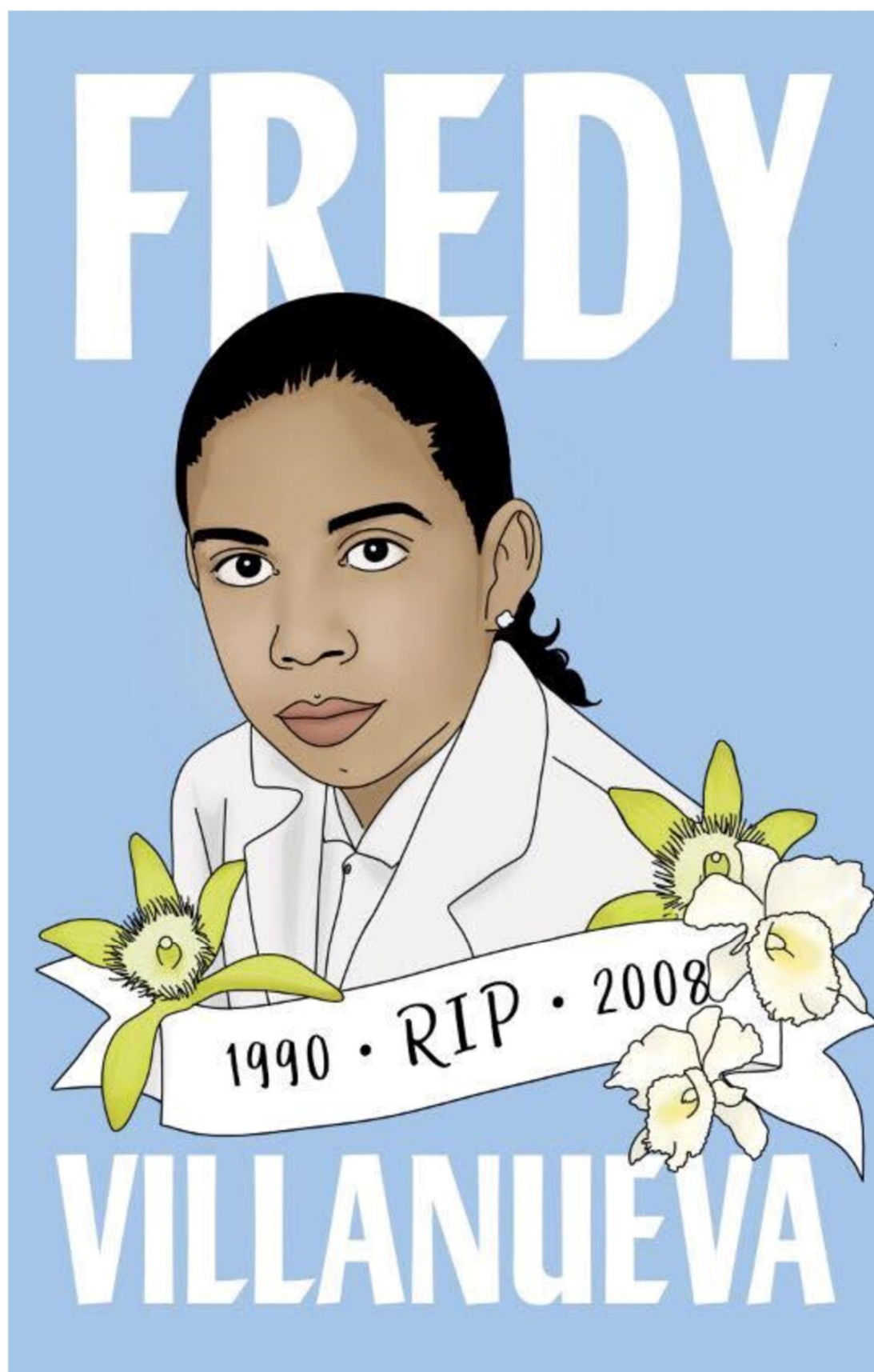
Pour toute préoccupation sur vos droits ou sur les responsabilités des chercheurs concernant votre participation à ce projet, vous pouvez contacter le Comité d'éthique de la recherche en arts et en sciences par courriel à l'adresse _____ ou par téléphone au _____ ou encore consulter le site Web <http://recherche.umontreal.ca/participants>.

Toute plainte relative à votre participation à cette recherche peut être adressée à l'ombudsman de l'Université de Montréal en appelant au numéro de téléphone _____ ou en communiquant par courriel à l'adresse _____
(l'ombudsman accepte les appels à frais virés).

Ce projet a été approuvé par le Comité d'éthique de la recherche en arts et en sciences de l'Université de Montréal.
Projet no CERAS-2018-19-025-D

Page 2 sur 2

Annexe V — Zine



l'Immigration.

renommé Fredy Villanueva.

Forum social Montréal-Nord.
8/08/10 :2^e édition d'Hoodstock. Le parc est

8-9/08/09 : 1^{ère} édition de Hoodstock, le
suite au combat de citoyen.nes.

25/05/09 : Début de l'enquête du coroner
organisé à Montréal-Nord.

13/12/08 : Tournoi de dés, un rassemblement à la mémoire de Fredy est

10/10/08 : Première marche en mémoire de
Fredy.

10/09/08 : Création de la Coalition à la Répression et aux Abus Policiers (CRAP)

9/08/13 : Vigile à la mémoire de Fredy.

Mars 2016 : La pièce *Fredy d'Annabel Soutan* est présentée. Deux acteurs se retirent en

Avril 2016 : Une pétition de 1000 signatures soutien a la ramme Vianneva.

Villanneva est déposée au conseil de ville de Montréal-Nord, puis à la ville-centre.

4/04/16 : Bony Jean-Pierre meurt suite à une opération policière à Montréal-Nord. Une

13/08/16 : Après 5 ans, le 3^e Hoodstock est

organisé à Montréal-Nord et le Forum Social Mondial est invité.

pétition est lancée.

Montreal-Nord le 20 août. 200 citoyens répondent à l'appel. La démission du maire de Montréal-Nord est demandée. Une

au meurtre de Fredy. M-NR dépose 5 revendications au conseil de ville de

16/08/2008 : Montréal-Nord République (M-
UR) est un pays en développement.

9/08/2008 : Fredy est assassiné par un policier dans un parc de Montréal-Nord. Une

excellent fils. Il était souriant. Fredy n'avait aucun antécédent judiciaire.

au Québec pour rejoindre leurs parents qui avaient reçu le statut de réfugié. Fredy était un bon frère, un bon ami, un bon oncle et un

6/04/1990 : Fredy naît au Honduras.

5/08/17 : La librairie Racines, offrant une littérature par et sur les communautés

11-13/08/17 : Hoodstock a lieu pour une 4^e fois.e.s, ouvre ses portes a montréal-Nord.

Printemps 2018 : La pièce Fredy est

représentée. Le 24 mars, lorsque la pièce est jouée à Montréal-Nord, une action de contestation est menée.

5/08/18 : Avec le MBAM, un atelier d'art-thérapie est organisé pour le 10^e anniversaire

de la mort de Fredy.

9/08/18 : Fredy est mort il y a dix ans. Une

journée de commémoration de sa mort aura lieu.

Fredy Villanueva méritait de vivre.
Malgré sa mort, il demeure vivant dans
nos cœurs.

La police doit cesser ces pratiques abusives. En ce dixième anniversaire, il est important de souligner que tant qu'il y aura de l'insécurité économique, il y aura de l'insécurité sociale.

Ceci n'est pas une liste exhaustive des événements qui se sont déroulés depuis la mort de Fredy, mais plutôt un rappel des moments de lutte et de résistance, qui ont marqués les membres du Comité de soutien à la famille Villanueva.

Malgré la désinformation des médias, le combat pour que l'État paie les frais juridiques de la famille Villanueva, le retardement par la Ville de Montréal et le SPVM du dépôt du rapport du coroner et le refus de l'arrondissement de Montréal-Nord de produire une œuvre permanente pour rappeler le meurtre de Fredy, cette ligne du temps illustre que le souvenir de Fredy a été

FREDY, TU VIS DANS NOS

COEURS

Le 9 août, affichez le portrait de
 Fredy là où sa mémoire peut
 continuer à vivre.

Tué par l'agent Jean-Loup
Lapointe, le 9 août 2008

Annexe VI – Un exemple de trois articles issus d’un même texte d’une agence de presse concernant la fermeture de l’usine de viande de Metro de Montréal-Nord

La Presse

Affaires, Jeudi 18 août 2011 285 mots, p.4

Metro ferme son usine de viande

150 emplois sont supprimés dans Montréal-Nord

La Presse canadienne

Le détaillant en alimentation Metro ferme une usine de transformation de viande dans Montréal-Nord. L'établissement où travaillent quelque 150 personnes cessera progressivement ses activités au cours des prochains jours.

Le centre de distribution de l'entreprise, situé dans le même complexe, reste ouvert et les 320 postes qui y sont rattachés ne sont pas menacés.

Selon la porte-parole de Metro, Marie-Claude Bacon, l'usine de transformation de viande était vétuste et avait besoin d'importants et coûteux travaux de réfection. Après avoir examiné plusieurs scénarios, la direction de Metro a estimé que le jeu n'en valait pas la chandelle.

« Nos analyses ont démontré que les installations qui datent de 1968 nécessitent des investissements majeurs qui n'auraient pas assuré la viabilité à long terme », a résumé Mme Bacon.

Metro n'exploite aucune autre usine de transformation alimentaire. L'épicier s'approvisionnera désormais en viandes froides chez des fournisseurs de marques nationales.

Mme Bacon assure que la décision ne fait pas partie des mesures de réduction de coûts que Metro entend mettre en place au cours des prochains mois afin de protéger ses marges bénéficiaires dans un contexte de forte concurrence. « C'est vraiment une situation qui est propre à cet édifice-là », a-t-elle dit.

Parmi les 150 employés qui sont licenciés, certains ont des décennies d'ancienneté. Ils pourront décider de travailler au centre de distribution voisin. Les deux établissements ont en effet le même syndicat, affilié au Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce (TUAC-FTQ).

Le président du syndicat local, Mario Maisonneuve, s'est dit « désappointé, mais pas surpris » de voir Metro « baisser les bras » et fermer la dernière grande charcuterie industrielle de l'île de Montréal.

« C'est pas facile à prendre », a-t-il dit.

Il a souligné que les travailleurs de l'usine avaient fait des concessions au cours des dernières années, dans l'espoir d'accroître la rentabilité de l'usine et de préserver leur emploi.

Selon lui, le travail a déjà cessé à l'usine. Les travailleurs sont rentrés chez eux tout de suite après avoir appris la fermeture.

Le syndicat espère en « replacer » quelques-uns et obtenir une prime de départ pour les autres.

À la Bourse de Toronto, les actions de Metro ont

Métro (Montréal) J

Alimentation, Jeudi 18 août 2011 186 mots, p. 9

Metro ferme son usine de Montréal-Nord

L'usine de transformation de viande est trop vétuste pour être modernisée 150 employés seront mis à pied

La Presse Canadienne

L'épicier Metro ferme une usine de transformation de viande dans Montréal-Nord. L'établissement où travaillent 150 personnes cessera progressivement ses activités au cours des prochains jours.

Le centre de distribution de l'entreprise situé dans le même complexe reste ouvert, et les 320 postes du centre ne sont pas menacés.

La porte-parole de Metro, Marie-Claude Bacon, a expliqué hier que l'usine inaugurée à la fin des années 1960 était vétuste et avait besoin d'importants et coûteux travaux de réfection.

Après avoir analysé plusieurs scénarios, la direction de Metro a estimé que le jeu n'en valait pas la chandelle, puisque les investissements envisagés n'assuraient pas la viabilité de l'usine à moyen terme.

Metro n'exploite aucune autre usine de transformation alimentaire. L'épicier s'approvisionnera désormais en viandes froides chez des fournisseurs de marques nationales. Mme Bacon assure que la décision ne fait pas partie des mesures de réduction de coûts que Metro entend mettre en place au cours des prochains mois afin de protéger ses marges bénéficiaires dans un contexte de forte concurrence.

Le président du syndicat local, Mario Maisonneuve, s'est dit « désappointé, mais pas surpris » de voir Metro « baisser les bras » et fermer la dernière grande charcuterie industrielle de l'île de Montréal.

150 : Certains des 150 employés mis à pied hier pourront décider de travailler au centre de distribution adjacent.

Le Devoir

Économie, Jeudi 18 août 2011 285 mots, p. B3

Metro ferme son usine de Montréal-Nord

150 emplois sont touchés par la fin des activités de transformation alimentaire

La Presse canadienne ; Karine Fortin

L'épicier Metro ferme une usine de transformation de viande dans Montréal-Nord. L'établissement où travaillent quelque 150 personnes cessera progressivement ses activités au cours des prochains jours.

Le centre de distribution de l'entreprise, situé dans le même complexe, reste ouvert et les 320 postes qui y sont rattachés ne sont pas menacés.

La porte-parole de Metro, Marie-Claude Bacon, a expliqué hier que l'usine inaugurée à la fin des années 1960 était vétuste et avait besoin d'importants et coûteux travaux de réfection. Après avoir examiné plusieurs scénarios, la direction de Metro a estimé que le jeu n'en valait pas la chandelle.

« Nos analyses ont démontré que les installations qui datent de 1968 nécessitent des investissements majeurs qui n'auraient pas assuré la viabilité à long terme », a résumé Mme Bacon.

Metro n'exploite aucune autre usine de transformation alimentaire. L'épicier s'approvisionnera désormais en viandes froides chez des fournisseurs de marques nationales.

Mme Bacon assure que la décision ne fait pas partie des mesures de réduction de coûts que Metro entend mettre en place au cours des prochains mois afin de protéger ses marges bénéficiaires dans un contexte de forte concurrence. « C'est vraiment une situation qui est propre à cet édifice-là », a-t-elle dit.

« Pas surpris »

Parmi les employés mis à pied hier, certains ont des décennies d'ancienneté. Ils pourront décider de travailler au centre de distribution voisin. Les deux établissements ont en effet le même syndicat, affilié au Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce (TUAC-FTQ).

Le président du syndicat local, Mario Maisonneuve, s'est dit « désappointé, mais pas surpris » de voir Metro « baisser les bras » et fermer la dernière grande charcuterie industrielle de l'île de Montréal. « C'est pas facile à prendre », a-t-il dit.

Il a souligné que les travailleurs de l'usine avaient fait des concessions au cours des dernières années, dans l'espoir d'accroître la rentabilité de l'usine et de préserver leur emploi.

Selon lui, le travail a déjà cessé à l'usine. Les travailleurs sont rentrés chez eux tout de suite après avoir appris la fermeture.

Le syndicat espère en « replacer » quelques-uns et obtenir une prime de départ pour les autres.

Annexe VII — Image de la plaque de commémoration de la Place de l'espoir



Annexe VIII — Tableau résumé des différents collectifs

Nom	Date de création	Brève description
Montréal-Nord Republik (M-NR)	16 août 2008	« Montréal-Nord Republik est une nouvelle voix dans le quartier. Elle cherche à faire entendre une lecture alternative des événements récents entourant la mort de Fredy Villanueva et les émeutes qui ont eu lieu à Montréal-Nord. L'organisation vise ainsi à contrecarrer le discours dominant qui insinue l'idée que les émeutiers et les contestataires sont des voyous sans aucune conscience politique. Montréal-Nord Republik souhaite aussi rassembler la communauté du quartier et toute la population montréalaise afin de dénoncer la répression policière ainsi que l'oppression économique, sociale, culturelle et politique. » (M-NR, 18 août 2008 : http://montrealnordrepublik.blogspot.com/2008/08/appel-la-mobilisation.html#links)
Coalition contre la répression et les abus policiers (CRAP)	Suite à la mort de Fredy Villanueva	« La CRAP rassemble des organismes ainsi que des individus de différents horizons qui ont comme point commun de s'être sentis profondément interpellés à la fois par la mort de Fredy Villanueva, par les relations difficiles entre les policiers et certains membres des communautés culturelles de Montréal-Nord et par le contexte social quelquefois éprouvant dans lequel évoluent plusieurs citoyens vivant dans cet arrondissement. » (CRAP: https://lacrap.org/a-propos)
Hoodstock	2009	« Un mouvement politique non partisan qui permet à la population de Montréal-Nord d'avoir voix au chapitre. [...] Ce mouvement, né dans la colère et le ras-le-bol à la mort de Fredy, a évolué au fil des années pour devenir un mouvement de concertation, de mobilisation et d'organisation collective. » (Zaazaa, 2019 : 78).
Comité de soutien à la famille Villanueva	2008	Un comité formé des proches de la famille et de sympathisants qui offre un soutien juridique, médiatique, organisationnel et émotionnel à la famille Villanueva.
Montréal-Noir	Mars 2016	« Montréal Noir, un collectif de citoyens montréalais, inquiets par les dérapages policiers envers les communautés noires et le racisme anti-noir. » (Page Facebook de Montréal-Noir)
Tout le hood en parle (TLHEP)	2016	« TLHEP met de l'avant les témoignages, les histoires et les cultures de personnes racisées. » (Page Facebook de TLHEP)
Librairie Racine	Août 2016	« Le mandat premier de la librairie Racines est de mettre de l'avant les histoires, les cultures et les conditions de vies des personnes racisé. e. s. » (Page Facebook de la librairie)